

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE L'ABSENTÉISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTÈNUE

Le 24 janvier 1901, à 1 heure

PAR

Louis-Albert DODE

Avocat à la Cour d'appel de Paris.

MEMBRES DU JURY :

M. DESCHAMPS, *Président.*

MM. BERTHÉLEMY et GIDE, *professeurs.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS
L. BOYER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

15, rue Racine, 15

—
1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550225_0003

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE L'ABSENTÉISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 24 janvier 1901, à 1 heure

PAR

Louis-Albert DODE

Avocat à la Cour d'appel de Paris.



MEMBRES DU JURY :

M. DESCHAMPS, *Président.*

MM. BERTHÉLEMY et GIDE, *professeurs.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS

L. BOYER

IMPRIMEUR-ÉDITEUR

15, rue Racine, 15

—
1901

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE L'ABSENTÉISME

INTRODUCTION

C'est à la suite de la crise irlandaise, entre 1830 et 1840, que fut créé le terme d'*absentéisme*, ou d'*absentisme*. On l'a employé tout d'abord à désigner l'absence continue, systématique, des landlords; puis on a étendu son application à tous les faits d'absence économique continue, non pas seulement de l'individu, mais de la richesse. On a dit, d'une façon générale, absentéisme du consommateur, absentéisme de la consommation. Ces absentéismes présentent la plus haute importance au point de vue de l'économie nationale, par leurs conséquences sur la production et sur la consommation.

Un phénomène d'absentéisme comporte la réunion de plusieurs éléments qui le déterminent. Il y a d'abord l'élément *lieu* : pour qu'il y ait absence, il faut de toute nécessité qu'il y ait deux lieux considérés (1). Il y a ensuite un élément moral,

1. Selon ces lieux, l'absentéisme peut être national (interprovincial) ou international, métropolitain ou colonial (entre la métropole et ses colonies).

éthique, car les choses ou les individus se trouvent en un endroit quelconque : pour qu'il y ait absentéisme, il faut que nous estimions qu'ils *devraient* être ailleurs ; il faut que nous voyions un lien qui les rattache à un lieu autre que celui où nous les considérons. Enfin, de la réunion des deux éléments que nous venons de citer résulterait l'absence plutôt que l'absentéisme : pour qu'il y ait absentéisme et que la désinence du mot soit justifiée, il faut encore qu'il y ait une certaine constance dans l'absence.

Il y a donc un élément *temps* dans l'absentéisme. Il y a absentéisme soit parce que les éléments de la richesse tout en résidant à l'étranger ne cessent pas, malgré le temps, de rester nationaux, soit parce que, bien qu'ils deviennent étrangers, il se remplacent incessamment par d'autres venus du pays d'origine. En plus du déplacement de la richesse, la durée du déplacement est nécessaire, sous l'une ou l'autre des formes distinguées ci-dessus.

L'étude de l'absentéisme est donc celle de la partie de l'économie nationale relative aux relations étrangères qui se manifestent par un départ ou une absence de richesse plus ou moins constants.

Ni l'émigration accidentelle d'individus ou de richesses, ni les provinces perdues ou les indemnités payées à la suite d'une guerre ne constituent un absentéisme, bien qu'il y ait perte pour le pays considéré.

Il ne faut pas confondre l'absentéisme avec l'émigration, tant des richesses que des individus, du moins avec l'émigration entendue sans esprit de retour. L'individu ou le capital émigrés ne sont pas absents : ils ont rompu le lien qui les rattachait à leur ancien site, ils deviendront vite des étrangers. Personne ne dit qu'un étranger soit absent d'un pays qui n'est plus le sien. La difficulté de distinguer entre l'absentéisme et l'émigration n'est qu'apparente : en effet, ce ne sont pas les reve-

nus payés au pays prêteur, ce ne sont pas ceux prélevés par le propriétaire absentéiste, ce n'est pas le nègre emmené en esclavage qui sont absentéistes, car rien ne nous permet d'estimer qu'ils reviendront à leur pays d'origine, mais c'est le droit aux revenus du placement, le droit à ceux de la terre, l'habitude prise de la traite qui constituent l'absentéisme, le fait que des individus tirent d'un pays sa richesse et son travail pour les porter ailleurs, et ce d'une façon constante, comme l'indiquent les suffixes « isme » et « iste ».

Ce ne sont pas les sommes qui passent à l'étranger considérées une à une et en elles-mêmes qui sont absentéistes, c'est le courant qu'elles constituent ; ce ne sont pas les arrérages d'un revenu, c'est le revenu lui-même.

Il y a absentéisme non seulement quand l'individu est absent de son pays, mais encore quand il prend à ce pays ce qui revient à ses habitants, que ce soit comme conquérant ne restant pas dans sa conquête, ou comme acheteur de terres dont il ne s'occupe pas et ne s'occupera pas ; l'individu alors peut être regardé comme absent d'un pays où il n'a séjourné qu'un instant, ou même où il n'est jamais allé, et on ne contestera pas que celui qui achète des terres au loin, sans avoir visité le pays où elles sont, soit absentéiste s'il en garde la propriété et le droit aux revenus.

Il y a encore absentéisme dans le cas de l'individu qui, fût-ce à son détriment économique, fait passer à l'étranger les revenus qu'il tire du pays qui est le sien et que même il ne quitte pas ; à côté de l'absentéiste qui consomme au loin en vivant au loin, il y a celui qui par la nature de ses dépenses et l'origine de ses achats, provoque une perte de richesse pour son pays ; sa personne même n'est pas absentéiste, les sommes qui passent définitivement à l'étranger ne le sont pas non plus, ses échanges le sont, ses habitudes économiques le sont. On pourra dire alors qu'il y a un absentéisme de la

richesse ; tantôt l'absentéisme de la richesse seul a lieu, tantôt il est consécutif à celui de l'individu. Les deux absentéismes ont d'ailleurs d'étroits rapports.

On a commencé par apercevoir l'absentéisme de l'individu, plus évident ; il ne constitue pourtant pas par lui-même un phénomène économique, mais on l'a regardé comme tel à cause de ses conséquences économiques ordinaires qui sont un absentéisme de la richesse. Puis on a remarqué que le fait essentiel était précisément ces conséquences mêmes, lesquelles d'ailleurs pouvaient se manifester indépendamment de lui : c'est ce qu'on a nommé l'absentéisme de la consommation et ce que d'une façon que nous croyons plus rationnelle nous appelons ici l'absentéisme de la richesse.

Par l'expression *absentéisme de l'individu*, il faut entendre *absentéisme de la richesse consécutif à celui de l'individu*.

L'absentéisme est donc apparu d'abord sous la forme la plus caractérisée par l'aspect extérieur, mais la moins nettement déterminée au point de vue économique. Cela ne veut pas dire que l'absentéisme direct de la richesse soit le plus aisé à analyser dans ses manifestations et ses conséquences.

Nous paraîtrons peut-être ici nous écarter du sens ordinaire qu'on donne au mot *absentéisme* ; mais il n'est vraiment pas possible de formuler une définition de l'absentéisme qui comprenne à la fois les sens qu'on lui prête couramment et exclue ceux plus rarement employés sans doute et que nous avons acceptés. Puisque on a dit *absentéisme de la consommation*... il est à présumer que cette expression n'est point vide de sens.

Si elle entendait se rapporter au cas d'absentéisme du consommateur, il n'y aurait qu'à dire *absentéisme du consommateur*, et il conviendrait surtout d'éviter d'opposer l'absentéisme de la consommation à celui du consommateur. On entend sans doute bien parler d'un absentéisme de la richesse indé-

pendant de celui de l'individu. Pourquoi pas ? Personne ne conteste que la richesse puisse être regardée à un point de vue national ; personne ne conteste que si elle n'a point d'intelligence ni de tendances par elle-même, ses maîtres en ont pour elle, et l'on parle des capitaux comme de choses conscientes.

S'ils sont placés par leurs propriétaires à l'étranger, sans que ceux-ci se déplacent, n'y a-t-il point absentéisme des capitaux ? L'inconscient acquiert une nationalité et des tendances par sa dépendance du conscient. L'individu ne nous intéresse, au point de vue économique, que par ses rapports avec la richesse ; pourquoi nous refuserions-nous à admettre comme identique dans deux cas le même phénomène relatif à la richesse parce que l'individu n'a pas, dans l'un des cas, été l'objet d'un phénomène analogue ?

Si donc il n'avait jamais été question que de l'absentéisme de l'individu et des conséquences économiques de cet absentéisme, on eût pu et dû limiter ce travail à certaines de ses parties. Mais n'ayant pas rejeté toute qualification d'absentéisme pour les cas où l'individu n'était pas matériellement absentéiste, nous avons dû étudier à un point de vue spécial les placements et les échanges. D'ailleurs, nous n'avons pas trouvé de critérium pour les éliminer de cette étude.

Le consommateur peut, sans se déplacer, par des échanges en vue de la consommation, provoquer un véritable absentéisme, notamment lorsqu'il obéit à certaines considérations non économiques ; il peut payer des services rendus au loin et dépenser ainsi sans être absentéiste de sa personne ; il peut au loin faire des dépenses d'ostentation ; il peut entretenir des châteaux qu'il n'habitera jamais. En admettant cet absentéisme, il nous fallait admettre celui des placements et des échanges. Était-ce parce que le but était productif, alors que dans les exemples précédents, la production n'était intéressée qu'indirectement, qu'il fallait faire une différence radicale ? Pourquoi

l'absentéisme se fût-il refusé à agir directement sur la production? Alors l'individu qui travaille à l'étranger, avec d'ailleurs esprit de retour, sans perdre sa nationalité, n'était point absentéiste? Et dans l'absentéisme des landlords, il nous fallait éliminer tout ce qui intéresse la production directement, l'abandon des terres sans direction ni capitaux, pour n'admettre qu'une des faces du phénomène, la consommation des revenus à l'étranger?

L'absentéisme de l'individu comporte souvent l'absentéisme de son activité productive, c'est-à-dire du travail.

La division qui eût rappelé la formule assez souvent employée *absentéisme du consommateur, absentéisme de la consommation* ne pouvait, dans ces conditions, être suivie ici. Elle était insuffisante, et d'ailleurs ne groupait pas les faits d'absentéisme dans un ordre logique.

On a essayé d'étudier successivement l'absentéisme des divers éléments productifs, en suivant l'ordre nature, richesse, travail. En même temps que la richesse productive (capital), il est aisé de rechercher les faits constitutifs de l'absentéisme de la richesse de consommation : cela est même nécessaire pour distinguer l'une de l'autre. Cette distinction, bien que consacrée et utile, saurait toutefois difficilement être la base d'une division générale.

A un point de vue purement économique, il y a surtout les faits de production ; le geste de porter l'aliment à la bouche est en dernière analyse un fait de production : à plus forte raison, tout fait de déplacement absentéiste de la richesse. L'absentéisme a des conséquences sur la consommation, mais, dans un sens rigoureux, il n'y a pas d'absentéisme de richesse de consommation. L'absentéisme de la consommation ne peut donc être que consécutif à celui de la production et doit en conséquence être analysé parallèlement.

Si le capital et le travail peuvent être facilement absentéistes,

il n'en est pas de même de l'autre élément de la production, l'élément nature.

Ce dernier ne saurait en effet être absentéiste, même par, l'effet de la volonté humaine, car il n'est point transportable, ou plutôt, les ressources naturelles, du fait qu'elles ont été extraites ou recueillies et transportées constituent de la richesse. Si cette richesse a un emploi productif, elle sera un capital.

On a donc cherché de quelle façon la richesse pouvait être absente, d'abord sans absence concomitante de l'individu, et dans les conditions d'une définition donnée de l'absentéisme ; dans quelle mesure on pouvait dire qu'il y eût absentéisme par le placement ou par l'échange, et quels rapports il y avait finalement entre ces absentéismes et l'absentéisme de l'individu. Entre l'absentéisme de la richesse indépendant de celui de l'individu, et celui de l'individu sans transport de richesse (absentéisme du travail), l'absentéisme à la fois de l'individu et de la richesse sert de transition.

D'ailleurs, c'est l'échange par où se manifeste l'absentéisme du voyageur, et il était indispensable de comparer les échanges faits par le voyageur en vue de sa consommation et les échanges faits par le pays sans que l'individu voyage.

Il y a absentéisme de la richesse soit par le placement, soit par l'échange. Dans le premier cas, la richesse est un capital qui quitte le pays où il est né, où ont résidé les éléments dont l'action a abouti à sa production. Il demeure en outre la propriété d'individus qui continuent à résider en ce pays : il y a donc un lien qui le rattache à ce pays, et le fait de placement à l'étranger constitue chez le capitaliste, — nous pouvons dire plus simplement chez le capital, — la tendance qui permet d'appeler le placement à l'étranger un absentéisme.

L'échange peut aussi être l'occasion d'un absentéisme ; lorsque par suite de l'organisation des échanges un pays voit la

richesse acquise diminuer chez lui, ou la production demeurer insuffisante, c'est souvent qu'une quantité de la richesse que ce pays produit fuit régulièrement à l'étranger ; il y a là l'élément local constitutif d'absentéisme. Il y a aussi l'élément moral, car il est certain qu'on ne produit pas pour autrui ; il y a aussi la constance, car les échanges obéissent à certains courants d'idées, à certaines conceptions économiques, parfois autres, à certaines nécessités qui ne se modifient pas instantanément, et en tous cas, l'absentéisme par l'échange équivaut à celui du capital ou du travailleur employés à la production des richesses perdues. Ces derniers seraient absentéistes par eux-mêmes s'ils étaient à l'étranger, ils ne le sont ici que par leurs produits, mais cet absentéisme est très sensible du fait que le lien qui rattache les produits au pays est évident.

L'absentéisme de l'individu modifie l'absentéisme par l'échange lorsqu'il l'accompagne. En effet, il n'est pas possible d'apprécier quel eût été dans le pays de l'individu le coût de production de la richesse qu'il achète à l'étranger pour consommer par rapport à ce qu'a été celui de la richesse avec laquelle il paye ; dans l'absentéisme par l'échange sans déplacement de l'individu, cette considération du coût de production à l'égard du pays peut permettre d'essayer d'apprécier l'importance de l'absentéisme, c'est-à-dire de la richesse qui quitte le pays et dont les éléments productifs peuvent être regardés comme s'ils résidaient au dehors. Lorsque l'individu consomme à l'étranger, sauf dans le cas restreint où il fait venir de son pays les objets consommés et où il n'y aurait par suite que perte des frais de transport, il accomplit ses achats dans des conditions particulières. Lorsqu'il vient précisément pour accomplir ces achats et ces consommations dans le pays, pour satisfaire des besoins qu'il estime ne pouvoir satisfaire dans son pays, l'absentéisme par l'échange consiste d'abord en ce

qu'il donne beaucoup plus de richesse qu'il n'en consomme en réalité : en un mot, il achète cher ; de plus, il n'achète pas chez lui. Il en résulte pour le pays de séjour un afflux de richesse et la possibilité de consommer beaucoup de toutes façons et d'acheter dans de bonnes conditions aux pays étrangers. En ce qui concerne le pays victime d'absentéisme et qui est celui que nous devons considérer, il résulte que les consommations faites à l'étranger font du tort à celles de l'intérieur ; plus ces consommations exotiques auront coûté, plus le pays sera appauvri. Au point de vue productif, il perdra toute la partie de la richesse qui dans l'échange en vue de la consommation n'est point consommée, mais change simplement de mains. Des conséquences importantes ne peuvent manquer d'en résulter, à la fois sur le nombre et la nature des consommations, sur le nombre et la nature des emplois productifs ; dans le premier cas, c'est indirectement que la production est intéressée ; dans le second, elle l'est directement, par suite du tort fait aux emplois productifs locaux par les emplois de jouissance à l'étranger.

Cette importance particulière de l'emploi productif et de l'emploi en consommation dans l'absentéisme a été signalée par notre professeur M. Cauwès dans son cours d'Economie politique.

Au point de vue purement économique, ce sont les conséquences sur la production qui sont les plus importantes ; chacune des formes de l'absentéisme a aussi des conséquences sur la consommation, mais si la consommation elle-même est un phénomène économique, celles de ses conséquences qui n'agissent point sur la production sont plutôt sociales, et pour ne point trop étendre ce travail, elles n'ont été qu'indiquées sommairement. La richesse arrivée au point où elle va être consommée ne participe plus au mouvement économique ; si l'on considère le phénomène de la consommation au point de vue économique, on fait de l'économie statique. Les phénomènes

d'absentéisme sont par eux-mêmes des faits d'économie dynamique. Par consommation, on n'entend ici naturellement que la consommation économiquement destructive.

Dans l'absentéisme par l'échange, nous passons directement de l'absentéisme de la richesse à celui de l'individu que nous pouvons alors apprécier au point de vue économique. Enfin dans l'absentéisme de l'individu considéré d'après sa nature et sa fonction économique, nous réunissons aux conséquences indirectes qu'a sur la production la consommation à l'étranger, le manque d'éléments productifs résultant particulièrement de l'absentéisme d'une catégorie d'individus déterminés.

L'absentéisme de l'individu varie en effet au point de vue productif selon la nature de cet individu. Ce peut être un travailleur manuel, intellectuel ; ce peut être un ouvrier, un patron, un propriétaire. Des conséquences particulières en résultent et un absentéisme de travail et de capital se produit dans les divers cas. L'absentéisme de l'individu semble être surtout celui du travail. Mais l'oisif déplace de la richesse, et le capital a tendance, même dans les placements, à suivre le capitaliste.

Il est donc au moins trois formes principales de l'absentéisme : par le placement, par l'échange, par l'absentéisme de l'individu et l'étude de chacune de ces trois formes peut être regardée comme une introduction à la suivante.

Dans les premières parties de ce travail, on a somme toute simplement essayé de chercher en quoi les placements et les échanges constituaient un absentéisme : il ne pouvait être question de les étudier en eux-mêmes. Aussi ne contiennent-elles que des raisonnements sur des principes ou des faits reconnus généralement par les économistes et quelques mentions d'ouvrages et d'auteurs ayant formulé des théories qui intéressent directement l'absentéisme.

Indépendamment de ses formes, il faut considérer l'absentéisme dans l'effet plus ou moins immédiat de ses conséquen-

ces. A ce point de vue, il y a un absentéisme des éléments productifs de la richesse et celui immédiat de la richesse même. La richesse elle-même est un élément de production de la richesse : mais on peut reconnaître la richesse qui n'est qu'un moyen de celle qui est un but. Il y a lieu de distinguer entre l'absentéisme des éléments productifs qui est relatif et peut n'être que l'occasion d'un absentéisme de richesse futur plus ou moins intense, et le dernier absentéisme, qui, lui, est absolu, définitif, et constitue une perte économique évidente. L'opposition est souvent manifeste entre l'absentéisme relatif et l'absentéisme absolu.

Au cas où la richesse qui possède les qualités intrinsèques que la production avait pour but et la situation que les transports avaient pour terme est directement absentéiste, il y a de suite un absentéisme absolu.

On peut encore distinguer un absentéisme déterminé, qui est celui d'une forme déterminée de richesse, d'une marchandise quelconque, et un absentéisme indéterminé en nature, qui est la valeur nationale de la richesse perdue par l'absentéisme. C'est surtout ce dernier qui est important, car l'échange permet de se procurer les richesses sous la forme dont on a besoin et il importe en général peu que la richesse possédée soit de telle ou telle nature.

C'est un fait grave au contraire qu'un pays perde plus ou moins de la richesse qu'il produit et qui était destinée soit à un emploi productif, soit à un emploi consomptif.

PREMIÈRE PARTIE

ABSENTÉISME DE LA RICHESSE SANS ABSENTÉISME DE L'INDIVIDU

I

Absentéisme par le placement.

Le placement au loin est un absentéisme.

La principale objection qu'on peut faire à la qualification d'absentéisme donnée au placement est que les intérêts payés au pays placeur compensent l'absence de la richesse placée, et que par suite il n'y a pas mouvement de richesse vers l'étranger.

Mais la richesse a des formes indéfiniment variées et l'absentéisme de la richesse sous telle ou telle forme, bien qu'à première vue il ne paraisse pas devoir constituer une occasion de perte pour un pays, n'en est pas moins un phénomène intéressant. De plus, on ne peut guère lui contester le nom d'absentéisme. Ce terme a toujours été employé pour désigner la perte résultant pour un pays du manque de présence d'éléments déterminés : or, personne ne niera que les placements puissent être une occasion de pertes et qu'ils constituent le manque de présence d'éléments de richesse. Il y a ainsi l'absentéisme de l'élément considéré, qui est relatif, et celui consécutif de la

richesse perdue, qui est définitif : le premier ne saurait exister sans l'autre, par définition, mais il lui est antérieur et par là peut servir à le déterminer.

L'absentéisme du capital est un absentéisme définitif lorsque le capital placé se perd ou ne donne que des revenus insuffisants : il y a alors absentéisme du capital, absentéisme du revenu, au total absentéisme de richesse. Quand dans le pays placeur il existe des éléments naturels et du travail non employés productivement faute de capitaux, il y a certainement encore absentéisme définitif : car le développement matériel du pays n'est pas ce qu'il devrait être, le travail n'est pas employé ou largement rémunéré, le travailleur n'y fait point d'épargnes, ce qui constitue un absentéisme de richesse par manque de gain, *lucrum cessans*, et enfin la détérioration économique du pays par suite du manque de capitaux constitue un absentéisme par perte, *damnum emergens*.

Hors ces cas, l'absentéisme du capital ne produit pas un absentéisme définitif. Le capital placé fait retour à son pays d'origine quand ceux qui en sont propriétaires le veulent : il n'est donc atteint que d'un absentéisme temporaire, et même pendant la durée de cet absentéisme, son éloignement est compensé par l'afflux des revenus constitués par son loyer ; le droit à ces revenus est regardé comme son équivalent ; il comporte par suite à tout instant la faculté de choisir entre eux et lui ; enfin on peut reconstituer le capital par ces revenus, et nul alors ne saurait prétendre qu'il y ait eu absentéisme de richesse définitif.

II

Causes directes de l'absentéisme par le placement.

Le crédit cause d'absentéisme.

Quelles sont les principales causes des placements lointains et dans quelle mesure agissent-elles pour faire d'eux à leur tour la cause d'un absentéisme définitif ?

La cause la plus évidente, celle qui domine et englobe toutes les autres, c'est le développement du crédit, qui remplace la richesse quel que soit son emploi par un titre de propriété, aisément transmissible et négociable. La forme de ce titre est très variable, mais celle qui semble la forme idéale est la forme du titre au porteur. C'est la richesse mobilisée, libre, aussi indépendante de toute entrave qu'on peut le désirer. Il y a cependant un inconvénient : c'est que le titre est une richesse fictive ; et si sa forme contribue à développer l'absentéisme du capital, par l'indifférence des gens à l'égard du lieu où réside la richesse réelle, elle contribue aussi à faire de l'absence du capital une cause d'absentéisme définitif par l'insécurité des placements lointains.

L'habitude de regarder les valeurs mobilières comme un papier-monnaie est certainement une cause d'absentéisme, non seulement relatif, mais même définitif, car la diplomatie n'est certes pas encore aussi puissante que l'action de la jus-

tice nationale pour faire rentrer les capitaux et les revenus livrés à des mains plus ou moins scrupuleuses.

Certains phénomènes d'absentéisme se sont manifestés de tout temps, mais ils n'appartenaient point à l'ordre de ceux dont il est question à présent ; dans l'antiquité, le capital n'existait guère sous la forme de titres ; son état le plus mobile était l'esclave, et par là il se confondait avec le travail.

C'est bien le crédit, la substitution du titre à la valeur réelle poussée au point que des économistes tels que Mac Leod ont considéré ce titre comme de la richesse même, qui est la principale cause du placement absentéiste.

Mais il y a encore quelques causes secondaires qui provoquent l'absentéisme par le placement. La spéculation en est une certainement. On peut admettre, il est vrai, que les hauts intérêts payés devraient être, en principe, considérés comme comprenant les pertes possibles et que c'est l'affaire du capitaliste qui spéculé de peser les avantages et les inconvénients des placements lointains à hauts intérêts. Tantôt en effet les revenus seront proportionnés aux bénéfices qu'a procurés la consommation productive du capital prêté ; tantôt ils ne le seront pas, mais seront fixés à un taux moyen ; cela dépendra du goût du capitaliste à courir les aventures. Les cas où il aura moins de revenus qu'il en aurait eus dans un emploi moins hasardeux de son épargne seront compensés, sinon pour lui-même, du moins pour son pays, par les cas où les revenus seront plus élevés. Ce n'est que si la faiblesse du revenu dépasse toute prévision, si les risques probables ont été dépassés par les événements, s'il y a eu perte du capital, s'il y a eu krach très important, qu'il y aura perte de richesse pour le pays placeur.

Il y a là une différence évidente entre le point de vue individuel et le point de vue national.

Il faut remarquer en outre que la spéculation de certaines per-

sonnes s'exerce souvent au détriment de certaines autres, et qu'il en résulte que ces dernières, entraînées par un engouement imprudent, accordent une confiance exagérée à la publicité, et n'apprécient pas exactement les risques à courir, représentés par l'improductivité ou la difficulté de l'entreprise et l'incertitude du paiement des intérêts et de la restitution du capital. Certes, ainsi définie, la spéculation a été une cause puissante d'émigration de capitaux, émigration malheureusement définitive.

La facilité des communications est encore une cause de placements lointains. Elle habitue à ne pas tenir compte des distances ; elle fait connaître aux hommes d'initiative les entreprises à créer. D'une part elle peut favoriser de bons placements, bien plus productifs que ceux des pays anciennement exploités ; d'autre part elle peut en faire faire de très mauvais, car beaucoup de gens, après avoir traversé un pays, s'imaginent bien à tort en connaître la valeur véritable et y fondent des entreprises sans avenir ou insuffisamment préparées, destinées à absorber des capitaux en pure perte.

En ce cas, la facilité des communications est encore une cause d'absentéisme définitif. C'est elle en tous cas qui a provoqué la fondation des premières sociétés destinées à l'exploitation des pays lointains, lesquelles furent même les premières sociétés de capitaux importantes : les compagnies de colonisation nées à la suite des progrès de la navigation.

Ces faits, joints au développement du crédit et la différence du taux de l'intérêt entre les vieux pays et les pays neufs, sont les causes principales de l'absentéisme par le placement.

III

Conséquences générales et normales de l'absentéisme par le placement.

Absentéisme relatif des capitaux. Cas et formes d'absentéisme absolu consécutif.

L'absentéisme se manifeste encore, en dehors des cas de perte du capital ou de non-paiement des intérêts, par les conséquences souvent fâcheuses des placements. Grâce au développement du crédit, lequel constitue la cause principale des placements absentéistes, non seulement la richesse apparaît sous la forme fictive des titres, mais on la voit encore sous une forme doublement fictive : en effet, la monnaie qu'on obtient en échange des titres est elle-même un bon plus qu'une richesse, par l'usage qui en est fait.

Le titre représente le droit à la monnaie (capital ou intérêts du titre), qui représente elle-même le droit de disposer de la richesse et des produits de la richesse, c'est-à-dire d'en prélever certaines quantités. Or, dans le cas de placement lointain, le prélèvement de richesse ou de travail ne se fait pas au lieu où le travail et la richesse originaires ont été fournis et payés, ou s'il se fait en ce lieu, la richesse et le travail seront transportés au loin.

Le placement est souvent peu favorable au pays placeur, où le travail et la richesse risquent d'être inemployés, faute de

demande ou de paiement suffisant, tandis que dans les pays de placement il y a en circulation beaucoup de titres ou de monnaie donnant droit à utiliser le capital et le travail.

Ces derniers sont très demandés et bien payés. Les bons, titres, coupons, monnaie, remis aux fournisseurs de travail et de capitaux permettront ensuite aux pays de placement de disposer à leur profit dans les pays étrangers de richesse et de travail. On peut dire qu'il faut que le pays placeur soit très riche et qu'il ait peu d'emplois chez lui de travail et de capital pour qu'il ait intérêt à faire des placements ; seulement si l'étranger paye de hauts intérêts, ceux-ci sont à leur tour des bons permettant de prélever chez lui de la richesse et du travail.

De quel côté est l'avantage ? Il est certain d'abord qu'il peut être à la fois des deux côtés dans l'hypothèse où les placements des deux pays l'un chez l'autre sont semblables en quantité, en qualité, se font aux mêmes conditions, et où les deux pays ont un développement économique équivalent.

Mais les deux pays ayant un état économique différent, l'un peut faire des placements qui ont pour résultat chez l'autre l'emploi de richesse et de travail qui en manquent et chez lui l'utilisation de bons qui procurent par leur placement l'apport des richesses auxquelles ils donnaient droit en principe, mais qu'on ne pouvait obtenir en échange, à cause de la surabondance de bons et de l'insuffisance des richesses matérielles et du travail à prélever. Ces bons, c'est l'argent déprécié, dépréciation manifestée par la baisse du taux de l'intérêt.

La richesse et le travail inemployés dans l'autre pays, c'est la crise des pays neufs, où la richesse matérielle abonde, mais où la monnaie est rare. Il semblerait qu'en ce cas il n'y a perte ni d'un côté ni de l'autre. Mais il faut tenir compte de ce que ce n'est pas l'afflux de monnaie qui vivifiera le pays neuf : si cela suffisait, il n'aurait qu'à émettre une monnaie fiduciaire don-

nant droit à des quantités déterminées de la richesse et du travail qui abondent localement pour sortir tout seul de la crise. Ce qui fait qu'il lui faut de la monnaie étrangère, c'est qu'il n'a chez lui que des richesses qui n'en sont pas économiquement, c'est-à-dire des richesses naturelles, que ces richesses exigent un peu de travail pour devenir de véritables richesses, que le travail local sans capital, sans instrument est peu efficace, et qu'il faut une avance de fonds permettant au pays neuf de vivre quelque temps sur le travail des vieux pays pour pouvoir appliquer son travail à la création chez lui facile d'abondantes richesses.

Aussi les placements faits dans les pays neufs comportent toujours de la part de ce pays un prélèvement de la richesse des anciens : les bons donnant droit à la richesse et au travail ayant été exportés, appellent au loin le capital et le travail. La richesse exportée est le levain de la production lointaine.

Il y a donc, en dehors du cas de mauvais placement, assez souvent absentéisme pour le pays placeur : il suffit pour cela que ce pays aît mieux à faire que de placer ses capitaux au loin, soit qu'il en ait l'emploi chez lui, soit qu'il n'ait pas intérêt à susciter la concurrence ruineuse qu'un autre pays peut lui faire.

Par la diminution directe des capitaux qui est sa conséquence propre, l'absentéisme par le placement ressemble à celui par l'échange et à celui de l'individu (1).

1. On a dit que le pays placeur ne retire que le revenu net des placements exotiques au lieu qu'il retirerait le revenu brut des placements locaux. Mais il suffit de faire remarquer que les capitaux empruntés par les pays neufs sont souvent employés à des achats dans les vieux pays pour réduire l'importance de cette opinion. Elle ne serait vraiment fondée qu'à l'égard d'un pays purement rentier et sans industrie ni commerce ; encore faudrait-il s'entendre sur le sens des mots produit net, revenu net, revenu

Aussi convient-il ici d'énumérer les principaux inconvénients de l'absentéisme des capitaux (1). Lorsque ensuite il sera question des autres formes de l'absentéisme qui le provoquent lui-même très souvent, il sera inutile de les mentionner à nouveau.

Et d'abord quel effet produit l'absentéisme du capital par le placement sur l'élément productif *nature* du pays de placement ? Il apparaît immédiatement qu'il faut distinguer deux cas, comme nous l'avons déjà remarqué : celui où dans le pays de placement il n'y a plus de nature inemployée, et celui où il en reste encore dans cet état. Ce sont là deux cas théoriques et la réalité n'offre point d'exemples de pays se trouvant absolument dans la situation du premier cas. Le pays qui actuellement se rapprocherait le plus d'une telle situation est certainement l'Angleterre ; la France n'en est pas très éloignée. Mais qui oserait dire qu'en France et même en Angleterre il n'y a plus d'emploi pour les capitaux dans l'exploitation des ressources naturelles ? A quel point qu'on admette la théorie du rendement non proportionnel, dira-t-on que l'agriculture, dans ces deux pays, ne saurait employer utilement plus de capitaux qu'elle le fait ? Il y a encore en Angleterre des terres négligées ; les procédés agricoles pourraient encore certainement être améliorés. Toutefois, l'agriculture qui utilise les facultés du sol, et les industries extractives qui en retirent soit les matières faisant proprement partie de l'écorce terrestre,

brut, car revenu n'est pas produit. Le produit net à l'égard d'un sujet quelconque, c'est justement *son* revenu.

1. Il faut citer à côté de l'absentéisme international des capitaux, comme phénomènes d'absentéisme national des capitaux celui qui résulte du fonctionnement des Caisses d'épargne telles qu'elles sont organisées en France, c'est-à-dire avec centralisation. L'assurance obligatoire contre la vieillesse organisée par l'Etat pourrait avoir les mêmes inconvénients. Il y a des placements provincialement absentéistes.

soit celles que la végétation des siècles écoulés y a fixées, sont en Angleterre largement pourvues de capitaux. Et l'on ne saurait dire que ceux qui ont émigré ne se sont pas reproduits plusieurs fois dans la métropole par les intérêts qu'ils y ont envoyés et par le développement local de l'industrie et du commerce dûs aux entreprises anglaises lointaines.

L'absentéisme des capitaux par le placement, dans un pays où les capitaux abondent par rapport à l'élément nature comme en Angleterre, n'est pas une cause, tant s'en faut, d'absentéisme définitif de la richesse. L'élément « nature » local, peut, par suite de l'accroissement de richesse dû aux placements lointains plus rémunérateurs que ceux qui auraient été faits dans les entreprises locales, recevoir ensuite des capitaux plus abondants que s'il n'y avait pas eu de placements lointains ; il se peut, en sens contraire, qu'une moins âpre exploitation des ressources naturelles ne soit pas un mal. Il faut tenir compte de ce que l'espèce humaine a besoin, pour prospérer, d'air, de lumière, d'eau et d'espace. Dans un pays où l'exploitation du sol est arrivée à son dernier degré d'intensité, l'habitabilité diminue : les mines, les carrières, les usines ont tout envahi, les fleuves sont empoisonnés, l'atmosphère rendue irrespirable, les champs inondés de scories ou saturés d'engrais, et c'est un moindre surmenage qui serait certainement un progrès. En considérant cette question à un point de vue purement économique, il faut constater l'influence de la détérioration de l'élément travail placé dans de mauvaises conditions hygiéniques : cette situation est une cause de dépenses improductives, de perte de richesse.

Il n'en est pas de même dans les pays où la nature offre encore de nombreuses occasions d'emploi des capitaux et où ceux-ci ne sont pas surabondants. La sécurité locale doit alors être mise en balance avec les risques à courir au loin, et d'ailleurs le taux de l'intérêt est alors suffisamment rémunérateur.

Si les ressources minières ne perdent pas à ne pas être exploitées, il n'en est pas de même du sol arable. Les eaux l'envahissent, son épaisseur diminue là où la charrue ne s'enfonce plus, et l'exploitation primitive qui persiste en épuise la force, se manifeste par le déboisement, par la corruption du régime des pluies et des cours d'eaux, et l'abâtardissement des races végétales et animales.

L'absentéisme du capital par le placement a-t-il sur l'élément travail aussi des conséquences dont certaines aboutissent à un véritable et définitif absentéisme de richesse ? Nous avons vu quels peuvent être les mauvais effets, au point de vue hygiène, du développement local extrême des entreprises minières et manufacturières. Ces effets qu'on ne saurait contester, sont-ils atténués par l'élévation des salaires et le bien-être qui doit en résulter ? Il ne faut d'abord pas tenir compte dans le taux du salaire de la part dûe à l'avilissement de la monnaie ; de plus, l'ouvrier fait avec un salaire élevé des dépenses qui sont bien loin d'augmenter son bien-être, telles que celles en boissons alcooliques ; il n'y a qu'à comparer la condition physiologique des paysans, là où l'alcoolisme ne sévit pas, comme cela a encore lieu dans certaines régions telles que le centre de la France, et aussi où les capitaux sont rares et absentéistes, avec celle de l'ouvrier des grands centres industriels à hauts salaires pour constater combien le premier l'emporte à ce point de vue sur le second. La concentration des capitaux appelle l'agglomération des hommes, et pour que cette agglomération ne soit pas très préjudiciable à la santé morale et physique, il faudrait chez l'individu une éducation supérieure lui permettant de résister aux influences délétères, lui donnant une volonté en un mot, et d'autre part une organisation matérielle des voies publiques et des habitations qu'on ne rencontre guère que dans les quartiers riches. Or, précisément l'ouvrier se distingue du paysan par l'absence de vo-

lonté ; la violence de ses opinions en est la preuve, ainsi que leur mobilité : c'est le résultat de la disparition de la responsabilité, inévitable chez l'homme qui n'est plus qu'une unité dans une grande usine. L'agglomération de la population dans les quartiers ouvriers est aussi une conséquence des grandes entreprises, et cette agglomération favorise l'extension de toutes les maladies contagieuses. L'afflux des capitaux ne doit donc pas être déclaré favorable sans réserves au développement de l'élément travail.

Cependant à regarder les choses de haut, il semblerait qu'il n'en dût pas être ainsi. Théoriquement, de la réunion facile des éléments de la production doit naître une production abondante.

Et si l'on comprend encore que l'abondance de la production puisse coïncider avec un état fâcheux de l'élément *nature* qui est inconscient et de l'état duquel, sans doute à tort, les éléments conscients ne s'inquiètent guère, il paraît qu'il n'en saurait être de même pour l'élément *travail* indissolublement attaché à l'élément consommateur, pour qui finalement tout travaille, pour qui finalement tout se fait. C'est un des côtés de la question sociale qui est ainsi soulevé ; c'est peut-être que la plus grande partie de ceux qui travaillent ne savent ni ne peuvent prendre de décisions en ces matières et qu'ils subissent purement et simplement une situation dans l'établissement de laquelle leur volonté n'a été pour rien ; mais combien, en réalité, la production est encore au-dessous de ce qu'il faudrait qu'elle soit pour que l'élément travail reçoive d'elle ce qui lui est nécessaire ; la grande production a sans doute, de par ses particulières conditions, créé pour le travail une situation défavorable telle que l'augmentation générale de la richesse n'a pas pu en empêcher les fâcheux effets. Il paraît cependant que les progrès de l'hygiène, la facilité de communications autour des villes et dedans, et le développement

même du machinisme qui réduit de plus en plus de l'ouvrier à n'être que le contrôleur des machines, l'âme en quelque sorte que la science ne peut pas leur donner, remédieront aux inconvénients pour l'ouvrier de la concentration des capitaux.

A côté de ces conséquences fâcheuses pour le travail de l'afflux des capitaux, avec ses conséquences telles qu'elles peuvent arriver à provoquer une perte véritable de richesse par le mauvais état de la population, sa décroissance, et les dépenses de l'assistance publique, des hospices, des hôpitaux et des prisons, il faut placer les conséquences également fâcheuses de l'absentéisme des capitaux sur l'élément travail et signaler celles d'entre elles qui constituent un véritable absentéisme de richesse. Nous savons toutefois dès à présent que ce n'est pas par une concentration de capitaux excessive et sans rapports avec la puissance des autres éléments de la production ni avec certaines conditions nécessaires au bon état de ces éléments, que l'on peut remédier aux inconvénients de l'absentéisme des capitaux. Une des premières conséquences sur le travail de l'absence des capitaux, c'est d'abord l'absence même du travail. Le travail est latent, faute d'être stimulé, il ne se manifeste pas. On pourrait même dire, la fonction créant l'organe, qu'il n'est pas même existant là où il n'a pas l'occasion de fonctionner. L'école classique, et l'école mathématique dans les théories de M. Pareto, ont prétendu que les naissances étaient en rapport avec la demande de travail faite par les capitaux.

Il est certain qu'il y a du vrai dans cette idée, et qu'un emploi assuré tend à l'augmentation de la population. Mais il faut beaucoup de temps certainement pour que le rapport se réalise, et il intervient tellement de causes étrangères à la demande de travail, qu'il importe de ne pas en exagérer l'importance. Les enfants sont une charge pour leurs parents et, surtout dans les centres industriels, jouissent d'une telle indépendance dès qu'ils gagnent quelque argent que leurs parents

n'en profitent guère. La natalité a des raisons bien autres et bien plus complexes. Les idées communément admises, l'état de santé des populations, l'usage des excitants, depuis l'alcool jusqu'à l'opium en passant par l'éther, ont sur elle une influence dominante. Enfin, l'aisance qui est bien la cause par laquelle la demande des capitaux devrait stimuler la production des hommes, puisqu'elle résulte des bons salaires, est précisément une cause de ralentissement de la natalité, tandis que la pauvreté, qui devait résulter de l'absence des capitaux, en produit plutôt l'augmentation. Les capitaux ne provoquent pas par leur présence l'élévation de la natalité : si la population s'accroît là où ils se concentrent, c'est par l'immigration.

Le déplacement des capitaux a des influences évidentes sur celui du travail. La présence des capitaux a surtout pour effet de manifester le travail latent, comme leur absence l'effet contraire. Lorsque les capitaux sont absentéistes comme en Irlande, que les entreprises locales sont rares, la population ne diminue pas par abaissement de la natalité, pas plus qu'elle n'augmenterait dans le cas contraire par son élévation, mais elle émigre, comme elle émigrerait dans ce cas contraire.

On pourrait opposer, puisque nous avons cité l'Irlande, des statistiques qui constatent qu'il s'y est produit un grand abaissement de la natalité : mais cet abaissement est immédiatement consécutif à l'émigration qui a privé la population des éléments jeunes, que les études démographiques ont montrés comme ceux qui en fait produisent le nombre le plus élevé de naissances. Mais ce n'est pas ici qu'il y a lieu d'étudier ces questions et particulièrement la situation démographique de l'Irlande ; ce n'est point par le placement au loin que les capitaux manquent en Irlande, mais par l'absentéisme des propriétaires fonciers. D'ailleurs, l'état d'un pays exportateur de capitaux par le placement ne saurait être le même que celui de l'Irlande ; lorsqu'un pays place au loin ses capitaux, c'est gé-

néralement parce qu'il en a déjà beaucoup. L'abondance locale des capitaux, abondance considérée relativement aux demandes de capitaux faites par les autres éléments de la production, provoque la baisse du taux de l'intérêt et par là le départ des capitaux vers les régions où ils trouvent une plus grande rémunération. Dans ce cas, les capitaux manquent parce que les bons emplois locaux étant déjà faits, ils vont au loin en chercher d'autres, tandis que dans le cas de l'Irlande les capitaux manquent parce que l'absentéisme des premiers capitaux produits ne permet pas à la production de se développer assez pour permettre à l'épargne d'en constituer des quantités suffisantes.

Ainsi l'aisance de la population coïncide avec l'exportation des capitaux, avec la faible demande de travail et ces deux causes tendent à restreindre la natalité. Cette population à natalité faible ne sera pas misérable, mais elle aura très peu le goût des entreprises, très peu d'initiative. Les qualités seront surtout l'épargne, la parcimonie, elle économisera plus qu'elle ne produira; elle cherchera le bien-être dans les revenus des capitaux; elle ne cherchera pas à fournir elle-même le travail nécessaire à la productivité des capitaux que son travail passé a produits : elle préfère vivre plus modestement, renoncer à la part de rémunération qui est attribuée au travail. Ces tendances finissent par avoir pour le développement du pays de fâcheuses conséquences; l'activité s'en retire; malgré l'abondance de richesse entretenue par l'afflux des intérêts, l'industrie et le commerce périclitent; le travail est rare, coûteux; il est vrai qu'il est généralement habile, d'une habileté artistique et élégante surtout, car le sentiment de la sécurité dû à l'aisance, les traditions et l'éducation intellectuelle d'une population qui a un passé derrière elle, circonstances normales chez un pays exportateur de capitaux, contribuent à donner ces qualités au travail. Mais il faut regretter pour le pays qui est dans ce cas

l'exportation excessive des capitaux ; il n'est pas suffisant pour entretenir l'activité d'un peuple de vivre sur le travail passé ; il n'y a pas de contradiction entre la richesse et le travail ; une grande partie des capitaux peut sans doute être utilisée localement, pour le mieux du travail local, et quant à la partie exportée, elle peut être suivie d'une émigration temporaire de l'élément du travail.

En pareil cas les conséquences mauvaises de l'absentéisme des capitaux par le placement disparaissent. L'élément travail ne perdra rien de sa vigueur, de son initiative, en un mot de sa prospérité, la production locale ne diminuera pas, et la richesse du pays ne sera pas menacée.

L'absentéisme des capitaux, a sur le travail des effets différents selon la situation des pays concurrents où les capitaux ont été exportés. Dans ces pays la production s'est développée ; elle produit beaucoup et à bon compte ; l'industrie du pays placeur en souffre, et le travail local en subit les conséquences. Là-bas l'élément nature offre des ressources qu'on peut exploiter avec peu de travail et de capitaux ; nous savons que maintenant les capitaux ne manquent pas, et que le travail, s'il manque peut-être d'habileté, se contente d'une faible rémunération dans un pays où la vie est à bon marché, et les besoins peu développés. Aussi les industries des pays anciens sont-elles plus ou moins atteintes, et moins elles peuvent donner aux ouvriers des salaires nombreux et élevés, plus cependant les besoins de ceux-ci deviennent exigeants par le fait du développement naturel des habitudes prises et aussi par l'exemple du luxe donné par la classe riche toujours nombreuse dans ces pays. C'est certainement la conséquence la plus fâcheuse pour le travail de l'exportation des capitaux par le placement, mais à mesure que les pays neufs se développent, leurs conditions démographiques et productives ressemblent de plus en plus à celles des pays anciens, et ceux-ci peuvent, surtout si la crise qu'ils ont

subie a eu pour résultat de les obliger à chercher des remèdes, et a amené une orientation nouvelle des idées, des tendances nouvelles dans l'industrie, redonner au travail local un emploi abondant et rémunéré, et par suite la vitalité qui lui faisait défaut.

Les placements au loin ont donc pour conséquence un véritable monopole des travailleurs de certains pays au détriment de ceux d'autres pays. La libre concurrence entre les capitaux que les frontières n'arrêtent pas, pas plus que les grandes distances, produit donc un monopole dans le travail, qui, lui, ne saurait avoir la même mobilité, étant lié à la personne humaine dans le cas du travailleur manuel. A mesure que les pays nouveaux, non-seulement sont connus, mais encore sont administrés par les Européens, ou tout au moins sous leur contrôle, offrent une certaine sécurité, passent de la production autonome et familiale à la grande production sous l'impulsion des Européens, tout en conservant en grande partie leurs conditions de vie à bon marché, de population à besoins restreints, la crise dont le travail souffre dans les anciens pays va s'aggravant, et c'est seulement à la suite de l'évolution fatale qui assimilera les conditions de la production dans les pays neufs à celles des vieux pays qu'elle pourra prendre fin. Un brusque développement des placements et de la production lointains, comme cela se produira sans doute en Extrême-Orient, provoquera une crise du travail en Europe et en Amérique et compliquera par là la question de l'organisation du travail et des associations professionnelles.

L'absentéisme des capitaux par le placement a enfin une grande influence sur le troisième élément de la production, le capital lui-même. Les capitaux qui se constituent grâce aux intérêts provenant de placements lointains se constitueraient-ils aussi bien ou mieux grâce aux intérêts provenant de placements locaux ? Tout le monde sait à quelles sommes fantasti-

ques s'élève un capital placé à intérêts composés. Il est évident que si le pays placeur plaçait à l'étranger les revenus qu'il en retire, la somme des capitaux lui appartenant et des revenus auxquels il aurait droit grandiraient démesurément. Mais la règle des intérêts composés n'est économiquement vraie que pour les cas isolés. Elle n'a pas de portée générale. Dès que les capitaux qui cherchent emploi ont satisfait aux demandes des autres éléments de la production, le taux de l'intérêt s'abaisse, et si les capitaux continuaient à s'accroître, nul doute qu'on n'en trouvât plus le placement. D'ailleurs, d'où proviendrait l'accroissement de ces capitaux ? Précisément d'une facilité de placement illimitée, facilité purement chimérique hors les cas exceptionnels auxquels nous avons fait allusion. Si ces cas ont néanmoins une existence bien réelle puisque nombres de fortunes se sont constituées et se constituent ainsi, ils ne sont possibles que parce que d'une part beaucoup de capitaux se perdent, d'autre part les besoins de capitaux grandissent, et que le nombre des personnes qui cherchent à les réaliser n'est pas excessif par rapport aux circonstances ci-dessus mentionnées qui permettent cette réalisation.

Les pays peuvent dans une certaine mesure agir comme certains particuliers et placer les revenus de leurs placements. Mais cela dans la seule limite des besoins de capitaux. Ces besoins grandissent en raison de la possibilité d'employer beaucoup de capitaux avec très peu de travail grâce au progrès des sciences appliquées. En effet, l'élément travail peut en quantité restreinte s'unir productivement à une grande quantité de capital. Enfin la conquête du monde fournit en abondance l'élément nature. C'est dans des progrès de la science et de la civilisation que réside la possibilité de nombreux capitaux. Ils ne facilitent pas dans la même mesure le développement local de la production. Si l'influence des progrès de la science y est la même, l'élément nature local ne saurait augmenter beau-

coup. Il est vrai que là encore les progrès de la science jouent leur rôle ; telle culture nouvelle rendra productifs des terrains jusque-là stériles ; la force des vents, des cours d'eaux, voire de la marée pourra être utilisée ; les mines pourront atteindre des profondeurs inconnues ; les minerais jusque-là considérés comme d'une teneur trop faible pourront par de nouveaux procédés être exploités avec bénéfices ; mais les pays neufs, offriront longtemps encore les ressources supérieures et incomparables, et les procédés scientifiques les plus récents y sont d'un emploi fréquent. Il semble donc que la règle des intérêts composés soit moins applicable dans les placements locaux que dans les placements lointains, les facultés d'emploi de nouveaux capitaux étant moindres dans les vieux pays que dans les pays neufs. Les placements au loin favorisent plus la production des capitaux que les placements locaux. Les capitaux ainsi produits restent la propriété du pays placeur, bien qu'ils soient évidemment absentéistes. Le pays placeur en touche les revenus et peut disposer d'eux ; il faut toutefois remarquer que s'il ne se produit pas dans ce pays de nouvelles demandes de capitaux, dûes à quelles causes que ce soit, progrès de la science, développement du travail, découverte de richesses naturelles, cette faculté de disposer des capitaux placés au loin est théorique : car, rappelés dans le pays placeur, ces capitaux ou n'y trouveraient pas d'emploi, ou n'y rencontreraient qu'une rémunération très faible. Ce qui véritablement marque le droit du pays placeur sur les capitaux engagés au loin, est le prélèvement des revenus plus que la faculté de disposer de ces capitaux.

On peut encore se poser la question de l'influence du placement au loin sur la création des capitaux sous la forme suivante : les revenus des capitaux absentéistes s'emploieront-ils plus à la reproduction des capitaux que ceux des placements locaux ? Les placements au loin, — nous entendons toujours parler des

placements sûrs, — sont plus abondants et mieux rémunérés que les placements locaux dans les pays à capitaux nombreux, qui sont les pays placeurs. Il paraît donc que le rentier pourra plus facilement constituer les capitaux avec ces revenus qu'avec ceux de placements locaux. Enfin on pourrait dire que la facilité et les avantages des placements au loin encouragent l'épargne et par suite tendent à provoquer la constitution des capitaux ; que, par suite, peu importeraient les inconvénients et les dangers des placements lointains, puisque les capitaux qui émigrent ne fussent pas nés s'ils n'eussent pas dû émigrer.

Dans toutes ces considérations, nous n'avons tenu compte que de la tendance qu'ont les capitaux à aller là où ils sont le mieux rémunérés, suivant ainsi un raisonnement à peu près analogue à ceux de l'école classique, basé sur les notions de la libre concurrence, d'équivalence des taux égaux, et abstraction faite d'éléments qui ne sont cependant pas sans quelque importance. Il conviendrait de savoir en effet si les capitalistes ne préfèrent pas les placements sûrs aux placements à hauts intérêts : si ces hauts intérêts peuvent être considérés comme compensant pour l'ensemble du pays les pertes de capitaux, encore ne faudrait-il pas sans doute considérer les grands désastres financiers qui atteignent profondément le pays tout entier, il n'en est pas du tout de même pour la grande majorité des capitalistes, qui sont de fortune modeste, ne font pas de placements très variés, et redoutent par dessus tout d'être ruinés. Aussi voit-on très recherchés des placements à très faibles intérêts, mais très sûrs. Or, ces placements très sûrs sont incontestablement en général les placements locaux ; ils rapportent si peu que ceux qui les font, à moins d'avoir des capitaux aussi abondants que des goûts modestes, consomment intégralement leurs revenus. Ainsi la tendance vers les placements sûrs ne diminuerait pas directement le rôle de l'absentéisme des capitaux dans la

création de nouveaux capitaux, mais elle diminuerait cet absentéisme lui-même.

Les placements au loin augmentent la concurrence entre les capitaux à l'extérieur et la diminuent à l'intérieur du pays. Aussi tendraient-ils à élever le taux de l'intérêt au dedans et à l'abaisser au dehors ; comme ils sont précisément le résultat de son faible taux au dedans et de son taux élevé au dehors, il résulte qu'ils sont un régulateur du taux de l'intérêt et d'autre part qu'ils tendent à se détruire eux-mêmes, semblables en cela à la plupart des phénomènes économiques. Les placements au loin semblent aussi favoriser l'association des capitaux, par la facilité qu'ils donnent de les employer ; ils paraissent encore faciliter la division des emplois, — nous ne disons pas division du travail pour éviter toute confusion, — entre les divers pays, en permettant à chacun de tirer le meilleur parti de ce que la nature lui a donné et du travail qu'il peut fournir, mais non dans l'intérieur du pays, car ils n'y favorisent pas les grandes entreprises, qui, si elles réunissent beaucoup de capitaux, les emploient du moins de façon très différente en spécialisant leurs immeubles et leurs machines dans les différentes parties de la fabrication.

Souvent même elles se bornent à fabriquer un seul objet ou à participer à un acte de sa fabrication. Si tous les titres délivrés par les grandes sociétés se ressemblent, elles n'en ont pas moins un outillage très spécialisé ; et c'est l'outillage, qui comprend aussi les immeubles, qui est le capital, non les titres avec leur valeur fictive.

Le placement au loin a encore les conséquences les plus importantes sur les faits mêmes de la production. Indépendamment de la nature de ces faits, tous se manifestent d'abord par une association des éléments de la production. Le capital est généralement fourni par une partie de l'élément travail, la partie directrice et supérieure, celle qui a l'initiative ; c'est même

un fait inévitable, car le capital ne saurait être abandonné sans aucune surveillance au travail, et cette surveillance est elle-même un travail. Cette partie supérieure de l'élément travail possède le capital nécessaire ou l'emprunte : ce dernier cas est général aujourd'hui et constitue le placement. Quant aux rapports entre le travail supérieur et le travail proprement dit, ils se manifestent par l'esclavage, le servage ou le salariat. La production autonome, où le travailleur suffit à sa besogne et possède ou emprunte directement le capital nécessaire, est un fait de production bien distinct des précédents. Il est facile de voir combien les placements au loin peuvent modifier ces conditions de la production dans un pays.

L'élément « travail » supérieur, grâce à eux, tend à disparaître : en effet, il émigrera, les directeurs d'entreprises, les ingénieurs s'en iront avec le capital ; les assemblées d'actionnaires ne rempliront plus de rôle utile : elles devront s'en rapporter à ce qu'on voudra bien leur dire, n'étant plus à même de voir par elles-mêmes la façon dont l'entreprise est conduite ; l'actionnaire qui peut, dans une entreprise non éloignée, être renseigné exactement, a alors une influence sur la marche de l'affaire ; si peu que ce soit, cela représente tout de même un travail ; le capital en ce cas a une certaine intelligence et une influence par où cette intelligence prend sa part dans la direction de l'entreprise. Au contraire, dans le placement au loin, le capital n'est vraiment plus que le capital ; il ne comporte aucune parcelle de travail : une fois engagé, il appartient au travail, c'est-à-dire surtout au travail d'esprit des meneurs de l'entreprise ; la seule façon dont ses propriétaires manifestent quelque activité consiste à se prendre de panique et à précipiter leur ruine en cherchant tous ensemble à céder leurs titres au plus vite.

L'absentéisme des capitaux dispense le rentier de tout travail, sépare absolument l'élément travail et l'élément capital,

et ce au plus grand dommage des droits des capitalistes, que d'ailleurs il tend à rendre injustifiés et fait paraître exorbitants. De plus, les capitalistes se trouvent séparés du reste de la nation par le fait que leurs intérêts vont au loin ; ils ne sont plus solidaires de leurs compatriotes. C'est une situation qui, poussée à l'extrême, ne laisserait pas que d'avoir de conséquences regrettables.

Par là, le placement au loin montre quelle analogie il a avec l'absentéisme de l'individu.

L'absentéisme des capitaux a peu d'influence sur la production considérée comme monopolisée ou sous le régime de la libre concurrence.

Ce qui tend à créer des monopoles de fait, ce sont la facilité d'agrégation des capitaux et les progrès du machinisme. Toutefois, la facilité avec laquelle les capitaux s'expatrient ne peut que contribuer à favoriser les grandes entreprises dans les pays neufs : il y a là une concurrence faite aux industries des pays riches et placeurs, qui leur est certainement défavorable, cela ne se discute plus guère ; les prix des marchandises ainsi produites, toutes choses égales d'ailleurs, seront plus bas que les prix des produits des petites entreprises. Le faible coût de production leur permet d'écraser les petites concurrences et même, ceci fait, de développer la consommation des produits. Seules les industries de luxe, celles dont les clients ne regardent pas aux prix ou même apprécient l'élévation du prix pourront lutter avec les industries exotiques largement pourvues de capitaux grâce aux placements lointains. Il est vrai que les pays placeurs étant riches, ils peuvent fournir à la fois de grands capitaux aux industries étrangères et aux industries locales, mais en tout cas, par les placements absentéistes, ils se créent une concurrence, et par ailleurs les pays neufs ont pour eux bien des circonstances favorables à un coût de production peu élevé. Cette constatation doit toutefois être atténuée

par celle de l'existence des groupes non concurrents signalés par Cairnes et Pareto, et aussi par celle de l'influence des tarifs douaniers.

L'association se manifeste dans la production de trois façons : entre les éléments « *travail* », entre les éléments « *capitaux* », entre le « *travail* » et « *le capital* ». C'est l'influence du placement au loin sur cette dernière association qui nous intéresse ici. On peut elle-même la considérer de deux façons : par rapport à la nature des relations qu'elle établit entre le travail et le capital, et par rapport à la quantité de travail et de capital qu'elle réunit. Si les relations qu'elle établit entre le travail et le capital se sont réalisées successivement dans l'esclavage, le servage, le salariat, la quantité réunie de travail et de capital a singulièrement varié depuis la production familiale jusqu'à la grande production moderne. L'absentéisme par le placement tend-il à modifier les relations actuelles du travail et du capital ? Le salariat tant combattu est-il soutenu par lui ? On pourrait le croire, car l'évolution historique de l'un et de l'autre est simultanée, ce qui est dû évidemment à cette cause commune : la mobilisation du capital, tout au moins d'une grande partie du capital. Cette mobilisation du capital en permettant la grande industrie a donné au salariat l'importance qu'il a aujourd'hui, et d'autre part elle a permis les placements au loin. Mais ces deux derniers phénomènes sont bien plutôt issus de la même cause que dans un rapport de cause à effet entre eux. D'ailleurs, avec la liberté de l'individu et les conditions modernes de la production, les rapports entre le travail et le capital ne peuvent se manifester que sous deux formes : salariat ou coopération (1). Dans la première la direction est toute au capital ; dans la seconde, les quantités de capital et de travail qu'on réunit appartiennent aux mêmes individus. L'absentéisme des capitaux ne tend cer-

1. V. à ce sujet le Précis et les publications de notre professeur M. Ch. Gide.

ainement pas à la favoriser, car il sépare les capitaux et le travail appartenant aux mêmes individus. Il favorise l'association du capital et du travail par grandes quantités de l'un et de l'autre, en permettant aux capitaux de voyager et de se grouper à leur fantaisie.

Quelle influence a-t-il sur la division du travail ? On pourrait dire « sur la division des emplois », puisque le capital, lui aussi se spécialise. Si l'on considère le travail uni au capital, il paraît certain que l'absentéisme des capitaux favorise la spécialisation dans la production à bon marché, avec aussi toutes les dangereuses conséquences des développements brusques de production, causes de crises et contraires au jeu de la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say. Mais, sans considérer l'abondance de la production, on peut dire que l'absentéisme des capitaux en favorisant les grandes entreprises favorise la division du travail. C'est dans les grandes entreprises que chaque ouvrier ne fait qu'une tâche extrêmement limitée, toujours la même, très vite et très aisément. La production peut gagner à cela une grande perfection et se faire à très bon marché ; le rôle de l'ouvrier toutefois serait réduit par cette division de travail à celui d'un automate si de plus en plus les machines n'accomplissaient toutes seules ce genre de travaux ; alors l'ouvrier devient leur mécanicien, et leur complication et la délicatesse de maniement des forces motrices exigent de lui une instruction qui compense la disparition de l'habileté professionnelle étendue qu'il devait posséder jadis.

L'agriculture est-elle atteinte par l'absentéisme des capitaux placés au loin ? En tous cas elle l'est davantage par l'absentéisme du propriétaire foncier qui comporte toutes sortes de conséquences très graves. Mais les placements au loin privent néanmoins l'agriculture de capitaux de deux façons : par le fait des propriétaires qui, sans s'éloigner eux-mêmes, placent leurs capitaux au loin au lieu de les employer sur leurs terres, et

par la difficulté de l'organisation du crédit agricole faute de capitaux abondants et à bon marché.

Il importe donc de remarquer que les hauts intérêts payés par les placements au loin détournent de l'agriculture, non seulement les capitaux des propriétaires fonciers, mais aussi ceux des personnes qui pourraient en prêter à l'agriculture. La conséquence particulière des placements au loin pour l'agriculture est qu'elle facilite la grande exploitation au loin, au plus grand tort de l'agriculture locale : on a vu aux Etats-Unis des sociétés constituées avec des capitaux anglais entreprendre la grande culture extensive et augmenter par suite l'importation du blé à bon marché dans les vieux pays d'Europe.

Le crédit agricole se manifeste sous deux formes : la forme coopérative (syndicats agricoles, banques Raiffeisen, caisses rurales), et la forme du crédit foncier. Le crédit agricole coopératif a essentiellement pour but de donner du crédit aux petits agriculteurs en les rendant solidaires : il ne saurait être affecté par l'absentéisme des capitaux des associés, les petits agriculteurs ne fournissant pas de capitaux à leur association, dont la garantie consiste dans les biens des adhérents.

L'absentéisme des capitaux n'agit à leur égard que par la hausse du taux de l'intérêt. Enfin, ces associations peuvent remédier dans une grande mesure à l'absentéisme des capitaux des grands et moyens propriétaires, en permettant au cultivateur de développer la culture avec ses propres ressources ou en empruntant à bon compte (1).

1. En Russie, à la suite de la crise qui suivit l'abolition du servage, il se créa un grand nombre d'associations de crédit foncier mutuel. Ce fut sur le modèle des institutions analogues établies en Prusse par Frédéric II en 1760, exemple suivi par la Pologne en 1828 et la Galicie en 1846. En Russie, ce mode de crédit qui aurait, semble-t-il, pu donner la vie à l'agriculture en lui fournissant d'abondants capitaux, n'a pas été heureux; l'absentéisme des

Au contraire, l'absentéisme des capitaux a une influence indéniable sur le crédit foncier, par où l'on place des capitaux dans l'agriculture comme on les placerait dans toute autre industrie. Il est certain que si, d'une part, l'industrie agricole fournit de grandes garanties par suite du caractère immobilier et local de la terre, d'une part elle ne peut fournir les revenus d'un grand nombre d'entreprises exotiques : dans des pays anciens, le revenu agricole ne saurait brusquement augmenter comme il peut le faire dans les pays neufs, et de plus l'agriculture ne se prête, une fois développée, qu'avec peine à un développement plus grand et à de plus grands revenus.

Dans la mesure donc où les capitaux s'expatrient, attirés par les gros intérêts, ils se refusent à la possibilité de leur emploi local agricole. Il s'agit de savoir si une moindre tendance des capitaux à se fixer dans l'agriculture par le crédit foncier, conséquence en partie des facilités de placement au loin doit être considérée comme regrettable.

Le propriétaire agriculteur peut d'abord emprunter directe-

capitaux gaspillés à l'Etranger n'a pas trouvé là un meilleur remède que dans le crédit non mutuel. Les facilités d'emprunt furent très grandes, mais soit que les capitaux ne fussent pas employés productivement, soit qu'il le fussent maladroitement, la terre ne put payer l'intérêt de 4 0/0 ni le 2 0/0 d'amortissement exigés. La baisse du prix du blé, la guerre russo-turque de 1877-1878 provoquèrent une crise; les banques firent vendre de grandes quantités de terres nobles. Ainsi, non seulement le crédit foncier mutuel n'a pas remédié aux conséquences de l'absentéisme et de la mauvaise administration, mais il en a précipité la venue et a rendu la propriété noble incapable de résister à des circonstances défavorables. Il a même ensuite provoqué l'absentéisme : les nobles, sans capitaux ni crédit, se sont désintéressés des terres, et on adopté le système absentéiste dans toute sa rigueur : ils ont livré leurs terres à des intermédiaires qui les sous-louent aux paysans sans terre, et réalisent d'énormes bénéfices sur le propriétaire et sur le paysan.

V. pour la France loi du 31 mars 1899 ; il est d'ailleurs question de la modifier.

ment : dans ce cas, il peut le faire soit pour se procurer des fonds pour des besoins quelconques soit pour les employer dans l'exploitation agricole. S'il emprunte autrement que pour les besoins de la culture, son acte est assurément très mauvais pour elle ; il aboutira généralement à la ruine du propriétaire, à sa négligence pour sa terre, à une exploitation du sol besoigneuse, finalement à sa vente : c'est toute une période critique pour un domaine ; en outre, la stabilité des propriétaires doit être considérée comme une des bases d'une bonne agriculture. S'il emprunte pour les besoins de la culture, l'opération ne saurait être considérée comme mauvaise en elle-même : mais l'emprunt fait directement par le propriétaire l'est en général à un taux onéreux ; si d'une part le prêteur a une forte garantie hypothécaire, il n'a d'autre part d'autre moyen de rentrer dans ses fonds que l'expropriation du débiteur, mesure compliquée, coûteuse, désagréable, et qui a de plus le grave inconvénient de produire assez peu d'argent ; il n'y a pas un marché pour les terres comme pour les titres, il n'y a pas de cours et les ventes se font parfois à des prix dérisoires, sans doute parce que la terre exige l'homme pour prospérer, et que l'on n'achète pas au hasard la première terre venue sans savoir si l'on pourra s'en occuper.

L'absentéisme des capitaux, s'il ne facilite pas l'emprunt direct du propriétaire, en raréfiant les capitaux et en élevant le taux de l'intérêt, ne paraît pas être nuisible par là. Les remèdes qu'on a voulu apporter à la difficulté des propriétaires à trouver des fonds à bon marché et aisément sont surtout des mesures législatives permettant de mobiliser la propriété foncière. Pour apprécier leur mérite, il faut certainement se demander dans quels pays elles doivent s'appliquer : il n'est pas de notre sujet d'Audier leur effet dans les pays de placement, en Australie (act Torrens) ni en Tunisie.

Ces pays-là ne sauraient être des victimes de l'absentéisme

des capitaux, qui y sont rares et d'origine étrangère ; de plus, l'agriculture y peut faire de rapides progrès et supporter les conséquences des emprunts, d'ailleurs nécessaires à son essor. Mais dans les pays à capitaux abondants et à vieille agriculture, dans les pays placeurs, on peut se demander si en facilitant les emprunts agricoles, et en combattant les efforts de l'absentéisme des capitaux à cet égard, la mobilisation de la propriété foncière serait avantageuse. Le prêteur, ayant entre les mains un titre théoriquement aussi négociable qu'une action de société, pourra peut-être améliorer pour le débiteur les conditions du prêt, mais ce sera de peu, car le titre ne circulera facilement qu'autant qu'il y aura finalement des gens disposés à prendre la terre. Il ne faut pas confondre les avantages résultant de l'immatriculation des terres, donnant sécurité aux propriétaires et limites certaines aux domaines, comme cela a lieu en Tunisie, avec la faculté de donner le certificat d'immatriculation en gage ou de le négocier. Et si, notamment, les avantages auxquels il est fait allusion ci-dessus, n'existent pas, étant déjà procurés par l'organisation antérieure, et si le système n'a pour résultat que de permettre au propriétaire de donner sur sa propriété des droits à tous ceux qui lui prêtent, l'innovation n'est pas sans doute heureuse, et la France probablement ne gagnerait guère à l'emprunter à l'Allemagne.

Il y a une autre forme de crédit foncier, celle par l'intermédiaire de sociétés financières sûres, agissant par exemple sous le contrôle de l'Etat et avec monopole, comme le Crédit Foncier de France. En pareil cas, l'intérêt peut ne pas être excessif, ne pas atteindre 5 0/0 tout en comprenant l'amortissement.

Mais l'utilisation de ce mode de crédit profite surtout à quelques personnes qui, avec beaucoup de patience et d'entente des affaires, peuvent, grâce à lui, augmenter l'étendue de leurs propriétés, en payant l'intérêt avec le revenu des biens achetés avec l'argent prêté.

Le crédit foncier a sa raison d'être pour l'achat des terres ou pour la mise en culture des terres neuves ; il est difficile d'en user avec bonheur pour développer la culture ou la relever. En Russie, le crédit foncier, mutuel cependant, a bien permis aux paysans d'acquérir les terres des nobles ruinés, mais il a contribué à la ruine de ceux-ci qui avaient grâce à lui emprunté sur leurs terres.

Le crédit foncier, dangereux s'il veut remédier à l'absence des capitaux pour développer la culture ou relever une culture chancelante, peut jouer un rôle utile dans l'achat des terres. Mais alors il a surtout de l'importance au point de vue individuel, et seulement au point de vue économique l'influence qui résulte du passage des terres d'une classe sociale à une autre. Le crédit foncier mutuel russe, organisé d'après le système Schultze-Delitzsch, en permettant aux paysans d'acheter les terres de l'Etat ou celles des nobles ruinés (1) a combattu l'absentéisme des propriétaires dans une certaine mesure.

Il ne sert guère à améliorer les revenus agricoles, ce qui seul a de l'importance aux points de vue général et national, car il faut beaucoup de capitaux pour faire de la culture intensive et les revenus supplémentaires obtenus ne constituent qu'un intérêt trop faible pour que le propriétaire puisse trouver un bénéfice dans la différence entre cet intérêt et celui payé au Crédit Foncier. Aussi est-ce avec des fonds non empruntés, mais fournis par eux-mêmes, placés dans leur exploitation au lieu de l'être en titres, que les propriétaires doivent augmenter le capital engagé dans l'agriculture.

L'absentéisme des capitaux par le placement au loin est très nuisible pour l'agriculture si ces capitaux proviennent des propriétaires de biens ruraux ; il l'est bien moins quand ces

1. Vicomte Combes de l'Estrade. *La Russie économique et sociale*.

capitaux appartiennent à d'autres catégories de personnes : la terre exige non seulement l'homme, mais encore ses capitaux et non ceux d'autrui, parce que la rémunération est faible et essentiellement variable selon la direction donnée à l'exploitation, selon le degré antérieur de revenu déjà tiré du sol, et que le capital doit être engagé pour très longtemps. Les conséquences de l'absentéisme des capitaux par le placement semblent donc très graves quand il se manifeste par l'expatriation de capitaux appartenant aux propriétaires, et moins nuisibles dans le cas contraire. Dans le premier cas, les inconvénients signalés aux emprunts agricoles n'existent pas.

Les conséquences des diverses formes de l'absentéisme sont bien différentes lorsque, au lieu de l'agriculture, on examine les diverses industries, y compris celles qui s'adressent directement au sol pour faire de la richesse avec ses éléments constitutifs. Dans les industries autres que l'agriculture, en effet, d'abord les emprunts n'ont pas les mêmes inconvénients, ensuite la grande production constitue un progrès certain. Dans l'agriculture, l'augmentation de revenu est extrêmement difficile à obtenir, et elle ne s'obtient pas par des procédés bien déterminés, qui une fois scientifiquement réglés fonctionnent automatiquement et sur une échelle aussi grande qu'on peut le désirer. L'agriculture dépend à la fois des phénomènes inorganiques les plus mal connus et les plus impossibles à prévoir, les phénomènes météorologiques, et des phénomènes biologiques végétaux et animaux qui obéissent aux lois les plus compliquées. Aussi exige-t-elle une attention, un soin continu, absorbe-t-elle une quantité de travail et de temps considérable et ne se prête-t-elle pas à la grande production automatique. La science y est d'un grand secours, mais le savant doit en agriculture, surveiller constamment les applications de ses théories : le champ surveillé, où déjà, si petit qu'il soit, les conditions de production varient considérablement, ne saurait être

trop étendu. Enfin le cultivateur, qu'il applique sa routine ou des procédés rationnels, doit s'intéresser à sa terre, connaître en quelque sorte sa personnalité, et dix cultivateurs n'exploiteront pas aussi bien dix champs s'ils travaillent en commun que s'ils travaillent isolément. Combien autres sont les conditions de l'industrie proprement dite ! La possibilité d'étendre la production en proportion des capitaux qui s'offre avec des bénéfices non pas proportionnés à l'étendue de l'entreprise, mais plus élevés dans une grande entreprise comparativement aux capitaux engagés que dans une petite ou une moyenne, permet d'emprunter avec profit. Les procédés applicables sur une grande échelle sont à l'inverse des procédés agricoles, les plus rémunérateurs ; la division du travail, limitée dans l'agriculture, n'a ici que des avantages, et ceux qui résultent de la diminution de frais propres aux grandes entreprises battent leur plein. Aussi, l'absentéisme des capitaux placés en élevant le taux de l'intérêt et en raréfiant les capitaux pourra nuire à la grande industrie locale ; il nuira toutefois davantage à la petite industrie qui est dans des conditions de bénéfice inférieures et ne peut offrir aux capitaux qu'une rémunération moins élevée. La production qui n'emploie que les capitaux du travailleur ou du chef d'entreprise, seule, échappe aux inconvénients des emprunts faits dans les pays où règne l'absentéisme des capitaux par le placement.

L'absentéisme des capitaux par le placement a pour conséquence particulière l'abandon dans le pays des exploitations et industries peu rémunératrices : si le taux de l'intérêt baisait par suite du manque de placements à l'étranger, il est certain qu'il se créerait des entreprises de ce genre, qui payant un très faible intérêt aux capitaux engagés, pourraient faire quelques bénéfices, au lieu qu'à présent personne n'entrevoit leur possibilité. Il y a donc toujours de la nature sans emploi : cela dépend du taux de l'intérêt.

Il faut néanmoins tenir compte de deux observations déjà faites : c'est que l'afflux des revenus venant de l'étranger permet la formation de capitaux nouveaux propres à être utilisés localement, et que le développement redoutable de la concurrence exotique ne peut être durable.

En ce qui concerne spécialement les industries extractives, l'absentéisme des capitaux ne saurait avoir que peu d'effets ; elles ne dépendent en réalité que de deux conditions : présence des matières à extraire, en tenant compte de la facilité d'exploitation et de leur teneur, et facilité des communications, en y comprenant la liberté des communications souvent entravée par des motifs politiques ou fiscaux. Les phosphates algériens ont arrêté l'exploitation de ceux de la Floride : simple effet de la découverte des premiers et de l'établissement des voies ferrées qui permettent leur exportation.

L'industrie manufacturière peut beaucoup plus aisément s'établir partout ; toutefois les frais de transport des matières premières et les conditions du travail dominant sa situation : l'absentéisme des capitaux pourra néanmoins lui faire le plus grand tort dans les pays où elle aurait pu prospérer, mais où les capitaux ont préféré chercher au loin des bénéfices plus grands. Il est alors regrettable qu'elle ne puisse faire les emprunts nécessaires à son développement, en subissant les conséquences de l'absentéisme des capitaux placés, car, si ce n'était cette cause, elle pourrait emprunter dans de bonnes conditions : le titre industriel, qui n'exige de son propriétaire que la peine de détacher les coupons, ne l'engage à aucun travail personnel, est facilement négociable, et par suite recherché. L'industrie des transports qui exige de si grands capitaux et ne saurait se constituer que par vastes entreprises souffre particulièrement du manque de capitaux : mais l'intervention des gouvernements et les bénéfices que promettaient les réseaux à construire dans les pays à vie économique intense ont suffi pour lui donner un

grand développement dans ces pays, et au contraire une grande partie des capitaux absenteïstes s'est employée à l'établissement de voies ferrées dans les pays moins avancés. Enfin elle bénéficie du développement du commerce extérieur qui résulte de l'absenteïsme des capitaux par le placement.

Le commerce extérieur d'une manière générale tire profit de l'absenteïsme des capitaux par le placement.

Il s'est extraordinairement développé à la suite de la découverte des pays neufs, de la facilité nouvelle des communications et de l'exportation des capitaux. Aujourd'hui d'une manière générale, le terme de *commerce* éveille une idée de *transport*.

Chaque pays en effet, est plus ou moins favorisé par la production de telle ou telle richesse, le produit à meilleur compte et tend à évincer ses concurrents dans cette branche de la production. L'absenteïsme des capitaux par le placement en envoyant les capitaux là où ils pouvaient être le plus utile à la production a tendu à accroître la division de la production et à augmenter la nécessité du commerce extérieur. D'ailleurs ce dernier fait aux établissements de commerce des pays de placement une situation plutôt défavorable, analogue à celle qu'il crée aux établissements manufacturiers, en élevant le taux de l'intérêt et en raréfiant les capitaux.

Il a des conséquences sur le succès relatif du grand et du petit commerce : les grands établissements ont, il est vrai, besoin de beaucoup de capitaux, mais ces capitaux cependant sont en quantité moindre que ceux nécessaires à un grand nombre de petits établissements faisant le même chiffre d'affaires. Cela résulte de la division plus grande du travail, de la diminution des frais et du moindre stock surtout de marchandises. Il en résulte que les grandes entreprises peuvent faire des bénéfices, tout en payant de plus gros intérêts aux capitalistes, et que l'absenteïsme des placements les atteint moins que les

petites, dans la mesure où celles-ci doivent recourir aux capitalistes (1).

La situation monétaire des pays est également affectée par l'absentéisme des capitaux, mais c'est dans un sens favorable : l'étranger leur fait de nombreux paiements de revenus, et ces paiements compensent avantageusement la cession de capitaux faite par le pays placeur. Il est vrai que les pays de placement auront tendance à payer ce qu'ils doivent en marchandises ; mais dans la mesure où ils devront faire les paiements en monnaie, cela ne peut que contribuer à augmenter le stock métallique du pays placeur. De plus, ces paiements seront faits avec la meilleure monnaie possible. Donc, en tant qu'un stock métallique abondant peut être utile à un pays, les placements au loin sont favorables. Il faut, toutefois, tenir compte des inconvénients résultant de l'abaissement des prix dans les pays à monnaie surabondante et des avantages qui résultent pour certains pays de la rareté de la monnaie. Les prix étant bas chez eux, ils ont grand intérêt à exporter dans les pays où la monnaie est abondante et les prix élevés.

La balance du commerce ne donne qu'une idée inexacte des échanges entre les pays, justement parce qu'elle néglige de tenir compte des effets des placements à l'étranger. Le pays qui fait des placements au loin peut importer beaucoup, car ses débiteurs chercheront à le payer en marchandises ; ils y

1. Les droits protecteurs modifient la situation faite au commerce extérieur par l'absentéisme des capitaux placés. En effet, ils tendent à la diminution des transactions entre pays différents. Les capitaux absentéistes, grâce à eux n'auront peut-être pas pour résultat de faire de la production étrangère une rivale de la production locale, mais ils ne contribueront plus à développer un mouvement commercial d'importations et d'exportations consécutives où le pays placeur pourrait trouver son compte, toutes réserves faites, quant à la protection due aux industries naissantes et aux intérêts politiques et militaires.

ont intérêt, car le bénéfice qu'ils réalisent en vendant leurs marchandises est autant de diminué sur le montant des intérêts qu'ils doivent payer.

Dans la mesure où les paiements se font en numéraire, et où l'exportation des capitaux a pour conséquence l'augmentation des paiements en numéraire, ils échappent à la balance du commerce, et c'est en tenant compte d'eux qu'on établit la balance des comptes; enfin ils tendent à modifier la balance du commerce, en développant les importations dans les pays placeurs; cette modification a pour effet de rendre encore plus grande l'erreur de ceux qui la confondraient avec la balance des comptes. L'inconvénient, pour le pays placeur, est dans l'engourdissement de sa force productive : habitué à vivre de ses rentes, ce pays pourra perdre son activité, et le jour où, par suite de bouleversements économiques ou politiques, il lui sera nécessaire de produire ce qui lui est nécessaire, peut-être même de produire beaucoup pour subvenir à des besoins accrus par les circonstances, il pourra se faire qu'il se trouve dans une situation inextricable.

L'absentéisme des capitaux par le placement influe favorablement sur le change.

Le pays placeur devient créancier de sommes considérables, ce qui lui permet de régler ses dettes aisément, le papier sur l'étranger étant abondant chez lui. Enfin le taux de l'escompte dans le pays placeur est peu élevé, les banques ne redoutant pas de grande rentrée de papier nécessitée par des paiements nombreux à faire en numéraire à l'étranger.

Les placements au loin permettent à un pays d'importer beaucoup sans qu'il se produise en retour chez lui la tendance habituelle à l'exportation.

La France et l'Angleterre sont dans ce cas. La balance du commerce ne pourrait même pas être en équilibre chez les pays de placement : s'ils exportaient à un moment donné autant

qu'ils importent, il y aurait une tendance aussitôt à de nouvelles importations destinées à détruire l'équilibre de la balance du commerce. Les placements à l'étranger, s'ils constituent momentanément le pays placeur débiteur du pays de placement au cas où le montant des souscriptions n'est pas encore versé, a pour résultat final un résultat identique à celui des exportations sur le cours du change et le taux de l'escompte, mais différent sur le développement de la production.

Si les pays de placement bénéficient beaucoup des placements faits chez eux, toutefois il existe, à leur détriment, un absentéisme du capital par le placement. Une partie des intérêts qu'ils paient à l'étranger aurait pu être économisée par eux et constituer des capitaux.

Mais cet absentéisme n'est ordinairement qu'apparent, car sans l'apport préalable des capitaux étrangers, la production ne se fût pas développée, tout au moins dans le cas où ils manquent de capitaux ; or, ce dernier cas est le cas le plus fréquent. Cet absentéisme au détriment du pays de placement ne saurait donc exister que lorsqu'il y a dans ce pays des capitaux inemployés, ou au moins souffrant de la concurrence des capitaux importés. En pareil cas, l'exportation des revenus est une exportation de capital, qui pourrait être évitée si les capitaux indigènes étaient organisés pour l'action (1). Cependant, il ne paraît pas que l'éducation économique due aux capitaux importés et aux personnes qu'ils ont amenées avec eux soit payée trop cher. Enfin le paiement des intérêts, différant en cela du paiement des importations, ne provoque pas autant une exportation par où le pays de placement puisse développer sa production.

1. Cette situation se présente dans les pays d'Extrême-Orient à consommation peu élevée, à capitaux disséminés et inutilisés, et à industrie créée par des capitaux étrangers très rétribués.

Le développement de la consommation est affecté par toutes les circonstances qui agissent sur celui de la production. Mais il arrive que l'un se fait momentanément au détriment de l'autre.

Par le fait que les revenus se capitalisent, la consommation diminue d'abord; mais, par suite de l'augmentation des capitaux, les intérêts croissent aussi, et il se peut à la fois que les pays de placement fassent de plus en plus de placements et consomment de plus en plus: il est certain qu'en Angleterre et en France la consommation est considérable; il ne faudrait donc pas conclure, après avoir dit que les placements lointains sont favorables à l'accroissement des capitaux, qu'il y ait là une diminution corrélative de la consommation. La consommation ainsi accrue par ces placements sera, d'ailleurs, souvent alimentée par la production étrangère: les placements au loin appellent les placements au loin et font du tort à l'activité économique d'un peuple lorsqu'il néglige d'exporter des chefs d'entreprises avec les capitaux et d'étendre son action sur les pays de placement. Les placements au loin ne diminuent donc pas directement la consommation. Il ne peuvent le faire que par la diminution de la production locale, dans le cas où les ressources de la production étrangère viendraient à faire défaut pour une raison quelconque.

On peut encore se demander quel usage serait fait des fonds disponibles si les placements au loin n'existaient pas et que par suite les capitaux étant relativement plus abondants et moins demandés, le loyer de l'argent baissât encore? Est-ce que beaucoup de personnes ne préféreraient pas alors dépenser leurs économies, surtout les petites sommes, qui, placées à un très faible taux, ne rapportent que des intérêts insignifiants?

Peut-être verrait-on alors la thésaurisation reprendre une partie de son importance de jadis: la consommation soit présente, soit retardée, prendrait de l'importance au détriment

de la production, et naturellement au détriment d'elle-même dans un avenir plus ou moins rapproché, ce qui constituerait un véritable recul dans le mouvement économique.

Les conséquences économiques de l'absentéisme des capitaux par le placement sont en résumé très variées et l'on ne peut en tirer une opinion générale. Il est possible de dire cependant que, hors le cas de mauvais placements, le pays placeur n'y perd pas, bien que cet absentéisme ne soit pas sans inconvénients. Les conséquences sont plutôt mauvaises pour le travail local, elles peuvent restreindre la production, et par suite elles pourraient diminuer la richesse si les intérêts que paye l'étranger ne venaient combler le déficit; elles auraient surtout des effets fâcheux sur la vitalité économique de la nation si la situation qui les rend possibles pouvait durer ou même si elle prenait un caractère plus tranché dans le sens du manque de capitaux dans les entreprises locales.

Le cas où, même si les placements lointains étaient excellents, la situation serait très mauvaise c'est celui où des ressources naturelles et du travail seraient demeurés sans emploi : alors il y aurait une véritable perte de richesse, d'autant plus regrettable qu'une exploitation habile et soigneuse de ces ressources permettrait peut-être de payer des intérêts suffisamment élevés et aurait pour conséquence ces deux résultats bien faits pour se maintenir l'un l'autre : l'élévation du taux local de l'intérêt et l'extension des placements et de l'industrie locaux.

Le placement au loin a nécessairement des conséquences semblables à celle de l'absentéisme de l'individu toutes les fois que cet absentéisme comporte ce placement au loin. Au cas où l'absentéisme de l'individu comporte une exportation de capital sous une autre forme que celle du placement, par exemple si l'individu va fonder une entreprise à l'étranger avec ses propres ressources, elles sont analogues. Enfin elles peuvent

différer lorsque l'absentéisme de l'individu, bien que provoquant un départ de richesse, ne comporte pas d'avantages comparables au retour des intérêts et des profits.

Quand les conséquences du placement ressemblent à celles de l'absentéisme de l'individu, il reste toujours une différence considérable entre elles : c'est que les pays riches sont ceux qui sont affectés davantage par l'absentéisme des capitaux, et les pays pauvres par celui de l'individu. Aux maux causés par l'absentéisme de l'individu, il faut néanmoins souvent ajouter ceux qui peuvent résulter du placement absentéiste, comme il sera rappelé plus loin, à l'occasion des pays que l'absentéisme a le plus complètement ruinés et désolés : en effet, l'absentéisme d'une petite quantité du capital, la seule que produise le pays, suffit à en arrêter le développement, et à provoquer le départ des individus.

IV

Absentéisme par l'échange.

L'échange peut être absentéiste.

Dans les échanges qui s'opèrent entre lieux différents, il peut certainement y avoir perte de richesse pour un des lieux considérés.

S'il est évident qu'on ne peut apprécier la richesse que par les désirs qu'elle satisfait, il n'en est pas moins vrai que les habitants d'une région peuvent diriger mal leur production et les échanges subséquents, et que parfois, ils pourraient avec moins de travail et de richesse produire soit le produit acquis par l'échange, soit un produit cédé en échange contre une quantité plus grande du produit importé, et par là, satisfaire mieux leurs besoins avec moins de consommation de travail et de richesse. Il y a donc là un absentéisme définitif.

Dira-t-on que la quantité de richesse perdue est perdue, non absentéiste? Quel rapport constant y a-t-il entre cette richesse et le pays affecté?

Les capitaux placés au loin sont absentéistes parce qu'ils appartiennent à des nationaux; la richesse perdue par l'absentéisme du propriétaire rural est absentéiste parce que ce dernier, en tant que propriétaire, a un lien avec le pays où est sa terre: la richesse perdue par l'échange est absentéiste parce qu'elle constitue une perte qui ne devrait pas se

produire, étant la conséquence d'actes humains supposés conduits dans le sens le plus profitable à ceux qui les commettent ; elle constitue un courant qui emporte au loin des ressources locales. Il y a donc à la fois l'élément changement de lieu, celui de continuité, car les échanges internationaux constituent des courants plus ou moins durables, et l'élément moral qui fait dire qu'il y a absentéisme parce qu'il ne *devrait* pas y avoir destination telle d'une telle richesse. Le départ renouvelé de quantités de richesse qui devraient, dans l'intérêt du pays, demeurer, constitue l'absentéisme par l'échange. En outre, il a des conséquences analogues à celles que produirait l'absentéisme du travail et du capital employés à produire ces quantités. Cet absentéisme est donc en dernière analyse celui d'éléments matériellement, mais non économiquement, présents dans le pays. Il mérite donc d'être mis à côté de celui du capital placé au loin et de celui du propriétaire foncier qui entraîne au loin avec lui ses possibilités de travail et de disposition de capitaux.

Ce n'est pas la richesse échangée sous ses formes diverses, qui est absentéiste : il y a là, tout au plus, un absentéisme relatif d'éléments déterminés de la richesse ; ces éléments étant sur le marché international, ne sont pas hors de la portée du pays et ne lui feront pas faute : il pourra les acquérir s'il était besoin. C'est l'absentéisme économique des éléments productifs qui est un absentéisme absolu, un absentéisme important, et d'autant plus sensible que, bien qu'il paraisse peut-être assez différent des autres formes, la situation matérielle des éléments productifs, comme on l'a déjà remarqué, fait ressortir leur absentéisme économique c'est-à-dire l'absentéisme de leurs produits.

On pourrait comparer l'absentéisme par l'échange, à celui des propriétaires ruraux par lequel le travail et le capital agricoles travaillent pour l'étranger, comme le travail et le

capital qui produisent les richesses perdues par l'échange.

Il est d'autres éléments productifs que le travail proprement dit et que le capital, ou richesse productive ordinaire. Ce sont les richesses productives immatérielles. Elles représentent du travail passé, tout comme les capitaux proprement dits. Elles sont susceptibles de développer considérablement certaines branches de la production dans les pays étrangers lorsqu'elles sont exportées. Elles sont exportées à la suite de l'échange, du don ou de la prise violente. On peut considérer comme telles les œuvres d'arts et les livres pour leurs éléments immatériels. Entre ces derniers et les précédentes, il importe de faire une distinction : c'est que si les livres sont susceptibles par leur enseignement de développer à un haut degré la production étrangère, ils ne peuvent nuire que par là, et dans la mesure où il y a dommage en pareil cas pour la production nationale, à cette production. Le nombre des exemplaires exportés ne diminue pas nécessairement ni ordinairement celui des exemplaires en circulation dans le pays. Au contraire, la reproduction des œuvres d'art est loin d'être aussi aisée et leur départ peut causer du préjudice à l'art national. Au cas d'échange, les hauts prix payés peuvent ne point compenser ce préjudice. Dans ces observations, nous ne tenons pas compte naturellement de la valeur des matériaux de ces richesses qui satisfont les plus hauts besoins de l'homme par leurs qualités immatérielles.

Intensité possible et formes de l'Absentéisme par l'échange.

Opinions des économistes.

Quelle que soit la théorie de la valeur qu'on admette, c'est la considération du coût de production qui donne la notion et la mesure de l'absentéisme par l'échange. Assurément, l'utilité finale détermine la valeur, mais le coût de production détermine la rareté et par suite fait partie des éléments de l'utilité finale. On pourrait dire qu'un pays perd à l'échange s'il reçoit des produits d'une moindre utilité finale pour lui que ceux qu'il a livrés. Mais cette utilité finale dépend du besoin éprouvé ; elle est par suite essentiellement difficile à apprécier. Considérons la valeur en usage : si le pays échange des objets contre d'autres, ce n'est point sans raison ; c'est que les objets acquis ont pour lui une valeur supérieure à ceux cédés. Peut-on dire qu'il se trompe ? Personne, dira-t-on, ne peut discuter l'intensité des besoins d'autrui.

On peut cependant apprécier économiquement l'utilité finale ; quand cette utilité finale est consécutive à des besoins tels que celui que les Chinois éprouvent de l'opium, il est permis de dire qu'elle est trop élevée, et si elle donne sa valeur excessive à un produit exotique, elle sera une cause directe d'absentéisme par l'échange. Au cas où le pays consommateur se mettrait à produire lui-même soit la marchandise haut cotée, soit un produit de substitution, si le climat s'y opposait, l'ab-

sentéisme disparaîtrait, ce qui ne veut pas dire que le pays se trouverait néanmoins dans une excellente position pour les échanges. Au cas où il n'y aurait ni production locale ni substitution possibles, on verrait un exemple d'absentéisme par l'échange d'origine en quelque sorte pathologique, purement provoqué par un goût dépravé, sans causes économiques. L'absentéisme par l'échange peut donc résulter, non seulement d'une mauvaise organisation, comme on l'a vu, mais aussi d'une conception franchement inadmissible de l'utilité.

Cette question du gain ou de la perte qui peuvent résulter de l'échange a été de celles qui ont contribué à faire naître l'Economie politique.

Aristote, (1) lorsqu'il oppose la chrématistique naturelle à la chrématistique dérivée, l'art de produire soi-même à celui d'acquérir par l'échange, semble déjà se poser la question.

C'est essentiellement chercher dans l'échange un moyen de gagner, et non pas seulement de se débarrasser profitablement de ce qu'on a en trop, qui constitue pour lui cette deuxième chrématistique. Toutefois, Aristote ne dit pas si l'échange peut être une occasion de pertes. « *Patrem familias vendacem, non emacem esse oportet* » dit Caton l'Ancien, qui paraît considérer l'échange comme défavorable.

Il ne faudrait pas reprocher aux mercantilistes, comme on l'a fait souvent, d'affirmer tous que dans l'échange l'une des parties doit perdre si l'autre gagne. Ce qui constitue le mercantilisme sous sa forme ordinaire, c'est qu'il veut vendre et non acheter, parce qu'il voit dans la vente une entrée de numéraire, dans l'achat une sortie de numéraire. Pour lui, être riche c'est avoir beaucoup de monnaie.

C'est pourquoi, il préconise l'échange sous la forme anglaise de la balance des contrats : les marchands qui viennent ven-

1. Politique. L. I.

dre dans le pays ne doivent emporter que de la marchandise et par suite ils doivent dépenser leur numéraire en achats locaux ; ceux qui vont vendre au dehors doivent rapporter le plus possible en numéraire.

L'erreur mercantile consistait à croire qu'un tel système pût durer indéfiniment et servir à autre chose qu'à constituer une réserve métallique. Jean Bodin avait déjà remarqué que le commerce extérieur a une raison d'être dans la variété des productions des différents pays. Il s'élève contre l'idée que la prospérité d'une nation ne peut avoir lieu qu'au détriment de celle des autres. Mais il estime (1) qu'il faut seulement autant que possible acheter des matières premières et vendre des produits manufacturés afin de garder les bénéfices des manufactures, les profits, comme diraient les classiques. Le système de la balance du commerce se substitue peu à peu à celui de la balance des contrats ; il est défendu par Misselden, la brochure Ernestine, Barthélemy de Lafféma. Pour Monchrétien, l'or est toujours la richesse désirable ; il veut garder les matières premières et vendre les matières manufacturées. Thomas Munk défend la balance du commerce ; on doit faire beaucoup d'échanges mais il faut qu'il soient favorables au pays. Il ne donne pas une importance exagérée au stock monétaire. Enfin l'un des derniers mercantilistes, James Stewart, entend surtout développer à l'étranger le goût du luxe, et le restreindre à l'intérieur afin d'éviter de trop dépenser.

Certains mercantilistes ont cru que la prospérité d'une nation dépendait de la ruine des autres ; leur idée était fausse assurément, mais ils avaient vu que l'échange peut être défavorable à un pays ; ils faisaient seulement la règle avec l'exception, et encore ils en exagéraient les conséquences. Leur considération excessive pour la monnaie, quelque explicable

1. République. Liv. VI. ch. II.

qu'elle aît pu être pour des raisons non économiques, n'en reste par moins leur grande erreur ; aujourd'hui en considérant l'échange on fait d'abord abstraction de la monnaie ; les conséquences qui peuvent résulter de sa nature et de sa quantité ne sont que secondaires. Lorsqu'ils établissent la théorie de la balance du commerce, ils approchent de la vérité, mais ils donnent encore trop d'importance à cette considération de la perte et du gain inverse par l'échange ; leur erreur est de considérer les deux pays coéchangistes, et de chercher ce qui résulte de l'échange pour l'un afin de découvrir ce qui en résulte pour l'autre : elle a discrédité leurs théories. Mais ils étaient près de la vérité. La théorie de la balance du commerce, encore élargie par Thomas Munk, qui place un pays en face de tous les autres, méritait mieux que les railleries d'Adam Smith.

Le colbertisme qui était en germe dans le mercantilisme avait encore le tort d'être imprégné de bullionisme comme les théories précédentes, mais il avait beaucoup de vrai ; son point de départ n'était-il pas en réalité que la production manufacturière donne au travail et au capital plus de profit que l'agriculture et que celle des matières premières, que par suite elle favorise le développement national, qu'enfin le coût de production de la marchandise donnée en échange étant ainsi moindre que celui de la marchandise reçue en échange ne le serait pour le pays, le pays avait intérêt à livrer et à recevoir des marchandises déterminées ? Son tort était certes de vouloir accumuler du numéraire et de se refuser aux importations nécessaires pour l'utiliser. Si la richesse acquise eût dû être consommée, le système était équilibré. Réserves faites sur les opinions d'alors relatives aux conditions comparées de la production industrielle et de la production agricole et sur la trop grande sévérité à l'égard des importations, on peut déclarer que les colbertistes avaient aperçu l'absentéisme par l'échange ;

ils en avaient seulement mal compris les conséquences, et voulaient leur opposer des remèdes contraires aux lois générales de l'économie encore ignorées. Ils ne considéraient aussi que les conditions économiques du moment et ils n'ont sans doute jamais eu les prétentions généralisatrices prêtées à leur théorie et qui lui ont fait beaucoup de tort. Ils se sont enfin trompés en croyant qu'il était possible de déterminer administrativement quels étaient les échanges favorables et de soumettre sans inconvénients excessifs toutes les exportations et toutes les importations à un régime général, non point basé comme le protectionnisme sur la nécessité de protéger temporairement telles ou telles branches de la production, mais sur la prétention de réserver à un pays une sorte de monopole dans celles jugées les plus favorables.

Les écrivains de la réaction contre le mercantilisme en sont arrivés à nier implicitement la possibilité de l'absentéisme par l'échange. Dudley North ne voit que des avantages à l'échange et par suite à la pleine liberté des échanges. Boisguilbert combat justement le bullionisme, mais il a le tort de ne voir aussi que des avantages à la fréquence et à la multiplicité des échanges. Là où il a raison contre les mercantilistes, c'est quand il combat leurs opinions sur le blé et qu'il rappelle que son coût de production est loin d'être négligeable. Il demande la liberté d'exportation pour en relever le prix. N'y avait-il pas une contradiction dans le colbertisme qui voulait exporter les produits qui coûtent le moins à produire, relativement à leur valeur d'échange, et, qui, considérant comme tels les produits manufacturés, entendait maintenir ce bas coût de production grâce au bas prix du blé qui coûte cher à produire? C'est relever le coût réel de production des produits manufacturés, et annihiler les conséquences cherchées. Ce bas prix du blé cache une grosse dépense nationale, qui pourrait être moindre si l'exportation venait apporter des ressources aux cultivateurs qui ne

seraient plus à charge aux autres classes. Boisguilbert ne demande d'ailleurs que le rétablissement d'un prix compatible avec le bon état de l'agriculture.

Dans la réaction contre le mercantilisme, on a oublié presque totalement les conséquences de l'absentéisme par l'échange. Tandis que les mercantilistes les avaient vues, mais les avaient exagérées et dénaturées tout en commettant d'autres erreurs plus graves et moins excusables, en tout cas très faciles à relever la plupart des physiocrates, des « philosophes », rejettent tout des théories précédentes.

Il faut cependant ici citer les maximes 23 et 24 de Quesnay :

23 : « Que la nation ne souffre pas de perte dans son commerce
« avec l'étranger, quand même ce commerce serait profitable
« aux commerçants ; car alors l'accroissement des fortunes des
« commerçants ferait dans la circulation des revenus un retran-
« chement préjudiciable à la distribution et à la reproduction ».

24 : « Qu'on ne soit pas trompé par un avantage apparent du
« commerce réciproque avec l'étranger, en jugeant simplement
« par la balance des sommes en argent, sans examiner le plus
« ou le moins de profit qui résulte des marchandises que l'on a
« vendues et de celles que l'on a achetées, car souvent la
« perte est pour la nation qui reçoit un surplus en argent ».

L'échange devient plus tard une loi providentielle et infaillible ; il n'en saurait résulter que du bien pour l'univers en général et chaque pays en particulier. Les philosophes avaient raison de le regarder comme une immense source de richesses, mais cependant tort de nier qu'il pût constituer, en certains cas, une perte pour un pays déterminé. « A côté de cette doctrine du
« cosmopolitisme humanitaire, il y a celle du cosmopolitisme
« mercantiliste d'Adam Smith (1) ».

Ce n'est pas ici le lieu d'analyser une fois de plus les théo-

1. M. Cauwès à son cours (1898, Faculté de Droit de Paris).

ries si célèbres que les économistes du ^{xix}^e siècle ont formulées à l'occasion de l'échange. Néanmoins il est intéressant de chercher dans leurs ouvrages les idées et les expressions les plus proches de la notion d'absentéisme par l'échange telle que nous essayons de la dégager.

Les économistes anglais de l'école dite classique, quelles que soient d'ailleurs leurs divergences, continueront à louer les bienfaits de l'échange. A. Smith, suivi en France par J.-B. Say, regarde les bénéfices de l'échange d'après le profit des commerçants et l'utilisation des facultés productives des autres peuples et des autres pays, bref par l'utilité pour un pays déterminé : par là il serait aisé d'arriver à l'absentéisme par l'échange.

Ricardo considère le coût de production ; en quoi il était près de concevoir aussi, non seulement les avantages, mais aussi les inconvénients de l'échange ; seulement il ne tient guère compte dans le coût de production que du travail, et l'échange lui paraît s'effectuer entre des sommes de travail égales. Ensuite il regarde l'échange au point de vue universel et néglige ses conséquences pour un peuple déterminé.

Cela devait l'empêcher de signaler l'absentéisme par l'échange. La valeur d'échange internationale ne peut se prêter à la découverte ni à l'analyse de cet absentéisme ; la valeur pour un pays est nationale, d'abord parce que la consommation nationale est le but final de toute sa production, échanges compris, et qu'elle se mesure par la valeur en usage, ensuite parce que la valeur *d'échange* varie trop et n'est trop souvent qu'un mythe pour permettre au pays d'obtenir des échanges équitables et à elle-même conformes. Enfin elle n'est pas la mesure, et ce, par définition, du gain ou de la perte, en un mot de l'absentéisme possible dont *un* pays peut être victime dans les échanges.

J.-B. Say soutient que le commerce extérieur est moins avantageux que l'intérieur. Il admet donc que l'échange n'est pas

forcément équitable à tous les points de vue, et particulièrement l'échange international. Seulement, saisi comme les autres économistes de son temps par l'idée dominante que l'échange est une source de richesse, il n'a pas grande tendance à s'apercevoir qu'il peut être, en certains cas, une occasion de perte. Et l'on peut se demander, lorsqu'il s'en aperçoit, si le souvenir de cette erreur mercantiliste qui consiste à enrichir l'un des coéchangistes au détriment de l'autre ne le retient pas d'aller plus loin. Cependant, sans que l'un s'enrichisse, l'autre peut perdre.

Il est un point où Ricardo d'une part, de l'autre J.-B. Say diffèrent assez nettement. Pour J.-B. Say, l'idée que le commerce extérieur est moins favorable à un pays que le commerce intérieur est fondée sur cette considération, que dans le commerce international, il n'y a qu'un capital national reconstitué dans le pays exportateur; l'autre capital est reconstitué dans l'autre pays. Ricardo prétend que la reconstitution des deux capitaux a toujours lieu pour le pays; seulement l'un des deux capitaux se reconstitue sous une forme nouvelle par suite de l'échange; l'échange étant toujours équitable, il n'y a point de perte. Ricardo a raison, du moins en général, lorsqu'il dit que les deux capitaux sont reconstitués: il s'agit toutefois de savoir si la reconstitution du capital étranger donnera une somme égale à celle qu'aurait donnée la reconstitution du capital indigène. Il faudrait donc que Ricardo dise: la reconstitution des deux capitaux *peut* avoir lieu pour le pays sans qu'il y ait perte, et non *doit* avoir lieu. J.-B. Say aurait raison s'il disait que la reconstitution *peut* être incomplète, ou *peut* être absente au lieu de dire qu'elle *est* absente. Somme toute, nous voyons quatre valeurs en jeu: la marchandise exportée à l'égard du pays vendeur, le prix reçu à l'égard de ce pays, le prix payé à l'égard du pays acheteur, la marchandise importée à l'égard de ce pays. Pour le premier pays, les deux premières valeurs

doivent être équivalentes ; pour le second, ce sont les deux dernières. Enfin, en tant que valeurs d'échange, la première et la dernière doivent être égales, et le prix, qui est deux subjectivement, est un objectivement. Dans l'échange, chaque pays échangiste est intéressé par deux valeurs, l'une est un capital, l'autre une marchandise. La seconde reconstitue le premier. Il n'y a donc dans l'échange international qu'un capital reconstitué pour le pays. S'ensuit-il qu'il y perd ? Non, car dans l'opération il ne s'est mis que de moitié, au lieu de la faire à lui tout seul. Peut-il y perdre ? Oui, si le capital reconstitué est inférieur à ce qu'il eût pu être, surtout s'il est inférieur au capital engagé, cas où il y a diminution de son capital circulant.

En résumé, l'échange international offre pour un pays des occasions de perte que ne présente pas l'échange national qui ne peut léser que les individus.

J.-B. Say a formulé cette proposition. C'est une affirmation de l'absentéisme par l'échange. Cet absentéisme peut être très grave si la dépense faite à l'étranger ne comporte pas l'apport vers le pays de la chose achetée. Si un commerçant emporte une marchandise de son pays où il l'a achetée, il a reconstitué en achetant le premier capital. S'il la vend à l'étranger, il reconstitue le deuxième, perdu pour son pays, mais s'il achète une nouvelle marchandise troisième reconstitution ; et qu'il l'importe dans son pays où il la vendra, il reconstituera dans ce pays un quatrième capital qui remplacera le troisième qui lui a manqué. Seulement si un voyageur emporte un capital et le dépense en consommation à l'étranger, il est reconstitué pour l'étranger, non pour le pays. Une première reconstitution de capital national a eu lieu dans le pays quand le voyageur a vendu quoi que se soit pour se procurer des fonds, la deuxième fait défaut. Ce qui ne veut pas dire que le pays perde tout le montant de cette reconstitution : il ne perd pas ce qui eût été détruit chez lui par la consommation.

Si donc l'échange international est une source de richesse à cause de la variété des productions des régions de la planète, il est une occasion de pertes pour les pays de plusieurs façons.

Mac Culloch n'a vu dans l'échange qu'une augmentation de richesse résultant de ce que les choses aisées à produire en un pays y sont une moindre richesse que dans un pays où elles sont rares et que par suite, en échangeant ce qu'ils produisent facilement, ou ce dont ils ont de trop, les pays augmentent leur richesse propre et la richesse générale ; sa théorie est bien trop absolue : un pays peut perdre à l'échange, soit absolument, soit relativement en ce sens qu'il pourrait gagner plus.

Les opinions de Bastiat et de Stuart Mill sur le libre-échange touchent encore de très près la question de l'absentéisme par l'échange. Bastiat procède de Ricardo dans sa façon extrinsèque de considérer l'échange, mais il ne le mesure pas de la même manière : ce sont des services qu'échangent les pays ; pour connaître le gain ou la perte, il suffit de savoir si l'étranger nous rend un service en nous livrant des marchandises qui eussent eu chez nous un coût de production plus grand qu'ont celles que nous lui remettons.

La doctrine de Stuart Mill est un peu plus compliquée : il distingue entre les produits qui peuvent être multipliés sans limites et ceux qui ne peuvent l'être qu'en quantité limitée. Si le travail et le capital sont abondants, les premiers ont leur valeur déterminée par le coût de production, le profit ne pouvant être excessif à cause de la concurrence. Pour les seconds, la valeur dépend de l'offre et de la demande. Enfin, il y a des catégories intermédiaires entre les objets du premier genre et ceux du second. Comme le travail et le capital ne se déplacent pas aisément, — surtout le travail, faut-il dire, — il résulte que la valeur d'échange internationale ne saurait coïncider avec le coût de production.

Au contraire, dans l'intérieur d'un pays, les éléments de la

production pouvant se déplacer plus facilement en raison des moindres distances, la valeur sera déterminée en général par le coût de production. La théorie de Stuart Mill a l'avantage de bien montrer l'importance de l'élément *lieu*, l'élément géographique de l'absentéisme. Elle distingue ensuite nettement la valeur nationale et la valeur internationale. Stuart Mill (1) prend comme exemple 10 mètres de drap fin anglais qui s'échangent en Angleterre contre 15 mètres de toile anglaise. En Allemagne 10 mètres de drap de même qualité s'échangent contre 20 mètres de toile allemande.

Le coût de production de ces marchandises présente donc une différence suffisante pour que l'Angleterre fasse venir des toiles allemandes, et les échange contre des draps anglais. Si l'opération commence par un échange de toiles entre l'Angleterre et l'Allemagne et que l'échange se fasse de façon que 10 mètres de toile anglaise s'échangent contre 20 mètres de toile allemande, le profit du commerce international est pour l'Angleterre. Si ce sont les producteurs de toile allemande qui font venir du drap d'Angleterre dans les mêmes conditions d'échange, c'est l'Allemagne qui recueillera le bénéfice du commerce international.

Dans d'autres conditions, il peut y avoir équation dans l'échange. Si par exemple 10 mètres de drap anglais s'échangent contre 17 mètres de toile allemande, il y aura équation si 1000 demandes de 10 mètres de drap anglais sont égales à 1000 demandes de 17 mètres de toile allemande par les Anglais. S'il n'y a que 800 demandes de toile allemande contre 1000 de drap anglais, les Allemands devront faire quelques concessions pour ramener l'équilibre, en donnant par exemple 18 mètres de toile pour 10 mètres de drap. L'équilibre rompu pourra aussi se rétablir autrement ; lorsque 10 mètres de drap anglais

1. M. Cauwès à son cours, 1898.

s'échangeant contre 17 mètres de toile allemande, il y a 1000 demandes allemandes contre 800 anglaises, les 200 demandes allemandes nécessiteront un mouvement de numéraire allemand vers l'Angleterre. D'où baisse des prix en Allemagne, hausse en Angleterre, importation de l'Allemagne en Angleterre et rétablissement de l'équilibre apparent.

Stuart Mill a donc reconnu explicitement que les conditions de l'échange peuvent ne pas être égales pour les deux pays.

L'absentéisme par l'échange peut résulter de la différence entre les demandes ; en effet, la valeur d'échange internationale dépend de la demande internationale, cela suffit à la faire différer de la valeur nationale qui n'en dépend point, et comme c'est finalement la valeur nationale qui à notre point de vue, est la vraie valeur, il peut résulter une perte pour un pays (1). Il faut observer ici qu'il peut y avoir un remède à cette perte, et qu'il consiste dans cette même valeur internationale. Le pays en effet peut grâce à elle gagner dans certains échanges ce qu'il perd dans d'autres.

Il n'en reste pas moins certain qu'un pays peut par suite de certaines circonstances céder dans de mauvaises conditions des objets propres à être cédés contre une quantité plus grande des objets importés, par suite de céder trop d'objets exportés et de gaspiller le travail et le capital employés à la production de ces objets.

Si les considérations qui précèdent permettent de voir la différence entre la valeur nationale, qui est une valeur d'usage au point de vue national et au point de vue individuel local une valeur d'échange, d'une part, et de l'autre la valeur d'échange internationale, si elles permettent de voir certaines

1. L'offre et la demande dépendent à la fois de raisons psychologiques et de raisons physiques : l'absentéisme de l'idée et l'absence de ressources naturelles sont une cause d'absentéisme de richesse.

causes d'absentéisme, elles ne permettent pas de mesurer la perte de richesse qui peut affecter un pays à la suite de l'échange.

Pour connaître cette perte, il faut considérer le coût de production effectif local de la marchandise livrée et le coût possible local de la marchandise reçue.

D'une façon générale, un pays perd quand il cède les produits dont le coût de production est chez lui plus élevé que ne le serait celui des produits reçus ; si la production locale du produit reçu était impossible, il faudrait examiner s'il n'est pas de produit de substitution dont la production locale avantageuse soit possible ; et encore au cas où elle serait impossible, il se pourrait que le produit livré soit plus coûteux à produire qu'un autre produit par l'échange duquel il serait possible d'obtenir le produit reçu : non seulement dans l'importation, mais encore dans l'exportation, il peut exister des produits de substitution. Une mauvaise organisation de la production est une cause d'absentéisme par l'échange.

Le pays peut faire avec un autre pays des échanges particuliers dont les conditions résultent de ce que l'un a des paiements à faire à l'autre ; par exemple il a demandé, il a reçu, il doit payer avec ce qu'il produit ou produire expressément pour payer.

Alors la situation pour lui peut être très défavorable, et s'il veut continuer à importer, il peut être amené à faire des concessions excessives et à produire beaucoup dans de très mauvaises conditions pour vendre à vil prix. Enfin il faut tenir compte non seulement des coûts de production effectifs ou possibles locaux des marchandises livrées ou reçues, mais naturellement des quantités reçues à payer, et de celles à livrer en échange comme prix, lesquelles dépendent de la valeur d'échange de celles reçues. L'absentéisme peut être apprécié puisque l'on sait en échange de quoi

telle marchandise est livrée, et quelle quantité en est remise en échange de quelle autre, grâce à la monnaie.

On peut estimer dans quelle mesure les importations pourraient être produites dans le pays et à quel coût de production.

Il faut tenir compte des indications du cours du change, tout en faisant, en les considérant, abstraction de la dépréciation des monnaies qui est bien une indication de l'état économique des pays, mais non une mesure de leur absentéisme. Il ne faut pas oublier que le cours du change nous informe du nombre et de la valeur des échanges au cours établi entre les deux pays, mais qu'il ne nous renseigne pas sur les coûts de production. Par lui nous savons qu'un pays a beaucoup à remettre à tel autre, qu'il devra ou qu'il pourra vendre à bas prix et nous voyons pour lui des inconvénients présents et des avantages à venir. Mais on doit connaître par ailleurs le coût de production. On peut dire que les prix seront bas dans le pays sur lequel le change est mauvais : que le coût de production sera par suite peu élevé comparé aux coûts de production étrangers et que cela favorisera ses exportations. Toutefois c'est le coût de production considéré d'une façon doublement spéciale ; d'abord par rapport aux coûts de production étrangers, ensuite sans indication de la quantité de travail et de capital employés ni de la rémunération de ce travail et de ce capital. Si le pays ne gagne que de voir stimuler sa production par les exportations, nous savons que la situation inférieure où il est peut durer longtemps et l'on voit des pays demeurer indéfiniment dans un état économique déplorable, avec un change mauvais : la balance des comptes et son équilibre qui tend toujours à se rétablir ne sont que des apparences.

Le pays sur lequel le change est mauvais, lorsque ce change mauvais aura produit son effet de provoquer les exportations de ce pays, ne jouira donc pas nécessairement par ce fait d'une situation très enviable. Le cours de change n'est que l'indica-

tion des mouvements d'avance ou de retard d'un pays avec les autres dans le règlement des échanges ; il ne permet nullement en définitive d'apprécier directement l'absentéisme par l'échange ; il permet seulement de constater le cours de ces échanges, leur taux d'une façon intéressante, plus précise que par la considération de la valeur d'échange entre les pays, en distinguant en quelque sorte une troisième nature de valeur, qui n'est ni la valeur en usage, ni la valeur d'échange, mais la valeur unilatérale d'échange. Telle marchandise vaut tant en échange : or, les deux pays n'échangeront pas des quantités égales de cette même marchandise à cause du change.

Si l'on fait, en effet, abstraction des différences entre les monnaies des deux pays, si l'on suppose qu'elles sont de même valeur intrinsèque métallique, de même cours, de même abondance proportionnellement aux besoins de chacun des deux pays, le cours du change donne alors la différence de la valeur d'échange pour chacun des deux pays dans leurs relations. La monnaie peut être remplacée par des quantités de même marchandise, et l'on peut admettre, en règle générale, que le coût de production possible est le même pour les quantités importées que le coût de production effectif pour les quantités exportées. Néanmoins, il s'échangera des quantités différentes de la même marchandise. On pourra donc dire que les coûts de production étant identiques, on peut apprécier l'absentéisme par la différence des quantités échangées. Mais le coût de production local intervient, car c'est le coût de production de la quantité perdue qui donne la mesure de l'absentéisme.

En ce qui regarde les marchandises différentes, la considération des marchandises identiques permet de connaître par comparaison l'influence du cours du change sur l'absentéisme. D'ailleurs, le cours du change étant précisément une considération monétaire, les marchandises différentes y sont ramenées

à l'étalon commun, à une marchandise identique, la monnaie. Le cours du change peut donc, suivi de la considération du coût de production des exportations, amener à découvrir certains faits d'absentéisme par l'échange.

Il semblerait, à première vue, qu'un change défavorable soit une cause forcée d'absentéisme, en faisant échanger des quantités inégales. Mais il importe de faire une remarque : c'est qu'il n'en sera ainsi que si les objets importés pouvaient être produits localement dans de bonnes conditions, au moins égales au coût de production des objets exportés. En ce cas, en effet, le change défavorable est une cause d'absentéisme. Lorsque les marchandises ne peuvent être produites ainsi localement, l'échange n'est point forcément absentéiste, même si le change est défavorable, mais il peut seulement être facilement absentéiste, à cause du coût de production des grandes quantités cédées. Enfin, le change dit défavorable, ayant pour conséquences des achats nombreux de l'étranger, pourra présenter aisément des avantages pour le pays ; assurément le pays livrera beaucoup pour recevoir peu, mais ce beaucoup peut lui coûter peu : il faut, pour déterminer le coût de production, tenir compte du montant des profits et en éliminer une partie, comme on verra plus loin.

En résumé, pour apercevoir l'influence sur l'absentéisme du cours du change, il faut bien commencer par supposer un échange de la même marchandise pour pouvoir comparer les quantités échangées, mais il faut ensuite ne pas oublier qu'un tel échange, quoique se produisant parfois, est l'exception, que par conséquent ce ne sont pas en général les marchandises pouvant être produites aisément dans les pays qui sont importées et que le coût de production de ces marchandises devant être localement fort élevé, le bénéfice de leur importation suffit parfois à couvrir complètement la perte qui résulterait de l'échange de quantités inégales, c'est-à-dire du cours du change.

Le cours du change agit sur les quantités échangées, et les coûts de production de ces quantités sont toujours la mesure de l'absentéisme.

Il va sans dire que dans tous ces raisonnements les cas où un produit de substitution pourrait être produit ou importé, et où un produit d'échange plus haut coté pourrait être produit, sont sous-entendus : car ils ne changent rien aux conclusions.

L'absentéisme par l'échange, a-t-il été dit d'une manière générale, se mesure par la considération de deux coûts de production. L'un est le coût de production local effectif de la richesse cédée, l'autre le coût de production local possible de la richesse reçue.

Le coût de production étranger ne nous intéresse qu'indirectement, par les rapports qu'il peut avoir avec l'état économique de l'étranger ; cet état économique peut diminuer ou aggraver l'absentéisme du pays considéré en arrêtant ses importations et en l'invitant à produire lui-même telles marchandises ; il peut le diminuer ou l'aggraver aussi en augmentant ces importations et en le portant à acheter telles marchandises ; cela dépend du prix demandé par l'étranger et les quantités que l'étranger offre, considérés eux-mêmes par rapport avec le coût de production du pays dont il est question. Nous ne parlons pas de la qualité : à qualités différentes, il y a marchandises différentes. Il est évident que le coût de production étranger ne peut en tous cas servir de mesure à l'absentéisme du pays étudié.

Bastiat a dit que plus un pays était dans une situation économique inférieure, plus il avait intérêt à faire des échanges afin de profiter de la supériorité de production du pays le plus riche. Pour lui, peu importe même que l'étranger ferme sa porte : il faut ten'r la sienne ouverte.

Il n'observe pas que de ce que le pays étranger produit dans de bonnes conditions au point de vue abstrait, il ne résulte

point forcément que le pays coéchangiste bénéficie de conditions d'échange favorables ; il y a de cela au moins deux raisons : d'abord le pays bon producteur peut tenir ses prix hauts et par là exiger beaucoup de l'autre ; enfin même s'il vend à prix peu élevés, il se peut que le pays acheteur ait en lui tout ce qu'il faut pour une production excellente et même supérieure des marchandises qu'il achète, qu'il soit en mesure, grâce à une meilleure impulsion économique, d'établir à peu de frais aussi les marchandises qu'il exporte et d'obtenir à peu de frais celles de son coéchangiste, que ce dernier soit bon ou mauvais producteur. Une protection intelligente pourra donner à l'industrie du premier pays l'impulsion nécessaire.

Il demeure seulement que les marchandises du lieu producteur, quand il jouit d'un monopole naturel, pourront être moins chères et plus abondantes, parce qu'il est bon producteur. Mais en tous cas, ce ne sera pas le régime préconisé par Stuart Mill qui permettra à un pays de développer ses industries naissantes, par là de produire chez lui à bon compte au lieu d'acheter cher, d'utiliser ses aptitudes particulières, d'abaisser ses coûts de production, d'éviter les frais de transport et de triompher de l'absentéisme.

Stuart Mill a repris une distinction familière à certains mercantilistes entre les produits de luxe et ceux de consommation courante ; mais c'est pour dire seulement que ces derniers sont de meilleure et plus constante exportation. Cependant ils laissent moins de profit. Ce sont eux sur l'échange de qui la mode agit le plus souvent : ils sont, au point de vue absentéisme, de dangereuse, au moins de coûteuse importation. Enfin Stuart Mill admet très bien l'écrasement du pays mal outillé par le plus avancé. Il ne peut ni produire à bas coût de production, ni éviter de céder souvent à bas prix ou de donner trop en quantité ; il ne peut s'assurer des débouchés en s'attribuant le marché par de bas prix provisoires.

Cairnes (1) et Cournot (2) ont étudié les profits qu'un pays pouvait retirer de l'échange, et les avantages généraux résultant pour l'univers des échanges internationaux, plutôt que la perte qui peut résulter pour un pays déterminé.

L'absentéisme par l'échange résulte donc, en dehors des pertes par suite de non payement, qui sont un absentéisme à l'occasion de l'échange, et non par l'échange, de la mauvaise situation et de la mauvaise direction économiques d'un pays. Il est incontestable que les pays n'échangent pas avec des positions également favorables, qu'ils ne disposent pas du marché aux mêmes conditions. En ce cas, ils peuvent fort bien se rendre compte de la situation et ne pouvoir y remédier de suite, soit à cause des engagements contractés par leur commerce et leur finance, soit à cause de la nature des demandes de leur population. Un individu, souvent, se rend compte du mauvais emploi de ses ressources personnelles; à plus forte raison, un peuple peut faire cette constatation et persévérer dans la mauvaise voie; la contradiction est moins évidente. Combien de réformes sur lesquelles tous sont d'accord n'échouent-elles pas par la mauvaise volonté générale? On a plus vite fait de reconnaître un défaut que de s'en corriger. Si donc il n'est permis à personne d'apprécier l'intensité des besoins d'autrui, au moins peut-on critiquer le développement de certains, et encore plus écouter les aveux d'autrui à ce sujet. Enfin, il y a des causes d'absentéisme par l'échange qui dépendent du manque de certaines qualités, de certaines initiatives: il n'est pas nécessaire qu'elles naissent, et de leur absence peut certainement résulter une perte dans l'échange international.

Le fait qu'une quantité de richesse est ainsi perdue est bien un absentéisme. Les victimes de cet absentéisme reconnaissant

1. *Some leading principles.*

2. *Principes mathématiques de la théorie des richesses*

qu'elles subissent une perte, écartent l'objection qu'on pourrait tirer du caractère subjectif de la notion de richesse. Enfin, si subjectif que soit ce caractère, il faut bien convenir qu'il n'est pas purement individuel, que les âmes humaines ont quelque chose de commun entre elles, que par suite l'évidence d'une perte de richesse peut être affirmée économiquement, en vertu d'une notion humaine collective de la richesse laquelle est précisément celle qui doit intervenir dans une discussion économique abstraite.

Nul ne niera en outre, combien les découvertes, l'activité de certaines personnalités ont contribué à l'amélioration de la production dans certains pays, combien au contraire la mauvaise administration, les mauvais exemples, l'indifférence de certaines autres ont pu arrêter ou faire rétrograder l'habileté productive de certains autres. Les pays peuvent donc produire mal, à prix élevé, acheter cher avec des produits qui leur coûtent cher, obtenir peu parce qu'ils offrent des produits dépréciés, parce qu'il ne peuvent se passer de la production étrangère. N'y a-t-il pas là un absentéisme par l'échange évident ?

La routine, l'incapacité nationales peuvent être regardées aussi comme historiques, politiques ou ethnographiques selon les cas. Les causes géographiques peuvent intervenir ; le pays peut n'être propre qu'à certaines productions où d'autres sont sans rivaux.

Mais il y a encore des causes particulières que nous avons déjà signalées. Ce sont les consommations de certains produits par mode, par *snobisme* comme on dit aujourd'hui. Ces produits sont des produits de luxe, et dont on paie la marque et l'origine. Il arrive qu'ils ne présentent aucune espèce de différence avec les produits indigènes, sans cependant que ces derniers jouissent d'aucune faveur. L'Angleterre, la France exportent des produits de luxe qu'on recherche en raison de l'origine : il est vrai de dire que les produits exotiques corres-

pondants ne sont pas comparables en général. Ces produits de luxe coûtent très cher aux pays acheteurs, et si ceux-ci arrivaient à les produire, ils éviteraient un absentéisme par l'échange considérable et analogue à celui de leurs nationaux riches qui vivent à l'étranger. En outre, ces produits qui se payent si cher sont destinés à la consommation; ils n'ont point de conséquences productives : cela augmenterait encore l'absentéisme qui résulte de leur échange, non point en quantité, mais au point de vue conséquences, si l'on considérait qu'en général il y a plus d'intérêt économique à produire qu'à consommer.

Après avoir fait ces observations, il s'agit de chercher un moyen de mesurer l'absentéisme par l'échange. Nous avons dit que la considération du coût de production possible local des produits reçus était ce moyen. Les coûts de production dépendent de la nature des marchandises échangées et des conditions de la production dans le pays considéré. Au cas où l'on envisagerait l'échange d'une marchandise identique, événement possible, non point pour arriver à une notion générale quelconque, mais pour se rendre compte de ses conséquences, il faudrait remarquer que dans la mesure où les quantités échangées se balancent, il ne peut y avoir absentéisme, sauf le cours du change (1), que par la dépense des frais de transports inutiles. Pour le reste, les deux pays ne font pas échange de la même marchandise.

Il ne faut pas considérer comme coût possible pour des quantités quelconques d'une marchandise déterminée le coût effectif pour certaines quantités. Il se peut que le pays ait intérêt à importer un appoint de tel produit, même si le coût lui en est plus élevé que celui de la même quantité d'origine locale. A l'inverse une plus grande production pourrait parfois réduire

1. Le cours du change a pour effet soit l'échange de quantités inégales, soit celui de quantités égales avec intervention d'une soule.

le coût de production local : l'appoint exotique alors cause grave d'absentéisme. Tout coût possible peut être moindre par suite des avantages de la grande production ou être plus grand par suite de la rareté des matières premières.

L'absentéisme par l'échange est proportionnel aux différences des coûts de production.

Les pays échangent 100 contre 100 ; le coût de production possible de l'un est 7 ; son coût de production effectif est de 9 ; il échange à son point de vue propre 900 contre 700 ; il perd 200. Or, 700 est à 900 comme 7 est à 9.

Les quantités échangées ne constituent pas un nouvel élément de l'absentéisme, du moins par elles-mêmes. Un pays reçoit 90 contre 110. Les coûts de production étant égaux aux précédents, on a $90 \times 7 < 110 \times 9$, soit une perte de $990 - 630 = 360$. Il est facile d'imaginer toutes les combinaisons possibles entre les coûts de production et les quantités. Tantôt ils ajoutent leurs effets, tantôt ils les produisent en sens opposé.

Mais ce sont les coûts de production qui sont l'élément véritable. Il faut seulement, quand les quantités sont inégales, ne pas négliger de les faire intervenir dans le coût des produits échangés.

Enfin, l'absentéisme par l'échange lui-même est évidemment proportionnel, toutes choses égales d'ailleurs, au nombre des échanges par où il se produit. Un pays peut faire quelques échanges absentéistes ou en faire beaucoup ; il faut tenir compte du nombre à côté de l'intensité.

C'est néanmoins au total la différence entre les deux coûts de production qui constitue l'absentéisme par l'échange.

Le coût de production effectif du produit livré comporte une analyse particulière : il s'agit de l'apprécier de la manière la plus précise en recherchant les quantités de travail et de capital qu'il emploie.

Il semble qu'il faille diviser la rémunération du travail et du

capital en deux parties: celle nécessaire à leur entretien, à leur existence, incorporée au coût de production, et celle qui n'est point nécessaire. Cette dernière devrait être éliminée du coût de production. Mais elle est avancée par des individus qui comptent la recouvrer sur l'étranger ; si leurs espérances sont déçues, ils supportent la perte, et leur pays éprouve un manque à gagner.

Il y a même là une sorte de critérium pour distinguer à notre point de vue le profit incorporé au coût de production, et celui qui ne l'est pas. Le commerçant indigène achète un produit pour l'exportation ; dans le prix d'achat, il y a le coût strict, et ordinairement des profits, des gains, des fractions de salaires non indispensables à la production. Si le commerçant n'est pas payé par l'étranger et ne peut payer les producteurs, qu'arrive-t-il ? C'est qu'il perd tout le prix d'achat, et tout son bénéfice.

Mais le pays, en ce qui concerne le bénéfice du marchand, ne subit qu'un manque-à-gagner en ce qui concerne la partie du prix d'achat qui n'est point le coût strict de production, il subit aussi un manque-à-gagner bien qu'il y ait perte pour le commerçant. Pour la partie qui constitue le coût strict, il y a perte émergente pour le pays comme pour le commerçant. Ces considérations n'amènent pas aisément à la distinction cherchée, parce que les intérêts individuels n'y sont point les mêmes que les nationaux, et que si l'opinion des individus est assez nette sur ce qui constitue leurs gains ou leurs pertes, il n'en est pas de même en ce qui regarde les gains ou les pertes nationaux, plus lointains et plus complexes. C'est aux économistes à éclaircir la question ; il ne paraît pas impossible qu'ils puissent, sur un terrain *purement* économique, la résoudre, comme le font les individus en ce qui les concerne personnellement, malgré une déjà grande complexité d'éléments.

La rémunération nécessaire constitue le coût même du capital et du travail. Devrons-nous la prendre en monnaie et y voir une commune mesure de l'un et de l'autre ? La commune mesure est-elle dans leur productivité ? En ce qui concerne le travail employé, comment faut-il l'évaluer ? Les questions posées par les socialistes peuvent intervenir pour retarder la solution cherchée.

Toutefois, nous n'avons pas à rechercher si le travail est assez payé, mais si son salaire donne la mesure exacte de ce qu'il vaut économiquement, dans un état économique donné, en richesse. Il vaut forcément le salaire minimum de Ricardo, de J.-B. Say et de Lassalle ; il vaut même ce salaire minimum considéré comme devant satisfaire les besoins de l'homme d'une façon large, tels qu'ils se manifestent dans un état social déterminé, et non point seulement les besoins les plus impérieux. Vaut-il en raison de sa productivité ? La réponse affirmative est séduisante, mais soulève beaucoup de difficultés.

Enfin, sa valeur est-elle déterminée par le rapport entre le *wage-fund* et le nombre des travailleurs, d'après la célèbre théorie anglaise que Stuart Mill en particulier a développée ?

Ce rapport néglige les effets productifs et immédiats du travail. Les causes de la rémunération du travail que prétendent découvrir les théories citées ne paraissent pas exactes, et il ne semble pas qu'on puisse en déduire ni le taux normal, ni le taux effectif des salaires. Pour obtenir le taux effectif, l'observation suffit, il est vrai, mais si elle donne des résultats précis, ils n'en sont pas moins obscurs à notre point de vue, car ce sont des résultats de causes sociales autant qu'économiques. Cependant, comme l'a démontré M. Beauregard, (*La main-d'œuvre et son prix*) les salaires se sont élevés d'une façon réelle. Or, la puissance productive du travail a monté aussi. Mais il n'y a pas de rapport précis entre ces deux éléments. Si l'on considérait le taux normal de la rémunération du tra-

vail comme en rapport avec ses frais d'entretien et sa valeur productive, il répondrait à la question.

Mais il est difficile de résoudre abstraitement le problème de la productivité du travail, de séparer la part du travail et celle de l'instrument, celle du travail passé et celle du travail présent. Dans le « *Salaire naturel* » M. de Thünen a dit que ce *salaire naturel* est une moyenne géométrique entre deux facteurs : la valeur consommée pour l'entretien des travailleurs, la valeur produite par le travail ; soit l'une a , l'autre p , on a $S = \sqrt{ap}$.

Néanmoins, il se pourrait, comme le fait remarquer M. Charles Gide, que le capitaliste et le travailleur n'eussent rien pu produire l'un sans l'autre. Comment déterminer leurs parts dans la production ? Considérons seulement un homme et un instrument (son capital) : l'instrument peut être indispensable pour une production déterminée, alors nous ne pouvons faire le départ entre la productivité de l'homme et celle de l'instrument.

Si nous ne regardons pas une production déterminée, nous ne pourrions reconnaître que l'instrument, d'une façon générale, augmente la production, et cela nous donnera la mesure de sa productivité. Disons-nous donc que pour apprécier l'importance productive du travail en richesse, il faut regarder ce qu'il produirait sans le concours du capital ?

Le capital augmente la productivité du travail, et cette augmentation doit lui être attribuée. Cela n'empêcherait point, en outre, un travail actif et diligent de produire plus qu'un travail lent et négligent. Enfin, il ne s'agit point ici de répartition, de consommation, mais de production.

Quoi qu'il en soit, la comparaison entre les deux coûts de production peut être faite d'après le taux de rémunération des capitaux et des salaires qui les constituent ou les constitueraient.

La richesse consommée par les travailleurs et qui excède la partie productive, la rémunération nécessaire du travail, ne fait-elle pas partie du coût de production effectif? Elle est incorporée à la richesse échangée; elle est avancée et doit être restituée par l'échange. Elle risque comme le coût nécessaire de ne pas revenir. Il y a donc deux parties dans le coût de production effectif: l'une strictement nécessaire, l'autre dont la récupération est nécessaire, mais qui eût pu être évitée. Le capital comme le travail contribue à l'une et à l'autre. Il faut remarquer que les capitaux ne sont point tous aisément appréciables; est-ce l'entretien, est-ce la productivité des machines qui donnera leur valeur à notre point de vue? Il faut donc en revenir au coût de production comprenant la rémunération nécessaire à la création, l'entretien et la conservation du travail et du capital. Elle comporte d'ailleurs l'élément productivité, qui permet l'emploi de travail et de capital coûteux à entretenir. Nous regarderons donc comme commune mesure la rémunération en monnaie au cours du pays et du moment tant pour le capital que pour le travail, en éliminant tout ce qui constitue le gain véritable, c'est-à-dire non prévu rigoureusement, non exigé, mais espéré, exigé entre nationaux, espéré sur l'étranger. En ajoutant les richesses consommées à l'occasion de la production, fût-ce inutilement, on a le coût effectif. C'est précisément la suppression des dépenses inutiles qui donnera le coût possible: si c'est dans le commerce extérieur que réside la cause du coût effectif et celle de la non réalité du coût possible, si les produits obtenus au coût effectif excessif sont d'exportation, nous avons au premier cas le commerce extérieur cause d'absentéisme, — absentéisme par l'échange, — au second, un commerce extérieur absentéiste, par suite de la mauvaise organisation même de la production.

Les capitaux compris dans le coût de production effectif sont circulants ou fixes. Le coût de production comprend les ca-

pitaux circulants, qui doivent être restitués ; il est accompagné des intérêts de ces capitaux, et des intérêts et de l'amortissement des capitaux fixes utilisés lesquels sont en partie coût strictement nécessaire, en partie coût nécessaire seulement quant à sa récupération.

En résumé, dans le coût de production, il est important ici de considérer le capital circulant engagé, qui le constitue proprement ; ensuite il faut placer à côté sa rémunération nécessaire qui l'accompagne, puis le capital fixe, qui ne quitte pas matériellement le pays, mais devient *inutile*, et par suite économiquement perdu, s'il y a absentéisme ; puis l'intérêt et la prime d'amortissement nécessaires de ce capital ; enfin les frais nécessaires d'entretien du travail qui risquent d'être perdus dans le cas d'absentéisme. Tous ces éléments, au cas de perte, sont *damnum emergens*. La rémunération facultative engagée, tant du travail que du capital, est *lucrum cessans* en ce cas ; l'entrepreneur la perd, mais le travailleur et le capitaliste la gardent : pour le pays, il y a changement de mains. L'entrepreneur espérait la recouvrer : il y aurait alors eu gain pour le pays, et pour lui remboursement.

Dans le cas du capital fixe devenu inutile, l'utilité peut paraître par un emploi nouveau identique ou différent et la perte n'est pas totale. En pareil cas, la valeur de ce capital ne subit du fait de l'absentéisme qu'une diminution.

La considération des deux coûts de production que nous avons essayé d'analyser permet donc, croyons-nous, de reconnaître et de mesurer l'absentéisme par l'échange. Elle rend difficile la tâche de nier son existence. Pourquoi d'ailleurs n'y aurait-il pas des nations qui feraient mal leurs affaires, tout comme de simples individus ? Pourquoi les marchés qu'elles concluent leur seraient-ils fatalement avantageux, pourquoi ne pourraient-ils pas être l'occasion d'une perte continue de richesse plus ou moins grave dans ses conséquences, selon la ré-

sistance économique du pays ? Dans la mesure où existe la liberté des échanges internationaux, comme dans celle où les individus sont juridiquement capables, pourquoi les échanges ne pourraient-ils pas être conduits dans un mauvais sens ou subir l'influence d'une situation intérieure ou extérieure défavorable ?

VI

Conséquences de l'absentéisme par l'échange.

Leurs rapports avec celles des autres formes de l'absentéisme.

Etudier en détail les conséquences de l'absentéisme par l'échange, ce serait entreprendre une étude générale des échanges, c'est-à-dire d'une quantité immense de phénomènes économiques qui ont depuis longtemps été l'objet de recherches approfondies. Il s'agit seulement ici de montrer en quoi elles sont du même ordre que les conséquences des autres formes de l'absentéisme, et de les reconnaître sous les aspects et les noms divers qu'elles ont dans la science économique. En elles-mêmes et isolément, elles ont souvent été analysées.

Quelles peuvent être les conséquences de l'absentéisme par l'échange sur l'élément nature de la production du pays? D'une façon générale dans les pays atteints sérieusement d'absentéisme par l'échange, l'élément nature, s'il n'est pas épuisé par une exploitation intensive, l'est souvent par une exploitation maladroite. Sur la quantité des capitaux, l'absentéisme par l'échange agit directement. C'est là son effet le plus accentué. Le travail peut bien diminuer, mais les éléments travailleurs, la population, ne subissent pas dans leur nombre les conséquences des phénomènes économiques au degré que les économistes anglais prétendaient. Au contraire, la consommation étant plus impérieuse que l'épargne, il se constituera dans un pays appauvri

par l'échange peu de capitaux ; le travail, mal entretenu, peu encouragé, ne favorisera pas par l'invention l'établissement d'instruments ingénieux ; le pays ne possèdera donc guère de capitaux ni chez lui ni à l'étranger ; par capitaux, nous entendons à la fois les titres et les instruments qu'ils représentent. La production sera donc faible, et une partie de cette production pourra en outre être enlevée par l'absentéisme qui continue à se manifester. Le travail, mal rétribué, émigrera ou sera absentéiste.

Le manque de capitaux, à la différence de ce qui a lieu au cas d'absentéisme par placement, n'a point ici les mêmes avantages en retour.

L'absentéisme par l'échange détermine en quelque sorte deux séries de conséquences : celles de la première sont constituées par les effets directs du manque de capitaux et de richesse à consommer et par l'emploi stérile pour le pays d'éléments productifs.

La deuxième série de conséquences comprend le peu de progrès ou la régression des aptitudes du travail mal rétribué, l'émigration, la déchéance économique générale possible.

Les conséquences de la première catégorie sur l'abondance et l'emploi du capital en général et de certaines richesses-capitaux déterminées ont une grande importance sur les conditions de la production.

Il y a lieu, en effet, de tenir compte de la nature des choses vendues à l'étranger. Si une grande partie des marchandises objets du commerce extérieur est destinée à la simple consommation, il en est d'autres (matières premières) qui sont des capitaux circulants, des instruments de production.

Il n'est pas indifférent que des marchandises de ces deux sortes soient échangées. L'absence de l'emploi des dernières ne sera pas compensé par la consommation des premières, importées. Il y aura, en ce cas, absentéisme de la production. C'est

la question du rapport entre la valeur d'une part, et l'emploi productif ou consomptif, d'autre part. Il est évident que les produits, qu'ils soient par nature ou par destination employés en production ou en consommation, ont les uns et les autres une valeur courante, qui se mesure par la monnaie; cependant, au point de vue économique, l'importance de l'emploi a une grande importance et fait en quelque sorte varier cette valeur. Pour apprécier l'importance relative de la production et de la consommation, il ne faut pas oublier qu'au total employer le plus possible en production est un non-sens, attendu qu'on ne produit que pour consommer. Que si l'on objecte que justement on consacre les produits à la production pour consommer davantage, il faut répondre que cela comporte une augmentation de la consommation.

Il doit y avoir certains rapports entre la marche ascensionnelle de la production et de la consommation : l'une ne saurait s'éloigner beaucoup de l'autre. Du fait de l'accroissement du capital, la production tend à augmenter très vite, mais les besoins de l'homme sont illimités et tendent très vite à devenir impérieux. Ce sont à la fois des faits évidents et nécessaires l'un à l'autre. Néanmoins, la consommation proportionnellement excessive par rapport à la production arrête le développement économique. S'il résulte donc de l'absentéisme par l'échange que les produits introduits dans le pays sont plus propres à la consommation que ceux exportés, s'il en résulte une consommation excessive, il n'y aura pas augmentation de l'absentéisme lui-même déterminé par la différence entre les deux coûts de production, mais aggravation de ses conséquences. Ce cas, possible, est en réalité moins fréquent qu'on pourrait le croire, et les mercantilistes notamment s'en étaient exagéré l'importance. Les protectionnistes l'ont considéré avec plus d'exactitude, mais il est assez apparent pour que des pays libre-échangistes comme l'Angleterre taxent fortement les produits

de luxe qui représentent une haute valeur d'échange, dont la contre-partie d'échange risque d'être une grande quantité de richesse productive.

Cette différence d'importance de l'absentéisme selon que la perte de richesse influe sur la production ou sur la consommation, se retrouve lorsqu'on considère l'absentéisme de l'individu.

L'agriculture peut supporter directement les conséquences de l'absentéisme par l'échange, en ce sens qu'une partie du travail et du capital employés dans la production agricole le seront stérilement, par suite de mauvais échanges de produits agricoles. Les capitaux et le travail agricoles sont alors peu rémunérés, la perte se répartissant sur l'ensemble de ces capitaux et de ce travail. Ils ne reçoivent en échange de leurs produits exportés qu'une rétribution insuffisante pour les maintenir en bon état, ou pour les retenir dans l'agriculture. Celle-ci ne saurait donc se développer. De plus, si elle le faisait quand même et que son développement eût pour effet, non pas de diminuer le coût de production, mais d'augmenter la quantité des produits, si ces produits continuaient à être exportés dans les mêmes conditions, et surtout dans de pires, la situation agricole ne ferait que s'aggraver. L'agriculture enfin souffrira du mauvais état général du pays provoqué d'abord par le sien propre, et aussi par les échanges défavorables des produits des autres branches de la production. En résumé, il y a emploi stérile de travail et de capital qu'on doit regarder comme absentéistes et dont l'entretien est à charge au pays, destruction ou diminution de ces éléments d'une façon générale pour le pays entier, et délaissement de l'agriculture. Il en résulte un manque de capitaux, un manque de leur augmentation au moins, et un manque absolu eu égard à la population qui généralement suit une marche ascendante et ne subit que faiblement, dans le mouvement de son nombre, les effets des phénomènes économiques. La véritable perte, en ce qui concerne le travail et le capital,

ce sont les frais d'entretien du capital (non pas des titres qui le représentent, mais des instruments qui le constituent) et du travail, de ceux qui au moins sont absorbés littéralement dans l'entretien, qui constituent la rétribution nécessaire à l'existence de ces éléments.

Si cette distinction est peu naturelle en ce qui regarde le travail, qui est bien obligé de se vendre pour sauvegarder l'existence de l'individu, il n'en est pas de même en ce qui touche le capital. L'individu qui possède un capital pourra se voir dans la nécessité de le louer pour vivre, dans la mesure strictement indispensable pour ne pas travailler ; au-delà, si la rétribution du capital n'est pas encourageante, les richesses seront consommées ; au lieu de travailler pour créer des capitaux, l'individu s'abandonnera à la paresse.

L'industrie proprement dite, comme l'agriculture, subira les mauvais effets de l'absentéisme par l'échange. Toutes les distinctions faites entre l'industrie agricole et les autres industries ont ici leur importance, tant en ce qui concerne l'absentéisme lui-même que le manque consécutif de capital et de travail. L'industrie sera plus atteinte que l'agriculture par le manque de capitaux à louer, car c'est par la location qu'elle se procure le capital nécessaire, c'est le placement qui le lui fournit dans de bonnes conditions. Si une partie des capitaux industriels est employée stérilement, elle sera atteinte d'abord par le paiement total des intérêts à un taux trop élevé, puis le capitaliste lui-même sera touché par la réduction de l'intérêt.

On a considéré comme un bien la baisse du taux de l'intérêt, surtout à l'égard de l'agriculture. En tous cas, la raréfaction des capitaux devrait relever le taux à première vue. Mais il ne faut pas oublier les éléments de la valeur ; la productivité, la demande en font partie ; or, en ce cas, il y a peu ou point de productivité et il n'y aura, par suite, guère de demandes. L'offre diminuera par la réduction consécutive de la formation

des capitaux : l'intérêt pourrait se maintenir ainsi, si cette offre n'était pas précisément celle des individus les moins exigeants pour la rétribution de leurs capitaux. L'industrie sera donc, en résumé, dans la situation de celle des pays jeunes : des possibilités de travail, un peu de travail mal rétribué, presque point de capital, des échanges onéreux et ne tendant pas à le devenir moins. L'agriculture, moins atteinte par le manque de capitaux à placer, conservant les siens dont l'emploi ailleurs ne serait pas aisé et dont la plupart (capitaux constants et fixes relativement plus abondants dans la culture arriérée) ne pourraient être déplacés, ne saurait entrer dans la voie de la production rationnelle, ni fournir de débouchés à l'industrie (1).

L'industrie des transports est particulièrement intéressée par l'absentéisme par l'échange. Pour elle, l'essentiel est qu'il y ait transport, c'est-à-dire échange entre lieux différents. Toutefois, elle a grand intérêt à desservir des pays prospères, qui payeront mieux et qui peuvent fournir un bien plus grand profit. Mais il est certain que l'intervention, même ruineuse, de l'échange dans un pays jusque là sous le régime de l'économie nationale, provoquera l'établissement de transports. Si les entreprises risquent de périliter, surtout lorsqu'elles fixent beaucoup de capitaux comme les chemins de fer, il n'en est pas moins vrai qu'elles peuvent obtenir une rémunération satisfaisante et se maintenir jusqu'à ce que, par suite du développement économique du pays jeune, elles trouvent dans le mouvement des échanges entre pays prospères la source de gros profits.

Il faut ici signaler l'absentéisme par le transport. L'échange

1. L'agriculture pourra par suite du mauvais état de l'industrie acheter à l'étranger des machines qui coûteraient moins cher à produire dans le pays et c'est un exemple d'absentéisme par l'échange.

entre pays exige nécessairement des transports qui ne sont pas faits gratuitement. L'industrie des transports trouve des clients parce qu'elle donne aux produits transportés une valeur plus grande. Elle est rétribuée par ceux qui ordonnent le transport. Ces derniers devront donc se procurer les ressources nécessaires pour cette rétribution : ordinairement c'est grâce à l'augmentation de valeur des objets transportés ; ce peut être aussi une occasion de perte pour eux. Mais, d'où que provienne la richesse qui constitue la rétribution, elle change de mains.

Lorsque le transport est fait par des nationaux, ce changement de mains n'intéresse que peu l'absentéisme ; cependant, on ne fait point de transports sans dépenses à l'étranger ; il faut donc tenir compte ici de ces dépenses. Lorsque les transports qui intéressent un pays sont faits par des étrangers, il peut en résulter en principe une perte pour ce pays. Les étrangers qui transportent les produits échangés peuvent être soit du pays avec qui l'échange est accompli, soit de pays non intéressés autrement dans l'échange. Ce qu'il est important de savoir, c'est qui paye les frais de transport. En règle générale, c'est évidemment la partie qui a le plus besoin de l'échange, ou celle qui y trouve le plus de bénéfices et désire le plus effectuer l'échange.

On peut faire rentrer le premier cas dans le second ; car, s'il est certain que le pays qui a le plus besoin de l'échange devrait en payer les frais plutôt que de renoncer à l'échange il faut remarquer qu'il ne le fera que s'il se rend compte de l'intérêt qu'il a à l'échange, c'est-à-dire, dans la mesure où il désire l'échange.

Il est donc possible que le pays à qui l'échange est le moins nécessaire, mais qui voit les profits qu'il en peut retirer, prenne les frais de transport à sa charge si l'autre pays, à qui pourtant l'échange est presque indispensable, ne s'en rend pas compte et irait plutôt à son dépérissement que de les payer. Il

se peut encore que ce pays ne puisse pas les payer : alors c'est à l'autre pays de voir si, les frais restant à sa charge, l'échange vaut encore la peine d'être effectué. Lorsque c'est l'étranger qui prend les frais à sa charge, le pays ne saurait perdre en ne faisant pas le transport ; il n'y pas même manque-à-gagner dans le sens que nous avons donné à cette expression, car il n'y a point gain espéré au point que des nationaux se soient découverts vis-à-vis d'autres dans l'espoir de l'obtenir.

Lorsque c'est le pays qui paye les transports, dans la mesure où il les paye et où ils sont faits par des étrangers, il peut y avoir perte comme dans le cas de dépense à l'étranger analysé ailleurs.

Il peut enfin y avoir absentéisme par l'échange si le transport coûte plus cher qu'il ne devrait. Il se peut que l'entrepreneur de transports perde, auquel cas le pays ne saurait regretter qu'il soit un étranger. Enfin, il faut se rappeler que de toutes façons, les frais de transports font partie du coût de production et qu'il y a absentéisme lorsqu'ils pourraient être évités et que le pays les paye. On doit donc, en certain cas, ne pas les omettre dans le coût de production effectif et ne pas les ajouter au coût possible. Par le transport le pays peut perdre à la fois en ce qu'il paye le transport des produits exportés, qu'il le paye à des étrangers, qu'il paye le transport des produits importés et encore à des étrangers. L'Angleterre a une situation très favorable dans le développement extrême de sa marine, et la France éprouve de grands dommages d'une situation contraire.

En ce qui concerne le commerce, l'absentéisme par l'échange a une conséquence particulière : c'est d'augmenter souvent les bénéfices des commerçants. En effet, si le pays produisait au lieu d'acheter les marchandises qui sont une occasion d'absentéisme, il y aurait diminution dans les échanges qui sont l'objet du commerce et dans les occasions des bénéfices des commerçants. Si toutefois le pays au lieu d'exporter des produits qui

lui coûtent beaucoup exportait des produits moins coûteux à établir, le commerce n'en souffrirait point et l'absentéisme par l'échange n'aurait pas lieu. Le commerce d'ailleurs finalement peut périlcliter à la suite de l'absentéisme par l'échange, devenu cause de ruine pour le pays. Le travail et le capital employés inutilement sont absentéistes pour le pays, ils ne le sont point pour le commerçant. Le manque de capitaux et de travail qui peuvent résulter pour l'industrie et le commerce des conséquences éloignées de l'absentéisme par l'échange sont analysés à l'occasion de l'absentéisme par le placement et de l'absentéisme du travail. Il faut remarquer ici de nouveau qu'il n'y a point dans l'échange les bons effets du placement au loin ; en ce qui concerne le travail, s'il est économiquement absentéiste, le travailleur est personnellement présent et sa misère peut être pire que son absentéisme pour le pays.

Jusqu'ici, nous avons considéré, comme nous devons le faire, le pays atteint d'absentéisme par l'échange. Les pays qui sont en relations avec lui ne gagnent point ce qu'il perd, mais il est certain qu'en général la situation est favorable pour eux et que ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils y perdront aussi. On peut cependant imaginer deux pays qui seraient capables de produire peu coûteusement les produits qu'ils s'envoient réciproquement, et qui recevraient l'un de l'autre ces produits qui leur ont à chacun beaucoup coûté à produire. Lorsque les pays étrangers gagnent à l'échange, il faut constater qu'au point de vue universel il y a atténuation au mal, et que même pour le pays d'absentéisme, il y a avantage à ce que les autres pays soient riches ; ceci cependant comporte une réserve : c'est qu'il puisse protéger ses jeunes industries afin de ne pas laisser aux autres pays mieux organisés le monopole de la production. Si monopole n'est pas cherté par définition, du moins peut-il l'être aisément ; quand l'industrie locale a acquis la vigueur suffisante, on peut lui enlever à son tour son monopole.

L'absentéisme par l'échange, en résumé, est celui du capital et du travail qui sont employés à produire des richesses perdues pour le pays, dont ce pays ne tire aucune espèce de satisfaction, et dont l'étranger profite presque toujours d'une façon plus ou moins considérable.

Au point de vue purement économique, il faut tenir compte qu'un pays peut faire des échanges avantageux qui compensent les mauvais, soit avec un pays déterminé, soit par suite d'une sorte de circuit qui après s'être ouvert par une perte dans le pays considéré, s'y ferme par un gain venu du côté opposé.

Enfin l'absentéisme par l'échange a des effets sur la consommation. Il peut l'augmenter relativement en la faisant préférer à la création de capitaux improductifs. Mais l'improductivité de ces capitaux n'est point apparente, et quand elle le serait les capitaux pourraient chercher des emplois productifs. S'ils n'en trouvent point, il ne s'en créera plus ni par l'invention ni par l'épargne, et une diminution générale, ou une stagnation générale de la production ne peuvent que faire obstacle à une consommation étendue avec ses conséquences.

L'absentéisme de l'individu a pour caractère particulier d'être le plus souvent soumis à des causes non économiques. L'absentéisme par le placement au contraire paraît être soumis à celles-là surtout. L'absentéisme par l'échange est intermédiaire entre eux à ce point de vue : si l'échange est généralement conduit par des mobiles proprement économiques il ne faut pas oublier que précisément les échanges absentéistes échappent souvent à ce principe.

C'est quand en effet l'absentéisme par l'échange n'est point conduit par des considérations économiques qu'il ressemble le plus à celui de l'individu : la similitude n'est pas alors seulement dans les causes : elle est aussi dans les conséquences. L'influence de la mode a pu porter des français à faire blanchir leur linge à Londres : le cas n'est-il pas analogue à un absen-

téisme de leur individu ? Elle peut aussi faire effectuer les achats ridicules à un point de vue purement économique : l'analogie persiste, et les considérations économiques n'entrant point dans les mobiles de l'acte, c'est alors que l'absentéisme est très caractérisé ; il est, tout comme l'absentéisme de l'individu, plus limité en étendue que l'absentéisme ordinaire par l'échange, il est, comme lui encore, d'un degré plus intense.

Quelle différence de nature peut-on introduire entre l'absentéisme du consommateur dépensant la richesse du pays par des échanges et celui du non résident qui par ses échanges dépense cette même richesse à l'étranger ? La situation matérielle du corps de l'individu n'aucune autre considération ne permettent d'en trouver une, mais il est des différences ordinaires dans leurs conséquences.

Travail inutile, absentéiste, d'éléments productifs locaux, courant absentéiste continu de richesses : telles sont les caractéristiques de l'absentéisme par l'échange.

Pour terminer, nous devons reconnaître que nous avons fait à peu près abstraction du système protectionniste dans l'étude qui précède. Nous nous sommes contentés de rechercher quelles pourraient être les conséquences de l'absentéisme par l'échange sous le régime de la liberté des échanges, en quelque sorte par une approximation du premier degré. Cette liberté n'existe guère sous sa forme absolue. Mais le régime protectionniste n'aura pas pour effets de modifier les conclusions auxquelles nous sommes arrivés ; il pourra seulement provoquer ou supprimer certains faits d'absentéisme en changeant la direction et la nature des échanges. Entrer dans le détail de ces changements est une étude d'économie appliquée qu'il n'est pas possible de placer ici, où l'on a voulu que rechercher les principes les plus généraux de la matière. Selon l'opinion qu'on aura sur l'incidence des droits protecteurs, selon qu'on admettra comme favorable ou non le régime de la protection,

qu'on préférera les primes d'exportation aux tarifs plus ou moins prohibitifs, on verra dans le système de protection une cause ou un remède de l'absentéisme. Nous avons d'ailleurs exprimé, chemin faisant, l'opinion que la protection mesurée des industries jeunes devait être regardée comme un remède à l'absentéisme par l'échange. Si, comme le disent Bastiat et son école, les taxes des tarifs protecteurs sont plus ou moins, — plutôt plus que moins, — payées par le pays qui les a édictées, et si la cherté consécutive de la main-d'œuvre locale et des matières premières (dont certaines cependant peuvent ne pas être taxées, ou qu'on peut cependant admettre temporairement sous le régime du draw-back) provoquent une élévation du coût de production, en résulte-t-il un absentéisme par l'échange, car le système ne prohibe pas tout échange et élève le coût effectif ? On peut répliquer que le haut coût de production n'est qu'une apparence : il est grossi par le profit constitué par la prime que la nation paye, en réalité, aux producteurs. Bastiat croit à l'excellence de la production unique par le pays de la marchandise qu'il produit dans les meilleures conditions : indépendamment de considérations non économiques, on peut croire avec Carey qu'un pays qui se consacre à une seule sorte de production doit se perdre économiquement et détruire son aptitude productive.

Il s'agit non de produire une seule marchandise, mais d'en produire le plus possible de diverses à bon compte. Le pays à production unique, faute de débouchés, devrait vendre à tout prix et subirait un violent absentéisme : ce serait une menace perpétuelle pour lui. Somme toute les droits protecteurs payés par l'étranger sont plutôt un gain ; payés par les nationaux, ils constituent un mouvement de richesse entre nationaux. Ils peuvent remédier à l'absentéisme par l'échange, en soustrayant le pays à de ruineux monopoles étrangers grâce au développement d'industries locales. Il y a intérêt pour les pays neufs à s'affranchir de certains échanges, et pour les vieux à éviter leur établissement.

DEUXIÈME PARTIE

ABSENTÉISME DE LA RICHESSE CONSÉCUTIF A CELUI DE L'INDIVIDU

VII

Absentéisme de l'individu sans égard à sa fonction productive.

Ou absentéisme du consommateur au sens étroit.

L'absentéisme de l'individu peut provoquer un absentéisme de la richesse soit directement, soit en provoquant celui d'un des éléments productifs : le travail. On parlera ici de l'absentéisme de l'individu ne provoquant que celui de la richesse, plus loin de celui qui provoque plus particulièrement l'absentéisme de la richesse productive, et par suite de quantités futures de richesse, enfin de ceux qui comportent à la fois un absentéisme de capital et de travail, et de ceux qui ne comportent qu'un absentéisme de travail.

En réalité, il n'y a pas deux sortes d'absentéisme qui nous intéressent, celui de la richesse et celui de l'individu, ou comme on dit parfois, celui de la consommation et celui du consommateur. Il n'y a, en dernière analyse, que celui de la richesse, mais, tant pour ne pas compliquer la terminologie que pour respecter les habitudes prises, nous disons absentéisme de l'in-

dividu dans le sens de *absentéisme de la richesse consécutif à l'absentéisme de l'individu*. L'absentéisme de l'individu en dehors de ses conséquences finales sur la richesse est purement social et politique, et se trouve en dehors de notre étude.

L'individu, quand il s'absente de son pays et que cette absence a des conséquences économiques, est donc dit absentéiste.

Mais quelles sont ces conséquences économiques, en quoi diffèrent-elles des conséquences des placements lointains et de celles des échanges internationaux ? En ce qui concerne l'absentéisme des capitaux, il est aisé de voir que l'absentéisme de l'individu peut le provoquer de deux façons : soit simplement en déterminant des placements exotiques, et alors les conséquences sont celles que nous avons déjà essayé d'analyser ; soit en favorisant la fixation de capitaux nationaux dans des entreprises nationales à l'étranger, mais sous le contrôle et la direction de l'individu absentéiste.

C'est à l'absentéisme par l'échange, que l'absentéisme de l'individu non travailleur ressemble le plus. En effet, écartons le cas théorique où l'individu, en allant à l'étranger, emporterait les objet nécessaires à sa consommation ; écartons aussi celui, peut-être un peu moins improbable, où il ferait venir ces objets de son pays d'origine bien que ce cas ne soit pas tout à fait indifférent en la matière, les frais de transport pouvant donner lieu à absentéisme.

L'individu à l'étranger achètera les objets nécessaires à sa consommation, il y aura donc échange. Si cet individu travaille à l'étranger, les conditions et les conséquences de ses échanges, quels qu'ils puissent être par ailleurs, seront toutefois différentes. Il y a donc lieu de distinguer l'absentéisme de l'individu non travailleur et celui du travailleur, même au simple point de vue des échanges nécessités par les consumma-

tions à l'étranger, car tout ou partie des richesses remises par le travailleur en échange de ses acquisitions est d'origine locale. En ce qui regarde ce tout ou cette partie, il n'y a absentéisme au détriment du pays du travailleur que du travail fourni à l'étranger par son national, qui y produit et y consomme sans profit pour lui.

En quoi les consommations effectuées à l'étranger par les consommateurs absentéistes peuvent-elles avoir les conséquences autres que celles de l'absentéisme par l'échange, tel qu'il en a été question précédemment?

Tout d'abord, nous savons que l'on va souvent à l'étranger chercher à satisfaire des besoins qu'on ne peut satisfaire dans son pays; alors, le pays étranger, jouissant d'un monopole d'un genre particulier, en profite pour faire payer fort cher la satisfaction de tels besoins. Parfois même, ces besoins pourraient peut-être bien être satisfaits dans les pays d'origine, mais la mode est qu'il n'en soit pas ainsi. Alors on peut apprécier l'augmentation de dépense qui en résulte. Inversement, on peut citer des cas où des gens vont au loin pour réduire leurs dépenses : en ce cas, il leur reste assurément de la richesse, et s'ils ne se fixent pas définitivement à l'étranger, si d'ailleurs leur absence ne prive leur pays d'origine d'aucun travail, d'aucuns capitaux, il y a certes un moindre absentéisme économique.

L'importance économique de l'absentéisme de l'individu, en dehors de toute considération de travail, réside dans la perte de richesse qui en résulte, mais cette perte de richesse ne peut se mesurer par le montant des consommations faites à l'étranger. En effet, c'est surtout le déplacement de la quantité de richesse productive qui accompagne le phénomène de consommation qu'il faut considérer. Cette richesse non consommée, très visible pour la forme des bénéfices du marchand, dont une partie au moins peut être transformée en capitaux, est perdue pour le pays de l'individu absentéiste.

Quand deux pays font des échanges, ils ne sont *a priori* ni producteurs ni consommateurs, et il n'est pas possible de dire d'avance quel emploi ils feront des richesses importées ; tout peut être employé comme capital, tout peut être consommé après plus ou moins de transformations ; au contraire, l'individu qui voyage à l'étranger pour son plaisir est un consommateur, et le bénéfice économique des échanges qu'il fait demeure au pays où il se trouve. L'individu qui est à l'étranger pour son plaisir est consommateur, et le pays étranger producteur, cela par définition, si le voyageur est venu pour satisfaire ses besoins. Aussi dans ce cas, peut-on être certain que les profits du producteur sont acquis au pays étranger, au lieu que si l'individu était demeuré dans son pays, c'est ce pays qui en aurait profité.

Il y a donc là une perte de capitaux. D'ailleurs, comme le voyageur paie généralement cher, il en résulte des dépenses de consommation fortes, et peut-être eût-il employé productivement dans son pays, en partie au moins, les richesses consommées au loin. Le pays étranger, au contraire, constitue de beaux capitaux avec les gros bénéfices que lui laissent les ventes à prix exagérés qu'il fait.

Le tourisme, qui prend un développement de plus en plus grand, est une cause considérable d'absentéisme (1). En ce cas,

1. Les Expositions universelles, en particulier celles qui attirent les grandes foules, les pèlerinages sont des causes appréciables d'absentéisme.

Les milliardaires américains ont une tendance de plus en plus marquée à désertir leur pays. On pourrait citer les noms de ceux qui se fixent en Angleterre, à Londres plus spécialement, et moins souvent sur le continent. Les membres de cette aristocratie dite des 400 quittent leur pays, et cela n'est pas sans inquiéter leurs compatriotes. En dehors de toute autre cause, on prétend que *l'exagération des impôts* est la principale. On a cité une famille B. M... qui payait 300.000 fr. par an pour ses bijoux et son mobilier. Par suite de son établissement en Angleterre, cette famille supportera des impôts beaucoup moindres.

les dépenses de l'individu sont souvent très peu en rapport avec les consommations effectuées ; il en est de même de la vie fastueuse ou irrégulière que certains étrangers mènent en certains pays. L'absentéisme ne se produit plus guère par échange, pourrait-on dire, mais par prodigalité. Cependant, il est difficile de dire que les étrangers dépensiers n'obtiennent point les satisfactions qu'ils cherchent : eux seuls pourraient en témoigner et leur conduite laisse croire que tel n'est point leur avis. Seulement, les richesses que le pays étranger leur donne en échange sont de celles qui, si elles ont coûté beaucoup à produire, comme le luxe des villes, la mondanité, le faste et le charme de la vie sociale, ont du moins pour lui l'avantage de se vendre fort cher et d'être à peu près inépuisables grâce à leurs éléments en grande partie immatériels.

Les beautés de la nature sont des ressources naturelles qui deviennent parfois, à très peu de frais, de grandes richesses.

Beaucoup d'économistes n'admettent pas qu'un beau paysage soit une richesse et que ceux qui le regardent soient des consommateurs sous prétexte qu'il n'y a de richesse que par le travail : cependant l'homme ne jouit de rien sans un travail si minime soit-il, et le beau paysage représente une richesse produite pour les habitants du pays qui en facilitent l'accès par des moyens de transport et de subsistance ; le touriste n'est-il pas alors un consommateur ?

Toutes ces formes de la richesse consommée par l'étranger font voir la différence qui existe entre l'absentéisme de l'individu et celui par l'échange : ce sont précisément, sauf peut-être certains articles de luxe, les richesses qui se vendent le plus cher et qui coûtent le moins à produire qui se consomment sur les lieux de leur production. Aussi l'absentéisme de quelques milliers de touristes ou de mondains peut-il suffire à faire pencher les bénéfices de l'absentéisme au profit d'un pays, alors que les échanges proprement dits, cependant por-

tant sur des quantités de richesse infiniment plus grandes, ne constituent pour lui que des occasions de perte ou de gain équivalentes.

Mac-Culloch, dans ses principes, a nié qu'il y eût inconvénient aux séjours à l'étranger autre que le manque de travail des absents.

Il ne voyait dans l'absentéisme qu'une cause d'échanges ordinaires, et d'une façon générale il ne regardait ni les échanges comme pouvant être défavorables, ni les échanges comme différents selon la présence ou l'absence de l'individu.

Quelles que soient les différences constatées entre l'absentéisme par l'échange et celui du consommateur, il faut reconnaître que ce dernier est aussi un absentéisme par l'échange, et que la situation matérielle du corps de l'individu, qui ne nous intéresse qu'autant qu'elle a une importance économique, ne parvient pas à être un motif pour empêcher d'être un absentéisme celui qui se produit sans absence de l'individu, alors que les échanges effectués dans les deux cas satisfont à la définition acceptée du phénomène.

Tout ce que le voyageur dépense n'est pas perdu : il eût bien dû satisfaire aussi ses besoins s'il fût demeuré au pays ; tout ce qui est acquis par l'échange n'est pas forcément un gain pour le pays : cela dépend du prix.

Les différences entre les deux absentéismes, qu'on a cherché à souligner plus haut, sont suffisantes pour en distinguer les rôles parfois distincts ; mais elles n'en sont que des modalités de l'absentéisme général, plus ou moins divergentes entre elles suivant les cas.

La considération du coût de production local doit, d'ailleurs être maintenue ici : si l'individu va chercher à l'étranger des satisfactions qu'il ne peut pas trouver chez lui, il se trouve dans la situation de l'acquéreur de denrées que son pays ne peut produire, de l'importateur anglais de café, par exemple.

C'est le coût de production du produit d'échange le plus avantageux pour lui qu'il faut considérer. Si chez lui, la production est puissante et bien organisée, l'absentéisme de l'individu a beau être, comme il l'est forcément, la cause d'échanges très inégaux en quantité, comme d'autre part les grandes quantités de richesse cédées ont peu coûté, le mal n'est pas très grand ; les Anglais voyageurs peuvent faire gagner beaucoup aux pays étrangers sans nuire à la prospérité de leur pays.

La richesse de certaines classes de la société, l'éclat de la civilisation d'un pays étranger, l'état politique, le goût des voyages et des sports sont des causes de l'absentéisme de l'individu non travailleur.

Enfin, la collectivité qu'on appelle l'*Etat*, peut aussi provoquer un absentéisme analogue. En effet, les agences diplomatiques et consulaires, les nationaux en mission, les corps expéditionnaires et les armées à l'étranger sont des parties de l'Etat qui sont à l'étranger et y font de grosses dépenses qui ne sont pas sans importance économique. Il y a lieu de tenir compte de ce que ces dépenses publiques ont lieu souvent sur des territoires annexés ou protégés, ou sur le point de l'être. Par contre, il peut arriver que ce soit l'Etat métropolitain, et non ses parties exotiques, qui doive être regardé comme absentéiste : quand l'Espagne exploitait ses colonies comme certains lords anglais leurs terres irlandaises, elle était absentéiste, vivant en partie à leurs dépens, sans y manifester sa présence par l'action bienfaisante qu'un gouvernement doit aux régions qu'il administre.

Toute contribution aux dépenses publiques non proportionnelle à leur étendue, à leur richesse, à leurs besoins rend victimes de l'absentéisme de l'Etat les circonscriptions administratives lésées. Le cas peut d'ailleurs se produire entre circonscriptions métropolitaines : la contribution aux dépenses

publiques n'est pas forcément proportionnelle aux avantages obtenus localement. Les tributs sont des faits d'absentéisme. A côté de ces faits d'absentéisme subis par force, il en est de volontaires constitués par les subventions.

Rien ne constitue de différence de nature entre l'absentéisme des personnes collectives, et celui des individus si ce n'est le don d'ubiquité des premières. Les individus, comme elles peuvent être donataires ou victimes de violence, mais le cas est sans importance.

Toutefois, si l'individu n'est pas ubiquiste, il peut, par pure vanité et sans profit, dépenser au loin ; il peut, sous l'influence de certaines idées, donner lui aussi des subventions : il y aura absentéisme au détriment de son pays, non pas par l'échange, mais par un absentéisme, sinon de l'individu, du moins de sa volonté, de sa personnalité.

VIII

Absentéisme de l'individu selon sa fonction productive.

Le rentier, le propriétaire urbain, l'industriel, le commerçant.

Si l'on distingue les individus selon leur fonction sociale, on remarque que certains disposent de capitaux et de facultés de travail, soit manuel, soit intellectuel.

L'absentéisme du travailleur est, semble-t-il, celui de l'ouvrier, de celui qu'on appelle ordinairement le travailleur, non pas sans doute parce qu'il n'y a que lui qui travaille, mais parce qu'il ne dispose que de son travail et non de capitaux ; l'absentéisme du travailleur sera, pour nous, aussi celui des individus qui exercent les professions dites libérales, celui de l'ingénieur, du chef d'industrie, du commerçant et du propriétaire foncier.

Ces derniers sont absentéistes de plusieurs façons, et parfois de toutes en même temps. En effet, ils négligent leur travail, — absentéisme du travail ; ils placent leurs capitaux ailleurs que dans la branche de la production dont ils relèvent, — absentéisme du capital par le placement, consécutif à celui de l'individu et au détriment d'une branche déterminée de la production ; ils consomment des sommes qui seraient pour leurs entreprises d'utiles capitaux, — absentéisme du capital par la consommation. S'il n'y a aucun rapport nécessaire entre les faits énumérés et les formes de l'absentéisme que nous en rap-

prochons, il y a cependant, entre eux un rapport ordinaire et naturel : par exemple le propriétaire qui connaît son domaine, s'y intéresse et se privera plus aisément pour y faire des réparations qu'un propriétaire absentéiste. Tel rentier même qui passe pour être inoccupé, en réalité, n'est pas inutile : des fonctions publiques remplies par lui, une influence qu'il exerce peuvent avoir une haute importance : absentéiste, il entraînera un absentéisme de travail, et non pas seulement celui de ses capitaux et de ses consommations.

L'absentéisme de l'industriel, du commerçant et du propriétaire sont à la fois un absentéisme de travail et de capital.

Parmi les formes de l'absentéisme de l'individu, l'absentéisme du rentier mérite d'être placé à la suite de celui du voyageur, du touriste. Le rentier, en effet, n'est guère un travailleur. Cependant, on ne peut nier qu'il puisse et même doive exercer utilement ses fonctions de capitaliste. Il peut choisir les bons placements, favoriser telles entreprises locales utiles, et agir en tant qu'actionnaire sur leurs destinées. S'il est à l'étranger, il ne saurait guère exercer cette influence.

Le propriétaire urbain est une sorte de rentier. Une maison est assurément une richesse productive ; toutefois, sa productivité exige peu de soins si on la compare à celle d'une industrie ou d'un domaine rural. Il est suffisant de remarquer que les propriétaires qui sont absentéistes, négligent souvent leurs maisons et que parfois, elles perdent ainsi une partie de leur valeur productive. Souvent, elles ne sont pas mal entretenues bien que le propriétaire ne s'en occupe point : seulement les frais d'entretien lui sont comptés bien au-dessus de la réalité ; il en résulte un déplacement de richesse, et souvent la fortune de ceux qui sont chargés de l'entretien.

L'absentéisme du propriétaire urbain n'est donc pas sans conséquences. Lui aussi peut avoir à l'égard de ses locataires de

meilleures intentions que ceux qui le représentent. La ville de Killarney, en Irlande, avait été, au siècle dernier, rebâtie par un lord Kenmare qui avait fait réserver un jardin derrière chaque maison, et entendait que les logements ne fussent point divisés. Mais les agents du propriétaire permirent des sous-locations ; les jardins furent envahis par des masures, les appartements subdivisés, et le tout occupé par une population entassée et misérable.

Avant l'absentéisme du propriétaire rural, d'autant plus que nous l'avons assimilé dans une certaine mesure à celui d'un chef d'industrie, nous devons citer l'absentéisme de l'industriel et celui du commerçant.

L'absentéisme du propriétaire d'usines a peu d'importance, s'il les dirige effectivement, parce qu'il sera alors peu fréquent : l'industrie a des exigences journalières et demande une assiduité et une sûreté de direction qui ne permettent que de courtes absences ; si la femme ou les enfants d'un maître de forges dépensent au loin ses riches revenus, si lui-même les engloutit dans la construction d'un palais dans une ville éloignée, du moins ces dépenses n'excluent pas une présence suffisante du chef d'industrie.

S'il ne dirige pas effectivement son industrie, les directeurs qui le remplaceront seront des ingénieurs, des spécialistes savants, de ceux qui ayant dû faire leur fortune par leur savoir, seront souvent les plus aptes dans la partie. L'industrie ne comporte pas une mauvaise direction : cette dernière aboutirait à la ruine, tandis que l'agriculture dure en végétant. Aussi, l'absentéisme industriel n'a-t-il, en aucune façon, l'importance de l'absentéisme agricole : il comporte les conséquences générales de l'absentéisme, non celles particulièrement graves de la détérioration de l'instrument de production. Enfin, l'absentéisme commercial est encore moins important, considéré de cette façon. Il est très rare ; les soucis multiples qui s'im-

posent au commerçant, souvent d'heure en heure, ne lui permettent pas de négliger sa maison, sous peine de la voir promptement ruinée. Aussi, la plupart des commerçants ne peuvent-ils prendre que de rares repos, faire que peu de voyages en dehors de ceux nécessités par leur commerce ; encore sont-ils inquiets, pressés de reprendre la direction de leurs affaires.

L'absentéisme dans l'industrie, tant dans celle de fabrication que dans les industries extractives, est donc très limité ; quand il existe, il y a lieu de considérer le propriétaire absentéiste comme un gros actionnaire, un actionnaire unique ; son cas est celui du rentier ; l'instrument de production se passe de lui sans dommage. L'absentéisme dans le commerce ne saurait être que fort peu de chose.

De plus, les conséquences de cet absentéisme portent à peu près exclusivement sur la consommation. Elles ne peuvent agir sur la production qu'indirectement et point dans un sens défavorable : lorsque le patron se désintéresse de l'entreprise, il s'associe des employés plus jeunes et plus actifs. S'il ne le fait pas et que l'entreprise périclite, il est certain que le pays éprouve un certain dommage ; les faillites rendent les capitaux méfiants ; elles paralysent l'essor de la production. Mais n'y a-t-il pas avantage à ce que l'entreprise mal conduite soit remplacée par une autre qui fonctionne dans de meilleures conditions et à moins de frais ?

Il peut résulter de l'absentéisme du patron une certaine hostilité des ouvriers contre lui, qui apparaît comme un créancier dont le droit n'est pas fondé. Mais cette situation n'est pas particulière aux patrons absentéistes ; elle doit être rapprochée de celle des propriétaires absentéistes : seul le rentier y échappe à peu près. Dans beaucoup de familles de grands industriels, le nom de la famille et le travail des générations précédentes sont les seuls titres à la fortune et aux immenses revenus obtenus grâce au fonctionnement de l'entreprise : la

situation des membres de la famille qui sont absentéistes, qui ne font jamais acte de présence dans les usines est très apparente, et peut leur être reprochée. Au fond, elle ne diffère pas de celle des rentiers dont les parents ont gagné leur fortune dans l'industrie ou dans le commerce.

Il est enfin une catégorie de propriétaires dont la situation est intermédiaire entre celle des industriels proprement dits, et celle des propriétaires ruraux. Ce sont les propriétaires de mines. Quand ils ne participent pas à l'exploitation, ils sont peu connus ; quand ils y participent ou la dirigent, ils le sont comme les grands industriels, et leur situation, s'ils sont absentéistes, est du même ordre. Lorsqu'ils ne s'occupent pas de l'exploitation, que faut-il dire d'eux au cas d'absentéisme ? Faut-il dire qu'ils devraient, dans la mesure du possible, s'en occuper pour avoir droit aux revenus ? Il est certain, en tous cas, qu'ils jouissent d'une rente, et la loi française ne leur conserve le droit à cette rente que s'ils exploitent ou font exploiter les ressources naturelles du sol : la rente est bien plus apparente que dans l'industrie proprement dite ou dans le commerce.

Leur situation, en ce qui concerne la légitimité du revenu, est peut-être la plus difficile à défendre ; la loi s'est montrée bien plus hardie à leur égard qu'à celui des propriétaires fonciers laissant leurs terres en friche ; leur absentéisme, s'il n'intéresse guère la production, peut avoir de graves conséquences à leur endroit.

L'absentéisme des patrons ne saurait avoir des causes politiques comme celui des propriétaires ruraux en a souvent. Il est surtout motivé par l'attraction qu'exercent certains pays sur les gens riches.

Cependant, une autre raison peut exister ; la fondation d'entreprises dans un autre pays. Dans ce cas, il faut faire une distinction selon que l'industriel qui va fonder une entreprise au loin y emploie des capitaux nationaux ou des capitaux

étrangers. S'il emporte des capitaux nationaux, il faut réunir les conséquences de l'absentéisme du capital par le placement et celles de l'absentéisme du travail supérieur, en observant que l'apport dans le pays d'origine des revenus du capital placé est douteux ; l'individu à sa rentrée rapportera ses bénéfices, mais il aura dépensé ses revenus en grande partie dans les pays étrangers.

Si l'industrie est établie avec des capitaux étrangers, il n'y a plus qu'absentéisme du travail, et les gains de l'absentéiste pourront être dûs en partie à ces capitaux ; lorsqu'ils viendront, à son retour, dans le pays, il y aura avantage au profit de ce pays. Lorsque l'industrie est établie aux colonies, le capital est national même s'il provient de la colonie. Le séjour est souvent de durée assez courte en raison du climat. Dans tous les mouvements qui constituent ces formes d'absentéisme ou sont provoqués par elles, il ne faut pas oublier qu'en définitive il y a échange ; cet échange peut être l'occasion de gains ou de pertes, mais pas au même point que lorsque des causes politiques dominant l'absentéisme.

Dans l'absentéisme foncier rural, consécutif à la conquête, il n'y a pas d'échange de richesses ni de services, il y a prise de richesse : on ne conçoit pas un fait de ce genre dans l'absentéisme industriel ou commercial ; cependant, des mines peuvent être prises comme les champs. Mais, cela ne saurait guère avoir d'influence directe sur la productivité de ces mines.

IX

Absentéisme du propriétaire rural.

Considérations générales.

L'absentéisme du propriétaire rural a un caractère particulièrement important ; c'est pour lui que le terme a été créé, c'est à lui qu'on pense généralement lorsque on l'entend prononcer, c'est celui auquel il a été fait, dans les ouvrages de science sociale et d'économie politique, de fréquentes allusions.

Quelles sont les raisons de ces faits ? C'est que cet absentéisme est à la fois un absentéisme de l'individu, de la richesse, du travail, de la production et de la consommation. De plus ses conséquences sont très apparentes, comme d'ailleurs ses manifestations. Enfin il est très ancien, et a dès longtemps préoccupé ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui étudient la vie des peuples.

L'absentéisme du propriétaire rural a retenu l'attention des philosophes et des littérateurs :

Tolstoï dans « *Résurrection* » montre le prince russe absentéiste, son régisseur allemand et les paysans. M. René Bazin dans « *La terre qui meurt* » met en scène des cultivateurs et des terres abandonnés de ceux dont l'instruction et la fortune devaient les rendre prospères.

Pour bien déterminer les conséquences particulières de l'absentéisme du propriétaire rural, il faudrait passer en revue toute

l'économie rurale et suivre tout le développement historique du régime des terres. Les travaux sur ces matières sont abondants et il en est beaucoup de notables : aussi se contentera-t-on ici d'essayer de dégager surtout la notion elle-même de cet absentéisme, afin de reconnaître ses conséquences propres. Celles-ci constituent, elles-mêmes, des phénomènes connus depuis longtemps : un travail nouveau à leur sujet est forcément un peu approfondi et un peu étendu, — c'est la condition rigoureuse de son intérêt, — et il n'est pas possible de lui donner place dans ces quelques pages.

De tout temps, l'absentéisme agricole a eu une action délétère sur les agents de production : population rurale, terre, et sur les méthodes de culture.

Il prive de direction une industrie qui en exige beaucoup, il la prive de capitaux alors qu'il suffirait qu'une partie de ceux qui sont employés ailleurs lui soit appliquée pour élever considérablement sa puissance productive. La terre n'appelle pas beaucoup de capitaux, si on la compare aux autres industries, et la culture maraîchère la plus intensive exige relativement plus de main-d'œuvre que de capitaux ; mais bien que le rendement ne soit pas proportionnel, il pourrait néanmoins être grandement augmenté en général ; et les capitaux, si proportionnellement à la main-d'œuvre, ils sont moins susceptibles d'emploi qu'ailleurs, pourraient et devraient cependant être utilisés en grandes quantités à cause de l'immense étendue des terres cultivées et cultivables. On ne peut nier la place à part qu'occupe l'agriculture dans la production des richesses les plus indispensables à l'homme.

Dans l'Encyclopédie, à l'article *Economie politique*, Rousseau a dit : « Le commerce et l'industrie attirent dans les capi-
« tales tout l'argent de la campagne, et l'impôt détruisant la
« proportion qui pouvait se trouver entre les besoins du labou-
« reur et le prix de son blé, l'argent vient sans cesse et ne s'en

« retourne jamais ; plus la ville est riche, plus le pays est misérable. N'est-ce pas attaquer la subsistance de l'Etat jusque dans sa source ? N'est-ce pas travailler aussi directement que possible à dépeupler le pays, et par conséquent à le ruiner, car il n'y a point pour une nation de pire disette que celle des hommes ».

Quesnay (1) demande la sûreté de la propriété, et la prospérité de l'agriculture, source de tous les produits et qui dépend de cette « sûreté de la possession permanente qui provoque le travail et l'emploi des richesses à l'amélioration et à la culture des terres ; et aux entreprises du commerce et de l'industrie ». Il veut que l'impôt total soit payé néanmoins par l'agriculture, « sur le produit net des biens fonds, afin de ne pas nuire au commerce ni de multiplier les frais de perception ». Ces maximes constituent la base même de la doctrine de Quesnay. Nous pourrions en conclure que s'il considérait la présence du propriétaire comme productive, il blâmerait vivement son absentéisme. Mais il paraît séparer le cultivateur du propriétaire et ne pas voir, dans la réunion, plus ou moins complète, de ces deux individus, soit fondus en un seul, soit devenus collaborateurs, la source d'une augmentation de production. Il dit encore :

« Qu'une partie de la somme des revenus ne passe pas à l'étranger, sans retour en argent ou en marchandises »,

« Qu'on évite la désertion des habitants qui emporteraient leurs richesses loin du pays »,

« Que les enfants des riches fermiers s'établissent dans les campagnes pour y perpétuer les laboureurs, car si quelques vexations leur font abandonner les campagnes et les déterminent à se retirer dans les villes, ils y portent les richesses

1. Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole.

« de leurs pères qui étaient employées à la culture ; ce sont
« moins les hommes que les richesses qu'il faut attirer dans
« les campagnes ».

Quesnay reconnaît aussi les avantages résultant des réductions de frais dans les grandes fermes bien exploitées.

Le marquis de Mirabeau, après avoir critiqué la grande propriété, se rallia aux idées de Quesnay qui lui étaient favorables. Quoiqu'il en soit, il critique vivement l'absentéisme. Il se moque des propriétaires qui négligent leurs terres. « Les
« terres demandent des soins et quelque résidence au moins pas-
« sagère ; on ne veut point de cela. Les campagnards sont si
« rebutants ! Quelle société !... Il s'agit de ce qu'une terre rend,
« franc et quitte, à Paris. Comme on s'en fie au fermier et qu'on
« n'y vient jamais, il arrive malheurs sur malheurs, cas fortuits,
« réparations... » Il blâme ensuite ceux qui font quelques séjours
dans leurs terres, mais y disposent tant pour l'agrément, se
plaignent ensuite qu'elles ne rendent rien, et déclarent : « Ce
« sont de mauvais biens que les terres » Il déplore l'accumula-
tion de la population à Paris. L'« *Ami des hommes* » a donc
nettement signalé l'absentéisme du propriétaire foncier.

Plus tard, Mac Culloch a considéré que l'absentéisme du propriétaire foncier avait des conséquences graves. Le grand propriétaire résident « contribue puissamment à faire pénétrer les
« habitudes et à répandre le goût du confortable et des jouis-
« sances propres à une société plus raffinée. L'amélioration des
« voies de communication entre les diverses régions, les cons-
« tructions dispendieuses de bâtiments de ferme établis conve-
« nablement, les plantations qui protègent et ornent le pays,
« doivent être attribuées en grande partie à la résidence de
« ces grands propriétaires » (en Angleterre et en Ecosse).
« On peut mettre en doute toutefois, en tenant compte des cir-

« constances dans lesquelles beaucoup de propriétaires irlandais ont acquis leurs terres, de la différence entre leurs dogmes religieux et ceux de leurs tenanciers, des contrats particuliers en vertu desquels ces derniers tiennent leurs terres à bail, et de l'état politique de l'Irlande, on peut mettre en doute, disons-nous, que leur séjour dans le pays lui ait procuré quelque avantage considérable ; mais, à quelle conclusion que nous arrivions sur ce point, cela ne peut changer ce que nous avons établi dans notre ouvrage même. La question qu'il s'agit de trancher se rapporte uniquement à la dépense du revenu et n'a rien à démêler avec l'amélioration des propriétés foncières, et malgré toutes les clameurs qui se sont élevées à ce sujet, nous en sommes encore à apprendre que, sous ce rapport, l'absentéisme soit préjudiciable en quelque façon ». La théorie émise par lui à laquelle il fait allusion et que nous avons citée plus haut, est la négation des inconvénients des séjours à l'étranger autres que l'absence d'amélioration de propriétés foncières.

L. de Lavergne, dans l'« *Economie rurale de la France depuis 1789* » estime que l'absentéisme avait fait beaucoup plus de mal encore que le régime et la destination des impôts à la fin de l'ancien régime. Le régime des impôts et des dépenses, tel qu'il fonctionnait alors, constituait d'ailleurs un véritable absentéisme de capital, car il enlevait de certaines régions presque toute la richesse qui eût pu excéder la partie consommée, et ne laissait rien dans ces régions pour les dépenses locales. Selon L. de Lavergne, des fermiers généraux, analogues aux *middlemen* d'Irlande, prenaient à bail de grandes étendues de terres, sans s'occuper eux-mêmes de la culture, et ce particulièrement dans la région du Centre. Ce mal s'est atténué, mais il n'a pas disparu. En tous cas, les « gros fermiers » d'aujourd'hui sont en général des agriculteurs.

L'absentéisme du propriétaire foncier a encore ceci de par-

ticulier qu'il est presque toujours d'origine politique ; il présente encore deux caractères remarquables ; c'est, parmi toutes les formes de l'absentéisme du capital, d'être souvent un absentéisme total, sans compensation, et remarquablement durable.

C'est en effet bien rarement que la constitution de la grande propriété, qui est si étroitement unie à l'absentéisme, est dûe uniquement à des motifs économiques. On peut en citer quelques cas : la concentration des terres en Hongrie et en Roumanie entre les mains des prêteurs et des financiers est certainement un phénomène bien économique, mais néanmoins consécutif à des mesures législatives qui, si elles n'avaient pas certes un tel but, ont été dûes à l'influence politique de certaines idées. La grande propriété, d'origine si ancienne dans les îles anglo-normandes, eut aussi pour première cause la richesse d'une classe de la population celtique, puis pour cause de durée les tarifs contre les blés d'importation : encore y a-t-il là des éléments politiques déterminants. Des causes plus purement économiques seraient la nature du sol et du climat favorables à l'élevage : les régions de bons pâturages, celles où le terrain est maigre, mais assez humide pour entretenir la sole de prairies estimables, celles où la température permet difficilement la maturation des récoltes proprement dites, sont sous l'influence de ces causes.

La difficulté des communications qui fait préférer la production d'une richesse qui se transporte elle-même, est aussi une cause d'élevage en grand, de grande propriété et d'absentéisme. La faible densité de la population, la nature de ses aptitudes peuvent encore être citées à côté des causes précédentes. Enfin, le manque de capitaux qui impose la culture extensive, la pauvreté de la population qui rend le séjour désagréable dans le pays sont encore des causes économiques d'absentéisme.

Mais les causes politiques sont bien plus évidentes. Comme les précédentes, elles agissent de deux façons : par la consti-

tution de la grande propriété, par les inconvénients du séjour pour le propriétaire, et elles doivent se subdiviser en deux catégories : celles qui se rattachent à la conquête, celles qui se rattachent à la formation d'une aristocratie puissante. Les premières sont celles qui provoquent plus particulièrement l'absentéisme ; car le propriétaire est d'une race différente de celle du cultivateur et qui lui est odieuse. C'est dans ces conditions qu'est né l'absentéisme irlandais. Tandis que les causes de la deuxième catégorie n'agissent pour provoquer aussi l'absentéisme que par la fortune qu'elles donnent à certaines personnes : ces personnes pourraient vivre dans le pays ; si elles vont chercher ailleurs une existence qu'elles jugent plus agréable, c'est que leur fortune leur a donné des goûts de luxe et de plaisir, et d'autre part, qu'elle leur permet de les satisfaire.

L'absentéisme du propriétaire foncier, lorsqu'il est dû à des causes purement politiques telles que la conquête brutale, a ceci de remarquable que le mouvement de richesse vers l'extérieur se fait sans qu'aucune compensation ait lieu ni ait eu lieu à aucun moment. En effet, lorsqu'un propriétaire achète au loin une terre qu'il n'a pas l'intention de jamais habiter ni peut-être voir, il la paye ; il se peut que la somme versée une fois pour toutes ne compense pas l'exportation future et continue d'une partie des revenus, mais enfin, il y a une certaine contre-partie ; il en est de même au cas d'absentéisme par l'échange, par le placement. Ici, il n'y a rien de pareil ; le conquérant a pris la terre, a dépouillé l'habitant, il n'a rien apporté, et lui-même s'est retiré ensuite du pays. Lorsque c'est une aristocratie qui a accaparé les terres, son absentéisme peut avoir le même caractère à l'égard des anciens possesseurs évincés, mais d'une façon moins inévitable ; d'autre part, les absentéistes n'auraient pas même pu apporter quelque richesse en échange, puisqu'ils sont du pays.

On pourrait dire que le propre de l'absentéisme, dans ces conditions, est d'être un absentéisme « sans échange ». C'est en ce cas qu'il sera surtout pour le pays victime « *damnum emergens* », bien que sous d'autres formes il puisse aussi enlever au pays non seulement la richesse qui lui permettrait de se développer, mais celle même qui est nécessaire à son entretien. Une population a dû généralement être conquise ou très opprimée pour avoir souffert l'établissement d'institutions qui la ruinent à ce point.

L'absentéisme foncier est encore particulièrement durable, lorsqu'il a pour cause la conquête : tout au moins, il dure autant qu'elle. L'argent, les esclaves que les conquérants ont pu emporter se sont incorporés au pays des conquérants, et sont devenus étrangers. Mais ils n'ont pu emporter la terre : il y a là une cause d'absentéisme permanent. Les tributs, il est vrai, peuvent être assez durables aussi, mais leur importance est moins considérable, et comme ils sont plus apparents et que d'autre part leur suppression lèse moins d'intérêts particuliers, ils ont plus de chances de disparaître.

On peut citer le développement du crédit comme une cause économique d'absentéisme foncier, car il a permis la formation de sociétés par actions pour l'achat et l'exploitation de terres à l'étranger : celle-là, à la différence de celles énumérées jusqu'à présent, est toute moderne.

L'absentéisme du propriétaire foncier, quelles que soient ses causes et sa nature, peut présenter des degrés à divers points de vue. Ainsi, au point de vue de l'intérêt que le propriétaire porte à sa terre, il y a lieu de remarquer qu'un propriétaire absentéiste peut s'occuper beaucoup d'elle, et que par contre, un propriétaire résidant la négliger complètement. Il faut donc, quand on regarde l'absentéisme comme une cause d'abandon de la terre par le propriétaire, ce qui est le cas général, se souvenir qu'à ce point de vue, l'absentéisme, ou pour parler

plus exactement, ses conséquences, ont des degrés. Au point de vue de la durée du séjour, il y a tous les degrés entre le séjour continu et les visites les plus courtes et les plus espacées, et la durée du séjour a son importance à l'égard de certains soins, de certaines surveillances de longue durée. Au point de vue du manque de fonds, il y a, indépendamment de toute durée de séjour, de tout soin et de toute surveillance plus ou moins accordés, des propriétaires qui mettent des fonds dans les exploitations de leurs domaines, et d'autres qui n'en mettent point. Enfin, il faut tenir compte de la situation du propriétaire qui possède des terres en plusieurs régions, et qui peut ne séjourner sur aucune, ou sur une seule, ou tour à tour sur plusieurs, ou partager son temps entre toutes ; il y a encore le cas du propriétaire absentéiste qui est agriculteur et afferme des terres au loin : ses aptitudes lui permettront peut-être de bien diriger l'exploitation de ses terres sans y faire grand acte de présence.

Mais, ces degrés de l'absentéisme ne peuvent servir de division : car l'absentéisme est un phénomène complexe, et il eût fallu à l'occasion de chacun d'eux examiner toutes ses conséquences.

L'absentéisme du propriétaire foncier peut être étudié dans ses rapports avec la nature du propriétaire, celle de la propriété, celle de l'exploitation agricole, celle de la législation, et enfin dans ses relations avec les autres phénomènes économiques de production et de consommation.

Les propriétaires ruraux absenteïstes.

Différents types et origines. — Conséquences particulières.

La troisième partie des principes d'économie politique de Mac Culloch commence par ces lignes remarquables : « Les habitants des pays qui ont fait quelques progrès considérables dans la civilisation et les arts peuvent se diviser en trois classes : les travailleurs, les landlords, et les capitalistes » (1).

Il entend donc dire qu'il est normal qu'il y ait deux classes de personnes vivant sur la terre : le grand propriétaire, et le travailleur. L'un touche les revenus, l'autre travaille.

Il faut reconnaître qu'en fait, il en est ainsi dans beaucoup de pays, plus ou moins avancés en civilisation. L'intérêt que le propriétaire porte à sa terre peut varier selon qu'il est un national ou un étranger, un sédentaire ou un cosmopolite, un pacifique qui exploite les ressources locales ou un conquérant de pays lointains, un simple particulier sans ambition ou un ambitieux prêt à accepter l'éloignement si les fonctions auxquelles il peut atteindre l'exigent ; ce peut être un homme de la campagne, la connaissant et l'aimant, ou un homme à qui elle est inconnue et indifférente, un homme qui n'a de richesse et d'intérêts qu'en elle et chez elle, ou dont le centre écono-

1. Principes, I, sect. III.

mique est tout ailleurs ; ce peut encore être une personne physiologique ou une personne collective.

La possession de la terre par les étrangers est une cause évidente d'absentéisme. Il faut cependant remarquer que bien souvent, l'étranger qui a acquis des biens fonds se fait naturaliser, ou est naturalisé par le jeu des lois locales ; cela a lieu dans les cas où cet étranger précisément n'a pas été absentéiste ; en cette circonstance, l'acquisition de terre l'a davantage fixé dans son nouveau pays. Mais lorsque l'étranger est devenu propriétaire sans se fixer dans le pays, sa qualité d'étranger a pu déterminer son absentéisme. L'étranger, en effet, peut hésiter à habiter au milieu d'une population, dont, même s'il connaît bien la langue, les mœurs et l'esprit lui échappent le plus souvent, ainsi que les habitudes de tenure et de culture. S'il est devenu propriétaire, c'est souvent en exerçant les droits du créancier ; le gage lui est resté entre les mains, et il ne pourrait le vendre qu'à grande perte et en diminuant beaucoup son revenu ; c'est souvent aussi par héritage : dans un grand nombre de familles aristocratiques, les mariages ont souvent lieu entre personnes de nationalités différentes, et il en résulte que des propriétés très vastes échoient à des héritiers étrangers, tout-à-fait inconnus dans le pays où les terres sont situées.

Enfin, quoique étrangers, certains peuvent voir dans l'acquisition de terres un placement avantageux, avec l'intention de ne pas s'occuper plus de leur exploitation que de celle d'une fabrique dont ils posséderaient des actions. En ce dernier cas, cependant, l'étranger acquéreur connaît généralement plus ou moins le bien qu'il achète. Souvent, ce sont des sociétés qui se livrent à ces achats de terre au loin : alors les actionnaires, évidemment, ne savent pas grand chose de la nature ni de la situation des propriétés de la société.

Une loi fédérale des Etats-Unis, du 3 mars 1887, interdit

l'accès de la propriété foncière aux sociétés lorsque 20 0/0 de leur capital est étranger, et les lois particulières des Etats sont encore plus rigoureuses. Il faut distinguer de ces mesures législatives qui sont prises en considération de l'absentéisme, celles qui interdisent l'accès de la propriété aux étrangers dans la crainte qu'au contraire ils prennent pied dans le pays et n'y exercent trop d'influence : les mesures de ce genre ont été portées dans les pays à civilisation inférieure, et contre les Européens. Toutefois, les Etats-Unis, à côté de dispositions contre les sociétés étrangères, en ont édicté en même temps contre les individus étrangers ; alors à la préoccupation d'éviter l'absentéisme, se joint celle d'arrêter l'afflux des étrangers, de réserver les ressources locales aux citoyens du pays, préoccupation visible dans beaucoup d'actes des pays de l'Union.

C'est enfin à des causes politiques qu'est dû souvent le fait que des étrangers tirent des revenus des terres d'un pays ; comme exemple d'un cas de ce genre, rappelons qu'en Roumanie, un tiers des terres était jadis possédé par l'Eglise orthodoxe grecque, dont les hauts dignitaires résidaient à Constantinople ; ce haut clergé s'appropriait leurs revenus, au détriment du clergé local, suivant en cette exploitation des pays danubiens l'exemple des hospodars. Ce fait procédait, indirectement, mais évidemment, des conquêtes byzantine et ottomane.

Mais il est des cas d'absentéisme foncier à forme politique plus manifeste et plus violente, telle que la prise de possession des terres par la conquête, sans fixation des conquérants, qui restent des étrangers, et ne laissent dans le pays conquis que la garnison nécessaire pour contenir ses révoltes. Nous en avons un exemple dans l'Irlande.

Alors, il faut regarder comme élément constitutif de l'absentéisme l'hostilité de la population dépouillée contre le pro-

priétaire étranger ; par là, la conquête, après avoir établi l'absentéisme, le maintient. L'histoire offre beaucoup d'exemples de la prise des terres par conquête : c'est même le phénomène le plus commun dans les époques de migrations qui ont précédé la formation des peuples contemporains ; mais souvent, que l'ancienne population fût exterminée, refoulée, réduite en servage ou admise dans la formation d'une nationalité nouvelle avec des droits étendus, les conquérants se fixaient dans le pays et n'étaient point absentéistes. Aujourd'hui, l'expansion coloniale présente parfois un aspect analogue ; mais les terres sont plutôt appropriées que ravies ; de plus les colons européens ne sauraient faire prospérer leurs exploitations sans beaucoup de soins et de présence. Il se peut que le climat les contraigne à des absences prolongées, ils ne sont pas absentéistes. Si un jour ils veulent jouir de la fortune amassée, ils vendent à un nouveau venu la plantation. On a vu cependant des familles dont la fortune consistait en ces plantations des Antilles jadis si prospères, surtout des familles nobles, sous l'ancien régime en tirer de gros revenus tout en séjournant en France ; c'est que la famille était nombreuse et qu'un de ses membres administrait là-bas le bien commun. Les populations coloniales, si leur hostilité contre les conquérants, pour être latente, n'en est pas moins certaine, ne la manifestent que rarement : un sentiment d'infériorité, la conscience plus ou moins claire mais réelle des avantages de l'ordre et de la sécurité dûs à l'administration européenne, contribuent à la maintenir dans l'obéissance et à la faire se résigner à son sort.

En Irlande, il n'en a pas été, il n'en est pas ainsi. Le propriétaire anglais, le lord, est resté non seulement l'étranger, mais l'ennemi. L'Irlandais a tellement l'habitude de considérer le landlord comme un étranger, qu'il raisonne presque toujours avec cette considération comme base, sans tenir compte qu'il y a des landlords d'origine irlandaise, même lorsqu'il s'agit dans

l'espèce d'un de ces landlords. Cela tient à ce que les populations pensent surtout avec quelques idées générales, toutes faites, et sans égard pour les exceptions. De plus, l'absentéisme de la plupart des landlords, quelle que soit leur origine et leur religion, a contribué à les faire tous teuir pour étrangers. Le peuple irlandais n'admet guère la légitimité des droits des landlords que lorsqu'ils se sont alliés avec les familles des anciens propriétaires indigènes. C'est le cas des Osborne, cité par Roscher, Ec. pol. rurale, d'après les « *Memorials of lady Osborne* ».

En Irlande, l'Irlandais n'entend en aucune façon reconnaître comme compatriotes les Anglais établis dans son pays, fut-ce depuis plus de deux siècles, à part quelques familles très anciennement fixées, assimilées et catholiques.

Tous les moyens lui sont bons pour manifester son antipathie aux landlords, et surtout bien montrer qu'il les tient toujours pour des étrangers. Ses procédés à leur égard varient depuis la plaisanterie jusqu'au crime, en passant par le boycottage qui lui est particulièrement cher et qui a parfois les conséquences les plus bizarres.

Il accepterait encore de payer tribut au landlord comme il faisait au thanist, aux O'Donoghue, aux Mc-Carthy Mor, aux Mc-Murdh'ach, aux O'Melachlin, bien que ce landlord ne puisse prétendre, en sa qualité d'étranger, de conquérant, aux mêmes sentiments ; mais l'Irlandais ne peut admettre qu'un étranger l'empêche de cultiver ses terres ; lorsqu'il ne résiste pas ouvertement au landlord qui l'« évicte », il se venge malicieusement en faisant ou en laissant paître la nuit son bétail sur les terres incultes du lord, tandis que lui-même est installé dans une cabane aux frais de la ligue nationale qui lui fait en outre une petite rente. Et c'est pour l'« évicte » une véritable satisfaction que ce tour joué au « *sacsannach* », à l'envahisseur saxon.

Des landlords ont été assassinés sans qu'on pût trouver le

moindre indice permettant de découvrir les assassins ; personne n'ose témoigner, par crainte, et d'ailleurs la plus grande partie de la population approuve ou tout au moins excuse l'acte.

L'absentéisme irlandais, si intense, est donc une conséquence, en grande partie, de la nature étrangère du propriétaire.

Quoiqu'il en soit des résultats, l'Irlandais n'a voulu reconnaître ni le régime actuel ni rien de ce qui l'a établi et le soutient : régime politique, administratif et judiciaire. Tout cela, pour lui, porte un vice originel qui le met hors du droit et hors de la conscience irlandais. Les cours de justice, les huissiers, les agents des landlords sont considérés comme une armée ennemie, comme des envahisseurs. Et il faut bien convenir que cette conception est tout au moins très historique. L'Irlandais est resté d'autant plus fidèle au souvenir des vieux temps qu'il fut plus heureux dans le passé que dans le présent.

Il est certain que si les propriétaires n'étaient pas absentéistes, cet antagonisme aurait difficilement pu persister. Des relations de voisinage, de protection se fussent établies ; d'ailleurs, pour des causes que nous essayerons de développer ailleurs, la population paysanne aurait été moins misérable et la misère est mauvaise conseillère. Les landlords, s'ils vivaient dans le pays, ne traiteraient pas ou ne laisseraient pas traiter leurs tenanciers de la manière dont ils l'ont été constamment.

Lord Kenmare rencontra un jour, dit-on, en se promenant sur ses domaines, sous la pluie, dans la boue, par un jour froid d'hiver, une famille d'évictés comprenant entre autres un aïeul en train d'agoniser, une femme sur le point d'accoucher et des enfants en larmes. Emu jusqu'à la colère, il prit une hachette parmi le mobilier répandu sur le chemin, brisa les barricades de la maison, dit de rentrer aux expulsés, jeta quelque argent et s'en fut sans retourner la tête (1). On comprend que les

1. M. A. de Bovet. *Trois mois en Irlande.*

propriétaires ne puissent pas souffrir de tels spectacles ; leur absentéisme leur en épargne ordinairement la vue, et après avoir provoqué un tel mal, en est à son tour une conséquence en leur rendant insupportable le séjour sur leurs terres.

Mais il n'y a rien de commun entre les tenanciers et les landlords ; rien, pas même, comme on pourrait le croire et comme il semble que cela devrait être, les intérêts ; car la fortune des landlords et l'habitude de la crise atténuent pour eux les inconvénients pécuniaires de la situation ; c'est ainsi que l'Irlandais s'est cru et se croit encore en droit d'employer tous les moyens contre ceux qu'il rend responsables de sa misère. Seule donc, la présence des propriétaires aurait pu apporter quelque adoucissement dans leurs relations avec les paysans, par un traitement moins rigoureux de ces derniers et une communauté de traditions, d'intérêts et d'aspirations.

L'aristocratie irlandaise ne vient guère en Irlande qu'à l'automne pour chasser le grouse, et encore autant que l'hostilité de la population le lui permet. Aucun membre de la pairie irlandaise ne séjourne à Dublin. Il n'y a pas à Dublin cette vie mondaine qui, si elle provoque des dépenses de luxe inutiles dans une large mesure, par ailleurs profitables au développement artistique et même industriel et commercial, n'en a pas moins pour résultat un déplacement de richesses au profit de la population besoigneuse. Il vaudrait toujours mieux pour l'Irlande que ces dépenses somptuaires se fissent sur son territoire qu'en Angleterre ou à l'étranger. Mais l'inimitié entre nationalistes et unionistes, entre protestants et catholiques, rend les relations difficiles. Les groupes ne peuvent pas même avoir dans leur sein l'entente nécessaire pour jouir d'une existence propre, brillante ou fastueuse, car il est une foule de nuances dans les partis, et il y a par exemple, des unionistes catholiques, et des protestants nationalistes.

Les fonctionnaires anglais se considèrent comme en exil et n'attendent que leur départ et la récompense de leurs services. L'aristocratie locale, d'ailleurs en grande partie ruinée s'empresse de vivre au loin.

Cependant, les landlords qui résident suffisamment sur leurs terres parviennent, par des concessions sur les rentes (1) dont ils apprécient la nécessité, par une attitude équitable à l'égard de la population, à éviter le boycottage. Leur présence modifie donc considérablement la situation, non seulement par les conséquences économiques qu'elle entraîne directement, mais encore et surtout par le sort meilleur fait aux tenanciers qui continuent à cultiver au lieu, après avoir été évités tous ou en partie, de lutter contre le landlord par tous les moyens licites et illicites, jusqu'à refuser ensuite les concessions faites tardivement. Le paysan vit ainsi tant bien que mal, et le landlord retire de son domaine un revenu relativement élevé. Mais le landlord, toujours regardé comme étranger, doit, pour arriver à ce résultat, avoir une grande persévérance et beaucoup de bonté d'âme.

A côté de l'hostilité résultant de ce que le propriétaire est étranger, l'Irlande nous montre aussi la différence des opinions religieuses comme une cause d'absentéisme. Cette différence a augmenté l'antagonisme entre les conquérants et les conquis, entre les propriétaires et les paysans. La grande majorité des landlords est protestante ; il n'y a de catholiques qu'un certain nombre de grands propriétaires descendant des anciens *thanists* et il n'y a de protestants qu'un nombre restreint de colons anglo-saxons, « *sacsannachs* », immigrés de

1. Nous emploierons souvent cette traduction du mot anglais *rent* (fermage), qui ne doit pas être confondu avec le terme de *rente* employé dans la célèbre théorie de Ricardo. Pour éviter la confusion, on dira *rente foncière* quand il s'agira d'allusions à cette théorie.

la grande île. Une réciproque tolérance a bien fini par s'établir, mais il existe encore de grandes préventions entre habitants de religions différentes et le souvenir des luttes religieuses sanglantes du xvii^e siècle n'est pas éteint.

En résumé, les conséquences du fait que le propriétaire est étranger se résument dans ces deux constatations : c'est une cause fréquente d'absentéisme, par le simple fait que le propriétaire étranger a moins de prédilection pour ses propriétés que s'il était du pays, et c'en est encore une autre par l'hostilité qui règne entre lui et ses tenanciers lorsque à l'origine de l'établissement de la propriété il y a eu des violences politiques. Les conséquences de l'absentéisme dans le cas d'extranéité du propriétaire sont d'abord des conséquences sur l'absentéisme lui-même, qui n'a pas de raisons de prendre fin par la fixation du propriétaire, et qui est consolidé même par l'hostilité entre propriétaires et tenanciers.

Au point de vue productif, il en résulte un état misérable des classes rurales et ouvrières, par suite du marasme de l'agriculture et des autres industries, faute de direction et de capitaux. Ces conséquences sont particulièrement graves dans le cas qui nous occupe, parce qu'il n'y a pas d'entente possible, même à distance, entre les propriétaires et les cultivateurs, ces derniers se refusant à subir toute influence venant des premiers ; ceux-ci, comme nous l'avons vu, ne sont nullement amenés à faire des dépenses productives en vue d'augmenter leurs revenus, parce que le fait d'engager ces dépenses implique une certaine confiance dans les tenanciers. Ils préfèrent parfois même laisser les terres en friche, car ces tenanciers s'ingénient à ne rien payer à l'étranger, et à causer à celui-ci tous les désagréments possibles dans leurs rapports avec lui. Le revenu foncier s'abaisse, au détriment surtout de la population elle-même ; enfin la pauvreté de la population entraîne une réduction de la consommation, qui a les plus

fâcheuses conséquences sociales par elle-même et par sa répercussion sur l'activité productive.

Sans être un étranger, le propriétaire peut être un cosmopolite, tout au moins un voyageur. Dans ce cas, il aura aussi une faible tendance à appliquer son attention sur ces terres et à leur fournir des capitaux. Ce qu'il faut retenir comme différence avec la situation du propriétaire étranger, c'est qu'à l'hostilité de la population fait place en ce cas son indifférence à l'égard du propriétaire. Les bons rapports indispensables à l'action directrice, à l'impulsion vers le progrès agricole, qui sont le but désirable de l'activité du propriétaire, ne sont pas compatibles avec cette indifférence. Le propriétaire qui voyage dépense beaucoup d'argent ; de plus, ses terres, ainsi peu surveillées, sont loin de lui rapporter de gros revenus : il n'aura pas de tendance à les féconder par un apport de capitaux, d'autant plus que cet apport, pour être profitable, pour ne pas être un placement ruineux, exige une direction habile, intéressée, de l'exploitation agricole. La terre qui rapporte aisément un certain minimum, ne donne de revenus supplémentaires qu'avec une absorption de travail considérable. Aux conséquences de cet absentéisme, il faut opposer comme exceptions certains cas de propriétaires, qui bien que le plus souvent absents en de longs voyages, en de longs séjours au loin, connaissent toutefois leurs domaines grâce à des visites où leur activité supplée au manque de temps, et qui ont rapporté de leurs voyages des connaissances multiples, de l'expérience, propres à leur faire tenter l'essai de procédés exotiques utiles. Toutefois, leurs conseils pourront être bons : ce qui sera difficile, ce sera l'application en leur absence, et s'il font des dépenses, il est douteux qu'elles rapportent, tant à eux-mêmes qu'au pays, ce que les sommes qui les constituent, avec un emploi dûment surveillé, eussent rapporté. Enfin, il y a au total assez peu de gens qui voyagent de façon à apprendre quelque

chose en matière d'agriculture : il y faut de la compétence, des séjours prolongés en chaque pays, et une application qui ne sont pas souvent le fait des personnes riches qui parcourent le globe.

Au moyen-âge, les grands voyages, ceux qui, étant accomplis à la fois par beaucoup d'individus, et proportionnellement par plus d'individus riches, puissants, maîtres des terres, que par les pauvres et les travailleurs manuels, furent les Croisades. A côté de leurs conséquences politiques et sociales, elles ont eu de graves conséquences économiques, dont certaines se rattachent à l'absentéisme qu'elles déterminèrent.

Lors de la première croisade, celle du XI^e siècle, il y eut un grand départ de toutes sortes de gens, et ce ne furent pas seulement les seigneurs qui quittèrent leurs fiefs ou les engagèrent pour se procurer des fonds, ce furent aussi les serfs qui, avec le consentement des seigneurs, quittèrent leur champ, ce furent aussi les bourgeois qui abandonnèrent leur commerce. Il y eut donc un grand absentéisme du travail. Mais le caractère le plus important à notre point de vue, c'est le départ des armées féodales régulières, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui suivit le grand élan qui avait d'abord emporté les peuples d'Occident contre et vers l'Orient. Au XII^e siècle, les départs de chevaliers sont constants ; tantôt ils s'en vont isolés, tantôt par groupes plus ou moins considérables. Mais le nombre des vilains qui les accompagnaient, par rapport aux proportions des classes dans la société d'alors, était bien moins important que celui des chevaliers. Ceux-ci, soit eux-mêmes seigneurs, soit simplement de familles seigneuriales, formaient alors la classe des propriétaires et leurs droits sur la terre étaient en ce temps vraiment des droits réels.

Ils dépensèrent beaucoup pour s'équiper, pour se nourrir durant leurs voyages, et ce que rapportèrent ceux qui revinrent, ce ne fut pas de la richesse, mais des idées et des coutumes, voire des lois. Il s'ensuivit beaucoup de misère, et un déplace-

ment de la possession des terres. La noblesse féodale, c'est-à-dire la propriété foncière d'alors, y trouva l'origine de son déclin. Beaucoup de seigneurs, soit au moment même des croisades, soit ensuite quand la formation des communes qui les suivit eut rendu le peuple plus puissant, accordèrent gratuitement, ou surtout vendirent des affranchissements plus ou moins étendus aux vilains et aux serfs ; les personnes et les terres échappèrent ainsi en grand nombre à l'organisation féodale, et les griefs, qui étaient la forme d'alors de la grande propriété, diminuèrent d'importance. Une grande partie même, des terres propres des seigneurs furent vendues, ou surtout concédées aux vilains ; ce fut encore une cause de réduction de la grande propriété.

Les croisades n'eurent donc pas au total de mauvaises conséquences ; elles coûtèrent, il est vrai, très cher à tout le peuple, et des taxes spéciales, comme la dîme saladine édictée par Richard Cœur-de-Lion et Philippe-Auguste à l'occasion de la troisième croisade, en sont une preuve. Mais elles eurent au point de vue agricole de bonnes conséquences, non-seulement par la division de domaines trop vastes et la consolidation du droit de beaucoup de tenanciers en celui de propriétaires, mais par le progrès déterminé par des connaissances nouvelles rapportées d'Orient ; certaines cultures datent d'alors. C'est un exemple de l'influence de l'absentéisme des propriétaires conquérants au loin. On ne pourrait en rapprocher les conquêtes des Anglais dans le monde, par égard aux Irlandais ; car les Anglais, assez riches par ailleurs, n'ont pas eu besoin de céder leurs droits à vil prix aux Irlandais pour subvenir aux frais de leurs conquêtes, et d'autre part, si ces conquêtes ont été productives de richesse et de savoir, ils n'en ont guère fait profiter ces derniers, qu'ils ont toujours abandonnés dans leur île. On peut toutefois considérer que les conquêtes récentes des peuples européens ont entraîné au loin les capi-

taux de beaucoup de propriétaires, ou même ceux d'autres personnes, au préjudice de l'agriculture et des autres industries.

Elles ont provoqué aussi l'absentéisme de beaucoup de fonctionnaires, d'officiers, d'industriels, ou de commerçants qui sont propriétaires de terres ; souvent même, des personnes déjà habituées en cette qualité à la direction des travaux agricoles ont quitté leurs terres de la métropole pour aller chercher des revenus plus grands en exploitant des concessions dans les colonies. Les conquêtes sont donc une cause importante d'absentéisme, non pas seulement en donnant des droits sur la terre aux conquérants venus du dehors, mais encore en en donnant au loin aux propriétaires du pays conquérant.

L'absentéisme du fonctionnaire, toutefois, a bien d'autres causes et d'autres occasions de se manifester que la conquête. La centralisation, la formation des grands Etats, les unités nationales, la facilité des communications l'ont développé. Dès les temps où se sont produits ces phénomènes politiques, il a pris naissance, mais il n'a cessé de croître. Une des raisons qui en atténueraient les inconvénients, c'est qu'il est transitoire, et souvent limité à la durée des fonctions, mais on peut dire aussi que beaucoup de ceux qui ont quitté leur campagne, leur province, ne reviennent pas, tout en conservant la propriété de leur terre comme une source de revenus peu élevés, mais sûrs. A ce point de vue, l'organisation de la représentation nationale a une influence sur l'absentéisme des propriétaires. Il faut en dire autant du développement de l'armée, et d'une manière générale de l'augmentation du nombre des fonctionnaires et des employés de l'Etat, de celui du personnel des grandes entreprises de transport, de banque et autres. Non seulement la plupart de ces fonctions ne laissent pas aux propriétaires le loisir de séjourner sur leurs terres, non seulement ils n'ont très souvent presque aucune espèce de vacances régulières, mais l'exiguité de leurs appointements et les exigences de

la vie urbaine et de leur situation ne leur laissent pas le moyen de faire d'économies. Ils ne peuvent ainsi pas plus fournir de capitaux à la culture, améliorer les bâtiments ni les terrains qu'ils ne peuvent diriger l'exploitation. Au lieu que s'ils résidaient, ils pourraient en faisant rendre à la terre ce maximum qu'elle donne volontiers et en bénéficiant des conditions d'existence si avantageuses du propriétaire résidant, trouver souvent une situation plus enviable, au point de vue économique, que celle qui leur a coûté tant de travail et les éloigne de leurs terres.

La terre peut appartenir à des personnes qui, par leur origine ou leurs goûts, leur éducation, ne sauraient être des propriétaires résidants. Il se peut, au contraire, que leur origine, leurs goûts et leur éducation les préservent de l'absentéisme. La recherche du luxe, l'ambition écarta les propriétaires romains de leurs terres ; la distribution des bénéfices, l'obligation du séjour à la Cour eut le même résultat pour la noblesse française.

Les Romains des premiers temps avaient un culte pour l'agriculture : ils tenaient, quels que fussent leur rang et leur célébrité, à ne pas négliger leur champ. Dès que les obligations du service de la République le leur permettaient, ils retournaient, comme Cincinnatus, cultiver leur champ. Lorsque les premiers qui, parmi les Romains, amassèrent de grandes fortunes, avaient des terres trop vastes pour qu'ils pussent les cultiver eux-mêmes, ils en donnaient une partie à métayage à leurs clients, et elles ne sortaient pas de leur influence ni de leur direction. Quelles furent les conséquences de l'abandon de ces usages, c'est ce que tout le monde sait ; ce furent d'abord l'extension des latifundia, la ruine et le dépeuplement de la campagne et une cause importante de la décadence romaine.

La constitution des grandes monarchies d'Europe enleva à une grande partie de la noblesse féodale le goût de la campa-

gne et de l'agriculture. Le mouvement qui porta les nobles vers la Cour, qui prit de l'importance sous François I^{er} atteignit son apogée sous Louis XIV.

La féodalité, si du moins elle a été pour l'avenir une cause d'absentéisme, avait eu cependant l'avantage de fixer les puissants dans leurs fiefs ; ils vivaient au milieu des terres qu'ils s'étaient réservées, et de celles qu'ils avaient concédées : ce ne sont que les plus puissants qui réunissaient la possession de fiefs situés dans des pays différents, et se trouvaient par là absentéistes. Lorsque les grands eurent été définitivement privés de leur influence, les rois exigèrent leur présence à la cour ; après que les forteresses féodales eurent été démantelées, il convint de s'assurer de leurs anciens maîtres en les attachant à la personne du roi pour parachever l'œuvre de centralisation. Sous Louis XIV, tous les grands seigneurs durent quitter leurs terres et leurs châteaux, renoncer à avoir une cour à eux, et faire partie de celle du roi. Celui-ci, d'ailleurs, leur y dispensa une existence assez agréable pour que plus tard ce fut une punition redoutée que d'être « *exilé* » dans « *ses* » terres. Cet « *exil* » est assurément le comble de l'absentéisme, en ce sens que le propriétaire s'estime moins être chez lui quand il est dans son domaine que lorsqu'il en est absent. Et c'est encore bien là cet absentéisme particulier connexe au manque de goût pour la terre. Les conséquences de cet absentéisme ne furent pas toutefois très grandes au point de vue productif : l'agriculture routinière d'alors se passait de direction et de savoir ; à supposer que les nobles courtisans fussent restés sur leurs terres, ils n'y auraient pas fait de grandes améliorations ; cependant, il y aurait eu un meilleur entretien des bâtiments, qui étaient souvent en ruines dans ces grands domaines ignorés de leurs maîtres ; si ces derniers avaient résidé au château, ils n'auraient pas aimé voir leurs métairies en cet état ; on aurait pu obtenir d'eux des ponts, des chemins, des irriga-

tions plus ou moins coûteuses, et qui constituent des dépenses auxquelles ne se résigne pas le propriétaire qui n'en voit pas le besoin de ses yeux et n'envisage que la privation qu'elles lui imposent momentanément.

En Pologne, les biens immenses du clergé, dans les derniers siècles, servaient à entretenir le luxe des nobles qui se réservaient toutes les fonctions hautes et rétribuées ; les évêques vivaient en grands seigneurs et menaient une existence agitée comme d'ailleurs celle de tous les Polonais, au milieu de troubles incessants. Ils ne s'occupaient en aucune manière d'améliorer la culture des biens de l'Eglise, dont ils dépensaient les revenus dans le faste.

C'est un fait analogue à la collation des bénéfices.

La collation des bénéfices fut dans l'ancienne France une grande cause d'absentéisme foncier. Tant qu'ils furent attachés à une fonction ecclésiastique effective, comme jusqu'à la fin de l'ancien régime le furent les bénéfices dits sacerdotaux et à charge d'âmes, ils n'entraînèrent qu'un absentéisme faible. Cependant les grands bénéfices séculiers, attribués à de grands seigneurs, étaient déjà pour ceux-ci le moyen d'une vie somptueuse qui comportait de longs séjours à la cour. Même les bénéfices séculiers les plus inférieurs, les cures, les chapelles, permettaient l'absentéisme du titulaire qui en confiait les fonctions à quelque prêtre non pourvu, et ne lui laissait du bénéfice que la portion dite « congrue », juste suffisante pour lui permettre, avec le casuel et les dons des fidèles, de subsister misérablement. Le simple fait que le revenu du bénéfice dépassait la portion congrue était une cause d'absentéisme : en effet, la fonction seule exigeait la présence du titulaire, et la portion congrue suffisait à entretenir la fonction. Donc, toute la portion non congrue ne pouvait que tendre à émigrer, si les bénéfices se donnaient, comme c'était le cas, à des personnes que rien ne pouvait attirer dans les villages où étaient les

cures, ou à de grands seigneurs qu'un évêché de petite ville ne séduisait que par ses revenus.

Mais les bénéfices qui étaient inévitablement une cause d'absentéisme, c'étaient les bénéfices simples, qui ne comportaient ni charge d'âmes, ni état de sacerdoce, ni résidence à aucun degré, tels que les abbayes et prieurés en commende. La commende levait les difficultés qui auraient résulté de l'incompatibilité entre la personne et la fonction. Les bénéfices en commende étaient, somme toute, l'attribution des revenus à des personnes bien vues de l'autorité qui en disposait. Ces revenus comprenaient ceux de vastes domaines, complètement indifférents aux bénéficiaires qui se fussent bien gardés d'y faire la moindre dépense ni d'y résider.

Le caractère viager des bénéfices s'ajoutait à la non résidence pour augmenter l'absence de toute dépense productive. Les immenses terres des biens de l'Eglise étaient donc, au premier chef, affectées d'absentéisme pour une très grande partie ; celles que cultivaient avec soin des moines vigneron ou laboureurs n'en devaient pas moins nourrir souvent des bénéficiaires non résidants ; les autres étaient les plus abandonnées au point de vue de la direction de la culture et des dépenses productives, et les plus âprement dépouillées de tout le revenu possible, à ne pas laisser aux derniers serfs qui les cultivaient le boire et le manger.

A côté de ces exemples de propriétaires, de bénéficiaires que leur origine ni leurs goûts ne portent à s'occuper des terres qui leur sont échues, on peut placer des exemples de propriétaires que les origines, le goût et l'éducation préservent de l'absentéisme. Il en fut ainsi pour la petite noblesse en Bretagne ; il en est ainsi pour beaucoup de familles françaises dont la souche est demeurée au pays, et dont les enfants, quels que soient leurs séjours habituels, viennent souvent revoir, avant de s'y fixer de nouveau, le lieu où ils ont été élevés.

Les Anglais absentéistes font surtout à l'étranger des dépenses de consommation, et leur fortune est assez considérable pour qu'elles ne fassent guère de tort aux dépenses productives de leurs domaines ; il suffit qu'ils y résident assez pour en connaître les besoins et leur imprimer une direction profitable. Mais il ne s'agit là que de propriétés anglaises en Angleterre proprement dite. Roscher, à ce propos, s'étend assez longuement dans son *Économie rurale* :

« Rien n'a fait mieux progresser l'agriculture anglaise que la coutume de la plupart des grands propriétaires de tenir, pour leur propre compte, dans le voisinage du manoir seigneurial, une ferme considérable qu'ils se font un point d'honneur d'ériger en ferme modèle. De la contenance d'environ 1500 acres, elle est ordinairement régie avec l'aide d'un habile intendant, *bailiff*.... »

« Le luxe, si salulaire pour l'esprit comme pour le corps, de séjourner à la campagne une partie de la belle saison, a également gagné la classe moyenne d'Outre-Manche. Il contraste avec l'Irlande où les conséquences de *absentisme* (sic) ont été si funestes pour le peuple... »

« Si l'Angleterre est restée jusqu'à présent exempte de tout excès de centralisation, si la bonne intelligence a régné le plus souvent entre les différentes classes dont s'y compose la population rurale, si les intérêts des campagnes ont continué d'y être vigoureusement représentés, malgré le gigantesque accroissement des villes, tout cela tient à ce que les grands y résident sur leurs terres... Ce goût plus ou moins prononcé pour la campagne est en partie comme un trait du caractère national ».

Mais le goût de beaucoup de familles anglaises pour l'agriculture n'empêche pas que certaines pratiquent un absentéisme nuisible. Il n'en est pas moins, par ailleurs, un exemple de bonne influence, et d'obstacle à l'absentéisme foncier rural.

Cette forme de l'absentéisme où les goûts du propriétaire jouent le rôle principal, a souvent des causes politiques, comme le montrent l'absentéisme à la cour et celui des titulaires de bénéfice ; il dépend aussi de la nature de la propriété foncière laquelle nature, en ce cas, a des causes également politiques. C'est par là qu'on devient propriétaire sans avoir aucun goût à en exercer les fonctions. Cependant, l'éducation donnée aux enfants doit être signalée comme produisant des résultats de cet ordre ; surtout s'ils sont élevés à la ville, sans faire des séjours aussi fréquents et aussi longs que possible dans les propriétés de leurs parents, ils ne s'intéresseront pas à l'agriculture. Quelle que puisse être la cause de ce fait, il a de très graves conséquences pour l'agriculture, car c'est un absentéisme voulu qui en résulte ; c'est d'autre part l'absence complète de surveillance des terres, et la privation de toutes dépenses productives à leur égard. Celui qui n'aime pas la terre ne consentira pas à y faire des impenses coûteuses, qui, ou bien ne provoquent pas d'augmentation visible du revenu, comme les réparations aux bâtiments, ou bien n'en promettent qu'une plus ou moins incertaine et lente à se produire. D'autre part, quel contrôle pourrait avoir sur l'emploi des fonds le propriétaire qui nous occupe ?

| « *Urbomanie* » est le terme dont on a caractérisé l'absentéisme de beaucoup de propriétaires de ce type. En effet, le goût du séjour dans les villes et des distractions qu'on y rencontre entre pour une grande part dans leur dédain de l'agriculture. Ils ne voient la campagne que sous ses aspects les plus mélancoliques, et ils n'aiment pas la mélancolie, ni ne peuvent supporter le silence et l'isolement relatifs qu'y comporte ordinairement le séjour. La terre n'est pour eux que la source de revenus habituels et dont ils ignorent la genèse.

Il reste à faire remarquer que le goût pour l'agriculture et les aptitudes qu'elle exige peuvent être chez ceux qui les possèdent une cause assez fréquente d'absentéisme. Beaucoup de

grands fermiers sont propriétaires de terres moins importantes que celles qu'ils prennent à ferme. Aussi, résident-ils sur ces terres, souvent fort éloignées des leurs. Il est tout naturel qu'un grand agriculteur place sa fortune en terres ; il est fréquent aussi qu'il soit agriculteur parce qu'il est fils de propriétaire. Les domaines qu'il tient de famille étant trop peu étendus pour occuper un chef d'exploitation agricole ne travaillant pas de ses mains, ou ne donnant pas de revenus suffisants pour lui permettre d'augmenter sa fortune, il loue là où il trouve des conditions avantageuses, les terres dont il a besoin. Il peut alors se produire, ou bien un abandon relatif de la propriété de l'agriculteur, si l'éloignement ou toute autre cause l'empêchent de lui accorder ses soins, si son importance, comme production, est très faible par rapport à celle des terres louées, ou bien une direction et une surveillance suffisantes s'il est possible ou profitable à l'agriculteur de s'occuper de l'une et des autres. On pourrait citer des exemples des deux cas. Toutefois, au cas où il y a négligence du bien personnel, cette négligence doit être considérée relativement au soin que son propriétaire en aurait s'il y résidait, et il arrive généralement qu'il est bien mieux tenu que des terres voisines dont les propriétaires sont présents et ne manquent pas de bonne volonté, mais ne possèdent pas les mêmes capacités.

Une présence moindre, d'ailleurs, peut souvent être préférable à une plus prolongée ; il suffit que le propriétaire soit plus actif ou plus apte. Il y a en effet, beaucoup de choses qu'il est possible de faire en séjournant peu : on peut décider les réparations, les drainages, les irrigations, les clôtures, les plantations, les coupes, et aussi la nature des cultures à effectuer, au cours d'une visite ; il faut seulement connaître le domaine, avoir des notes sur l'exploitation des années précédentes, et au besoin une personne de confiance pour surveiller l'exécution des ordres. Encore suffit-il pour se rendre compte

de cette exécution, d'une visite subséquente ; la responsabilité de ceux qui sont chargés de la surveillance ou du travail est engagée par le fait que plusieurs mois après qu'ils ont été accomplis, le propriétaire peut se rendre compte de la façon dont ils l'ont été.

Le propriétaire de terres peut encore être absentéiste parce qu'il a au loin ses principaux intérêts économiques. C'est un commerçant, un industriel. En ce cas, non seulement il sera absentéiste, mais il sera presque toujours très ignorant en matière agricole. Les soucis de son commerce, de son industrie, ne lui laisseront pas le temps de s'y perfectionner, comme le peut un propriétaire plus ou moins absentéiste, mais à qui ses loisirs permettent de lire, de s'intéresser aux méthodes exposées, de s'amuser même à faire cultiver et élever certaines races de plantes et d'animaux, et qui trouve, en ce faisant, la satisfaction de s'occuper et de se rendre utile.

Il faut excepter le cas où le commerce ou l'industrie ont pour objet ou pour matière première des produits agricoles qui peuvent être le but de la culture dans les terres du commerçant ou de l'industriel. Ce dernier, alors, a intérêt à s'occuper de cette culture. On peut citer les soins donnés par les fabricants de sucre à la culture de la betterave, et l'influence qu'ils exercent sur cette culture chez les producteurs qui les fournissent. Il en est de même des rapports de la féculerie et de la culture de la pomme de terre. La vulgarisation des races les meilleures a été dûe aux industriels.

L'absentéisme varie donc dans son intensité et dans sa forme selon la nature du propriétaire. On peut même dire que le sexe du propriétaire n'est pas indifférent. Jadis il en était tenu grand compte dans la dévolution des successions et dans l'aptitude à posséder la terre. Dans les systèmes de propriété collective, la répartition de la terre se faisait parfois par tête d'homme en état de travailler, par exemple âgé de seize ans au

moins, sans considération des femmes. Plus tard, sous le régime féodal et dans les formes sociales qui l'ont immédiatement précédé, la possession de la terre comporte comme charge le service militaire, et par là n'admet pas les femmes. Dans notre régime féodal de l'ancienne France, il est aisé de trouver les traces d'une organisation analogue.

Le Coran attribue aux fils deux fois la part des filles.

Sur les frontières de Transylvanie, chez les Szeklers, la fille, n'héritait de la terre qu'à défaut de fils et si elle épousait un Szekler. Chez les Celtes de la grande Bretagne, tant qu'ils n'eurent pas reçu le droit de cité romain, les fils héritaient seuls. Il en était de même chez ceux du pays de Galles jusqu'au statutum Walliae d'Edouard I^{er} en 1284, par lequel les filles furent préférées pour les terres aux parents mâles. Chez les Anglo-Saxons, pendant la période qui suivit leur installation en Grande-Bretagne, la terre fut d'abord propriété collective de village, répartie chaque année, chaque famille recevant une « hufe » ou champ, puis, quand elle fut appropriée par familles et qu'il y eut lieu à héritages, il ne fut tenu compte dans les partages que des mâles, de ceux qui peuvent faire la « faida », c'est-à-dire qui portent les armes.

Ces exemples prouvent combien il a été attaché d'importance au sexe du possesseur de terre. On peut dire qu'alors la possession de la terre avait une importance militaire et politique. N'en a-t-elle pas aujourd'hui une économique ? Si l'on considère la propriété agricole comme une industrie, il ne convient pas de diminuer l'importance de cette question. Si on la considère comme une simple source de revenus, il est certain que les femmes doivent être tenues pour d'aussi bons propriétaires que les hommes. On pourra arguer qu'il y a des femmes qui dirigent de grandes industries aussi bien que des hommes : tout au moins ne les ont-elles pas créées et sont-elles aidées par des fils, des parents ou des alliés. On a bien vu jadis des châtelai-

nes aller, le heaume en tête, suivies de leurs vassaux, combattre leurs ennemis et se comporter vaillamment : cela n'empêcha point qu'en général les femmes ne furent pas plus qu'aujourd'hui regardées comme aptes au service militaire personnel. De plus, la surveillance agricole exige le plein air en toute saison, l'accès des bois et des ravins, des trajets assez longs à pied ou à cheval, le contact des ouvriers, des charretiers, la fréquentation des foires : il est peu de femmes qui puissent ou veuillent accepter ces conditions, retenues qu'elles sont par la considération des fatigues ou de la rudesse des relations. Aussi, à défaut des proches qui les remplacent, laissent-elles leurs terres négligées ; elles en évitent le séjour ; si elles habitent auprès, elles n'en ignorent souvent pas moins les limites et les besoins, et il est bien connu qu'elles se refusent bien plus que les hommes à toute dépense d'amélioration, voire d'entretien. Leur sexe est donc une cause d'absentéisme que nous devons signaler.

Telles sont les conséquences de la nature du propriétaire individuel sur l'absentéisme. Il nous reste à examiner les cas où le propriétaire est un être collectif, ou tout au moins possède essentiellement par suite de sa fonction, comme c'est le cas pour la Couronne en divers pays.

Il y a plusieurs sortes de propriétaires de ce genre : les sociétés, les corps constitués et les groupes étatiques secondaires, l'Etat, la Couronne.

Il en est encore une autre : c'est la communauté villageoise ou de famille rurale, qui exista en France sous la forme des communautés taisibles, en Germanie sous celui de la Markgenossenschaft, sous celui de clan, de sept chez les Celtes, dont on retrouve les traces dans le township en Ecosse, et dans les institutions bien vivantes encore du mir, de la zadruga, de la coupchtina, de l'inokosna chez les Slaves.

Mais ces formes ne se prêtent qu'à un absentéisme particu-

lièr, celui de membres qui vont gagner quelque argent au loin, comme les ouvriers russes membres de mirs. Ce qu'il faut retenir, c'est que le membre absent n'emporte pas de revenus ; il n'emporte que son droit à la terre et lorsqu'il revient il apporte souvent des fonds à la communauté.

La propriété foncière entre les mains de sociétés par actions un absentéisme organisé. Il importe peu, en effet, que ce soit la société et non les actionnaires, qui soit propriétaire ; la personne collective, à notre point de vue, qu'on l'admette comme personne fictive ou réelle, réside où résident ses actionnaires ; s'ils sont dispersés sur le globe entier, elle réside partout et nulle part ; s'ils sont d'une région déterminée, elle aussi est de cette région, peu importe son siège social ; s'ils sont du pays où se trouve la terre, il y en a encore absentéisme, car ils ne sauraient s'occuper de cette terre ni y résider. Nous avons vu les mesures prises contre les sociétés étrangères. Mais même celles qui sont du pays recruteront leurs capitaux dans les centres, loin des campagnes. Les individus qui voudront, dans une région, faire un placement en terres n'iront pas se réunir pour former une société ; ils achèteront chacun des terres. Ce sont des financiers, des lanceurs d'affaires qui verront dans une exploitation agricole une occasion de bons placements et qui constitueront les sociétés : les autres actionnaires recrutés sur la place seront en réalité des prêteurs intéressés aux bénéfices. Si cet absentéisme par les sociétés sépare le propriétaire du sol, il faut convenir qu'il peut lui apporter des capitaux. Il est vrai qu'en Amérique les sociétés ont fait de la culture extensive ; mais cela constitue tout de même, pour un pays neuf, un apport de capitaux. Cet absentéisme n'exclut pas une direction intelligente, car les régisseurs seront choisis parmi les gens compétents, mais l'agriculture intensive et durable ne saurait être ainsi organisée et il y a toujours exportation des revenus.

Aux Etats-Unis, la loi nouvelle interdit à toute société, sauf aux compagnies de chemins de fer, d'avoir plus de 5.000 arpents de terre ; celles dont les propriétés sont plus étendues doivent se conformer à la loi dans un délai de dix ans. Comme les Sociétés par actions ont précisément pour but de rassembler de grandes quantités de capital en vue de vastes exploitations, on comprend combien cette disposition légale les atteint ; certaines possédaient jusqu'à 1.800 000 hectares. Dans l'Iowa, des sociétés anglaises avaient pris une énorme extension. A mesure que la population a augmenté, le danger de cet état de choses est nettement apparu. Ces sociétés pratiquent la culture en grand, et à très peu de frais ; le produit brut est très faible, le produit net rémunérateur, ce qui peut être avantageux pour les actionnaires étrangers, même pour ceux qui vivent seulement loin des terres ainsi cultivées, mais ne l'est nullement pour la collectivité locale. En 1885, le gouvernement russe a interdit en Pologne, où il se vendait alors beaucoup de terres, à toute société par actions l'achat de domaines ayant plus de 200 déciatines de superficie. Dans la Russie proprement dite, il y a pourtant 1.500.000 hectares possédés par des sociétés par actions.

Les conséquences de la possession de la terre par les Sociétés par actions, au point de vue absentéisme, seraient très graves dans les pays à développement économique avancé. Les procédés d'exploitation extensive, sans engrais, qui leur sont propres, ont malgré l'apparence scientifique que leur donne un outillage mécanique perfectionné, les inconvénients d'épuiser le sol, de produire peu et d'accaparer la terre au détriment de la population. Au point de vue de l'économie nationale, il est particulièrement fâcheux que la production soit faible. On pourrait dire que l'évolution économique du pays obligerait bien les Sociétés à exploiter d'une façon dite plus intensive et en ménageant l'instrument de production ; il y a cer-

tainement du vrai dans l'objection, mais il faudrait alors renoncer à toute mesure protectrice de l'agriculture du pays, car elle profiterait surtout aux sociétés accapareuses de terres, dont le revenu net augmenterait par ce fait.

La propriété du sol entre les mains des Sociétés est bien un absentéisme, car elle sépare l'intérêt du propriétaire et celui de la terre ; elle épuise la terre sans scrupules, par là plus dangereuse que l'absentéisme qui la confie à un paysan qui est routinier, mais a encore quelques égards traditionnels pour elle.

Cette forme de la propriété terrienne est aussi une manifestation du crédit foncier rural. Il est certain qu'elle apporte au sol des capitaux qui y trouvent un placement. Ce placement peut être bon, car il s'agit en général de colonisation, d'exploitation de terres qui sont loin de produire ce qu'elles pourraient donner facilement : le bénéfice est donc assuré si l'affaire est bien conduite. Ce crédit-là n'a aucun rapport avec celui qui consiste à prêter à une agriculture déjà obérée, ou déjà développée assez pour obtenir de la terre les revenus faciles qui ne lui suffisent pas et devraient lui permettre de ne pas emprunter. Il est avantageux pour le prêteur-actionnaire qui touche des dividendes, et pour la société qui fait un emploi heureux des capitaux, mais combien vaudrait mieux la possession par beaucoup de propriétaires apportant chacun leurs capitaux ! Si même la concurrence des agriculteurs plus avancés de la région nuisait à la société, ne pourrait-elle pas, car cela ne se produira qu'au moment du développement économique du pays, vendre à bon prix sa terre à la population qui en manque ? La réalisation serait une bonne affaire, mais un départ de capitaux.

Dans les pays sans aucun développement économique, les sociétés agricoles par actions peuvent non seulement être de bonnes affaires, mais encore rendre des services. Notamment dans les colonies d'Afrique, il a été souvent concédé d'immen-

ses territoires à des sociétés de ce genre. Ces sociétés font le commerce de traite, exploitent les ressources naturelles, remplissent toutes sortes de fonctions qui leur sont imposées comme charges par la concession ; enfin elles établissent les cultures qui doivent être l'avenir de la colonie en assurant une production régulière, destinée à augmenter et non à diminuer, à l'inverse de l'exploitation des ressources naturelles. Elles font ce que les particuliers peuvent faire difficilement, à cause des capitaux considérables nécessaires ; s'ils entreprenaient de petites cultures, d'autre part, ils ne pourraient provoquer les progrès rapides du défrichement dûs à ces sociétés, car ils n'auraient pas les moyens d'assurer leur propre sécurité, ni les communications indispensables ; enfin, dans les pays où l'européen vit difficilement, et où le peuplement blanc semble impossible, les colons isolés seront assez rares et n'iront pas fonder d'établissements à des centaines de kilomètres des points de débarquement. L'absentéisme du propriétaire, en ce cas, vaut mieux que l'absence de culture ; puisqu'il n'y a pas à redouter un manque de terre, les inconvénients pour l'avenir disparaissent. Mais à mesure que les indigènes se civilisent, ils deviennent plus exigeants, et le jour où la colonie aura atteint un état social analogue à celui des Antilles, la question de la terre se posera sans doute si la propriété des sociétés par actions persiste. Dans les colonies à population déjà civilisée, comme celles d'Extrême-Orient, le système n'aurait du bon que dans leurs parties les plus délaissées.

Les groupes politiques ou étatiques secondaires, les personnes morales qui font partie de l'organisation de l'Etat, comme les corps savants, les hôpitaux, peuvent posséder des terres. En Russie, en Irlande, des corporations municipales et des groupements religieux officiels donnent des exemples de propriété rurale analogue. Lorsque ces personnes morales

résident dans la capitale ou dans une région éloignée de celle de la situation des terres, il y a absentéisme.

Ces personnes morales se comportent ordinairement comme les grands propriétaires du pays. Au point de vue productif, leur absentéisme ne présente donc pas d'intérêt particulier : cependant il n'y a pas grande différence entre le cas où les terres sont situées loin de leur siège et celui où elles sont situées auprès. Il en est un peu d'elles comme des sociétés par actions, leur absentéisme est nécessaire, elles ne sauraient être propriétaires autrement de par leur constitution même. L'exploitation de leurs terres se fera souvent par fermiers, avec une surveillance faible et le rendement ordinaire des terres de la région qui ne sont pas l'objet d'améliorations ni de soins particuliers. Au point de vue de la consommation, leur absentéisme a son importance en provoquant un déplacement de richesse.

Les circonscriptions territoriales qui jouissent de la personnalité civile peuvent posséder des terres sur leur territoire : peuvent-elles être absentéistes ? Cela dépend de leur étendue : la commune ne saurait l'être ; l'Etat dans un grand pays l'est certainement, surtout lorsqu'il y a centralisation. Mais c'est un absentéisme de la consommation, dont on a parlé plus haut : la direction ni le capital ne manquent pas en général dans les domaines de l'Etat. Cependant, en Russie, bien que les domaines de l'Etat qui couvrent 155 millions d'hectares absorbent comme fonctionnaires les élèves sortants des écoles d'agriculture, il paraît que la culture y est plutôt inférieure à celle des propriétés privées. En Hongrie, en Roumanie, les immenses domaines de l'Etat sont administrés comme ceux des grands propriétaires absentéistes. En France, le domaine de l'Etat comprend des forêts dont l'administration ne saurait être aussi délicate que celle des cultures proprement dites ; les déboisements qui ont été si nuisibles pour le climat et le régime des eaux sont diminués par cette propriété de l'Etat dont les

conséquences paraissent donc satisfaisantes, il faut enfin citer les terres de la Couronne qui sont très étendues dans certaines monarchies : si leurs revenus n'ont pas la même destination que ceux des terres de l'Etat, au point de vue productif, le régime ne saurait être différent.

Quoi qu'il en soit, en Russie et en Roumanie le domaine de l'Etat tend considérablement à diminuer, par suite des nombreuses concessions faites aux paysans qu'on cherche à rendre propriétaires et à attacher au sol.

Cela nous amène à parler de la propriété foncière de l'Etat dans les colonies : là, tant qu'il n'y a pas concession, il n'y a pas culture (sauf de rares exceptions, comme à Java), lorsqu'il y a concession, le rôle de l'Etat, au point de vue productif, n'est pas indifférent, grâce aux conditions qu'il a imposées à l'obtention de cette concession et à sa durée. Si ces conditions ont pu n'être pas toujours sans comporter quelques erreurs, du moins en général leur effet est-il bon et sont-elles établies d'après les données d'expérience. On a beaucoup critiqué la colonisation de l'Algérie : c'est que l'expérience a certainement fait défaut dans son organisation.

La nature du propriétaire est donc une cause d'absentéisme dans un grand nombre de cas, et lorsque l'absentéisme existe, elle en fait plus ou moins varier les conséquences. Si l'on admettait que la possession de la terre n'entraîne aucun devoir envers l'industrie agricole, on pourrait proposer comme remède le remplacement du propriétaire par un régisseur, ou un intermédiaire compétent. Mais il faut reconnaître, d'abord, que le remède est mauvais : à l'occasion des rapports de la grande propriété et de l'absentéisme, on verra combien les intermédiaires remplacent peu le propriétaire, combien les régisseurs sont coûteux. D'ailleurs, pour la moyenne et la petite propriété, si le groupement avec d'autres biens n'est pas possible, l'emploi des intermédiaires et des régisseurs ne l'est guère

non plus. Ensuite, il sera de plus en plus difficile de jouir des revenus sans justifier d'un certain travail qui ait contribué à leur production ; ce travail, cette direction imprimée à une industrie, qui ont cependant une importance capitale, sont exposés même à n'être pas reconnus par les travailleurs manuels comme suffisants pour donner droit aux revenus.

Bien plus, les personnes qui se livrent à des travaux non rétribués, et cependant de la plus haute importance sociale, risquent de voir contester leur droit à la propriété rurale qui les nourrit, si elles ne paraissent pas s'en occuper suffisamment. C'est donc, pour le propriétaire, un devoir même s'il n'a pas une autre occupation, et une mesure de prudence dans tous les cas, de ne pas négliger ses terres. Il faut qu'on le voie le plus souvent possible les parcourir, il faut que les baux, même s'ils sont à ferme, contiennent des prescriptions minutieuses dans l'intérêt de la terre, des arbres, des fossés, des bâtiments, de tout ce qui est sujet à détérioration. Les rotations, les engrais doivent être prévus : le propriétaire doit jouer le rôle de conservateur de la terre, représenter une surveillance continue, un élément social stable et employant cette stabilité à maintenir en bon état un agent de production qui exige précisément un contrôle permanent et intéressé ; car les conséquences des fautes commises dans la culture durent de longues années. Le cultivateur ne paraît pas apte au même degré à remplir ce rôle : l'instruction lui fait défaut, l'initiative et les capitaux lui manquent. Lui rendre le crédit facile, c'est presque toujours lui permettre d'en abuser ; le crédit ne sert aux mieux loués qu'à étendre leur bien, ou à défricher, ou à transformer la culture, par exemple planter de la vigne ; mais étendre le bien n'est qu'une question d'intérêt personnel : défricher est l'œuvre des pays neufs ; transformer la culture n'est pas toujours possible, et cela n'a lieu que lorsque la culture la plus avantageuse n'a pas encore été introduite. Les exemples

de propriété paysanne que nous offre un des pays où elle est le plus développée, la Russie, ne sont pas très encourageants : le rendement est plus faible que celui des autres formes de propriété. Dans les pays où la classe paysanne est plus avancée, c'est le revenu net qui augmente, mais non le revenu brut, lorsque l'on considère la propriété paysanne par rapport aux autres formes.

Assurément le droit romain, comme Ihering l'a dit (dans *l'Esprit du droit romain*) n'impose que le respect du droit d'autrui, et notre article 544 du Code civil consacre cette manière de voir en donnant au propriétaire les droits les plus étendus : c'est au propriétaire de n'en pas abuser, s'il veut garder sa situation économique à l'abri des bouleversements sociaux. En tous cas, il est douteux que le remède qui consiste à consolider la situation du cultivateur soit compatible avec le maintien du droit du propriétaire ; l'histoire montre que lorsqu'il y a deux propriétaires, il y en a toujours un qui évince l'autre à la longue ; il faut donc choisir entre donner la propriété au cultivateur, ou la laisser au propriétaire ; il est même illogique de préconiser le fermage, au lieu du métayage pour résoudre les difficultés qui résultent de l'absentéisme du propriétaire ; si ce fermage ne comporte pas de conditions multiples favorisant l'intervention du propriétaire, il n'est qu'une cause lui-même d'absentéisme, en attendant qu'il en soit le remède en supprimant le propriétaire devenu inutile, invisible, et dont le droit aux revenus paraîtra exorbitant tout autant que le paraissaient à la fin du xviii^e siècle les droits féodaux en France.

Dans le *Lehrbuch der politischen (Ekonomie* de Wagner on trouve cette thèse que si l'on cultive soi-même ou si l'on fait cultiver un champ sous sa surveillance, la propriété est légitime, mais que si on y met un fermier, on ne fait plus rien pour cette terre et que la propriété doit vous en être enlevée.

Or, un propriétaire qui donne ses terres à ferme peut être résidant; que sera-ce s'il est absentéiste ?

L'absentéiste, on peut le dire, compromet son droit de propriété; il en rend discutable la légitimité; il invite les plus pauvres que lui à se poser la question.

Si ce propriétaire joint à sa qualité d'absentéiste celle d'étranger, celle d'être inapte à reprendre son rôle de directeur ou de surveillant, si c'est un de ces êtres collectifs pour qui les individus ont toujours montré fort peu d'égards, sa situation, à notre point de vue, n'en est que plus défavorable. Il faudrait, toutefois, tenir compte de ce que, dans la forme collectiviste, ou dans le cas seulement de nationalisation du sol, il n'y aurait plus qu'un propriétaire, l'Etat. Mais, outre que nous n'avons pas d'exemple véritable d'une telle organisation, que le droit du souverain anglais ou du sultan sur les terres de leurs Etats n'empêche point l'appropriation, nous pouvons nous demander si les concessionnaires révocables de l'Etat seraient autre chose que des propriétaires à droits restreints; alors, peut-être l'absentéisme par la personne serait-il interdit. Mais les groupes secondaires ou l'Etat lui-même conserveraient-ils des biens en régie directe, avec absentéisme possible en ce cas, et même certain de l'Etat en raison de la centralisation ? C'est ce qu'il n'est pas permis de dire, car on ne peut ni savoir lequel des systèmes proposés serait adopté, ni surtout sous quelles formes, toujours bien différentes de celles voulues, il se manifesterait au bout d'un certain laps de temps.

XI

Les propriétés rurales absenteïstes.

Différentes formes. — Conséquences particulières.

L'existence et les conséquences de l'absenteïsme du propriétaire foncier rural dépendent souvent de la nature de la propriété. La propriété peut être grande, moyenne ou petite ; la grande propriété peut avoir une forme féodale ou allodiale plus ou moins conservée, plus ou moins complète, elle peut avoir gardé un caractère de terre conquise ou l'avoir perdu, elle peut avoir une origine économique ou politique. Ces modalités ne doivent pas être confondues avec celles qui affectent la personne du propriétaire, car le propriétaire change aisément de nature, il suffit d'une transmission ; au contraire, la propriété conserve longtemps son caractère, tant dans son organisation même que dans l'esprit des populations.

La petite propriété peut-elle être affectée d'absenteïsme du propriétaire ? Cela est certain. Il y a dans les villes beaucoup de personnes d'origine rurale et de condition modeste qui possèdent dans leur pays un lopin de terre. Très souvent, leur absenteïsme n'a aucune fâcheuse conséquence pour la culture : le lopin de terre provient d'un partage, et l'absence du maître n'a d'autre résultat que d'en laisser l'exploitation à l'un des co-partageants qui peut ainsi réunir une étendue de terre suffisante pour une culture rémunératrice. Au besoin, le petit

champ ou le morceau de champ est loué à un voisin, ou même laissé gratuitement aux vieux parents qui le surveillent.

L'exiguité du revenu est telle que même les propriétaires les plus besoigneux n'y attachent pas grande importance ; c'est pour eux une petite réserve, un petit trésor en cas de nécessité. D'ailleurs, le voulussent-ils, il leur serait le plus souvent bien difficile de se faire payer un véritable loyer pour leur lopin. La culture n'en offre quelque intérêt qu'aux parents et aux voisins, ceux-ci ne subissent point de concurrence et sont maîtres de la situation.

L'absentéisme est, d'une façon plus étendue et plus importante, un phénomène relatif à la moyenne propriété ; c'en est un surtout qui accompagne la grande propriété. La moyenne propriété absentéiste est surtout celle des fonctionnaires, des personnes à professions libérales. Quelquefois, elle appartient à des commerçants ou à des industriels, mais ceux-ci peuvent plus aisément résider près de leurs terres, car ils ont pu choisir leur résidence, ou acheter des terres dans la région de leur résidence. La moyenne propriété se trouve donc souvent affectée d'absentéisme. Quelles sont les conséquences particulières de cet absentéisme ? Elles sont certainement défavorables, car les dimensions de la propriété se prêtant à une bonne exploitation, elle ne saurait gagner à être réunie à une autre pour la culture, et la négligence dont elle est victime, soit de ce fait, soit simplement de celui de l'absentéisme, a des conséquences sur la production. La forme de tenure ordinaire de la moyenne propriété absentéiste, c'est le fermage. On verra qu'au point de vue absentéisme, il y a beaucoup d'inconvénients à ce mode de tenure. Quand le bail est concédé à un fermier principal, à un intermédiaire, la situation est particulièrement fâcheuse.

La grande propriété n'est pas la seule qui puisse être atteinte d'absentéisme, mais c'est elle surtout qui le provoque au point qu'il n'y a pas de pays où elle soit développée sans

le comporter plus ou moins. Il y a de cela plusieurs raisons telles que la fortune du grand propriétaire, qui lui permet de rechercher les conditions d'existence qu'il estime être les plus agréables : si ces conditions ne coïncident pas avec la vie à la campagne, ou du moins avec certains séjours à la campagne, il y aura absentéisme ; il y a l'étendue de sa fortune terrienne, qui, s'il veut la diriger lui-même, lui imposera un travail considérable, au point que, s'il n'a pas un goût particulier pour l'agriculture, il s'en dispensera certainement ; ce travail consisterait en effet en inspections suffisamment minutieuses de vastes domaines, ayant des besoins variés ; il comporterait la solution d'une foule de questions que lui soumettraient à chaque instant les cultivateurs et les personnes chargées en sous-ordre de la direction de l'exploitation ; il exigerait de la mémoire, des prises de notes, des tenues de registres personnels. Or, à un tel travail, on préfère souvent un revenu un peu moindre, et une absence d'obligations et de soucis. Enfin, par ses origines, la grande propriété sépare le propriétaire des cultivateurs. C'est en effet le grand propriétaire qui est plus souvent que le petit ou le moyen un conquérant ; même lorsque la grande propriété a une origine économique, le capitaliste, le créancier qui deviennent propriétaires sont souvent inconnus dans le pays. Nous avons vu quelles sont les conséquences de la nature du propriétaire en ces circonstances. En recherchant les conséquences propres de la grande propriété, nous allons essayer de voir quels rapports elle a avec la nature du propriétaire.

La grande propriété est souvent l'origine féodale. La féodalité a été un mouvement vers la terre. L'humeur conquérante des seigneurs féodaux a ensuite défait ce que la féodalité elle-même avait fait, comme nous l'avons dit plus haut. Cette dernière avait fixé l'homme à la terre, en la prenant pour base de toute l'organisation sociale et politique. Comme l'a fait remar-

quer M. Guizot, lorsque aux dons mobiliers que les chefs faisaient à leurs fidèles, succédèrent les octrois de terres, il en résulta que nombre de ceux-ci allèrent se fixer sur ces terres ; d'autre part, la quantité des terres étant limitée, les chefs eurent tendance à les reprendre à ceux qui ne leur plaisaient plus, ou à aller en conquérir d'autres pour se faire de nouveaux fidèles, et il y eut là une cause contraire, mais passagère, d'instabilité et d'absentéisme. Au demeurant, dans la société germanique, la féodalité en distribuant les terres aux fidèles des chefs, apporta remède à un certain absentéisme qui consistait en ce que les chefs entretenaient près d'eux, avec les revenus de terres éloignées, un nombreux personnel de fidèles qui vivaient fort largement. Dans la société romaine, la recommandation aux puissants, dûc à l'insécurité n'eut pas cet effet ; ce fut l'insécurité elle-même et le désordre qui mirent fin à l'absentéisme en enlevant les terres aux absentéistes et en les obligeant à y résider pour les défendre. L'établissement de la féodalité fut donc un remède à l'absentéisme, ou un phénomène concomitant de la disparition de l'absentéisme.

Mais ce n'est pas là son seul caractère : c'est encore d'avoir superposé toute une série d'individus ayant sur elle des droits réels, c'est-à-dire toute une série de propriétaires, dont les plus hauts placés étaient de très grands, d'immenses propriétaires. Dans les temps modernes, cet échafaudage s'est écroulé : il n'est resté qu'un propriétaire, rarement deux, les droits des autres ont été abolis, rachetés ou rendus sans portée. Lorsque c'est le grand propriétaire qui a disparu, comme en France, la féodalité n'a pas laissé comme traces la grande propriété ni l'absentéisme. Quand c'est le petit comme en Irlande, elle a laissé la situation la plus typique de grande propriété et d'absentéisme. On peut distinguer à ce point de vue entre la féodalité conquérante et la féodalité qu'on pourrait appeler indigène. Cette dernière, il est vrai, se rapproche souvent assez de la pre-

mière, quand elle succède à des époques troublées rarement indemnes d'invasions, mais lorsqu'il n'a pas subsisté entre les classes des propriétaires et des cultivateurs de différence de langue, de religion, de statut personnel, la féodalité dans ses conséquences finales peut être regardée comme indigène. En Écosse et en Hongrie, nous trouvons la féodalité sous cette forme, dûe à des causes politiques et économiques intérieures, ou importée, mais sans qu'une race soit exclusivement dominatrice de l'autre, car bien qu'en Hongrie, l'élément hongrois fût conquérant et dominateur, il y eut des seigneurs roumains et slaves et des serfs hongrois, les *jobagy*. En Roumanie par contre, à la suite de la conquête ottomane, beaucoup de Phanariotes et d'Arméniens était devenus boyards, fait qui rappelle la conquête de l'Irlande.

Lorsque la grande propriété a une origine seulement féodale, l'antagonisme est moins grave entre les propriétaires et les cultivateurs, mais surtout l'absentéisme hors du pays n'a pas la même ampleur. Il y aura surtout séjour à la ville. Si au contraire c'est la conquête qui a établi la féodalité, et que la grande propriété provenant de la cause féodale ait conservé son caractère de propriété conquise, de propriété étrangère, toutes les conséquences que nous avons trouvées à la propriété entre les mains d'étrangers s'ajoutent aux inconvénients de la grande propriété. Ce n'est pas à la ville que le grand propriétaire ira se réfugier, car, même là, il ne trouve pas une population qui lui soit favorable; il retournera dans son pays à lui, ou bien il ira à l'étranger. Dans les cas où les traces de la conquête sont moins visibles, où une partie notable de la population appartient à la race conquérante, celui-ci se contentera d'habiter dans les lieux où ses compatriotes constituent l'élément le plus nombreux. En pays slave conquis par les Germains, un grand propriétaire allemand, « saxon », comme on dit en ces pays, résidera

dans la ville allemande plutôt que dans la campagne slave.

Ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans tous les détails des origines de la grande propriété. Cependant, on peut remarquer que le maintien jusqu'à une époque relativement récente de la propriété collective, a pu être une cause de très grande propriété et d'absentéisme grave.

Chez les Gallois et les Irlandais, jusqu'au ^{xr}^e siècle, la terre appartient au clan ; à cette époque, les chefs de clan, devenus de plus en plus puissants, se considérèrent comme propriétaires de toutes les terres du clan, et une princesse anglaise, la reine Margareth, dans un but politique, leur en confirma la propriété. Au ^{xviii}^e siècle, elle leur fut confirmée de nouveau sous une forme plus moderne, et dès lors se manifesta l'absentéisme par la location à de petits fermiers dits « cottars » ou à des fermiers principaux.

En Ecosse, c'est après Colloden, en 1745, que le gouvernement anglais, pour s'attacher l'aristocratie locale, lui reconnut la propriété des terres des clans, jusqu'alors, au moins nominativement, propriété collective de tous les membres du clan qui les cultivaient sous le régime du *roinn-ruith* ou *runrig*.

La grande propriété absentéiste peut avoir pour origine la conquête sans établissement du régime féodal.

Nous en trouvons un exemple dans les conquêtes des Romains. La propriété ne prit une forme féodale dans les *latifundia* qu'au moment de la décadence de l'empire, au moment où les invasions menaçaient. Ce furent d'ailleurs des mesures fiscales qui furent l'occasion des premières manifestations de cette forme nouvelle dans la société romaine et byzantine.

Dans la période antérieure, la grande propriété avait eu pour origine la conquête et l'attribution des terres conquises aux riches, malgré l'agitation agraire.

Après avoir ainsi provoqué la constitution des *latifundia*, la conquête favorisa l'absentéisme des grands propriétaires, qui

était déjà provoqué par la constitution même de ces *latifundia*. En effet, la conquête établissait dans le pays conquis deux grandes classes d'individus, les citoyens romains et les provinciaux, et la législation issue de la conquête favorisait partout l'acquisition et l'appropriation des terres par le *civis romanus* et entravait celles par le provincial.

Indépendamment de ses origines conquérantes ou féodales, ou conquérantes et féodales, la grande propriété absenteïste peut avoir des causes économiques. La plus agissante de ces causes est certainement le crédit au propriétaire pauvre. La loi mosaïque avait institué le jubilé pour faire revenir aux pauvres les terres cédées par eux aux riches ; c'est que déjà le phénomène du groupement des terres se manifestait. Cette cause se rencontre encore à l'origine de la concentration des terres chez les Celtes, chez les Romains. Elle agit puissamment actuellement en Hongrie, en Roumanie. En Russie si ce n'était pas l'Etat qui eût centralisé le crédit agricole, la terre fût passée en grande partie entre les mains des Sociétés de crédit, et il y a lieu de prévoir qu'elle ne pourra se dégager et que l'Etat acquerra ainsi sur elle de véritables droits de propriété.

On peut ajouter aux causes d'absenteïsme les mesures politiques et législatives prises en beaucoup de pays par la classe riche qui est aussi la plus puissante. C'est à Rome, aussi dans les cités grecques, que ce fait est le plus évident : il fut atténué à Rome par quelques ambitieux avides de popularité, qui d'ailleurs rendaient au peuple exclusivement ce que lui avaient pris leurs ennemis politiques, et en Grèce par les soulèvements qui portaient au pouvoir les tyrans démagogues. Mais, dans l'antiquité, somme toute, ce furent le *latifundium* et l'absenteïsme qui prévalurent et qui préparèrent la chute de la société gréco-romaine par la ruine des campagnes et la dépopulation. Les causes politiques de la grande propriété et de l'absenteïsme sont donc intimement liées par ce fait que les riches

sont presque toujours les plus puissants. Toutes les fois que la grande propriété coïncide avec une crise nationale ou économique, elle se complique d'absentéisme dans sa forme la plus dangereuse.

Le fait que la propriété étendue est un attribut nécessaire de l'homme puissant est une cause d'absentéisme, aussi souvent que les fonctions du noble, du seigneur, les devoirs envers le suzerain obligent à quitter les terres. Encore aujourd'hui, la possession de la terre est une grande source d'influence, mais c'est précisément à la condition de n'être pas absentéiste, car ou bien cette possession n'est pas une condition purement légale pour briguer les charges publiques, ou bien on ne peut satisfaire cette condition en achetant une parcelle minuscule dans la circonscription ; parfois cependant la possession d'une parcelle de terre est exigée à défaut de résidence, et il est assez curieux de constater que la loi consacre ainsi l'absentéisme, au moins un certain absentéisme, dans beaucoup de pays. Dans l'ancienne Pologne, il en était ainsi : la terre était une condition indispensable pour exercer une fonction quelconque. Une loi du xvi^e siècle qui fut en vigueur jusque dans la seconde partie du xviii^e exigeait que les fonctionnaires, les employés devinssent, s'ils ne l'étaient déjà, propriétaires dans les six mois. Sans terre, on n'était plus considéré comme noble. Il est vrai que la condition pouvait être satisfaite par la possession d'une petite propriété ; aussi lorsque la loi n'exige pas formellement la possession d'une propriété de grande étendue, comme aujourd'hui en Autriche par exemple, pour faire partie d'une classe d'électeurs ou d'individus aptes à certaines fonctions, a-t-elle une action moindre que la simple influence politique de la possession de la terre sur sa recherche par les riches et les ambitieux propres à devenir absentéistes.

Ce qui est une cause, celle-là bien économique, d'absentéisme, c'est que la terre donne un revenu supérieur à celui des va-

leurs mobilières très sûres ; et elle le donne sans soins particuliers, et elle est encore d'une possession plus sûre. Cela n'est pas dû tant au produit considérable de la culture qu'aux prix de vente souvent très peu élevé des terres.

Bien qu'elle donne un certain revenu sans travail du propriétaire, la terre n'est pas aussi généralement recherchée que les valeurs mobilières, à cause des formalités et des mesures compliquées dont les législations entourent sa transmission et son engagement.

Enfin, il n'y a pas un marché pour les terres comparables à celui des valeurs mobilières, quelles que soient les mesures prises en certains pays pour les « mobiliser ».

Cette moindre recherche de la plupart des capitalistes profite à quelques-uns qui peuvent ainsi l'acquérir à bon compte : au lieu de beaucoup de personnes, ce ne sont que quelques-unes qui gagnent à cet état de choses, comme il est nécessaire d'ailleurs pour qu'il dure, et il en résulte la formation de grandes propriétés. Ce sont en outre toujours les mêmes qui font ainsi leurs placements ; ce sont le plus souvent les grands propriétaires qui apprécient les revenus que donne la terre et qui songent à agrandir leurs propriétés : au lieu de consacrer leurs économies à une exploitation plus intensive et plus personnelle, ils préfèrent accroître la superficie de leurs biens, ce qui a l'avantage de n'exiger d'eux aucun soin particulier et de leur permettre de continuer à se livrer à leurs habitudes d'absentéisme. C'est ainsi qu'il se produit, en Hongrie et aussi dans certaines régions de la France un mouvement de régression de la petite propriété. Chaque fois qu'un bien de paysan est mis en vente, voir un domaine de moyen propriétaire résidant, il est acheté par le grand propriétaire voisin qui peut mieux le payer que tout autre ; les partages exigés par la loi aboutissent souvent à cette fin ; lorsque le bien est vendu à la suite de dettes, le plus souvent le propriétaire acquéreur est créan-

cier, d'une façon visible ou occulte, et il acquiert à un prix en réalité dérisoire.

Enfin, la vente ou la concession de vastes terrains à prix très faibles est une cause administrative de grande propriété et d'absentéisme. Dans les premiers temps de l'indépendance des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, il y eut des adjudications de superficies immenses à raison de un dollar l'acre. Il en est résulté de grandes propriétés qui ont duré jusqu'à présent : on n'avait pas prévu, en faisant ces adjudications, le développement du pays et le besoin de terre qui se manifesterait un jour, ni les inconvénients de l'absentéisme des propriétaires de propriétés trop vastes quand il deviendrait nécessaire que la culture fût plus intensive.

L'étendue des propriétés a, comme nous venons de le voir, les plus grands rapports avec l'absentéisme. Si en Angleterre la grande propriété n'a pas provoqué l'absentéisme au même degré qu'ailleurs, c'est que si l'on déduit les maisons et les propriétés collectives, il y a encore d'après M. Shaw-Lefèvre, 170.000 propriétés rurales dans ce pays, tandis qu'il n'y en a que 20.000 en Irlande, 10.000 en Ecosse, c'est-à-dire une pour 26 familles en Angleterre, une pour 52 en Irlande, une pour 84 en Ecosse. L'Angleterre offre donc surtout de nombreux exemples de grande propriété, mais elle en comprend beaucoup toutefois de petites et de moyennes.

L'Irlande au contraire en a beaucoup de très grandes ; on cite le comte de Leitrim qui possède 90.000 acres, occupés par 1.700 tenanciers, dans le comté de Donegal ; on trouve en Irlande d'autre part 744 propriétaires qui ont plus de 5.000 acres chacun, et en possèdent ensemble 9.710.000 (1872). En Ecosse, la situation est plus accentuée au point de vue de la grande propriété, moins à celui de l'absentéisme ; il y avait en Ecosse à cette date 582 propriétaires ayant plus de 5.000 acres ; ils en possédaient ensemble 14.903.000. Parmi les pays à grande

propriété absentéiste, il faut encore citer l'Autriche, la Russie, l'Italie, l'Espagne et surtout la Hongrie, la Roumanie, et la Sicile.

L'Amérique du Sud nourrit également de grands propriétaires absentéistes, tels que les grands planteurs de cafés du Brésil, les *fazendeiros*. Mais du moins ont-ils le plus souvent dépensé à l'établissement de ces plantations une grande activité productive.

En Italie, on peut citer particulièrement la campagne romaine, où persistent les *latifundia* et leurs conséquences, la dépopulation, l'élevage en grand, l'envahissement des eaux, l'insalubrité, l'absentéisme. Les papes ont à plusieurs reprises sévi contre les grands propriétaires absentéistes de cette région, les menaçant même d'expropriation.

En dehors des conséquences économiques particulières aperçues à l'occasion de ses rapports avec la conquête et la féodalité, la grande propriété absentéiste a des conséquences politiques dont nous pouvons mentionner un exemple bien connu, outre celui classique de Rome ; la concentration de la fortune entre les mains de quelques-uns devenus propriétaires de toutes les terres, et par suite forcément absentéistes, fut une des causes de la perte de l'indépendance de la Grèce : elle avait des campagnes dépeuplées, ou peuplées d'esclaves qui n'avaient pas la notion de la patrie ni l'amour du sol où ils peinaient. On peut encore rapprocher de cet exemple celui de l'Irlande, où la concentration de la propriété rurale entre les mains des chefs permit la conquête anglaise, non par suite du dépeuplement des campagnes, mais par la méfiance qu'elle introduisit entre les cultivateurs et les chefs qui désormais vivaient à part, les uns penchés sur la terre, les autres dans des châteaux plus ou moins éloignés : quand le souverain anglais promit aux chefs son appui et leur garantit la propriété de leurs usurpations moyennant l'hommage féodal, ils trahirent leur

peuple et acceptèrent. Ainsi, soit par les classes inférieures, soit par les classes supérieures, la grande propriété absentéiste désorganise les peuples.

Parmi les conséquences économiques générales de la grande propriété au point de vue absentéisme, il y a lieu de citer celle qui constitue un rapport nécessaire entre l'étendue de la propriété et l'absentéisme lui-même. Quels que soient les goûts, la richesse, la bonne ou la mauvaise volonté, l'origine du très grand propriétaire, il est forcément absentéiste, car il ne saurait accorder son attention à toutes ses terres ; c'est là que l'on constate encore une grande différence entre l'industrie proprement dite et l'agriculture ; un homme peut être le chef suprême et unique d'une entreprise industrielle considérable ; la sécurité et la régularité des méthodes usitées, la concentration sur un espace relativement restreint des lieux de travail, la facilité du contrôle, soit du travail lui-même, soit du sous-contrôle des agents en sous-ordre, permettent à un homme doué et laborieux de remplir de telles fonctions. Mais en agriculture il y a une limite assez vite atteinte, variable selon les cultures, à l'activité directrice d'un seul homme ; hors ces limites, il peut être un administrateur financier, non un agriculteur. L'incertitude des méthodes, la nécessité de changements fréquents de dispositions, la variété des terrains, les risques climatologiques inégaux même dans un espace restreint, exigent proportionnellement plus d'attention et une fatigue relativement plus considérable. Un homme instruit peut, s'il veut être minutieux, occuper tous ses instants à la direction de quelques métairies : une seule même exige les décisions quotidiennes et variées. Dans ces conditions, le très grand propriétaire ne peut qu'être absentéiste en tout ou en partie. Alors se présentent ces degrés d'absentéisme déjà signalés : propriétaire absentéiste sur toutes ses terres, sur toutes sauf une, ou deux, ou plusieurs, sur aucune. Ce dernier degré n'est

pas compatible avec la très grande propriété : le très grand propriétaire qui aura la prétention de ne négliger aucune de ses terres et s'astreindra à des visites à chacune d'elles ne parviendra qu'à être absentéiste sur toutes, car ses visites ne sauraient avoir qu'un caractère superficiel ; à quoi serviront-elles si on ne lui montre que ce qu'on veut parce qu'il ignore le détail des champs et des cultures entreprises, s'il ne peut se souvenir de ce qu'il a ordonné, s'il fait des confusions ? Il se donnera l'air de comprendre et n'insistera pas pour s'éviter de montrer qu'il ignore ce qu'il devrait savoir. Le très grand propriétaire est donc nécessairement absentéiste en ce qui concerne son travail.

« Toutes les fois que vous rencontrez les terres d'un grand seigneur, même quand il possède des millions, vous êtes sûr de les trouver en friche. Le prince de Soubise et le duc de Bouillon sont les deux plus grands propriétaires de France ; les seules marques que j'aie encore vues de leur grandeur sont des jachères, des landes et des déserts », dit Arthur Young. Ce qui aidait à l'absentéisme de ces grands propriétaires et leur permettait de ne pas s'occuper de leurs terres, c'étaient les charges bien rétribuées de la cour et les pensions. Les petits nobles résidants cultivaient mieux leurs terres dont le revenu était indispensable à leur existence, et d'ailleurs, à cause de la petite étendue des biens, n'était pas considérable de lui-même.

Pour pouvoir être absentéistes, les grands seigneurs écossais durent avant tout simplifier l'exploitation, soit seulement à leur égard propre, en affermant à des fermiers principaux, soit en dépeuplant la terre pour se livrer à l'élevage en grand.

L'absentéisme du grand propriétaire qui est un homme riche, a donc pour conséquence de faire refluer d'importants capitaux vers les placements industriels, souvent exotiques : par où il provoque des phénomènes économiques exposés au début de ce

travail. La grande propriété, qui est cause d'absentéisme, doit donc être rendue responsable de ces phénomènes qui intéressent l'économie nationale, alors même que le grand propriétaire ne réside pas à l'étranger, mais seulement dans la capitale ou même dans la ville voisine de ses terres.

L'absentéisme de travail et de capital qui résulte de celui de la personne du propriétaire foncier a enfin de graves conséquences sur la consommation. Au point de vue local, la production étant diminuée, les cultivateurs ne disposent pas des mêmes sommes pour leur entretien que si elle était plus abondante, surtout parce qu'ils ont généralement affaire à des intermédiaires qui leur laissent dans le revenu une part moindre que celle que le propriétaire leur accorderait.

Au point de vue national, il en résulte une très importante diminution de la production agricole, et par suite une consommation considérable de produits étrangers au lieu de produits nationaux, et au cas d'impossibilité d'importations, une réduction pure et simple de consommation de produits agricoles. L'importance de ces conséquences est en raison des vastes superficies que couvre la grande propriété. Elles portent sur la richesse productive et sur la richesse produite, sur le capital et sur la richesse consommée. Il y a absentéisme pour une grande part, puisque les grands propriétaires sont généralement riches, qu'ils ont des valeurs mobilières considérables, et, par suite, des capitaux employés au loin.

La richesse produite par ces capitaux, même si elle peut dans les moments de trouble où les importations seront arrêtées, continuer à venir de l'étranger vers le pays, ne pourra remplacer la richesse absentéiste, puisque les échanges seront impossibles. Au fond, les produits agricoles nécessaires, au lieu d'être produits dans le pays avec les capitaux indigènes, le sont au loin, avec ces mêmes capitaux, et ces produits constituent une richesse absentéiste, qui, dans les moments où

elle sera le plus nécessaire, ne pourra venir dans le pays. Il importe peu que les capitaux exportés ne soient pas employés au loin dans l'agriculture : ils peuvent permettre à des capitaux étrangers de s'employer ainsi ; ils permettent par les revenus qu'ils donnent à leur pays d'origine d'acheter les produits agricoles exotiques, et cela revient au même.

Au point de vue général, la grande propriété absentéiste peut être regardée comme une cause de culture extensive ou négligée, et d'une insuffisance de production agricole ; si cette conséquence n'apparaît pas clairement, c'est que la mauvaise organisation des échanges, l'incertitude des débouchés, les à-coups de la production générale ont provoqué la crise agricole et la mévente des produits agricoles.

XII

L'absentéisme du propriétaire rural et des différentes cultures.

Culture extensive.

Après avoir considéré l'absentéisme dans ses rapports avec la nature du propriétaire et de la propriété, nous devons, pour essayer de découvrir toutes ses conséquences économiques, chercher ceux qu'il peut avoir avec la nature et l'état du sol, avec le régime de la culture et des tenures, puis avec le revenu foncier, avec la nature et l'état de la population rurale.

La nature du sol peut être une cause d'absentéisme : elle rend le séjour désagréable au propriétaire, personne n'a jamais séjourné dans les marais Pontins pour son plaisir ni même quand il a pu s'en dispenser. La pauvreté du sol peut encore être une cause d'absentéisme par l'état misérable où elle réduit la population et le peu d'agrément qu'offre le séjour dans ces circonstances : il faut alors se demander si la présence du propriétaire, qui n'est point une charge, n'aurait pas pour résultat de relever un peu la situation. Enfin, une nature de terrains qui sans être mauvaise, ne comporte que les formes d'exploitations rurales qui exigent le moins de surveillance, telles que l'élevage ou la sylviculture, peut aussi favoriser l'absentéisme, et en même temps en atténuer les effets.

Lorsque c'est le climat, en ce qu'il a de moins modifiable au gré de l'homme, qui éloigne les propriétaires assez riches pour pouvoir vivre ailleurs, il est certain qu'il y a là une cause permanente d'absentéisme. Les circonstances en sont regrettables surtout sous la forme d'absentéisme des capitaux, car le climat, en beaucoup de cas, peut bien plus être changé par l'extension des cultures, le boisement, le drainage, qu'on ne le pense généralement. Si du moins les changements ainsi obtenus ne rendent pas le séjour plus agréable, ils peuvent le rendre plus profitable en augmentant le produit de la culture et par là provoquer une diminution de l'absentéisme. Car le propriétaire a pu s'éloigner de son bien pour deux causes de cet ordre : désagréments proprement dits du séjour, difficultés de la culture et peu de productivité, résultant les uns et les autres du climat. Il faut donc distinguer les modifications du climat selon ces deux causes pour en connaître les conséquences. Si dans un pays recherché pour la pureté de son ciel, l'absence de journées pluvieuses, le développement de l'agriculture a rendu le climat humide, le temps changeant, il pourra augmenter la présence des propriétaires par les avantages qui en résultent pour la culture, il n'aura que des effets contraires à l'endroit des propriétaires plus sensibles aux agréments de l'existence. Mais ces derniers ne sont pas ceux dont la présence, au point de vue productif, est bien utile. Si le développement de l'agriculture, la fin des défrichements, les travaux d'assainissement ont amélioré à la fois les conditions de production et celles de séjour, le résultat sera plus considérable, il ne pourra en résulter que la présence de plus de propriétaires. Il ne faudrait pas nier l'effet des travaux de l'homme sur les climats : si dans beaucoup de cas, les modifications ont été trop lentes pour être évidentes, il en est d'autres, tels que celui de l'Algérie, où, dans la région côtière, le climat a changé depuis la conquête française et s'est assez vite modifié pour que la constatation

du fait devint banale : il y pleut beaucoup plus qu'auparavant. Quant aux modifications apportées à la salubrité par les assèchements, plantations appropriées, défrichements étendus et terminés, ils sont bien connus.

Ces faits ne sauraient être indifférents quand on recherche les origines et les conséquences de l'absentéisme. On peut dire que, de ce côté il y aura tendance à la diminution de l'absentéisme, par les perfectionnements apportés à la culture et les améliorations apportées au sol. Cependant, il peut en résulter un abandon relatif des régions ingrates : ainsi certains départements français des Alpes se dépeuplent ; beaucoup de petits propriétaires louent leurs terres, car les vendre dans ces conditions n'est guère possible, et vont chercher fortune ailleurs, soit au Mexique, soit en Algérie ; leurs parents restés au pays, leurs compatriotes, cultivent ainsi les terres en moindre nombre, et comme les absentéistes ne prélèvent pas grand'chose, ils ne s'en trouvent pas plus mal. Peut-être que le revenu brut diminue, mais l'ancienne exploitation de terrains ingrats, dans un climat rude, était ruineuse et la population qui en vivait, misérable. Il demeure toutefois les conséquences politiques et sociales de ce dépeuplement.

Nous trouvons dans l'Irlande, qui lorsque l'on traite d'absentéisme, fournit des exemples de tout genre, un cas d'absentéisme aggravé par la qualité inférieure du sol. Certaines régions de l'Irlande ne sont que des landes, des marécages, des tourbières sans fin (1). Les habitants ne portent pas de chaussures, non seulement par pauvreté, mais encore parce qu'elles restent immanquablement dans la boue gluante dès qu'on doit circuler hors des chemins ; quelles cultures peuvent prospérer dans ces conditions ? Les corbeaux, les hérons et les grenouil-

1. Cependant, « de l'aveu même des Anglais, l'Irlande est supérieure à l'Angleterre comme sol », dit M. de Lavergne dans l'« *Essai sur l'Economie rurale de l'Angleterre*, Ch. IX.

les sont les seuls animaux qui prospèrent dans ces étendues désolées ; la végétation est toute de roseaux, d'ajoncs et d'herbes qui n'ont des graminées que l'apparence et sont presque impropres à la consommation des bestiaux.

C'est cependant encore l'élève du bétail qui présente quelque possibilité dans les endroits les moins déshérités de ces régions, d'un bétail accoutumé à cette végétation, habitué à manger ce que du bétail étranger refuserait jusqu'à l'inanition : les animaux ainsi élevés ne seront jamais des produits estimables.

Les terres pauvres, sous un climat froid, n'offrent guère de ressources pour aucune culture.

Cependant la culture du lin s'accommode assez bien des terrains maigres et sablonneux et une partie d'entre eux lui est consacrée. Quand c'est l'élève du bétail qui est le meilleur parti à tirer du sol, que devient la population ? Elle n'hésite d'ailleurs pas, quand elle voit un propriétaire chercher à substituer l'élève du bétail à la culture, à entraver cette substitution par des méfaits au détriment des animaux, voire des crimes sur la personne des bergers. La situation est naturellement grave à ce point de vue dans les districts d'Ecosse ou d'Irlande où il n'y a pas de tendance à l'émigration. La population s'obstine à la culture et prétend qu'elle pourrait en vivre s'il n'y avait la rente à payer au landlord dont elle réclame, c'est le cas d'employer le terme l'« éviction ». Il est certain que la rente est une charge qui n'a point de compensation, car le landlord est absentéiste et ne s'occupe en rien de ses terres si ce n'est pour en percevoir cette rente.

L'absentéisme aggrave la situation, et, s'il n'a pas en Irlande pour cause principale l'état misérable du pays, cette cause cependant est assez active et en maintient l'existence. Reste la question de la substitution de l'élevage à la culture. Cette substitution a plusieurs causes : la nature du terrain, la crise

agricole, et une qui procède des deux précédentes : l'augmentation du revenu net du propriétaire par la diminution des frais.

L'absentéisme est lui-même une cause d'élevage en grand et se maintient par là, car on peut bien plus aisément faire de l'élevage en grand, d'une façon industrielle, que de la culture proprement dite.

Les travaux nécessités par l'entretien des prairies sont simples, réguliers ; le curage des rigoles, la surveillance des clôtures peuvent être effectués à des moments divers : seule la fenaison exige plus d'attention, mais ce n'est en général qu'une fois l'an. Quant aux soins à donner aux animaux, ils peuvent être l'objet d'une organisation en grand, analogue à celle usitée dans les armées, dans les entreprises qui emploient beaucoup d'animaux. Le personnel est beaucoup moins nombreux que dans la culture. Aussi y a-t-il un rapport entre l'élevage du bétail et la propriété absentéiste : le fait est évident en Italie, en Irlande, en Ecosse. Là, des propriétaires, pour simplifier l'administration de leurs biens et pratiquer un absentéisme plus facile, ont dépeuplé systématiquement des régions entières pour substituer l'élevage à la culture ; ils y trouvent encore, quand ils viennent sur leurs terres, l'avantage de chasses plus riches et plus agréables, et aussi celui de la beauté du paysage verdoyant, reconstitué dans son état primitif.

C'est surtout sur les domaines de la maison de Southerland que cet ensemble de procédés a été d'un grand usage. Il comporte au besoin l'incendie des chaumières pour chasser les cultivateurs récalcitrants. Des fermiers louent ensuite les terres pour y faire l'élevage des moutons ou les organiser en grandes chasses ; c'est le régime auquel on a soumis particulièrement le pays resté proprement écossais, le *highland*, d'où on l'a nommé *highland-clearing*.

Mais lorsque des propriétaires non absentéistes substituent

l'élève à la culture qui leur rapporte moins, que peut-on leur reprocher ? Est-ce leur faute si les nécessités économiques leur en font un devoir ? C'est lorsque le propriétaire est absentéiste, refuse sa peine et son argent, qu'on peut justement l'accuser de faire cette substitution d'une façon reprehensible, dont ni la nature du sol ni les circonstances ne sont responsables.

La viticulture peut être citée comme l'opposé de l'élevage au point de vue absentéisme ; la nature de sol et de climat qui lui sont propres sont un obstacle à l'absentéisme, par le soin qu'exige la vigne et la surveillance des capitaux engagés ; la vérification est délicate et le propriétaire a trop d'intérêts sur sa terre pour la négliger, il y perdrait ses revenus mobiliers et immobiliers.

Les formes de culture proprement dite et de tenure sont modifiées par l'absentéisme, surtout les secondes. La culture sur la propriété est ou livrée à elle-même, routinière et maladroite, ou dirigée par des intermédiaires qui songent surtout à leurs intérêts propres et ne considèrent que le rendement immédiat.

On peut donc citer comme conséquence de l'absentéisme : culture routinière, présence d'intermédiaires, manque de capitaux, selon les cas ; ces conséquences, parfois isolées, se réunissent souvent. La première n'est pas propre à l'absentéisme ; ses effets ont été étudiés bien souvent (1) : on sait qu'ils sont regrettables, les jachères excessives, les engrais souvent absents, surtout employés avec la plus parfaite ignorance des besoins du sol, sans tenir compte de sa composition chimique. Si par hasard le cultivateur ignorant entreprend d'essayer une méthode nouvelle, il le fait dans des conditions défectueuses et les résultats sont mauvais : il en profite pour déclarer que rien ne vaut encore les anciens errements.

1. V. Roscher, *Economie rurale*.

L'absentéisme, dans la mesure où il prive la culture de capitaux, semble justifier les inquiétudes de Malthus relatives à la quantité des subsistances et à l'accroissement de la population selon lui proportionnellement plus rapide que celui de cette quantité.

XIII

Conséquences de l'absentéisme du propriétaire rural sur la rente foncière et le revenu foncier.

Théories de Malthus et de Ricardo.

Ricardo, dans l'« *Essai sur l'influence du bas prix des blés* », exprime certaines opinions sur l'influence de l'abondance des capitaux dans l'agriculture. Il admet aussi que des perfectionnements dans les méthodes agronomiques et dans les instruments de culture contribueraient à accroître les profits du capital en augmentant le produit obtenu avec les mêmes frais d'exploitation. C'est-à-dire qu'il reconnaît implicitement l'importance de la présence, et par suite de l'absence, du capital et de la direction dont l'absentéisme prive l'agriculture.

Mais, lorsqu'il envisage les effets productifs du capital dans l'agriculture aux débuts de l'établissement d'une nation, il sépare déjà l'individu qui apporte du capital de celui qui apporte du travail ; il ne tient compte de ce dernier élément que sous forme de salaires, compris dans le capital circulant, et regarde le produit, déduction faite du capital fixe et du capital circulant, comme le profit net du capitaliste.

Il en tire également sa théorie de la rente : lorsque la population augmentant, il faudra augmenter les moyens de subsistance, on cultivera des terres dont le moindre rendement, dont l'éloignement, source de transports onéreux, exigeront un capital plus élevé. D'où les terres anciennement cultivées rapporteront

proportionnellement plus; alors les anciennes exploitations donneront d'abord aux capitaux un profit égal à celui des capitaux des plus récentes, ce qui est à proprement parler le profit actuel, plus une rente qui est l'excès de l'ancien profit sur le nouveau. Enfin, Ricardo prétend encore que dans un pays en progrès la rente s'accroît relativement au capital d'exploitation, mais que le profit du capital diminue en même temps. A mesure qu'on met en valeur des terres moins fertiles, et qu'on emploie plus de capitaux, le produit est moindre en proportion des capitaux, mais la rente augmente au détriment du profit sur les meilleures terres, et ce, d'autant meilleures qu'elles sont, comme cela résulte de l'abaissement du pour cent de produit par rapport au capital employé sur les mauvaises.

Mais les profits des capitaux ne fléchiraient pas et les rentes ne hausseraient pas si à mesure que le capital et la population augmentent, on découvrait de nouvelles terres fertiles et bien placées.

L'idée de Ricardo est que l'exploitation des terres nouvelles exigeant plus de capitaux, celle des bonnes terres en exige proportionnellement moins, et que les capitaux engagés dans ces dernières seront par suite, au moins en apparence, plus considérables. Or, au fur et à mesure de cette augmentation relative ou effective de capital mis dans l'agriculture, le profit diminue et la rente augmente. Il en conclut qu'à mesure que la population se développe, le propriétaire retire davantage de sa terre, surtout en valeur d'échange. Le fermier a des intérêts un peu différents, car la grande quantité des produits pourrait compenser, pour lui, un moindre prix. Quant au reste de la société, il a des intérêts opposés à ceux des propriétaires.

Il résulte que pour Ricardo la présence des capitaux dans l'agriculture a pour effet d'augmenter la rente des proprié-

taires, que ces capitaux n'aurent qu'une rémunération décroissante, et que pour empêcher ces phénomènes de se produire, il faudrait surtout des perfectionnements apportés dans l'industrie agricole. Sur ce point, il est en désaccord avec Malthus (*Recherches sur la nature et le progrès de la rente*), lequel soutient au contraire que la diminution des frais de production déterminée par des améliorations apportées à l'agriculture élèvera la rente ; la population, ajoute-t-il, augmente plus que les moyens de subsistance, les salaires baissent, la valeur d'échange des produits s'accroît sans que l'accumulation du capital parvienne à abaisser les profits, en raison de ces causes contraires ; les progrès de l'agriculture, la diminution des frais ne peuvent qu'augmenter la rente.

Ricardo lui reproche ces conclusions, et lui objecte que les perfectionnements ont des effets plus ou moins atténués sur les terres peu favorables à l'agriculture, que lui-même compare les terres à des « machines, toutes susceptibles de perfectionnements continuels par le capital qu'on y consacre, mais « cependant toutes caractérisées par une puissance et des « qualités diverses ». Alors, fait observer Ricardo, « comment « les profits peuvent-ils s'élever lorsque nous sommes obligés « d'employer la machine dont la puissance et les qualités sont « les moins parfaites, et que nous ne pouvons refuser d'employer, puisque son emploi est indispensable pour obtenir « les subsistances nécessaires à la population... »

Quels que soient les perfectionnements apportés à l'agriculture, et les capitaux qui y soient employés, Ricardo soutient que l'importation des blés serait préférable à la culture des mauvaises terres. Le capital dégagé pourrait être employé à la production de marchandises d'échange. Il approuve Malthus d'avoir soutenu ce principe dans ses « *Observations sur les lois des céréales* ». Toutefois il reconnaît qu'en Irlande, si comme l'affirme Malthus, il n'y a pas d'emploi avantageux du

capital en dehors de l'agriculture, il faudra produire du blé déprécié ou perdre le revenu. Nous pouvons ajouter que le capital n'ayant pas augmenté en Irlande, la situation y est encore au moins aussi mauvaise, en observant en outre qu'il n'y a pas même excès de capital agricole employé sur de mauvaises terres.

Enfin, Malthus lui-même a dit que si la science et le capital pouvaient donner à tout le sol les qualités nécessaires, peut-être la masse des produits serait immense et propre à nourrir un très grand surcroît de population. Mais Ricardo croit plutôt à l'effet de la libre importation des blés.

Pour Malthus, parmi les causes qui font monter la rente, il y a « une accumulation de capital qui, comparée aux moyens de l'utiliser, peut suffire pour faire baisser les profits », il y a aussi « des améliorations dans l'agriculture », la réduction du « nombre des ouvriers nécessaires pour produire un effet donné ». Parmi celles qui font baisser la rente, « la diminution du capital... un mauvais système d'agriculture ». Cependant, dit-il, « un système de culture onéreux et mauvais pourrait empêcher la formation de la rente, même sur des terrains fertiles, en s'opposant aux progrès de la population... » Si les perfectionnements s'appliquent aux bonnes terres anciennement cultivées, et agissent en diminuant le coût de production, sans augmenter la quantité produite, les fermiers feront de grands bénéfices, les prix restant les mêmes, les capitaux afflueront, étant bien rémunérés, puis il se produira une baisse générale des profits par la concurrence des capitaux, et c'est la rente du propriétaire qui croîtra. Malthus regarde toujours le fermier comme le capitaliste.

Si les perfectionnements apportés à l'agriculture facilitent la culture de terrains nouveaux et agissent sur la quantité produite par les anciens, la production totale sera augmentée, le prix baissera pendant peu de temps, la population, en vertu

d'un axiome cher à Malthus, augmentera et fera remonter le prix du blé, les bénéfices du capital seront réduits à leur ancien niveau et la rente s'élèvera, sans d'ailleurs, que la valeur d'échange du blé, les salaires réels des ouvriers ni le taux général des profits soient finalement différents de ce qu'ils étaient auparavant.

La concurrence des tenanciers fait tourner au profit des propriétaires les avantages des perfectionnements, grâce au renouvellement des baux, « les profits du capital se réglant nécessairement par la concurrence et d'après la moyenne générale de tout le pays (1) ». Il ajoute qu'en Ecosse, dans le nord de l'Angleterre, dans le comté de Norfolk, les rentes sous l'influence des perfectionnements ont crû extraordinairement sans que les profits aient subi de modification. Malthus considère la hausse de la rente comme propre à attirer de nouveaux capitaux à l'agriculture. En supposant que chaque exploitation ait déjà le capital utilisable avantageusement au taux courant des profits et qu'il n'y ait pas tendance à cette hausse, l'apport de capitaux nouveaux ne serait pas profitable. Les progrès de l'agriculture seraient donc sous la dépendance de la hausse de la rente, ou du moins se produiraient simultanément, bien qu'ils puissent augmenter relativement plus que la rente. Ordinairement, celle-ci ne suit pas dans sa marche ascensionnelle la quantité de capital employée et de valeur produite.

Dans l'*Essai sur l'influence du bas prix des blés*, Ricardo admet qu'il y a sinon égalité de taux, du moins certains rapports entre les profits des capitaux employés dans l'agriculture et les profits de ceux employés dans les autres industries.

En ce qui concerne l'affectation du travail, on peut rappeler qu'Adam Smith a dit qu'« à quantités égales, le travail productif consacré aux manufactures ne peut jamais donner des

1. Malthus, *Principes*, III, III.

résultats aussi beaux qu'en agriculture, » et que Malthus l'a répété après lui. Ricardo n'admet cette opinion qu'en ce qui concerne le travail employé à la culture des bonnes terres, les premières cultivées d'après lui.

Il est certain pour nous que les incorporations de capitaux au sol produisent une augmentation de la production agricole suffisante pour dépasser les exigences de la population la plus croissante ; c'est même une cause du bas prix des produits agricoles ; l'absentéisme agricole en privant le sol de capitaux tendrait à justifier la loi de Malthus. Malthus avait d'ailleurs l'Irlande sous les yeux ; mais ce qui l'a déterminé dans sa doctrine, c'est l'idée que l'agriculture est une industrie stationnaire ; d'ailleurs, elle l'est surtout, en général, grâce à l'absentéisme, du moins quand il se manifeste dans sa forme la plus complète : manque de direction, manque de capitaux. Au contraire, avec une direction intelligente et avec des capitaux, l'agriculture, si elle ne peut atteindre une production illimitée, peut du moins produire des substances en quantité telle que la population de certains pays où elle est déjà dense pourrait peut-être être septuplée. On peut donc dire que la disparition de l'absentéisme détruirait les conséquences de la doctrine de Malthus, sans qu'il soit besoin de songer au rôle que pourrait, dans un état plus avancé de la science, jouer l'industrie dans la production des subsistances encore aujourd'hui presque exclusivement demandées à l'agriculture. L'économie rurale recherche toutes les conséquences de ce manque de capitaux dans l'agriculture : il nous suffit ici de chercher dans quelle mesure l'absentéisme provoque le manque de capitaux.

Il y a certainement un rapprochement à faire entre la naissance de la théorie de la rente foncière et l'existence de l'absentéisme. L'une et l'autre sont du même pays. De plus, certaines des propositions émises à l'occasion de la théorie de la rente ont bien vieilli : entre autres, celle qui prétend que les

terres les premières défrichées sont en général les plus productives, alors qu'il est probable que de tout temps, et non pas seulement à présent, grâce aux progrès de la science, on a cherché à vaincre les difficultés naturelles qui, tels les dragons des légendes, défendent l'accès des trésors ; quelques lignes de Plutarque, traduites par Amyot, et qui, par suite, ne furent ignorées ni dans l'antiquité ni dans des temps plus modernes, le prouvent :

« Tout ainsy doncques comme celuy qui ne se cognoistera
« pas guères en l'agriculture et au faict du labourage ne pri-
« sera pas une terre dans laquelle il verra pleine de brossailles,
« de meschants arbres et plantes sauvages, où il y aura beau-
« coup de bestes, beaucoup de ruisseaux et conséquemment
« force fange, et au contraire toutes ces marques là et aultres
« semblables donnent occasion de juger à qui s'y cognoistera
« bien la bonté et force de la terre ».

Mais d'autres parties de la théorie de la rente, si elles n'ont pas échappé au discrédit, méritent certainement plus d'égards, et ce sont celles précisément qui se rapportent à l'absentéisme. C'est faute de considérer ce phénomène qu'on les a souvent combattues plus qu'elles ne le méritaient.

Il est impossible de ne pas tenir compte des idées contenues dans la théorie de la rente foncière dans une analyse de l'absentéisme foncier. Mais il y a plus : on peut trouver chez ceux qui l'ont formulée nombre d'aperçus sur l'absentéisme, sous un aspect plus ou moins net. On verra chez eux très clairement le rapport entre cette théorie et l'état d'absentéisme de leur pays. Quelques citations en donneront la preuve.

La théorie de la rente foncière devait naître en Angleterre, dans le pays de la grande propriété et des substitutions, avec l'exemple de l'Irlande et de l'Ecosse sous les yeux. C'est dans ce pays qu'on a voulu séparer, dans le revenu de la terre, la part qui provient du travail, et celle qui ne provient que de

la puissance naturelle du sol. Cette dernière est regardée comme allant injustement enrichir le propriétaire au détriment de la société. On peut montrer la part de l'absentéisme dans l'état de choses qui a provoqué la naissance et le développement cette théorie de la rente qu'Adam Smith a le premier formulée. Il l'a exposée en faisant remarquer que la rente n'était pas en rapport avec le travail ou l'intelligence employés dans la culture. Elle a donc dès le début un caractère pessimiste que Ricardo, qui l'a édifiée complètement, lui donnera bien davantage. Adam Smith a remarqué aussi que le prix des produits ne dépendait pas de la rente, mais bien la rente du prix des produits, en ce qu'elle est le résultat d'un monopole dont profitent les propriétaires (1). Plus les produits agricoles seront recherchés, plus leur prix sera haut ainsi que la rente qui résulte de ce prix ; en effet, en principe, le prix des produits dépend, non pas tant du travail qu'ils ont nécessité, que de leur rareté par suite de l'étendue limitée du sol ; c'est donc bien l'autre élément du prix, c'est-à-dire la rente, résultat du monopole des propriétaires, qui augmente. Cette théorie fait voir d'une façon très défavorable le rôle des propriétaires fonciers. Pour Ricardo, « la rente est cette portion du produit de « la terre que l'on paye au propriétaire pour avoir le droit « d'exploiter les facultés productives et impérissables du « sol » (2).

Aussi, bien que le fond de la théorie de Ricardo consiste à placer la source de la rente dans l'inégale force productive des terres, cette définition montre que dans le cas où elles en auraient une à peu près égale, il y aurait tout de même rente, si tout le sol était accaparé et approprié individuellement. Le propriétaire, dans cette définition, nous est présenté comme un privilégié.

1. Adam Smith. *Richesse des nations*, Livre I^{er}, chapitre XI.

2. Ricardo. *Principes*. Chap. II.

C'est bien le caractère en effet de la propriété foncière dans le Royaume-Uni, et s'il n'en était pas ainsi, peut-être Ricardo n'eût-il pas formulé sa définition de cette façon. Si l'accès du sol était facile dans son pays, il se serait sans doute demandé avec plus d'insistance qu'il l'a fait pourquoi « l'on paye au propriétaire cette rente pour avoir le droit d'exploiter », etc... Si les propriétaires avaient pris davantage part aux travaux de l'agriculture, il eût peut-être cherché à mieux voir le rôle du travail dans la création de la valeur du sol et dans sa force productive. On peut bien dire que Ricardo se serait répondu à lui-même que le fait de la rente n'en était pas moins vrai, que la propriété fût aisément accessible ou non. Mais un privilège qui peut profiter à tous et dont on peut jouir moyennant finances n'est plus un privilège, c'est un bien dans le commerce, et alors son injustice est bien moins manifeste puisque il constitue, sinon en soi, du moins par suite de l'échange, une richesse légitime et qu'on l'a obtenue sans doute le plus souvent contre du capital ou du travail de source parfaitement juste. Or, pour Ricardo, la rente est quelque chose d'injuste et de fâcheux. Nous savons que c'est un autre pessimiste, Malthus, et un anglais encore, qui a contribué à édifier la théorie de la rente. Si ni l'un ni l'autre ne sont arrêtés par l'idée que la valeur presque totale de la terre vient du travail, n'est-ce pas parce que dans leur pays le propriétaire le plus souvent n'a rien fait pour sa terre et que pourtant elle a bien une valeur dont il profite ? Le grand propriétaire absentéiste est certes celui contre qui la rente est un argument redoutable, et sa défense, s'il l'osait faire, ne pourrait consister qu'à dire que cette prétendue rente dont il profite provient du travail, non pas actuel, mais ancien de ceux qui ont défriché le sol et qu'il a, lui, expropriés par la violence.

D'autre part Ricardo explique que la rente ne naît que lorsque la terre commence à manquer. « Lorsque les hommes font

« un premier établissement dans une contrée riche et fertile, « dont il suffit de cultiver une très petite étendue pour nour- « rir la population, ou dont la culture n'exige pas plus de ca- « pital que n'en possèdent les colons, il n'y a point de rente, « car qui songerait à acheter le droit de cultiver un terrain, « alors que tant de terres restent sans maître, et sont, « par conséquent, à la disposition de quiconque voudrait les « occuper. » (1) Est-ce que ces explications sur la rente ne devaient pas naître dans un pays où l'on souffrit du manque de terre ? Or celle-ci fût à jamais entre les mains de quelques grands seigneurs ? Il est certain que la théorie est formulée en termes généraux, applicables, en tous temps et tous pays à la propriété foncière. Mais il n'en reste pas moins que c'est en considérant seulement un des aspects de la propriété qu'on l'a constituée ; ce n'est certes pas en regardant les facilités dont chacun peut jouir pour acquérir de la terre, l'abondance de la terre, mais au contraire les difficultés qui éloignent d'elle ceux qui en veulent, sa rareté, que l'on a été conduit à l'idée de la rente. Ensuite, la théorie a pu se dégager d'un ordre de faits déterminé, et s'épurer afin de prendre une portée générale, mais cela n'empêche point de trouver son origine. Plus on aura de propension à voir grand le rôle du travail dans l'augmentation ou dans la création de la valeur du sol, moins on sera porté à admettre la théorie de la rente ; on n'a guère cette propension si l'on a sous les yeux des propriétaires absentéistes qui n'apportent aucun travail à la terre ; plus la terre sera réservée à quelques-uns par la loi ou la coutume, plus il sera difficile d'en acquérir, plus on sera tenté de voir dans la propriété un privilège, un monopole, quelque chose d'injuste, et si nous réunissons les deux idées : à savoir que le propriétaire ne met point de travail dans sa propriété, ensuite

1. Ricardo, Principes, chap. II.

que cette propriété lui est attribuée et conservée jalousement par un état de choses arbitraire, nous avons sinon le sens complet, du moins un des éléments de la théorie de la rente de Ricardo.

Peut-être pourrait-on pousser plus loin et attribuer au régime foncier anglais les développements, ou au moins une partie d'entre eux, que Ricardo a donnés à la théorie de la rente foncière. Mais il faut tenir compte de ce que si un état de choses suggère à un grand penseur les bases d'une théorie, ces bases, généralement erronées par le fait même de leur contingence et de leurs rapports trop étroit avec des faits, n'auront été que l'occasion de la théorie elle-même, et l'on voit Ricardo admettre des cas où il n'y a point de rente.

Nous ne pensons donc pas qu'on puisse chercher plus loin une analogie entre le régime des îles Britanniques et les distinctions de Ricardo, au sujet de la rente, entre les terres plus ou moins fertiles. Le mauvais état de l'agriculture en Irlande et même en Ecosse peut néanmoins expliquer l'opinion de Ricardo que la rente doit croître à mesure que la culture est plus indispensable et s'étend aux mauvaises terres, car il était disposé à tenir compte surtout des faits propres à établir des théories pessimistes.

Par ailleurs, les progrès de l'exploitation agricole, la découverte de certaines plantes ou leur nouvelle utilisation en permettant d'employer aisément les terrains où les anciens procédés et les anciennes cultures entraînaient beaucoup de frais et procuraient de la sorte aux bonnes terres une rente considérable, enlèvent à la rente son caractère alarmant. C'est ce que Rossi a démontré (Cours, VII^e leçon). Mais si la théorie de Ricardo est due à la conception statique qu'on avait alors des phénomènes économiques, il est bien probable que c'est précisément l'état du régime foncier anglais, tel que le voyait Ricardo, qui a influé sur ses idées. « Les disciples, encore plus que le maître

« (Ricardo), ont affecté une crudité d'expression vraiment
« choquante. Ils semblent avoir pris plaisir à nous montrer les
« propriétaires comme s'étant violemment emparés d'agents
« naturels doués d'une sorte d'individualité, de les avoir
« emprisonnés pour n'en laisser jouir que contre une forte
« rétribution. On dirait que, il y a quelques milliers d'années,
« des accapareurs se sont jetés sur les forces productives de
« la terre », etc... (1)

Si la théorie de Ricardo, si la lecture de ses prédécesseurs et de ses disciples, d'Adam Smith, de Buchanan, de Senior, de Hopkins a pu suggérer de telles réflexions à un auteur qui n'étudiait pas spécialement la situation foncière anglaise, il faut croire qu'il y a un certain rapport entre cette situation et cette théorie ; en tous cas, ces réflexions qui veulent être une critique de la rente, en seraient plutôt, si l'on pense à l'Irlande, une justification, car c'est bien ainsi que les choses s'y sont passées. Quand Senior dit : « Les propriétaires se font payer l'usage
« des agents naturels sous forme de rente, rente qui n'est la
« récompense d'aucun sacrifice quelconque, et est reçue par
« ceux qui n'ont ni travaillé, ni fait des avances, mais qui se
« bornent à tendre la main pour recevoir les offrandes de la
« communauté », il est impossible de ne pas reconnaître qu'il pense au propriétaire absentéiste. Par contre, on voit J.-B. Say, qui a sous les yeux la France qui ne comporte pas d'Irlande, où la Révolution a fait passer d'une façon assez étendue la terre entre les mains de ceux qui la travaillent, moyens ou petits propriétaires, protester contre la théorie de Buchanan et de Ricardo. Pour lui, la propriété est comparable à une machine, une machine productive, productive seulement parce qu'elle est une propriété, et dont le loyer fait partie des frais de production. Elle représente d'ailleurs une somme « de

1. Jourdan. *Cours analytique d'Ec. pol.* chap. XXVIII.

valeurs épargnées, égale à sa valeur » (1), M. Cauwès et d'autres ont dit depuis « supérieure », et ces mots de J.-B. Say s'expliquent bien dans un pays où la propriété est libre et s'achète et se vend couramment.

Nous croyons cependant pouvoir dire encore qu'il y a une autre relation entre le fond de la théorie de la rente et l'absentéisme. L'essentiel de la théorie de la rente, considérée de la façon la plus générale et appliquée à tous les ordres de production, c'est que certains individus bénéficient d'un revenu particulier, appelé « rente », et qui n'est pas la conséquence de leur travail, ni même de l'emploi de capitaux dans l'entreprise, mais bien de l'appropriation légale et abusive de circonstances extrinsèques, dûes au sol, au climat, au pays et plus favorables que celles dûes à d'autres sols, climats ou pays.

Or, en Angleterre, le propriétaire absentéiste ne jouit-il pas d'une situation légale vraiment privilégiée ? Détenant les plus anciennes propriétés, en possédant d'immenses, protégé par une législation particulière qui lui en garantit la conservation; souvent empêché d'empirer sa situation, libre de par ses revenus de se distraire au loin sans craindre qu'il arrive rien de fâcheux dans ses biens, il profite de circonstances exceptionnellement favorables qui entretiennent sa richesse ; il est vraiment légalement renté par elles.

Enfin, l'absentéisme en privant le sol de capitaux, a certainement contribué à faire naître l'idée que les capitaux fixés dans le sol participent à la formation de la rente, toujours considérée comme illégitime. Si cette fixation de capitaux continuait à se faire journellement, si les propriétaires en apportaient largement et actuellement à leurs terres, on n'aurait peut-être pas dans certains pays aussi facilement admis qu'ils se confondaient avec les qualités propres du sol, et qu'il n'y avait pas

1. J.-B. Say sur Ricardo, *Principes*, chap. II.

lieu de séparer de la rente aucune part de revenus en provenant. Il serait donc de l'intérêt des propriétaires de ne pas être absentéistes à ce point de vue, car il en résulte, non seulement qu'on leur conteste le droit aux revenus de la terre, mais encore à ceux du travail et des capitaux que leurs ayants-cause, ou qu'eux-mêmes, avant d'être absentéistes, lui ont accordés. Comme souvent aujourd'hui on n'admet pas qu'il y ait de richesses sans travail, les propriétaires qui jouissent de la rente plus que tous autres, auraient aussi intérêt, en s'occupant de leurs terres, à continuer le travail qui les a faites ce qu'elles sont, afin de réunir un droit incontestable aux droits qu'on leur a transmis au nom du travail antérieur de ceux qui les ont précédés et qui quelquefois ont été dépouillés.

Il est encore dans les controverses entre Malthus et Ricardo au sujet de la rente des points qui peuvent intéresser au point de vue absentéisme. Ricardo reproche à Malthus de prétendre que l'élévation de la valeur d'échange des produits agricoles, due à la qualité de la terre, à la rareté des bons terrains, à cette « propriété particulière qu'ont les choses nécessaires à la vie... de faire naître un nombre de consommateurs proportionné à la quantité de ces denrées produites, augmente la rente. L'élévation du prix, selon Ricardo, ne peut être la cause de la rente: c'est cette élévation qui « est » la rente en ce qu'elle dépasse les frais de production. Enfin, Malthus remarque que la différence entre les prix et les frais de production dépend de la fertilité de la terre, proposition trop générale au gré de Ricardo, qui lui reproche d'avancer que la rente suit dans ses hausses et ses baisses la fertilité de la terre et de ne pas tenir compte des incertitudes et des variations de la répartition entre le propriétaire et le fermier. Il est juste de dire que Malthus répond que Ricardo ne l'a pas compris du tout, et que les termes employés par lui doivent s'entendre dans le sens que la

rente dépend de la fertilité, mais non qu'elle varie d'après cette seule cause et dans le même sens.

Pour Malthus, la rente résulte de ce que le développement de la population donne de la valeur à l'excédant du produit du sol que les cultivateurs peuvent recueillir sur les terrains cultivés les premiers. Elle crée une demande pour plus de subsistance qu'on n'en peut tirer des terrains des plus fertiles; elle résulte encore du « pouvoir que la terre a de donner une quantité de choses nécessaires à la vie plus forte que celle nécessaire pour entretenir les personnes employées à la culture. » D'où il conclut que la rente est « un don précieux fait à l'homme », afin de permettre à la terre de faire subsister plus de personnes qu'il n'en faut pour la cultiver.

Une assez longue discussion, dans son chapitre VI des principes de l'Economie politique, est basée sur cette considération que le cultivateur n'est pas le même individu que le propriétaire et qu'il est intéressant de savoir qui payera la « rente » au propriétaire, du consommateur ou du fermier. Il conclut que c'est le consommateur qui la paye, mais que le fermier en souffrira en ce sens que le haut prix des produits agricoles provoque une hausse des salaires des ouvriers qu'il emploie. L'ouvrier au total n'y gagne point; c'est le propriétaire. Adam Smith, Malthus pensent et écrivent aussi à ce sujet en opposant presque toujours le propriétaire au fermier. Rossi a d'ailleurs fait remarquer qu'au lieu de parler, comme eux, de « fermage », il faudrait parler de revenu en général, et sortir de cette obsession de la répartition ultérieure entre le propriétaire et le cultivateur fermier.

Malthus pose en outre en principe que la rente « doit » être séparée des profits du cultivateur, dans un bon gouvernement; la baisse des profits et des salaires permet seule de faire cultiver les mauvaises terres, baisse qui est relative surtout à l'élévation de la rente; prévoyant le cas où le propriétaire et le culti-

vateur se confondraient, cas assez fréquent, reconnaît-il, cela ne change rien à la différence essentielle qui distingue la rente des salaires et des profits. Mais cette distinction doit être faite, non plus théoriquement, mais pratiquement, lorsque il y a deux personnes sur la terre. Il reconnaît cependant que s'il y a des monopoles, la rente ne doit pas être regardée aussi favorablement, c'est un excédent à la fois de la quantité et de la valeur échangeable des produits sur les frais de culture. Et il cite l'exemple des despotes de l'Orient, seuls possesseurs des terres de leurs empires et qui par l'impôt excessif en retirent comme un fermage comprenant une rente. Nous ne pouvons nous empêcher de penser que Malthus aurait pu regarder plus près, en Irlande, où la situation des lords n'est pas extrêmement différente. S'il a peut-être raison d'être moins pessimiste que Ricardo, quoiqu'il aille trop loin en regardant la rente comme une richesse, il néglige trop, pour apprécier les inconvénients de la rente, de tenir compte de la situation de certains pays occidentaux et particulièrement du sien. Là la rente est comme partout le résultat de ce monopole qu'il veut bien entrevoir, et elle n'est certes pas une richesse : si l'Etat exploitait toutes les terres cultivées actuellement et qu'il vendit tout le blé au prix total de production, les frais de production étant les mêmes, la quantité produite aussi, le prix baisserait de tout le montant de la rente sans qu'il y ait perte de richesse.

Malthus considère que le capital agricole doit être fourni ordinairement par le fermier ; la situation du métayer lui paraît trop précaire pour que ce dernier apporte un capital, il en conclut qu'aucas de métayage il y a manque de capital.

En arrêtant le développement économique, et en provoquant la baisse des salaires, l'absentéisme augmente-t-il ou diminue-t-il la rente ? Malthus prétend que la baisse des salaires augmente la rente. (1)

1. *Recherches sur la nature et le progrès de la rente, op. cit.*

Cependant, si c'est le coût de production sur les terres les moins fertiles qui détermine la rente par le moyen du prix, la baisse des salaires diminuant ce coût de production et les prix pourra diminuer aussi la rente. Enfin l'absentéisme en empêchant le perfectionnement de la production, doit maintenir au contraire le haut coût de production sur les terres mauvaises et par suite la rente. Enfin en diminuant la production, en empêchant celle même qu'à grands frais on peut obtenir en quelque sorte par supplément, il relève le prix des produits et la rente. Selon qu'il aura ces conséquences qui varient d'après les besoins de la population et la mise en valeur nécessaire des terres, il devra donc être considéré à des points de vue différents quant à la rente.

Nous avons donc vu les rapports de la théorie de la rente foncière en elle-même avec la théorie de l'absentéisme, rapports abstraits, et ceux qu'elle a eus en fait avec elle, rapports concrets.

Quoiqu'il en soit, d'une façon générale, le revenu foncier de la propriété absentéiste est très inférieur certainement à celui de la propriété cultivée sous la surveillance et avec les capitaux des propriétaires.

Il n'est point sujet à augmenter dans la même mesure, et le propriétaire est le premier à en supporter les conséquences.

Malthus estime que le fermage monte ou baisse d'une manière immédiate et nécessaire à proportion de l'augmentation ou de la diminution de la fertilité de la terre, d'après Ricardo, qui lui reproche cette conception. Ricardo admet (1) seulement que « l'augmentation de sa fertilité la rend susceptible de payer, à « la longue, un fermage plus fort. »

La terre abandonnée du propriétaire ne saurait que perdre

1. *Principes de l'Economie politique*, ch. XXI et XXIV, édition de J. B. Say.

sa fertilité, tout au plus conserver celle qu'elle a. Le propriétaire aura beaucoup de peine à augmenter le fermage. Si ce fermage présente quelque augmentation en apparence, ce sera dû essentiellement à la baisse de valeur de la monnaie.

Il est vrai que parfois le peu de rapport des terres encourage l'absentéisme ; mais alors cet absentéisme ne fait qu'aggraver la crise, que lui-même est plus ou moins responsable d'avoir favorisée.

L'abondance des importations de blé, et notamment le tribut en nature des pays conquis avaient amené à Rome une baisse considérable dans le prix des céréales. Les *latifundia* romains, avec leur travail servile peu productif, ne purent soutenir la concurrence ; les pâtures remplacèrent les emblavures, la population rurale diminua et le propriétaire abandonna les forêts dont il se désintéressait.

Ricardo ne paraît pas très inquiet du manque de capitaux dans l'agriculture car il prétend (1) qu'en empêchant l'importation des blés, on « enchaîne » le capital dans les cultures, alors qu'il pourrait se livrer à des opérations plus avantageuses. Il fait toutefois des réserves en considération de l'intérêt qu'il y a pour une nation à produire ses subsistances. Il reconnaît encore que les importations de blé ne sont favorables que lorsque le pays a déjà mis en valeur les terres les plus favorables à l'agriculture.

En recherchant les conséquences de l'absentéisme par le placement, nous avons dit ce qu'il paraissait résulter pour l'agriculture du manque de capitaux à emprunter. Les capitaux du propriétaire sont destinés à jouer un rôle différent de celui des capitaux empruntés : ce rôle est infiniment meilleur. La présence des capitaux du propriétaire est même indispensable à

1. *Essai sur l'influence du bas prix des blés.*

toute bonne exploitation. L'absentéisme du propriétaire en les éloignant a les effets les plus funestes sur l'agriculture.

Le rôle du capital est de plus en plus grand dans la culture. L. de Lavergne estime que le capital d'exploitation a doublé de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e, et le défaut de capitaux est une des causes de l'état misérable de l'agriculture en certains pays d'absentéisme ; le capital foncier, incorporé au sol, manque à peu près complètement ; en Irlande le capital d'exploitation manque un peu moins, parce qu'il est plus difficile de s'en passer.

Carthage fut, dans l'antiquité, le pays de l'absentéisme agricole. Mais c'était un absentéisme du propriétaire, non de ses capitaux. Les grands de Carthage pratiquaient sur leurs immenses domaines la culture intensive, il suivaient des méthodes rationnelles : Magon a écrit un traité savant sur l'agriculture. Mais c'était tout ce qu'ils pouvaient faire : retenus dans la ville, centre de l'Etat, par leurs intérêts politiques et commerciaux, possesseurs d'ailleurs de terres trop vastes, ils n'y pouvaient résider. Les esclaves, depuis l'intendant jusqu'au travailleur enchaîné, habitaient seuls la campagne. Aussi Carthage n'avait-elle pas à espérer de secours de son territoire, et sa population citoyenne, encombrant misérablement Carthage, fut pour elle plus une cause de ruine que de défense. Si la présence des capitaux atténue certains effets de l'absentéisme, elle en laisse subsister une grande partie. A Carthage, l'esclave était le capital.

Il est certain qu'en agriculture leur emploi est loin d'être aussi compatible qu'ailleurs avec l'absence de travail du capitaliste. Cet emploi vaut ce que valent la direction et la surveillance.

Dans les cas où le capitaliste peut avoir la plus parfaite confiance dans l'agriculteur, cet emploi est profitable s'il s'agit de la mise en valeur de terres incultes, de drainages ou de planta-

tion de vignes : il y a alors là un besoin subit de capitaux, et une perspective de revenus assez certaine. Mais s'il s'agit d'achat d'engrais, de frais de main-d'œuvre, de culture intensive, en un mot non de création, mais de perfectionnement, le besoin de capitaux est progressif, se produit par quantités échelonnées et le résultat est aléatoire ; alors il est bien difficile que le capitaliste et l'agriculteur soient deux hommes différents (1).

Le propriétaire, qui dans notre cas, n'est que le capitaliste devra fournir ses capitaux sans contrôle ; il est douteux qu'il s'y résigne, alors qu'il peut les placer sûrement ailleurs, où on lui donnera en échange un titre négociable et portant intérêts. Au lieu que, s'il envoie ses fonds dans ses domaines, d'abord il ne reçoit rien en échange, il n'a aucune garantie, il ne peut rentrer dans ses fonds ; enfin, s'il y a profit, ce ne sera qu'à la longue et dans une mesure extrêmement variable et souvent difficile même à apprécier : car tant de causes feront varier le

1. Le capital d'exploitation peut se diviser ainsi :

Cheptel de bétail	30
Matériel	10
Produits en magasin.	14
Engrais	25
Emblavures.	20
Espèces en caisse	1

(Lecouteux. *Cours d'Economie rurale*).

Le propriétaire absentéiste peut remettre à son fermier un cheptel de bétail ; l'usage de cette remise est en certains pays absolument conservé. En ce qui regarde le matériel, il est bien plus rare qu'il en fournisse ; d'ailleurs, il peut reprendre aisément le cheptel de bétail à la fin du bail, à la suite de l'estimation, au lieu que les engins s'usent et n'auraient plus la même valeur. Le fermier pourrait-il rembourser la valeur perdue ? Les produits en magasin n'intéressent pas le propriétaire absentéiste, ni les engrais, ni les emblavures, ni les espèces en caisse : sans moyens de contrôle, il ne peut prêter à son fermier ces capitaux circulants, ou s'il le fait, c'est bien rarement et dangereusement pour ses intérêts. Au total, l'absentéisme diminue fortement le capital d'exploitation.

revenu foncier ! Il y a la pluie et la sécheresse, la grêle et le gel, les maladies des plantes, les épizooties, les exigences de la main-d'œuvre, les dilapidations des régisseurs et des cultivateurs, sans compter le cours des produits dépendant des quantités produites, de la spéculation et des tarifs douaniers. Que peut démêler en tout ceci un propriétaire absentéiste ? Qu'il aît ou non des connaissances agricoles, il lui est impossible de reconnaître la part de revenus afférente aux fonds mis dans l'exploitation. Nous parlons de fonds destinés à l'amélioration de l'exploitation. Mais, même au cas de création, tel que plantation de vignes, où les résultats sont plus apparents, il est difficile au propriétaire absentéiste de se rendre compte de ce que lui rapportent les capitaux absorbés ; l'absentéisme a entravé la reconstitution de beaucoup de vignobles.

Peut-on blâmer le propriétaire absentéiste de placer ses capitaux ailleurs que dans l'exploitation de ses terres ? Il faudrait plutôt le blâmer d'être absentéiste. Il se contentera sagement du revenu accoutumé, ou bien il perdra généralement son argent.

L'absentéisme du propriétaire foncier, en excluant sa direction effective de l'exploitation agricole, exclut aussi ses capitaux de l'emploi agricole.

L'absentéisme, en éloignant les capitaux de la terre, diminue le produit brut ; augmente-t-il le produit net ? Les exploitations agricoles les plus rudimentaires, pacages, longues jachères, rapportent peu au total, mais elles exigent très peu de capitaux. R. de Fontenay (1) soutient qu'il faut mettre beaucoup de capital dans les bonnes terres, et peu dans les mauvaises, car, le capital doit donner un certain revenu, et il n'est point apte à le donner sur les mauvaises terres (2). Il faudrait tenir

1. Du *Revenu foncier*. Chap. VII.

2. Il ne faut pas oublier que la culture intensive ne convient pas à toutes les terres et à toutes les circonstances économiques ; dans nombre de cas,

compte, cependant, de ce que la qualité des terres est chose souvent très relative et dépend parfois de la culture imposée.

Cependant, il est évident que l'absentéisme a lieu le plus souvent au détriment des mauvaises terres, où le profit des capitaux, et aussi le salaire du travail, seraient peu élevés. Il y a dans le chapitre VIII du *Revenu foncier*, un admirable exposé des conséquences du travail de l'homme sur la terre, où la nature est placée bien au-dessous de l'action humaine et n'est considérée que comme son substratum, ou même comme ne lui fournissant que l'occasion de se manifester. Au cas d'absentéisme, si l'on admet ces idées, quelle ne doit pas être la diminution de produit de l'agriculture ? Bien entendu, il ne s'agit ici que de l'absentéisme du travail et du capital, ou de celui de l'individu dans la mesure où il provoque les deux précédentes.

En résumé, on peut dire que l'absentéisme du propriétaire foncier a, pour effet général, une diminution du produit brut et une diminution du produit net ; mais la diminution du produit net est certainement moins grande que celle du produit brut, dans les cas où la culture est assez avancée et demeure seulement routinière, tandis que la diminution du produit net est plus grande que celle du produit brut, là où la culture est en très mauvais état. Cela tient à ce que les frais sont assez peu considérables pour obtenir une certaine augmentation de production sur une terre qui produit très peu, mais s'élèvent rapi-

le plus haut produit net n'est pas obtenu par le produit brut. Si le produit brut élevé est nécessaire à l'alimentation et à la consommation en général, que les prix soient tels que pour toutes les terres le produit net le plus haut coïncide avec le produit brut le plus haut, on ne peut demander aux agriculteurs de produire à perte. Mais dans tous les cas, la présence intelligente du propriétaire, même quand il ne s'agit pas de mettre dans l'exploitation beaucoup de capitaux, est favorable ; pour obtenir le produit net le plus satisfaisant, il faut l'emploi judicieux des capitaux, et il est plus difficile souvent de faire cet emploi judicieux que d'en apporter beaucoup.

dement quand il s'agit d'accroître la production d'une terre donnant déjà un certain rapport, telle qu'une terre bien gérée par un bon fermier en l'absence du propriétaire.

La crise agricole aux causes si multiples, et dont les conséquences préoccupent actuellement les économistes et les hommes politiques, est-elle aggravée par l'absentéisme ? S'il y a mévente, y a-t-il intérêt à produire plus ? Selon qu'on admet que les produits agricoles ne sont point en trop grande abondance, mais trop onéreux à produire, ou qu'ils sont d'une production locale insuffisante, selon surtout le rôle qu'on prétend permettre aux produits agricoles étrangers, la réponse pourra peut-être varier. Il en est une, néanmoins, qui semble mériter d'être faite toujours : c'est qu'il y a, de toutes façons intérêt à avoir une industrie agricole bien organisée, afin que les quantités produites, quelles qu'elles puissent être, le soient à bon marché. Une culture rationnelle n'absorbera ni travail, ni temps ni terrain inutiles.

Elle produira à moindre coût, et pourra lutter si elle produit beaucoup avec la concurrence étrangère. Elle pourra, si elle ne suffit pas aux besoins indigènes, augmenter sa production dans une large mesure.

XIV

Conséquences de l'absentéisme du propriétaire rural sur le régime des tenures.

Fermage, métayage, intermédiaires.

L'absentéisme du propriétaire foncier a encore de grands rapports avec la forme des tenures et des amodiations.

Il a, d'abord, pour conséquence de faire préférer par le propriétaire le bail à ferme au bail à métayage. Ensuite, il provoque l'établissement d'intermédiaires entre le propriétaire et les cultivateurs, et assez souvent, en ce cas, un émiettement des exploitations dû à la rapacité de l'intermédiaire. Finalement il y a crise agraire, évictions, manque de terres.

La préférence donnée au bail à ferme a des conséquences qui ont été déjà citées, à l'égard du propriétaire et de la solidité de son droit de propriété. Mais à l'égard de la culture et du cultivateur, elle en a également d'importantes. Elle contribue à la laisser sous la direction du cultivateur seul ; celui-ci choisit les races à cultiver, règle les façons et les labours, décide quels engrais seront employés et dans quelle mesure. Ici se présentent deux cas : ou bien le propriétaire s'est réservé un contrôle qui peut même être assez minutieux, ou bien il ne s'est réservé aucun droit. En général, la solution est intermédiaire : il est des clauses de style qui obligent le premier à ne pas fatiguer la terre et à faire certaines fumures, surtout les dernières années du bail.

Mais ces mesures qui sont prises dans l'intérêt de la terre, sont loin d'être toujours favorables au rendement de la culture : il vaudrait mieux que le propriétaire pût la surveiller d'une façon plus efficace et à la fois ne pas être contraint, pour en empêcher l'abus, d'interdire la répétition de certaines cultures, et d'obliger la terre à des repos improductifs qui seraient avantageusement remplacés par des emblavures rationnelles, bien travaillées et bien fumées. Dans le fermage, donc, il y a certains inconvénients difficiles à éviter ; de plus, quand le propriétaire est absentéiste, ces inconvénients ne sont que plus sensibles ; les clauses seront insuffisantes, ou trop sévères, trop peu élastiques ; elles seront totalement inobservées, ce qui est général, ou bien elles le seront incidemment et trop rigoureusement, de façon à porter préjudice au fermier et à n'être qu'un moyen de contrainte du propriétaire à son égard.

Nous ne pensons donc pas que le fermage soit une forme si heureuse de tenure qu'on ne puisse que se féliciter de le voir s'étendre, à moins qu'on ne le considère comme un acheminement vers une expropriation du propriétaire qu'on jugerait opportune. Enfin, elle n'est possible que lorsque le cultivateur a des ressources suffisantes pour payer le cheptel de bétail qu'il doit souvent prendre en entrant, et pour supporter à lui tout seul, comme cela a toujours lieu, les risques divers qui peuvent atteindre l'exploitation agricole.

La clause qui lui refuse tout recours envers le propriétaire est consacrée par l'usage, et quoi qu'on puisse dire, elle est logique ; le cultivateur est fermier ou métayer ; il faut qu'il choisisse, et accepte ou de prendre pour lui seul les bénéfices et les pertes, ou de ne fournir que le travail, ne risquer que ce travail et par l'association avec le propriétaire, se décharger le plus possible des conséquences des accidents qu'il ne pourrait supporter seul. Il en résulte que, lorsque le cultiva-

teur n'a pas de ressources, il hésite, et le propriétaire hésite encore davantage, à signer le bail à ferme, et comme c'est dans les pays d'absentéisme que la classe rurale est le plus misérable, c'est là que les baux à ferme proprement dits sont le plus rares. Car ne sont pas de véritables baux à ferme ceux qui ne sont pas directement faits entre le propriétaire et un cultivateur déjà aisé : ce sont des contrats de servage. En résumé, si les fermiers restent longtemps dans le même domaine, il se peut qu'à défaut d'aptitudes et de capitaux, ils aient du moins un certain soin de la terre. S'ils changent souvent, ils n'ont que l'idée de faire rendre le plus possible, sans engrais, sans nul entretien des bâtiments, des clôtures ni des fossés : un jour tout est en ruines et à refaire et il en résulte une dépense supplémentaire inutile qui grève la production. Le propriétaire absentéiste, qui ignore souvent totalement le pays où se trouve sa propriété, ne manque pas de prendre pour fermiers les plus mauvais cultivateurs, les plus inaptes, les plus malhonnêtes, ceux dont personne ne veut, et il en changera souvent sans trouver mieux. Quand par hasard il en a de bons, généralement ils sont là depuis le temps où la propriété n'était pas absentéiste. Mais alors ils se considèrent tout-à-fait comme chez eux, et se refusent absolument à toute amélioration que le propriétaire proposerait, parce que cela changerait leurs habitudes et serait une occasion de contrôle de leur exploitation.

Si donc la propriété n'est pas exploitée dans les plus mauvaises conditions, elle ne saurait du moins s'élever à une culture plus rationnelle et plus productive que la culture paysanne. L'absentéisme du travail du propriétaire est complet, celui de ses capitaux aussi, sauf au cas de réparations absolument indispensables, et ce cas est un mauvais emploi de ces capitaux étant dû au défaut d'entretien qui eût pu épargner cette dépense. Le propriétaire, habitué à un revenu fixe, se heurtant à

la fois à des difficultés matérielles et au mauvais vouloir des tenanciers, ne songe pas à s'occuper de sa terre ; il se contente de faire sur elle un prélèvement de richesse qu'il consomme, ou qu'il place ailleurs.

En France, l'absentéisme détermine surtout deux formes de tenures. La première est le fermage à des paysans aisés, parfois riches ; on sait qu'en ce cas, si la culture n'est pas très mauvaise, si la terre est tenue avec égards à cause d'un long bail, l'exploitation est quand même ignorante le plus souvent. Si elle est bonne et qu'il y ait amélioration du fonds, il se pose une nouvelle question fort délicate et qu'on doit encore à l'absentéisme.

On a proposé de reconnaître par mesure législative le droit au fermier d'être payé à sa sortie de la valeur des améliorations constatées. Mais, alors, à quoi sert le propriétaire ? Bien plus, si la loi reconnaît au fermier le droit d'engager de force les capitaux du propriétaire, c'est ce dernier qui devient l'inférieur de son fermier. On avait vu, jusqu'à présent, beaucoup d'exemples de tenanciers obéissant aux propriétaires ; c'est sans doute que ces derniers paraissaient mieux aptes à commander et à diriger la culture. Aujourd'hui, ne songeant sans doute qu'aux propriétaires tout-à-fait absentéistes et ignorants en matière agricole, on soumet le propriétaire au fermier. Cela peut paraître bizarre pour plusieurs raisons : d'abord parce que c'est le propriétaire qui a donné sa terre au fermier, ensuite parce que c'est enlever au premier toute influence, tout droit sur ses domaines ; c'est consolider l'absentéisme, c'est faire du maître un simple bénéficiaire. A quoi cela peut-il aboutir : à sa dépossession tôt ou tard. Seulement, comme les propriétaires ont, par ailleurs, du pouvoir et des aptitudes, peut-être protesteraient-ils, et une question agraire plus difficile que jamais aura été soulevée. Il vaudrait peut-être mieux obliger

le propriétaire à s'occuper de ses terres, que d'y envoyer ses capitaux malgré lui.

La situation qu'on lui ferait ainsi aurait une raison d'être, en ferait un chef d'industrie utile, dont la situation sociale n'aurait rien de choquant, et on éviterait d'ouvrir, par des mesures à courte vue, une ère de troubles agraires, les plus graves de tous les troubles.

Le fermier lorsqu'il fait des améliorations, sait ce qu'elles lui rapporteront : il ne perd pas ; ce n'est pas une question d'équité qui est en jeu, mais une question économique. A ce point de vue, les droits qu'il est question de reconnaître au fermier ne paraissent pas pour l'instant présenter de grands avantages, en raison de ce qu'il a ordinairement des ressources à peine suffisantes pour les frais de l'exploitation, et nous croyons qu'ils auraient pour l'avenir les inconvénients que nous avons signalés (1).

La seconde forme que l'absentéisme détermine en France est le grand fermage avec tenure paysanne à métayage. Les cultivateurs sont alors très rigoureusement dirigés ; l'exploitation peut être très bonne, car le grand fermier mérite généralement le nom d'agriculteur et les produits qu'il obtient sont souvent de premier ordre ; il n'en est pas toujours de

1. On peut aussi citer l'exploitation par régisseur. Il y aurait 17.966 propriétaires qui cultivent au moyen d'un régisseur : mais on ne dit pas l'étendue de leurs biens. (Enquête de 1882). Dans le Midi, il y a une forme mixte ; un contre-maître régisseur, appelé *payre* en languedocien, dirige la culture des vignes sous un contrôle plus ou moins effectif du propriétaire. Il y a en ce cas absentéisme variable de direction, mais point de capitaux : la vigne ne supporte guère cet absentéisme là. Dans les 17.966 cas (?) déclarés par l'enquête de 1882, n'y en a-t-il pas beaucoup qui ne sont pas plus des cas d'absentéisme ? En France, c'est le fermier principal qui est l'intermédiaire entre le propriétaire absentéiste et les cultivateurs.

même à l'étranger où l'intermédiaire n'est parfois qu'un spéculateur qui sous-loue la terre.

Au propriétaire, le gros fermier offre toutes les occasions de se ruiner par des avances sur le fermage des années à venir, même aux grands propriétaires, car on prête surtout aux riches, du moins à ceux qui le sont encore provisoirement. En France, il place au lieu des fermiers directs qui auraient pu encore cultiver d'une façon satisfaisante, des métayers qu'il pressure, et qu'il change aussi souvent que cela lui convient, ou qu'ils désirent aller ailleurs. L'intermédiaire ne soigne la terre que pour la durée du bail ; quand arrivent les dernières années, il néglige la fumure ; dès les premières, il a laissé périr tout ce qui ne donne pas un revenu rapide, certain, et dont la détérioration n'aura que des conséquences lointaines. Il ne cherche qu'un rendement momentané, et il n'a communément aucun égard pour le paysan, de la classe duquel il sort le plus souvent, et envers lequel il commet souvent de véritables abus d'autorité ; celui-ci, ne pouvant être en procès continu avec son bailleur, intimidé ou redoutant les frais et les déplacements, condamné d'avance par la rédaction du contrat imposé ou le manque de précision des usages, se venge sournoisement sur la terre et les arbres.

Le contrat de métayage est généralement conclu aux conditions les plus dures pour le cultivateur, et il est bien rare qu'il puisse faire quelques économies. Aussi, ses aptitudes se ressentent-elles de son état précaire ; il travaille de mauvaise grâce, prend l'habitude de se plaindre toujours, de se méfier de tout et de tous, de ne rien faire qui ne lui soit expressément ordonné ; sans espoir de gain il ne cherche que le pain quotidien. Si la surveillance active et expérimentée qui fait de lui, malgré tout, un assez bon agent de production, vient à disparaître, il devient un très mauvais cultivateur. La négligence, la méfiance, la mauvaise foi donnent alors tous leurs

fruits. Le propriétaire, s'il est peu accoutumé aux choses de la campagne, se décourage devant les défauts du paysan, qui d'ailleurs mettra des années, voire des générations, à reconnaître les égards et les bons traitements. Il en résulte encore que l'absentéisme sera difficile à détruire, même du plein gré du propriétaire et que la tenure directe est devenue irréalisable.

Quant au propriétaire, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, que viendrait-il faire dans cette galère ? Le fermier le regarde de haut, et se croit libre de toute obligation quand il a payé le fermage, d'ailleurs inférieur à celui que paierait un fermier cultivateur, mais plus sûr ; quand le propriétaire est son débiteur, sa situation est encore plus forte ; d'ailleurs le bail, aux conditions aussi simples et aussi brèves que possible, ne laisse place à aucun contrôle du propriétaire auquel le fermier principal oppose sa compétence. Ce propriétaire, pour le paysan, n'est qu'un inconnu dont il sait à peine le nom, et qu'il n'a le plus souvent jamais vu ; c'est même un intrus dont l'entretien rend sa misère plus grande ; s'il se souvient qu'il a jadis joué un rôle plus important dans le pays, il lui reprochera de l'avoir livré à l'intermédiaire. Enfin, le propriétaire a sur ses terres une situation au moins ridicule : il ne sait rien de ce que l'on y fait, en ignore les limites, et s'y sent mal à l'aise. Il ne saurait que devenir de plus en plus absentéiste.

Il y a un cas où l'intermédiaire a quelque soin de la terre qu'il a louée : c'est quand le propriétaire est devenu son débiteur obéré ; alors il prévoit que, dans un délai plus ou moins long, la terre passera entre ses mains ; il sera lui-même alors un véritable et un bon propriétaire ; la compétence ni le séjour ne lui manquent ; il est généralement économe ; il fait sur ses terres de grandes dépenses productives ; il n'y a que le paysan qui gagne peu au changement, car, hors le cas d'une bonté véritable de son nouveau propriétaire, celui-ci reste plus dur et

plus exigeant qu'un propriétaire appartenant à une autre classe. En ce cas, l'absentéisme prend fin naturellement. Seulement il nous a conduit de la moyenne à la grande propriété, qui est celle de l'intermédiaire enrichi, et celle-ci est la cause d'absentéisme la plus puissante : le fils ou le petit-fils de ce dernier joueront souvent le rôle du propriétaire négligent et absentéiste qu'un intermédiaire, sorti du rang des cultivateurs, supplantera à son tour.

Le bail à ferme varie beaucoup par le montant du prix, selon qu'il est passé directement par le propriétaire ou par intermédiaire comme on le voit en Irlande et en Sicile ; il en est de même du bail à métayage, mais il est alors plus difficile de se rendre compte de ce que prélève le bailleur ; depuis le colon qui ne donne que le dixième de la récolte comme faisait le *μοστίτης* byzantin du νόμος *φεωρικός* (VIII^e siècle) jusqu'au métayer à moitié de la France actuelle, en passant par le *khamnès* tunisien qui donne le cinquième, on trouve toute une série de proportions de partage ; mais, pour apprécier les conséquences de la tenure pour le paysan, il faudrait tenir compte de bien d'autres circonstances : dans les contrats et dans les usages de métayage, il y a des clauses et des habitudes qui attribuent des avantages à l'une ou l'autre des parties ; ces avantages résultent parfois de toute une série de dispositions dont le résultat final n'est pas aisé à découvrir ; il y a des prélèvements, des remises de bêtes et de semences, des loyers partiels, de sorte qu'on ne peut guère apprécier sommairement la situation du métayer ; mais, ce qu'on peut dire, c'est que le bailleur ayant généralement toute la direction de l'exploitation, peut la diriger de façon à s'avantager au détriment du cultivateur, et que les intermédiaires sont souvent passés maîtres dans cette manière de faire. Qu'on ne dise pas que le métayer gagne à l'absentéisme en échappant ainsi à la direction du propriétaire, ce dernier ne peut être absentéiste, et diriger des

métayers ; s'il est absentéiste et que ses biens soient tenus à métayage, c'est qu'il a loué à un intermédiaire. Il y a un véritable critère du non-absentéisme : c'est l'exploitation par métayers sans intermédiaire. Quelle que soit par ailleurs la conduite du propriétaire, s'il connaît assez ses terres et l'état de leur exploitation pour en diriger la culture, fût-ce en partie à distance, s'il ordonne réellement les cultures à entreprendre, s'il désigne les bêtes à vendre, conditions indispensables pour celui qui a des métayers, on ne peut l'accuser d'absentéisme.

Les capitaux de l'exploitation sont fournis par lui pour une moitié, il avance l'autre au nom du métayer, il a tous les soucis. Les cas où il abandonne l'exercice de ses droits sont bien rares : en pareil cas, le métayer ne rendrait que les comptes qu'il voudrait, et le propriétaire ne retirerait de sa terre que ce qu'il voudrait bien lui donner.

Dans le fermage, il est plus aisé de reconnaître la part de chacun dans le revenu. Or, nous voyons clairement combien l'absentéisme diminue la part du cultivateur partout où il y a des intermédiaires. Le « tenant » irlandais, est tellement écrasé par le prix du fermage, que des lois ont dû porter atteinte à la liberté de contracter.

Dans certains cas, les propriétaires absentéistes eux-mêmes, comme cela s'est vu au Bengale, ont eux-mêmes exigé des « ryots » ou fermiers, un fermage excessif : c'est que la population y abonde et est très attachée au sol dont elle était propriétaire encore récemment. En Irlande, à ces mêmes circonstances, s'ajoute la présence des intermédiaires.

En Sicile, la dépossession des paysans n'est plus un fait actuellement agissant, et le nombre de la population n'est pas très considérable, non plus d'ailleurs que dans bien des comtés de l'Irlande, et cependant les intermédiaires ont su se rendre maîtres de la situation, en accaparant toutes les terres dans des pays à habitudes agricoles.

Dès 1776, Arthur Young disait que les intermédiaires, les *middlemen*, étaient la cause de « the most oppressive species « of tyrant that ever lent assistance to the destruction of a « country ». D'ailleurs, rien que par son existence, l'intermédiaire est une charge pour le pays : il faut bien que le revenu le nourrisse, et ce qu'il prend au propriétaire n'est pas suffisant : alors, il prend sur le paysan, mais ce dernier ne supporte pas ce prélèvement avec la même facilité, car il n'a pas de superflu à sacrifier. Le propriétaire dépense un peu moins, et le paysan travaille un peu plus pour dépenser moins lui aussi, et tomber dans la misère. Quand on songe qu'on a vu, en Irlande, jusqu'à trois et quatre intermédiaires, tous trouvant naturellement intérêt à l'être et sauf le dernier ne s'occupant en rien de l'exploitation, on comprend quelle charge cela a pu être pour le paysan. L'intermédiaire irlandais, d'ailleurs, n'est pas un agriculteur, à la différence du « gros fermier » français : ce qu'il coûte à entretenir est donc une perte sèche.

Son rôle principal a consisté à décharger le lord de rapports pénibles avec ses tenanciers, et de maintenir le « rack rent » que les chefs celtiques avaient déjà établi en donnant les terres usurpées à ferme aux « fuidhirs », déclassés, vagabonds, déjà à la recherche de terres, de préférence aux hommes de leur classe, moins aisés à exploiter. Il fallait pour soumettre toute l'Irlande au « rack rent », au loyer de torture, que l'accaparement des terres en privât tout le peuple et que les propriétaires pussent maintenir par l'absentéisme qui détruit la solidarité ce système barbare. Ce sont les intermédiaires qui ont assumé la tâche d'exiger le « rack rent ».

En Ecosse le même mal sévit aussi. Dès le ^{xviii}^e siècle, les propriétaires louent souvent leurs terres à des fermiers principaux qui placent, sur le domaine de nombreux petits fermiers ou « cottars ». A présent, les intermédiaires ont trouvé plus simple d'élever le mouton en grand ou d'établir de grandes

chasses où le droit de chasser se paye bien ; pour cela, ils ont expulsé la population.

En Sicile, les fermiers principaux ne sont pas des agriculteurs, mais de simples spéculateurs utilisant leur capitaux en faisant des avances au propriétaire, lesquelles leur permettent de pressurer ensuite le paysan... et le propriétaire. C'est de cette façon qu'il emploient les capitaux dans l'agriculture, qui, précisément en Sicile, en manque au plus haut point. Ce mode de fermage y est dit « *affitto appalto* ».

Il porte sur des domaines de 10 à 12.000 hectares, lesquels ne sont pas rares en Sicile. Ces immenses propriétés complètement inconnues de leurs maîtres sont abandonnées aux intermédiaires, appelés « *gabelloti* ». Ils répartissent les exploitations entre les paysans de la région par un tirage au sort qui rappelle les procédés des communautés agricoles. Ce tirage attribue les lots sans tenir compte de la proximité du village du cultivateur et de la parcelle attribuée ; on dit même qu'il répond toujours aux fantaisies du *gabelloto* et à la protection qu'il accorde à tel ou tel paysan. Le cultivateur, outre les conditions de la tenure qu'il ne peut discuter, tant sa situation est infime, et qui consistent principalement à remettre à l'intermédiaire les deux tiers des récoltes, outre l'usure qu'exerce à son encontre le *gabelloto* en lui avançant les semences et les fonds dont il a besoin, outre les corvées et redevances, subit tous les inconvénients de l'éloignement de son foyer, où il laisse femme et enfants et ne revient le plus souvent que le dimanche.

Exaspéré, il s'agite, et à l'occasion de perceptions d'impôts, sous l'influence de la faim, l'émeute se produit et se développe jusqu'à ce qu'elle soit comprimée par les troupes après des engagements qui laissent sur le terrain de nombreux morts et blessés.

A la suite de la crise de la propriété noble en Russie, peu

après la guerre russo-turque de 1877-1878, un grand nombre de propriétaires affermèrent leurs terres à des intermédiaires. Ainsi la terre, déjà privée de capitaux, eut à nourrir une classe d'individus de plus, et certes une classe exigeante, car l'intermédiaire qui loue une déciatine de 10 kopeks à 1 rouble, demandait jusqu'à 8 roubles au paysan. Le paysan, dans ces conditions, se livre à une exploitation sauvage du sol ; d'ailleurs, sa tenure est incertaine, le contrat n'étant fait que pour un an. En Roumanie l'usage est d'affermir les terres à des intermédiaires israélites ou grecs. Malgré l'impôt spécial qui frappe les propriétaires fonciers vivant à l'étranger, malgré l'autre impôt particulier qui frappe les propriétaires qui s'occupent pas eux-mêmes de leurs terres, les grands propriétaires pratiquent l'absentéisme et ne s'intéressent en général en aucune façon à leurs domaines. Le grand fermier prend les terres pour 2 à 5 ans au prix de 12 francs l'hectare en moyenne, et se livre à une exploitation dévastatrice ; il ignore les engrais et la jachère, et qu'il exploite en régie ou en métayage, il arrache au paysan trois ou quatre fois plus qu'il donne au propriétaire. Il paye d'ailleurs ce dernier d'avance, de sorte que ce propriétaire mange son revenu plusieurs années avant que l'intermédiaire puisse rentrer dans son déboursé. C'est un service qui ne lui est pas rendu gratuitement : il y a là un véritable prêt de consommation sur la terre, avec toutes ses néfastes conséquences. Les intermédiaires grecs en Roumanie y instituent une sorte de période hellénique agricole destinée à laisser d'aussi mauvais souvenirs que la période hellénique politique. Malgré la loi d'émancipation de 1864, les intermédiaires avaient fait avec les paysans des contrats par où ces derniers s'engageaient à certain travail pour de longues années, de sorte que le servage se rétablissait en fait. En 1882, une mesure législative a interdit les engagements de cette nature d'une durée de plus de deux ans.

Indépendamment des charges qu'ils imposent aux paysans, les intermédiaires agissent d'une façon néfaste sur l'étendue des exploitations.

L'absentéisme des propriétaires irlandais qui a nui à la création de centres urbains, ou simplement commerçants ou industriels, vient encore augmenter les mauvaises conséquences du goût du paysan irlandais pour la terre, qui le porte à vouloir que les siens en aient, comme lui, leur part, fussent-ils tous n'y pas trouver de quoi vivre. On a vu, en Irlande des terres données à bail à un seul individu se trouver au bout de quelques années, entre les mains de vingt-cinq à cinquante personnes, surtout quand le preneur était une « leaseholder », jouissant de plus de liberté qu'un « tenant at will ». Il eût été du devoir des propriétaires, quelle que fût la forme de tenure, de veiller à ce qu'une division du sol aussi exagérée ne se produisît pas, et, d'ailleurs en tous pays on trouve dans les baux des clauses prohibitives à ce sujet.

L'émiettement de la terre qui est une des grandes causes de la misère irlandaise, est dû à la rapacité des *middlemen*, agents ou intendants des propriétaires, intéressés à faire rendre le plus possible, immédiatement, sans vues d'avenir, sans considérer le bien-être de la population comme un élément de la production. La concurrence, de par l'abondance de la population, autant que par son attachement entêté et traditionnel à la terre, est telle qu'il y a toujours plusieurs preneurs pour le moindre lopin de terre ; un propriétaire, ayant des vues plus étendues, intéressé au bon état de ses propriétés et à la conservation du revenu plutôt qu'aux apparences, ne voudrait pas vraisemblablement morceler le sol au point de le rendre presque improductif, et en tout cas incapable de nourrir ses habitants. C'est ce qu'ont fait les *middlemen*. Ils ont, d'ailleurs, souvent payé de leur personne quand les tenanciers étaient suffisamment exaspérés. Maints crimes impunis, par suite de

l'absence de témoins et des difficultés des enquêtes parmi la population solidaire, en ont fait disparaître au coin des bois et aux tournants des chemins.

Quelles ont été les conséquences économiques de cet émiettement des exploitations ? Nous avons vu que l'excès de la demande avait porté les middlemen à diviser la terre, et ce naturellement, parce que les parcelles trouvaient preneur à plus haut prix que les fermes d'étendue supérieure. L'enquête irlandaise de 1883 a permis de constater que les pa celles se louaient 10 à 15 0/0 plus cher que ces dernières.

S'il est vrai que ce phénomène est général, il n'en est pas moins certain que c'est en Irlande qu'il présente son maximum d'intensité. Or, si ce morcellement dépasse la limite de la bonne exploitation du sol, comme c'est le cas en Irlande, cette élévation de loyer devient un fait très grave, et c'est ainsi que les hauts loyers acceptés par le paysan irlandais étant une cause de morcellement, en rendent les conséquences pires que s'il était dû à toute autre cause. La conséquence principale du morcellement c'est l'impossibilité pour le tenancier de payer son loyer. Le fermier irlandais qui prend une parcelle dans ces conditions n'a pas, le plus souvent, la moindre intention de satisfaire aux conditions du contrat, et, par ce fait, acceptant tout ce qu'on lui impose, il élimine le cultivateur plus consciencieux.

Or est-il de l'intérêt du propriétaire de traiter dans ces conditions ? Non. Mais son agent, bien moins intéressé à l'avenir, cherchera surtout à passer des baux ou à faire des locations « *at will* » qui paraissent très avantageuses, et cela d'autant plus que par une étrange combinaison, les loyers excessifs rentrent pendant assez longtemps. En effet, chaque ferme dont le tenancier est évicté à la suite de non paiement, est aussitôt disputée et en quelque sorte mise aux enchères. La concurrence est si forte que celui qui obtient la tenure, en plus du

loyer excessif qu'il devra payer, a dû s'engager à fournir le montant des termes arriérés. Son sort n'est pas douteux : ses économies sont de suite dévorées, et il cultivera le domaine jusqu'à ce que, à bout de ressources, il soit expulsé à son tour par un surenchérisseur. L'entêtement de l'Irlandais à cultiver le sol le pousse ainsi, non seulement à s'acculer à la plus inextricable détresse, mais encore à trahir ses compatriotes ; le surenchérisseur, « *landgrabber* » est d'ailleurs mal vu ; et il y a des cas où il a été assassiné sans que les coupables puissent jamais être découverts.

La raison seule montre qu'un tel régime ne peut durer, qu'il devait aboutir à la ruine du pays, à la révolte et à des mesures législatives indispensables et peu favorables aux propriétaires. Mais ceux-ci, négligeant le soin de veiller sur leurs terres, les ont abandonnées aux middlemen, qui, eux, ne pouvaient guère refuser de profiter des avantages du morcellement et des hauts loyers. Pouvaient-ils, eux spéculateurs, affermer au moins offrant ? A leur supposer même les meilleures intentions, pouvaient-ils avoir la liberté d'un propriétaire choisissant ses tenanciers en vue, non pas d'un rendement provisoire, mais du bon état futur du domaine ? Enfin, ce qu'ils pouvaient et ce que n'aurait pu le propriétaire, c'était seulement imposer des conditions léonines et en poursuivre l'exécution par toutes les voies de droit, même les plus excessives, au nom d'un maître aussi invisible qu'impitoyable, sur lequel se portait le plus gros de la haine du paysan.

La grande propriété, jointe à la division extrême des exploitations irlandaises, imposait l'emploi des middlemen aux propriétaires. Ceux d'entre eux qui échappaient par la volonté de bien faire ou le souci de leurs intérêts, à toutes les causes d'absentéisme, se sont trouvés en face d'une telle multitude de tenanciers que leurs devoirs de propriétaires ont été très pénibles ou même impossibles à remplir.

Riches, heureux partout hors de l'Irlande, comment pouvaient-ils s'imposer le métier fatigant et parfois dangereux que font les middlemen? Aussi, l'on peut considérer qu'il y a entre l'émiettement de l'exploitation et l'existence des intermédiaires le lien le plus étroit.

Lorsque le middleman a acquis une certaine fortune, il peut imiter le propriétaire, et ayant lui-même trop de travail, mettre entre lui et ses tenanciers d'autres intermédiaires. Forster cité par Roscher, donne comme exemple des bénéfices des middlemen, celui du libérateur O'Connell, qui extorquait aux paysans le triple de ce qu'il payait au landlord.

A côté du fermier principal, il faut citer l'agent du propriétaire. L'agent du propriétaire est en réalité le maître des terres; le propriétaire absentéiste n'a, à sa disposition, aucun moyen de contrôle efficace; il peut seulement choisir pour agent celui qui lui fait tenir le plus gros revenu. L'agent obtiendra ce résultat, sans rien diminuer de ses propres bénéfices, en s'abstenant de provoquer aucune amélioration, en refusant toute réparation, quoi qu'il advienne, en pressurant le paysan le plus possible par des contrats perfides, des exactions et des abus d'autorité en morcellant si la population est abondante. En Irlande, c'est ce qu'ont fait les agents de propriétaires. D'ailleurs ils n'aspirent qu'à s'enrichir assez pour devenir fermiers principaux, et le propriétaire lui-même n'aspire qu'à être, par ce changement, plus assuré d'un revenu régulier. En Russie, les terres des nobles sont ordinairement administrées par des régisseurs allemands ou d'origine allemande pour la plupart. Ils se conduisent durement à l'égard des paysans, qui portent sur eux toutes leurs rancunes plutôt que sur le propriétaire qui est de même race qu'eux et que, d'ailleurs, ils ne voient jamais dans bien des cas.

Comme la culture est réglée par une forte tradition, par les usages du *mir*, l'agent n'a pas toute la mauvaise influence qu'il

aurait et qu'il a ailleurs. Enfin il faut remarquer que l'agent du propriétaire, s'il a en fait toute latitude pour s'enrichir au détriment de la terre, du cultivateur et même du propriétaire, ne peut engager des dépenses, faire des remises de fermage, des dons au cultivateur. Ce sont là des diminutions de revenu apparentes, que naturellement le propriétaire trouverait mauvaises et de l'utilité desquelles il ne se rend aucun compte. Si l'agent les engageait, les faisait sous sa responsabilité, il pourrait risquer sa place et son argent en cas qu'on exigerait de lui des comptes rigoureux, chose très possible si le propriétaire vient à changer. L'agent n'aura donc qu'un souci : maintenir d'une part au propriétaire un revenu plus régulier qu'élevé, et s'enrichir par les procédés que permet sa situation. La production dans ces conditions n'augmente guère ; le cultivateur devient un mauvais travailleur et la terre s'appauvrit. Quant à l'agent, il devient parfois fermier principal, puis propriétaire et même souvent grand propriétaire.

La seule compensation économique qui puisse se produire, c'est qu'il devienne, lorsque la terre est à lui, un bon agriculteur à qui ne fera pas défaut l'expérience, et bien préférable, au point de vue purement économique, aux autres propriétaires plus ou moins absentéistes et même résidants.

Telles sont les conséquences de l'absentéisme sur les principales formes de tenure que l'on rencontre aujourd'hui. Comme remèdes à ces conséquences, on a proposé des réformes qui créent de véritables formes nouvelles de tenure. On espère, aussi par là atténuer les effets de toutes les autres conséquences de l'absentéisme. Nous avons déjà dit ce que nous pensions des baux à ferme à long terme, par où le propriétaire prend l'aspect d'un simple créancier. Si le tenancier reçoit un droit réel, le fait est encore plus grave : deux propriétaires pour une terre, c'est beaucoup trop, c'est en outre peu conforme à l'esprit de simplification, aux idées rationalistes qui vont se

développant. Il est douteux qu'il puisse y avoir là une solution du problème agraire ; c'est tout au plus un palliatif destiné à amener un soulagement momentané, et pour plus tard, l'évincement du propriétaire. Jadis, il y avait l'emphytéose.

Ce contrat, d'origine hellénique, comportait une obligation pour le preneur de mettre en valeur la terre, ou de développer cette valeur. Sous Constantin, il prend sa place dans le droit romain, destiné à remédier au fâcheux état de la culture. Ce contrat ne laissait au bailleur que le droit à la redevance sanctionné par la déchéance du tenancier, en cas de non paiement, le *jus praelationis* qui lui permettait de reprendre le fonds au cas de cession du droit d'emphytéose, en payant le prix arrêté par les contractants, enfin le droit de refuser un cessionnaire ne présentant pas les capacités nécessaires. Le cultivateur avait ainsi un droit réel sur le sol.

La féodalité a généralisé ce mode de tenure sous des formes nouvelles et variées, et qui il faut bien le reconnaître, durèrent des siècles. Il n'en est pas moins vrai que c'est le propriétaire supérieur qui a été généralement évincé à la chute de la féodalité, soit sans compensation, soit moyennant indemnité. De la sorte, l'emphytéose et les tenures féodales qui lui avaient succédé et en procédaient parfois, ont presque disparu. Dans l'ancien droit français, il avait subsisté avec le droit romain, et permettait la constitution de la propriété en tenure non féodale et cependant perpétuelle, avec droit réel pour le preneur comme pour le bailleur. Ainsi, indépendant de l'organisation politique, il a pu traverser la Révolution et être aujourd'hui un sujet de controverse.

Les formes de tenure ont les plus grands rapports avec celles de l'absentéisme foncier, ou, pour mieux dire, elles sont des formes d'absentéisme toutes les fois qu'elles éloignent le propriétaire de la terre.

La réforme agraire en Irlande a consisté à modifier le régime des tenures.

Les principales tenures qui sont des formes d'absentéisme sont aisées à énumérer.

On peut, si l'on veut, faire une classification générale des tenures, les ranger en deux catégories : celles qui ne comportent pas de droit réel et celles qui en comportent. Parmi celles qui ne comportent pas de droit réel, fermage, métayage, formes intermédiaires, variétés de chaque temps et de chaque pays, il est difficile de faire des catégories ; elles sont de plus infinies, car ce sont des contrats souvent renouvelés et que les parties qui les établissent règlent à leur gré. Au contraire, parmi les tenures à droit réel, il est plus aisé de trouver des catégories : d'abord, on peut les diviser en perpétuelles et en temporaires ; en effet, le caractère de perpétuité convient très bien aux tenures réelles ; il y a une tendance à la réunion, dans une tenure, de la réalité et de la perpétuité ; l'une appelle l'autre. Au contraire il y a incompatibilité entre le caractère personnel et le caractère perpétuel ; on ne conçoit pas bien un bas propriétaire n'ayant qu'un droit réel temporaire ; encore, si le droit doit être viager, son caractère réel ne choque pas ; mais s'il est destiné à prendre fin à date fixe et surtout rapprochée, il semble bizarre que le tenancier ait un droit réel sur le fonds et que le propriétaire, qui s'est séparé pour si peu de temps de ce fonds, s'en soit néanmoins séparé à tel point que le preneur puisse en jouir sans avoir recours à lui, sans son intermédiaire.

Cela paraît, par contre, très logique, lorsque le bailleur se sépare du fonds qu'il ne regarde plus que comme une source abstraite de revenus ou de services, tout au plus comme un objet sur lequel lui demeure un simple droit de contrôle ou de reprise éventuelle ; alors, il donne la terre à perpétuité, et il la donne avec droit réel au preneur qui peut, sauf disposition restrictive et réserve du droit supérieur retenu, en jouir sans

avoir recours à autrui, et la défendre contre tous en son propre nom.

L'emphytéose est tout au moins un contrat à effet très long ; les concessions de l'époque barbare étaient viagères, ou au moins, révocables « *ad nutum* », sans terme fixé. Quand le droit réel ne comporte pas la perpétuité, il n'en a pas moins ordinairement une durée assez longue. Les tenures à droit réel peuvent encore être distinguées selon qu'elles comportent ou non la fixation de l'homme à la terre ; lorsque le tenancier ne peut céder librement sa tenure, il est serf ; il peut être esclave, mais alors ce n'est plus un tenancier, car il n'a pas de droit, réel ni autre ; lorsque le colon, le serf, peuvent être arrachés à leur champ par le maître, ce ne sont que des esclaves, tels les « *Kmeth* », cultivateurs de Pologne aux siècles passés.

Ainsi depuis l'esclave qui n'est plus un tenancier, jusqu'au fermier qui signe le contrat le plus libre, depuis le colon qui est fixé au sol ou possède les droits réels les plus étendus jusqu'au métayer à l'année, il y a toute une série de tenanciers, et l'on pourrait croire qu'il y a un mouvement continu qui fait suivre aux cultivateurs, dans un certain sens, toute cette série de situations. Cependant nous voyons le servage succéder à la propriété collective, qui, pour être un droit bien restreint, néanmoins ne comporte que la soumission au groupe, et non au chef en tant que personne privée.

On voit en Irlande à la tenure sans droit réel la tenure qui comporte le droit de succéder à nouveau. C'est que si la tenure à droit réel nous paraît inférieure, cela provient de ce que nous l'assimilons à tort à la tenure non libre ; quoique la féodalité ait réuni ces deux formes, elles peuvent être séparées, et le droit réel est un avantage pour le tenancier, si la servitude est une charge. En Irlande, de plus, la liberté de tenancier est illusoire, car la terre est rare, en ce sens qu'elle appartient toute aux lords.

Alors, le paysan n'a, en fait, pas plus de liberté que le serf féodal, et il n'avait pas en Irlande le droit réel que ce dernier possédait. Il n'était pas le vassal du lord ; ce dernier est le vassal du souverain anglais, mais le cultivateur irlandais n'en était pas l'arrière-vassal. Ni ce souverain, ni le lord ne devaient au cultivateur aide ni protection : ce dernier ne jouissait d'aucun des avantages du régime féodal ni d'aucun de ceux du régime allodial moderne ; c'était un simple tenancier à contrat soi-disant libre ; en fait forcé. Aussi, malgré les critiques, l'autorité anglaise pour rendre la situation tolérable, sans songer à instaurer, il faut le reconnaître, le système féodal à l'égard des tenanciers, lequel n'a jamais existé en Irlande, où le pays ne s'est pas recommandé, mais a été dépouillé d'abord par ses chefs, puis par les Anglais, est revenue en partie à la conception féodale en adoptant une de ses conséquences, le droit réel du tenancier, l'existence d'un bas propriétaire. Il faut remarquer que la servitude, dans le régime féodal, restreignait le droit du tenancier ; à défaut de servitude, il y avait des droits seigneuriaux, des droits politiques qui consolidaient la situation du haut propriétaire, tandis que dans l'Irlande moderne, le cultivateur irlandais, libre, assuré de la terre, et ayant la ressource de l'agitation nationaliste et socialiste, devra, si le régime dure et se développe, simplement évincer le lord de son droit de haute propriété. Aussi, le droit réel du tenancier, en dehors du cas où il s'agit de restituer la terre à ses anciens maîtres et de résoudre une question sociale aiguë, ne nous paraît pas devoir être séparé, pour être conservé, des anciennes conceptions féodales indéfendables de la servitude et du domaine éminent. Il y a plus : établir le droit réel du tenancier, c'est établir aussi par là-même le domaine féodal éminent. Le propriétaire y perd d'une part ; de l'autre, il y gagne d'être renté sur des terres dont il n'a plus le souci, sans aucune obligation en retour ;

plus heureux que l'Etat, il perçoit l'impôt et n'a aucun service à fournir. C'est l'absentéisme organisé.

Une telle situation ne saurait être établie aujourd'hui de parti pris. Aussi, n'est-elle en Irlande qu'un essai d'expropriation des landlords, comme le montrent les mesures prises pour permettre au paysan l'achat total du fonds.

Un act de 1860 interdit la saisie des meubles garnissant les biens loués pour non-paiement de termes dus depuis plus d'un an avant la date de la saisie. Un autre de la même année permet au cultivateur d'enlever les objets mobiliers, le matériel agricole, les constructions accessoires achetés, apportés, établis par lui. Ces mesures ont eu simplement pour but et pour effet de diminuer un peu les droits et les avantages du propriétaire : elles ne constituaient pas et ne pouvaient constituer une solution à la question agraire irlandaise.

Le *land act* de 1870, dû à M. Gladstone, apporte de plus graves modifications au régime des tenures d'Irlande ; jusque-là, les tenanciers, non-seulement n'avaient aucun droit réel, mais leur tenure n'était le plus souvent qu'annuelle ou « *at will* ». Le propriétaire pouvait les expulser ainsi à son gré. Dans un pays où le cultivateur n'a pas été dépouillé de sa terre, où il ne se souvient pas d'un tel fait, où le propriétaire lui paraît avoir toujours été maître du fonds, où la terre n'est pas accaparée ni ne fait défaut, cette situation, qui est la plus générale, ne provoque pas la naissance d'une question agraire ; mais en Irlande, où la conscience populaire n'a pas oublié l'histoire de la conquête, où le manque de terre la rappelle chaque jour au paysan et lui en fait sentir douloureusement les conséquences, la tenure à brève durée et surtout celle dite « *at will* » ont paru constituer un privilège exorbitant, exercé arbitrairement par les propriétaires et les congés donnés aux tenanciers des mesures de violence, d'expropriation pour cause d'intérêt privé et sans indemnité. L'absentéisme des proprié-

taires devait fatalement provoquer l'acceptation de cette conception, non seulement en Irlande, mais même par beaucoup de personnes en Angleterre et ailleurs. Puisqu'ils ne sont que des créanciers, qu'ils réclament leur créance, mais si le débiteur ne peut s'exécuter, que leur action s'arrête provisoirement; qu'ils n'aient sur le débiteur malheureux aucun droit de coercition, aucun droit de violence sur sa personne ni sa famille.

L'expulser de « sa » terre, irlandaise comme lui, sans pouvoir lui reprocher que son insolvabilité ou même sans lui rien reprocher, a semblé, de la part du landlord, un abus de pouvoir. Le *land act* a imposé au propriétaire qui expulse son « tenant » de l'indemniser : de plus, le propriétaire doit payer au tenancier sortant la valeur des améliorations qu'il s'approprie. Le tenancier ne pouvait pas renoncer par contrat aux avantages que lui accordait le *land act* ; il est évident que sans cette disposition, étant donnée sa situation, il n'eût en rien profité des réformes. Le fermier irlandais, ne pouvant plus être expulsé sans indemnité, reçut ainsi, ou plutôt se vit restituer un droit réel sur la terre qu'il cultive. Le haut propriétaire conservait toutefois le droit de racheter la basse propriété ainsi reconnue au paysan, en lui payant l'indemnité.

La réforme de 1870 était assez platonique en ce qu'elle donnait des droits au paysan sans fixer la valeur de ces droits au cas où ils étaient rachetés; elle ne fixait pas non plus le prix du fermage, de la « rente » comme on dit en Irlande. Elle était donc contradictoire. Le lord pouvait à son gré élever la rente, et par là il était toujours le maître de la situation; il pouvait se rendre créancier de telles sommes qu'il lui plaisait, et s'il trouvait des entraves légales dans le recouvrement de ses créances, son droit de créancier n'était pas contesté. Il y avait là une contradiction; les rapports entre le bas propriétaire et le land-

lord étaient mal définis. Ils avaient l'un et l'autre des droits sans sanction.

C'est alors qu'intervint le programme des *trois F*. Les trois F sont : *fixity of tenure, fait rent, free sale*. Cela veut dire que la tenure est fixe, ne peut être modifiée ni supprimée par la volonté du landlord ; que la rente est modérée et par suite ne peut être élevée au gré de ce dernier ; que la tenure enfin « appartient » véritablement au tenancier, qu'il peut la vendre. L'acte de 1881, voté sous le cabinet Gladstone, proposé par ce dernier, non point de bonne grâce, mais avec une résignation opportune, réalise en partie ce programme.

Par là, le retour à une certaine conception féodale fut manifeste ; c'est la féodalité contractante qu'on établit ainsi en Irlande, et il est à présumer qu'elle finira là comme elle a fini en France. C'est un système illogique, inadmissible en soi : il ne peut être qu'un résidu historique ou une mesure de transition. Le lord, qui n'est plus qu'un haut propriétaire, et l'on peut dire un « lointain » propriétaire en droit comme il l'était précédemment en fait, n'a plus droit qu'à une rente fixée par une cour royale ; il peut encore racheter à son gré le droit du tenancier, mais le prix sera fixé aussi par une cour royale. En un mot, les Irlandais ont ainsi, du moins en droit, et partiellement, reconquis leur terre. Mais ils restent tributaires des lords, tributaires de l'Angleterre. Il n'y a plus absentéisme du propriétaire foncier, il y a absentéisme par payement de tribut.

Il n'était pas possible de vouloir maintenir longtemps un semblable état de choses. D'abord, il ne fallait pas songer à mettre fin de cette façon à la crise irlandaise ; il n'était pas possible non plus d'imposer au monde moderne un pareil système de propriété, un pareil système d'exploitation d'un pays par un autre. Le régime était barbare, et il était plus choquant en apparence que l'état de choses antérieur où le landlord était

encore vraiment un propriétaire. Aussi fut-il pris des mesures destinées à permettre au tenant de racheter le droit du land-lord le plus facilement possible, comme il fut fait en Russie après l'abolition du servage lorsqu'il fallut constituer la propriété paysanne avec une partie des terres des nobles. Une caisse d'Etat prête les trois quarts du prix d'achat au fermier qui veut acquérir sa ferme en toute propriété. La commission royale peut aussi acheter la terre et la vendre aux tenanciers.

Un remède radical à l'absentéisme irlandais serait l'adoption de la proposition de M. Gladstone, qui consistait à exproprier les lords et à taxer les tenanciers irlandais d'annuités destinées à amortir l'avance faite par l'Etat, en indemnisant les propriétaires. Cela ressemble tout-à-fait aux mesures prises en Russie après l'émancipation des paysans. En attendant qu'un bill nouveau reprenne l'idée, le cultivateur irlandais bénéficie des avantages de l'act de 1881 ; il est maître de sa tenure, mais non de la morceler, interdiction sage, mais qui aurait dû aussi être imposée au propriétaire qui ne devrait pouvoir l'autoriser d'accord avec le tenancier ; ce dernier garde pour lui tout le bénéfice des améliorations qu'il a faites et a droit à indemnité au cas de non-renouvellement du bail. La durée normale du bail est de 31 ans ; les baux à durée plus longue sont permis. Au cas d'emphytéose, tous les quinze ans la rente est de nouveau fixée, au besoin par la cour royale. Enfin, le fermier peut vendre son droit, sauf revendication du propriétaire qui en ce cas peut le racheter à un prix fixé par la cour. Le fermier peut transmettre par testament et *ab intestat* son droit de tenure. En un mot, c'est un bas propriétaire à droit temporaire, dont la cour royale fixe la rente pour toutes les fermes déjà louées avant la promulgation de l'act, mais à situation mal définie, toujours en proie dans beaucoup de cas à la rapacité des propriétaires et de leurs agents, aux « évictions » pour non-paiement, écrasé fatalement par la rente à cause du mor-

cellement et de l'état économique déplorable de l'île, et que même l'expropriation des lords ne rendrait pas prospère de sitôt, car l'amortissement de l'emprunt fait à l'Etat viendrait augmenter la rente jusqu'à extinction de l'un et de l'autre, d'où résulterait une période de misère extrême, peut-être impossible à supporter. Et il demeurerait encore à effacer les conséquences de la crise et de la pauvreté engendrées par l'absentéisme ; pour refaire le pays, il faudrait beaucoup de temps et beaucoup de capitaux qui ne seraient pas attirés comme ils le sont ailleurs, par les ressources naturelles des pays neufs.

L'état actuel du pays est encore extrêmement fâcheux ; les mesures prises ont été absolument insuffisantes. L'hostilité n'a pas diminué entre Irlandais nationalistes et unionistes ; la crise économique persiste et les rentes sont toujours trop élevées, ne rentrent pas et les évictions continuent. Le morcellement persiste, car les parcelles n'ont pas été réunies, et comment le ferait-on, si des familles différentes les occupent toutes ? Il faudrait pour cela restituer au moins à la culture les grands domaines dont les lords ont chassé tous leurs tenanciers.

Pour avoir une idée de ce qu'est encore la crise irlandaise, il faut particulièrement considérer ce qu'on appelle là-bas les « évictions ». Leurs causes sont multiples ; l'élévation de la rente est la principale ; mais, que le lord établisse en principe la rente qu'il veut ; pourquoi exige-t-il qu'on lui donne ce que le sol, pour bien des motifs dont lui-même est responsable, ne peut pas donner ?

Dans la campagne, on remarque que la moitié des maisons est à demi ruinée, comme si le feu y avait passé. Mais les ouvertures sont closes de planches. Ce sont des fermes « évictées » ; les barricades et les dégâts ont pour but de les rendre inhabitables. Au milieu des terres en friche envahies par les chardons, on voit de loin en loin un poste de police en plein champs, occupé par des constables chargés d'empêcher les habitants évic-

tés de rentrer dans les maisons, et de cultiver les terres. Les domaines de lord Kenmare, du marquis de Landsdowne et de M. Herbert de Mukross qui forment le tiers du comté de Kerry sont en cet état, et ceux des moyens et petits propriétaires ne valent guère mieux (1889) (1). La population a émigré au loin, ou est allée augmenter la classe malheureuse des villes. La ligue nationale, avec les fonds que lui fournissent les Irlandais émigrés, entretient un certain nombre de familles dans des baraquements assez confortables élevés sur les terrains des paroisses, les revers des routes ou sur les terres de fermiers qui bravent la malveillance de leur maître. Chacune de ces familles a des fils aux Etats-Unis, au Transvaal, en Australie, et des filles placées à la ville. Ceux qui restent montent la garde à côté de « leur terre » en attendant de la recouvrer, et ils se font gloire, y compris les femmes, de la résistance qu'ils ont opposée quand on les a « évictés » et des mois de prison qu'elle leur a valu. En attendant, ils lisent les journaux nationalistes et regardent leurs champs en friche.

L'éviction elle-même est devenue un spectacle recherché des Anglais, et ne manque pas de pittoresque, malgré le triste état de choses qu'elle révèle. Les évictions se font souvent en masse, par suite d'une décision prise par un landlord. Alors, on mobilise la police et la troupe ; les reporters, les photographes et les curieux accourent sur les lieux. Les assiégés jettent des projectiles de toute sorte, entre autres de l'eau et de l'huile bouillantes, procédés renouvelés du Moyen-âge, et qui contraignent les assiégeants à user de boucliers de bois. Ceux-ci démolisent la maison, arrachent les habitants des décombres, ferment les ouvertures avec des planches et des épines après avoir enlevé le toit pour la rendre inhabitable. Toute la résistance des « évictés », qui leur attire naturellement des démê-

1. M. A. de Bovet, *op. cit.*

lés avec la justice, a un caractère de protestation ; elle proclame leur prétention d'habiter les maisons et de cultiver les terres qu'ils regardent comme leurs. Elle a, en outre, pour conséquence d'entretenir l'agitation et de provoquer, pendant la durée de l'opération, les manifestations d'une foule houleuse que seule la cavalerie prête à charger empêche d'intervenir plus efficacement. Parfois, au bout de quelque temps, on n'ose plus laisser une famille mourir de misère dans un fossé ; alors on admet, en qualité de gardiens, « *caretakers* », les évictés à occuper, avec leurs porcs et leurs canards, une dépendance de la ferme, et à cultiver, jusqu'à nouvel ordre, deux acres de pommes de terre. Il est inutile de dire que ces gardiens n'ont rien à garder, la maison éventrée et sans toit ne contenant rien, et que le propriétaire n'a d'autre but que de satisfaire, par cette combinaison, d'élémentaires sentiments de pitié.

La « *tenancy at will* » n'a pas en Angleterre produit tous ces mauvais effets, à cause de la présence du propriétaire sur ses terres et des liens d'affectionnés entre lui et ses tenanciers. En Angleterre le *tenant at will*, qui doit être averti 6 mois ou 1 an d'avance de son départ (1), est donc en général assez sûr de sa situation et Roscher cite ceux du duc de Northumberland qui ne craignaient même pas d'entreprendre de grandes améliorations. Mais il n'en est pas partout ainsi, même en Angleterre (Thornton), et souvent le tenancier cherche surtout à ne pas immobiliser de capital dans le fonds.

1.-A ce sujet, loi de la 13^e année du règne d'Henri VIII.

XV

Conséquences de l'absentéisme du propriétaire rural sur la population rurale et ses fonctions économiques.

Exemple de l'Irlande.

Des conséquences de l'absentéisme sur les formes de tenure, on peut aisément passer à celles sur l'état de la population rurale. Cette population est un élément de la production agricole ; si, dans l'industrie, l'aptitude de l'ouvrier a pu établir la supériorité d'un pays sur un autre, de même celle du cultivateur dans l'agriculture peut augmenter beaucoup le rendement et diminuer le coût de production. L'ouvrier agricole est souvent son propre contre-maître ; le chef d'exploitation du domaine, c'est en fait très souvent le fermier, le métayer, un paysan ; c'est de ses aptitudes d'ordre, d'économie, de progrès que dépend le rendement. S'il est découragé, s'il n'a aucune perspective de gain, si l'habitude de la misère lui a enlevé le courage, l'espérance, l'esprit d'organisation, a diminué même ses facultés, il sera un bien mauvais directeur d'exploitation. En Irlande, le paysan est dans ce cas ; il ne songe qu'à des revanches politiques et hypothétiques contre le landlord, et il est si habitué à ne pas réussir dans ses affaires qu'il en prend son parti pour l'instant et ne cherche plus qu'à vivre, au besoin de rapines et de charité, sans souci d'une dignité personnelle qui lui semblerait une ironie dans l'état misérable où il est plongé.

Assurément, l'influence du progrès de quelques établissements n'est pas aussi grand en agriculture qu'en industrie. On a dit que le progrès agricole était lent en raison de l'augmentation des salaires : ils ont pourtant proportionnellement augmenté moins que dans l'industrie qui a fait de si grands progrès. Si le progrès agricole est souvent trop lent, cela tient à ce que l'agriculture manque généralement de direction, par suite de l'absentéisme.

L'éducation agricole du paysan est trop négligée. Comme précisément l'exemple de quelques propriétés bien conduites n'a que des conséquences relatives, il faudrait que chaque propriétaire s'intéresse à ses domaines. La concurrence n'est pas, en agriculture, le même grand stimulant que dans les autres branches de la production. Les progrès d'une entreprise sont longs à donner tous leurs résultats ; les entreprises sont innombrables, les monopoles inexistants. Aussi, les progrès réalisés par un agriculteur n'ont-ils pas, comme ceux réalisés par un industriel, la conséquence de supprimer les autres producteurs ou de les amener à un égal degré de progrès.

« Au moyen-âge déjà, l'abandonnement des seigneurs ter-
« riens apparaît comme une des grandes causes du déclin
« de l'organisation communale des villages, » dit Roscher dans son traité d'économie rurale. Ce n'est pas seulement l'organisation communale, c'est l'organisation agricole qui se perd. La propriété paysanne, si elle avait le spectacle de grandes exploitations biens tenues, pourrait peut-être, bien que très lentement, échapper aux critiques qu'on lui a faites si justement. Assurément elle ne saurait s'assimiler tous les procédés de la grande culture ; mais, somme toute, le blé ne croît pas autrement dans un petit champ que dans un grand ; l'association, d'autre part, peut permettre l'achat des machines agricoles, même la mise en commun des fumiers et engrais produits dans la culture.

Enfin, l'ordre, les procédés rationnels sont des exemples toujours utiles ; la destruction de certains préjugés résulte de faits constatés, indiscutables à la longue, qui se produisent dans les exploitations méthodiquement conduites.

Au contraire, l'ignorance jointe à la misère sont des effets de l'absentéisme funestes à la production agricole.

L'agriculture irlandaise, abandonnée à elle-même, a parfois des procédés étonnants. On y voit atteler des bœufs par la queue ! Les Anglais ont accusé la race irlandaise d'être imperfectible, et de n'avoir pas le sens commun ; n'est-ce pas plutôt qu'elle n'a aucun espoir d'améliorer sa condition.

J. St. Mill a dit qu'un *cottier* irlandais n'a rien à espérer de l'économie, de la continence dans le mariage et de l'assiduité au travail, ni rien à redouter du contraire, et Roscher ajoute que pour l'Irlandais, ont disparu « les mobiles de l'homme libre, sans être remplacés par ceux de l'esclave »

On peut se demander aussi où l'Irlandais apprendrait à mieux faire, abandonné qu'il est dans son île, avec ses compatriotes aussi misérables que lui, sans instruction agricole. Il ne peut que conserver les procédés du Moyen-Age.

D'ailleurs, il espère que le bien naîtra de l'excès du mal, tandis que si la situation devenait tolérable sous le régime actuel, ce régime abhorré serait sans doute consolidé au point qu'on n'en pourrait prévoir la chute. Aussi l'absentéisme a-t-il non seulement ruiné l'Irlande, mais encore est-il entretenu farouchement par elle qui ne veut pas de ses maîtres. A côté de l'hostilité que produit la qualité d'étranger du propriétaire absentéiste, il y a donc lieu de tenir compte de celle qui résulte simplement de l'absentéisme ; la population rurale devient haineuse, et la haine est mauvaise conseillère. On ne produit guère avec la haine, et les conditions de la culture antique par esclaves sont ainsi de nouveau réalisées.

En Sicile, l'absentéisme toutefois est imposé aux propriétaires

par l'état d'esprit des populations, non pas parce que leur haine du propriétaire rend le séjour bien dangereux pour celui-ci, mais parce qu'elles sont inféodées à la *Mafia*. La crise agraire provoque bien des troubles, l'agitation socialiste s'est bien répandue dans les campagnes, mais tout cela est relativement peu pour le propriétaire qui, en raison de sa fortune, est d'un excellent rapport pour les « *Mafiosi* ».

Le séjour dans les terres est rendu très périlleux pour les propriétaires par la « *mafia* ». Ils sont exposés à voir des gens venir leur demander quelques milliers de lire de la façon la plus naturelle et avec un air discret. Un simple refus équivaut à un arrêt de mort : celui qui n'a pas voulu céder est généralement trouvé, quelque temps après, tué d'un coup de fusil au tournant d'un chemin. L'assassin, qui a de nombreux complices, est garanti contre l'action de la justice par la terreur qu'exerce la « *mafia* » le point d'honneur (*omertà*) qui empêche tout sicilien d'aider l'autorité par un témoignage, enfin par les affiliés qui occupent les hautes fonctions de l'île. En Irlande, l'auteur d'un crime agraire est surtout protégé par l'attitude passive de la population, qui refuse tout témoignage ; en Sicile, il y a de plus un élément actif et terroriste beaucoup plus puissant, car il est plus nombreux et plus farouche.

Non seulement le propriétaire est en butte à toutes sortes d'exactions, mais il n'a chez lui aucune autorité. C'est la « *mafia* » qui lui choisit ses jardiniers, ses cultivateurs, voire son homme de confiance, bien que cette expression soit ici plutôt dérisoire. Faute de ratifier les choix de la *mafia*, tout va de mal en pis dans le domaine : les récoltes ne croissent pas, les arbres se dessèchent, les fruits tombent avant d'être mûrs, et les maraudeurs enlèvent tout ce qui arrive à point. Comment veut-on qu'en ces conditions, un propriétaire ne fuie pas son domaine ? Sa personne n'y est pas en sécurité, et il n'y jouit d'aucune liberté, il ne peut s'intéresser à une propriété qu'il ne dirige

pas effectivement, qui est ou dévastée ou exploitée par d'autres ; le petit nombre de ceux qui, sans doute parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, demeurent à la campagne, doit se résigner à payer des redevances aux *mafiosi*, à n'employer que des *mafiosi* ou de leurs amis et à se contenter de ce qu'on veut bien lui laisser. Aussi, la presque totalité des propriétaires vit à la ville, dans une sécurité relative, et abandonne à des intermédiaires l'exploitation des terres. Le plus souvent, le propriétaire est totalement inconnu au lieu où se trouvent ses terres. Il faut convenir que si l'absentéisme nuit à l'éducation de la population rurale, le manque d'éducation d'une partie de celle-ci peut le provoquer en retour.

En Sicile, nous retrouvons en outre, comme en Irlande, comme aussi en Hongrie, l'agitation agraire.

Les *fasci* comptent plus de 300.000 adhérents en Sicile. Les paysans, « *contadini* », espèrent en y adhérant améliorer leur condition. Les débouchés insuffisants, l'immensité des propriétés négligées par les propriétaires qui se contentent de maigres revenus, ont pour conséquence l'extrême pauvreté des classes rurales pour qui, non seulement le travail est fort peu rémunérateur, mais souvent introuvable.

Les *fasci* ont des réunions bruyantes où les colères se développent et mûrissent ; ils imaginent parfois des manifestations ingénieuses et assez naïves en même temps, telles que d'aller en grand nombre manger sur les trottoirs des voies luxueuses de Palerme la misérable nourriture du peuple sicilien, le fenouil sauvage cuit à l'eau (1). Ces « *fasci dei lavoratori* » toutefois, s'ils sont en partie une des conséquences de l'abandon où les propriétaires laissent les paysans, ne sont pas une cause d'absentéisme comme la *mafia* ; ils sont aussi plus honorables.

Après le manque d'éducation agricole de la population

1. Gaston Vuillier. *La Sicile*.

rurale, on peut citer comme conséquence de l'absentéisme le manque d'emploi dont souffre cette population. Nous ne voulons pas ici parler des conséquences de l'absentéisme de la consommation, lesquelles ne varient guère, que ce soient les propriétaires ou les rentiers, par exemple, qui soient absentéistes, mais des conséquences particulières de l'absentéisme des propriétaires fonciers sur le manque d'emploi de la population par suite du marasme de l'agriculture et de celui consécutif des autres branches de la production. Une agriculture intelligemment et intensivement dirigée peut occuper une énorme population ; la Chine nous montre qu'à défaut de notions scientifiques, la culture livrée à des paysans encouragés par la perspective de garder pour eux tout le gain, et assurée de débouchés par le nombre même de la population, peut entretenir une population extrêmement dense ; à Java, dans la province de Sourabaya, il y a 539 habitants par kilomètre carré ; en Belgique le Brabant en compte 346, mais il faut tenir compte de la population non agricole. Ce serait le remède pour l'Irlande que l'introduction de la culture aussi intensive que possible, bien plus que les réformes déjà entreprises. Mais c'est un remède incompatible avec l'absentéisme et aussi malheureusement avec l'absence de tout élément directeur et capitaliste.

Si la disparition de la rente améliorerait subitement la situation, il manquerait encore au cultivateur irlandais l'esprit d'ordre et d'économie qui a disparu complètement chez lui, et peut-être, si misérable qu'il ait été, ne vivrait-il pas avec le peu qui suffit aux populations d'Extrême-Orient. Aussi le salut ne pourra-t-il lui venir sans une agriculture éclairée et rationnelle : on peut se demander qui l'importera en Irlande, où l'absentéisme a contribué à faire du propriétaire l'ennemi à expulser et où il ne resterait plus, après cette expulsion, que des fermiers minuscules sans instruction ni capitaux, endettés encore par l'indemnité à payer aux expulsés.

Il est donc difficile de prévoir comment la population irlandaise trouvera à s'employer mieux qu'elle le fait à présent. L'industrie agricole devra, pour lui offrir des emplois, avant tout faire de grands progrès. Autrement il y aura toujours, si réduites que soient la population et la natalité, trop d'hommes pour la terre. Le remède au morcellement ne pourrait être que la culture intensive : alors le champ nourrirait la famille qui aujourd'hui y meurt de faim.

Enfin, avec des capitaux, on peut faire des assèchements, des défoncements, des défrichements. Des espaces incultes peuvent être livrés à la culture, des terres épuisées peuvent être restaurées. Non seulement la terre produirait plus, mais sa surface même pourrait ainsi être augmentée, et la crise agraire par là atténuée.

Si la population irlandaise possédait quelque argent, elle pourrait fournir des débouchés aux industries locales ; aujourd'hui, faute de production agricole, la consommation est absente, l'industrie à peu près inexistante. L'industrie d'exportation manque d'initiatives et de capitaux : la population, outre qu'elle tient essentiellement à cultiver la terre, ne trouve d'autre emploi nulle part.

L'absentéisme du propriétaire foncier agit donc au détriment de la population rurale en diminuant la production agricole et par suite en arrêtant le développement des autres branches de la production qui ne trouvent pas de débouchés locaux ni de débouchés lointains. Il n'y a dans le pays ni classe supérieure, — ce seraient les propriétaires absentéistes, — ni classe moyenne. En effet, la classe moyenne se recrute surtout parmi les fermiers, les commerçants des campagnes qui ont gagné quelque argent. Or, il n'y en a pas à gagner en Irlande, même dans les boutiques des villes, où l'on ne trouve ni assortiment, ni vente, et où le marchand paraît surpris de voir parfois un acheteur. Les transactions sont presque nulles.

Les initiatives manquent donc : il n'y en a que de rares exemples dûs à des étrangers.

D'autre part, chacun, produisant peu, consomme ce qu'il produit. Il s'ensuit que le commerce des produits agricoles, que celui des denrées alimentaires à usage local, celui des aubergistes, est pour ainsi dire inexistant. C'est encore une cause de l'absence de classe moyenne : il n'y a vraiment pas d'occasions de s'élever pour le paysan, de devenir un producteur ni un consommateur important.

Au défaut d'aptitudes, augmenté par le manque d'emploi, l'absentéisme joint encore la dépopulation, et le manque d'emploi qu'il provoque peut être tel que cette dépopulation n'en soit pas un remède. C'est ce que nous voyons en Irlande.

Il faut tout de suite écarter l'opinion qui porterait à croire que l'absentéisme, en rendant la population pauvre, en augmente le nombre. Il est certain que la natalité est généralement plus élevée dans les pays pauvres que dans les pays riches. Mais la misère extrême provoque l'émigration, et comme l'émigration fait perdre au pays surtout les éléments jeunes et féconds, il s'ensuit une telle décroissance de la natalité qu'en Irlande, où l'on ne saurait accuser la population de prévoyance excessive ni de calculs relatifs aux héritages, elle est tombée très bas, jusqu'à être moindre que la natalité française. Aujourd'hui, on dit : « *Ireland, lands without hands and hands without lands* ». La population est devenue clairsemée, et elle est encore trop abondante, surtout dans certains districts dits « *districts congestionnés* ».

La paroisse de Gweedore (Donegal) a une superficie de 63.000 acres et est divisée en 1777 tenanciers. Elle compte 9.636 habitants, répartis dans des fermes de 5 à 10 acres, où le taux moyen de la rente est de 5 francs l'hectare. Il n'y a qu'une partie du sol qui soit défrichée, et pour chaque acre de ce sol la moyenne de la population est de 0,33.

Il n'y a dans la paroisse que huit électeurs municipaux, payant le cens exigé de douze livres sterling, et cinq d'entre eux sont anglais. Tout le littoral occidental de ce comté, districts de Ross, Gweebarra, Cloghaneely, Glencolumbkil, environ 1.000 milles carrés, est habité par 100.000 habitants vivant dans la plus extrême misère. Il n'y a point de voies ferrées, ni de lignes télégraphiques. (1889). En 1883, année de famine, la charité publique y entretenait 16.000 personnes. (1)

Le Connaught est la région la plus surpeuplée de l'Irlande; la misère qui est généralement reconnue comme une cause d'accroissement de la population, n'est pas la seule toutefois.

Cromwell, en 1654, fit «transplanter l'Irlandaille» au-delà du Shannon pour dégager les nouveaux domaines des Anglais. Les contrées dépeuplées sont un peu moins misérables.

Ces exemples expliquent qu'on ait cru pouvoir attribuer les malheurs de l'Irlande à la surpopulation; mais l'émigration est venue apporter son remède à cette surpopulation, qui n'était un mal que par suite du départ incessant de la richesse de l'Irlande vers l'étranger. L'Irlandais n'a de richesse ni pour consommer ni pour produire. Aujourd'hui, quoi qu'il paraisse, l'Irlande est dépeuplée à un point qui pourra s'il atténue provisoirement la crise dont elle souffre, en compromettre le relèvement. L'Irlande n'est victime aujourd'hui que d'une surpopulation très relative.

A part ces dernières années, elle a eu un taux de natalité inférieur à celui de la France, tandis que celui de l'Angleterre demeurerait assez élevé. Si l'on considère que le taux annuel

(1) M. A. de Bovet, *op. cit.*

Chiffres donnés par M. Chevalier. E. pol. T. II.

« En 1849, le nombre des personnes qui en Irlande recevaient des secours de la charité publique, était de 620.747. En 1851, il était encore de 209.187. En 1856 il est tombé à 73.088 et en 1857 à 56.094.

atteint en certains pays plus de 50 par mille habitants, et que nulle part il ne descend aussi bas qu'en France et en Irlande si ce n'est dans l'Est des Etats-Unis, on ne peut s'empêcher de remarquer la toute particulière situation de l'Irlande : en effet, c'est un pays très misérable, alors qu'au contraire la France et l'Est des Etats-Unis sont des pays riches. Les causes de l'abaissement du taux de la natalité ne sauraient donc être les mêmes. En France et aux Etats-Unis la faible natalité provient de l'esprit de calcul, du goût du bien-être, de l'état avancé de la civilisation ; en Irlande son état arriéré devrait produire de tout autres résultats ; elle les produit en effet, mais ceux de l'émigration les dépassent, de sorte que ces deux conséquences de l'absentéisme, l'état arriéré et misérable de la population et l'émigration, c'est la dernière qui détermine finalement le mouvement de la population. Il reste à savoir ce qu'on doit penser du résultat final de l'absentéisme.

Quelques chiffres peuvent montrer qu'en Irlande, pays jadis essentiellement prolifique et, disait-on, imprévoyant, si l'imprévoyance n'a pas disparu, la race a été atteinte dans sa vitalité et sa prolificité par l'émigration. Le taux des naissances par 1.000 habitants y est passé de 24,4 (1880-1882) à 22,7 (1889-1892), tandis qu'en Angleterre il est descendu dans le même laps de temps de 34 à 34,8 et en France de 24,9 à 22,5 (1). Cette décroissance du taux correspond aux grandes émigrations irlandaises qui ont eu lieu depuis 1850. Il est probable que l'émigration italienne qui a pris une si grande extension après 1880 produira dans les régions agricoles misérables un abaissement du taux de la natalité.

On peut, finalement, estimer que les conséquences de l'absentéisme qui se manifestent par l'émigration et la dépopulation sont mauvaises. Les émigrés, dans ces conditions, ne portent

1. Bodio. *Movimento della popolazione*. Rome, 1894.

pas, comme s'ils étaient aisés, le goût des produits de leur pays d'origine dans leur pays d'adoption ; il n'en résulte pas de mouvement économique favorable à ce pays délaissé. Il n'en résulte qu'un soulagement momentané de la population non émigrée, au risque de compromettre l'avenir et le relèvement du pays. Les émigrés eux-mêmes sont loin de réussir toujours ; les Italiens ont été très misérables en Amérique ; il est vrai que les Irlandais ont réussi assez pour pouvoir envoyer des secours dans leur ancien pays et même essayer d'agir sur ses destinées par leur influence politique. Il n'en est pas moins vrai que lorsque la dépopulation a été profonde, il faudra qu'elle soit réparée pour permettre au pays de retrouver ou d'acquérir une vie économique active (1).

1. En 1852, 368,764 départs d'émigrants furent constatés dans les Iles Britanniques, dont l'immense majorité était irlandaise. C'est ce que l'on a appelé bibliquement l'exode des Irlandais. L'émigration italienne n'a pas encore atteint son maximum ; de 1898 à 1899, elle a atteint le chiffre de 78.000 individus allant aux Etats-Unis ; on estime à 2 millions les Italiens immigrés au Brésil et en Argentine : ils constitueront certainement un élément important de la population future de l'Amérique du Sud. L'Allemagne voit décroître l'émigration, car l'industrie s'y développe et l'agriculture n'y souffre pas de l'absentéisme ni de la crise agricole générale autant qu'en Italie, surtout dans la partie occidentale. Quant à l'Irlande, nous avons vu qu'elle est déjà dépeuplée. La cause principale de ces départs de travailleurs réside dans l'abaissement des salaires. « Le bon marché, en tant qu'il aurait cette origine spéciale, l'excès de la « population par rapport aux moyens de travail, n'est pas non plus celui « dont il conviendrait de s'applaudir... Pour s'y soustraire, on a un moyen « qui se présente naturellement à l'esprit, je veux parler de l'émigration », a dit M. Chevalier dans le tome II de son traité d'*Economie politique*, en parlant du bon marché général des produits et des travaux en Irlande. Or, ce bon marché des salaires est dû pour une très grande part à l'absentéisme, non-seulement en Irlande, mais partout où l'agriculture est négligée par les propriétaires. Si en certains pays l'émigration ne se produit pas dans les mêmes circonstances, c'est que la population n'a pas encore pris

Faut-il confondre les effets de la grande propriété avec ceux de l'absentéisme, lorsqu'on examine la question de la dépopulation ? On a dit que la petite propriété favorise l'accroissement de la population. Arthur Young a soutenu que la petite propriété, plus répandue en France qu'en Angleterre, y était une cause d'accroissement plus considérable de la population. Que reste-t-il aujourd'hui de cette proposition ? La petite propriété rend certainement le cultivateur plus calculateur, et il fait entrer dans ses calculs les conséquences de la législation successorale ; par là elle peut avoir une influence sur la natalité, mais surtout, semble-t-il, pour la réduire. Si le paysan n'est pas fixé au sol, il n'entre pas dans ces considérations : lorsque la famille est trop nombreuse, elle se divise, et chaque groupe va prendre une ferme en une métairie particulière. La grande propriété n'est certes pas, *a priori*, une cause de dépopulation. C'est l'absentéisme qui a fait d'elle, qu'il accompagne le plus souvent, qu'il répand parfois et dont il procède généralement, une cause de dépopulation par le mauvais état de l'agriculture, l'abandon et la pauvreté de la population, le manque d'emploi et de ressources locales, quand ce n'est pas l'« éviction », le dépeuplement systématique comme en Ecosse. Si les effets de la grande propriété ne sont pas inévitablement en cette matière ceux de l'absentéisme, en fait ils le sont presque

cette décision de s'expatrier, que les agents d'émigration ne viennent pas y recruter leurs clients ou n'ont pas réussi à en trouver, enfin que le courant n'est pas établi. L'autorité peut refuser les passeports ; l'influence et l'intérêt plus ou moins bien compris des classes dirigeantes joints à un attachement traditionnel au sol natal peuvent prévenir ou enrayer le mouvement et condamner la population à la misère.

Enfin, comme Malthus dans *l'Essai sur le Principe de la population*, T. II, liv. III, ch. IV, l'a fait remarquer et comme c'est d'ailleurs assez évident, l'émigration ne peut être qu'un expédient, une ressource momentanée.

toujours plus ou moins, car l'absentéisme l'accompagne toujours plus ou moins, surtout s'il s'agit de la très grande propriété.

Ce n'est pas une des moindres conséquences de l'absentéisme que ce départ de la population consécutif au départ de la richesse.

En ce qui concerne particulièrement l'Irlande, il est évident qu'elle allait à une impasse : d'une part, comme il est naturel, la population augmentait, de l'autre les richesses étaient prélevées systématiquement par quantités qui ne diminuaient point, de sorte que la population nouvelle ne trouvait ni à subsister ni n'avait le moyen de produire, car on ne produit pas sans capital. C'étaient forcément la famine et la ruine.

La rareté de la population rurale est ensuite de nature à provoquer l'absentéisme en rendant inévitables la culture extensive et la formation des grandes propriétés.

Il semble aussi que l'abondance excessive de la population soit une cause d'absentéisme, lorsque elle coïncide avec la grande ou tout au moins la moyenne propriété. Alors les propriétaires voient les terres très demandées et ils en retirent sans avoir autrement à s'en occuper, un revenu élevé. Lorsque la contrée est peuplée suffisamment, ou même beaucoup, si la propriété est divisée, des circonstances sont les moins favorables à l'absentéisme les propriétaires fonciers.

Enfin, il y a une dernière conséquence de cet absentéisme à l'égard de la population dont nous avons vu déjà la diminution d'aptitude et de nombre, c'est la pauvreté. (1) Elle résulte de

1. Elle se nourrit principalement en Irlande de pommes de terre, de bouillie d'avoine (*stirabout*), et de harengs salés. Le poisson toutefois n'est ni pêché ni consommé en Irlande dans les proportions où il devrait l'être dans une île. La pêche est rudimentaire ; il existe peu de barques, et elles sont mal grées. Il n'y a pas d'entreprises disposant de capitaux ni de bateaux de pêche à vapeur. Il n'est pas exagéré de dire qu'en Irlande le capital fasse défaut jusque sous ses formes les plus infimes : Tel irait bien

l'absentéisme du capital que les propriétaires emploient ailleurs, ou de la richesse qu'ils emploient en consommations lointaines, au lieu que s'ils résidaient, ils l'emploieraient dans la production locale à leur propre bénéfice et à celui du pays.

Les propriétaires anglo-saxons d'Irlande ont dépensé tout le produit de leurs biens fonciers en Angleterre ou à l'étranger et même, à leurs passages en Irlande, n'ont-ils jamais consommé des marchandises irlandaises. Aussi ni l'industrie ni le commerce n'ont pu s'y développer, puisque la population, misérable, n'avait point de facultés d'achat, vivait des maigres ressources du sol, et que ceux-là à qui allait le produit de la terre d'Erin l'empêchaient constamment de revenir à sa source. Les nobles et les ecclésiastiques anglais, devenus brusquement les landlords de l'Irlande, n'ont donc en aucune façon contribué au développement économique de l'île. La classe des paysans irlandais n'a pas pu diriger un certain nombre d'individus vers l'industrie ou le commerce, ce qui aurait diminué la concurrence pour les locations et diminué l'exiguïté stérilisante des parcelles. Ceux qui eussent conservé des parcelles tout en trouvant ailleurs un salaire ou des bénéfices, auraient en tous cas joui d'une bonne situation personnelle et fait profiter ceux qui les entouraient de leur bien-être.

Enfin il y aurait eu lieu à des transactions ; il y aurait eu une circulaire de numéraire et peut-être eût-il été plus difficile aux employeurs de faire accepter par les ouvriers agricoles, une rémunération dérisoire, sous forme de terre à cultiver, ce qui ne contribue qu'à aggraver la situation en rendant la terre encore un peu plus rare. Ni la suppression des douanes entre

essayer de placer comme domestique, mais pour se présenter il lui serait indispensable de porter une paire de souliers : ce serait pour lui un véritable capital, mais la possession de ce capital est un rêve, car nous sommes en Irlande.

l'Angleterre et l'Irlande, ni le blocus continental, n'ont amélioré la situation de l'île : c'est qu'il y a des causes profondes au malaise, et que, d'ailleurs, l'exportation abondante des produits irlandais qui ne pourrait qu'à la longue amener des importations en retour, le développement des échanges et peut-être un mouvement des capitaux vers l'Irlande, a eu chaque fois une conséquence immédiate désastreuse : une recherche plus grande de la terre par le paysan, séduit par une petite facilité d'écoulement des produits insuffisante pour rétablir sa situation obérée. Pour que l'Irlande profitât de semblables circonstances, il aurait fallu que l'absentéisme cessât, que les propriétaires fixassent des capitaux dans leurs propriétés, eu prêtassent à l'exploitation, et enfin rendissent à l'île une partie de ce qui en sort, faute de quoi l'augmentation de leurs revenus n'a en rien profité à l'Irlande, pas même par l'élévation de la rémunération du travail agricole, avilie par une recrudescence de la recherche de la terre par le paysan.

Cette pauvreté de la population rurale arrête à la fois la production locale et la consommation. Les besoins se simplifient, la paresse devient une habitude. Comme exemple de l'influence de l'absence de la richesse productive sur la consommation, on peut citer la manière de vivre de la plus grande partie du peuple irlandais. Ce n'est pas parce que les lords dépenseraient en Irlande les sommes considérables absorbées par leur existence fastueuse, que la situation de la population changerait beaucoup : il faudrait surtout qu'ils laissent dans le pays des capitaux propres à développer la production et par suite à donner un travail rémunérateur aux Irlandais. Aujourd'hui, tout ce qui leur reste est consommé, sans que leurs besoins soient près d'être satisfaits, surtout si l'on considère comme économiquement néfastes des conditions d'existence auxquelles ils paraissent se résigner. En résumé, l'absentéisme du capital provoque celui de la consommation, celui-ci

provoque la pauvreté, ou plutôt la constitue, et il en résulte la dégradation de l'élément « travail » de la production. L'absentéisme du propriétaire foncier est l'origine de cette série de phénomènes, qui n'a qu'une tendance trop évidente à former ce qu'on nomme un cercle vicieux.

La hausse des salaires agricoles, abstraction faite de la diminution de valeur de la monnaie, est destinée à avoir un effet destructif d'absentéisme, car elle oblige l'exploitation à être plus rémunératrice (1). Si elle ne gêne pas les exploitations bien menées, elle gêne beaucoup celles qui le sont mal ; toutes les exploitations d'une même région, en effet, sont simultanément atteintes par la hausse des salaires pour lesquels il y a un véritable cours, et les attraites illusoires des hauts salaires de la ville peuvent réduire à peu de chose la résistance des chefs d'exploitations agricoles. Pour que l'exploitation soit assez rémunératrice pour permettre à son chef de payer de hauts salaires, il faut qu'il la dirige ou la surveille de son mieux.

1. Arthur Young estimait le prix moyen de la journée de travail agricole à dix-neuf sols. Au milieu du siècle, cette moyenne était environ de 1 fr.50.

XVI

L'absentéisme du propriétaire rural et la législation.

*Protectionnisme. — Régime fiscal. — Droit des personnes.
Régime féodal anglais. — Régime hypothécaire.*

L'absentéisme du propriétaire foncier a des rapports nombreux avec la législation : mais dans ces rapports la législation est soit une cause, soit un remède.

Parmi les dispositions législatives qui peuvent avoir des rapports avec l'absentéisme, celles qui ont un but fiscal ou se traduisent par des mesures fiscales présentent un certain intérêt. Celles qui constituent le système de protection des produits agricoles sont-elles, en général, favorables ou défavorables à l'absentéisme ? En un sens, on peut affirmer qu'elles peuvent lui être favorables, et qu'elles en ont été non seulement la cause, mais la conséquence. La législation anglaise contre l'importation des blés était certainement destinée à assurer aux lords anglais, indépendamment de tout soin de leurs terres, de toute mise de capitaux dans l'agriculture, enfin concurremment avec tout l'absentéisme irlandais, de gros revenus dûs au prix élevé des blés indigènes.

C'est bien un cas de conséquence économique de l'absentéisme se manifestant par la législation protectionniste. En sens contraire, on peut dire qu'en rendant l'agriculture plus rémunératrice tant pour les capitaux que pour les agriculteurs, cette législation peut attirer les propriétaires vers leurs terres, et

il y a certainement du vrai là aussi, car nous savons que sans la présence du propriétaire, les capitaux placés dans les terres seront bien risqués, ou que, s'ils y sont placés et surveillés par autrui, le propriétaire sera fatalement évincé. L'effet de la législation protectionniste est donc variable, et cela dépend essentiellement, au point de vue absentéisme, de la nature de l'absentéisme lui-même, et de la culture des terres qu'il affecte. Si ces terres sont livrées à une culture routinière, si le propriétaire absentéiste en retire ce revenu minimum que l'agriculture donne aisément, sans soins ni capitaux, la législation protectrice peut augmenter ses revenus et favoriser l'absentéisme. Si au contraire la culture est déjà plus intensive, si le propriétaire encore absentéiste n'en retire pas les revenus qu'il souhaiterait et dont il entrevoit la possibilité, cette législation, en protégeant l'industrie agricole qui a beaucoup de difficultés, passé un certain rendement, à donner davantage et à bon compte, ne peut que tendre à détruire l'absentéisme ; elle appelle les capitaux là où une bonne rémunération s'offre à eux, et cette rémunération exige la présence du propriétaire, ou au moins une surveillance suffisante.

Selon que la culture moyenne sera plus ou moins avancée, la production moyenne plus ou moins abondante, les effets de la législation protectionniste pourraient changer du tout au tout, mais il est certain qu'il y aura toujours certains propriétaires qu'elle avantagera bénévolement, surtout les très grands propriétaires. Lorsque la propriété est divisée, l'abondance de la production développée par la protection profite à tous les propriétaires qui cultivent pour vendre, et à ceux particulièrement qui s'occupent de leurs terres et ont besoin de s'en occuper. Il faudrait donc tenir compte aussi de la nature de la propriété avant de prendre parti en cette question. Enfin, la thèse de la protection demeure à discuter en dehors des conséquences qu'elle peut avoir sur l'absentéisme des proprié-

taires fonciers, avec sa faiblesse si l'on considère les phénomènes économiques d'un point de vue général et définitif, et sa valeur à un point de vue plus particulier et transitoire.

L'impôt proprement dit peut aussi être une cause, une conséquence ou un remède de l'absentéisme. Il peut être une cause, s'il est un impôt foncier excessif. Quoi qu'il soit bien difficile de déterminer l'incidence finale d'un système d'impôts, on ne conteste généralement pas que la terre, en France notamment, supporte des charges fiscales remarquablement lourdes. Est-ce une cause, est-ce une conséquence de l'absentéisme, cette conséquence aggrave-t-elle l'absentéisme ou y remédie-t-elle ? On peut dire qu'en frappant la culture d'une façon excessive, l'impôt décourage les propriétaires d'y apporter leurs soins et leurs capitaux, et il semble, en effet, que pour favoriser une industrie, on n'a jamais songé à la taxer, mais à la détaxer. Ce n'est que bien exceptionnellement qu'une élévation d'impôts a pu obliger les industriels à améliorer leurs conditions de production. Si cela s'est vu dans la fabrication des sucres en France, dans la distillerie dans le Royaume-Uni, c'est que ces industries pouvaient faire mieux aisément. Pourquoi l'agriculture serait-elle d'autant plus prospère qu'elle payerait plus d'impôts, à l'inverse des autres industries ?

C'est, dira-t-on, que c'est une industrie nécessaire, qui ne peut pas ne pas exister, que la terre trouve toujours preneur, que par suite, elle sera cultivée quand même, et que pour payer l'impôt elle devra s'ingénier à produire davantage. Ces restes d'idées physiocratiques ne peuvent résister à un examen sérieux. La culture peut très bien se décourager, cesser de produire : il est des pays où le fisc a saisi et fait vendre, quand il trouvait acquéreur, des dizaines de milliers de domaines, pour faute de paiement d'impôts : n'est-ce pas une situation de la dernière gravité, propre à n'avoir d'issue que dans l'accaparement

des terres par de très grands propriétaires non agriculteurs et absentéistes ? Enfin, sans arriver à ce point, la culture peut se lasser de voir une part trop grande du revenu prélevée par l'Etat, ne produire que juste assez pour l'entretien de la main-d'œuvre et le paiement de l'impôt, et abandonner complètement tout espoir de progrès, tandis que le pays devra acheter à l'étranger les produits agricoles nécessaires à son industrie, et ce qui est encore parfois plus grave, à sa subsistance ? En tout cas, comme les produits obtenus en cas de rendement facile, sont très coûteux à produire, l'impôt, s'il s'élève avec la production et demeure proportionnel à la quantité produite, arrêtera les progrès de l'agriculture et encouragera l'absentéisme qui n'a de véritables raisons de prendre fin qu'avec le développement de la culture intensive.

L'impôt proportionnel à l'étendue, non au rapport, tel qu'il existe en Chine, paraît-il, ne favorise pas l'absentéisme : tout le bénéfice obtenu par une culture faite avec un travail et un capital abondants reste à l'agriculteur, au lieu qu'avec les impôts proportionnels au revenu, plus on met de capital dans le sol, plus on paye d'impôts.

En sens inverse, l'élévation de l'impôt peut-elle contraindre le propriétaire absentéiste à faire rapporter plus à sa terre, et par là, à cesser d'être absentéiste ? Croit-on qu'un propriétaire ira travailler à la campagne pour le compte de l'Etat ? On ne saurait parvenir qu'à lui faire vendre ses terres : qui les achètera ? Le paysan, en eût-il envie, n'aura pas les fonds nécessaires : ce sera un homme riche qui les payera à un prix assez bas pour que le rendement, impôt déduit, lui paraisse suffisant ; une grande partie de l'impôt retombera sur le cultivateur ; l'autre n'aura abouti qu'à éloigner de la propriété les moyens propriétaires qui ont un besoin pressant de leurs revenus, et à constituer pour certaines personnes très absentéis-

tes, un placement à intérêt faible, mais encore plus sûr que les valeurs industrielles.

Henry George, par son système d'impôts, supprime assurément l'absentéisme des propriétaires, mais il supprime finalement aussi les propriétaires. L'impôt foncier deviendrait l'impôt unique et devrait parvenir à égaler le montant en rendement de la terre : alors le sol ne serait plus approprié, il serait nationalisé. Nul ne pourrait prétendre en percevoir la rente ni même en retirer d'autre gain que le prix de son travail. Le propriétaire cultivateur serait le tenancier de l'Etat. Ce système a tout au moins l'avantage d'être radical bien que destiné à ne produire tout son effet qu'après de longues années d'application, si l'élévation de l'impôt foncier rural se faisait avec une sage lenteur.

Nous ne pensons pas que l'impôt foncier rural puisse être par son élévation un remède à l'absentéisme ; il en sera bien plutôt une cause. Cette élévation peut-elle être une conséquence de l'absentéisme ? Si l'opinion est que c'est le propriétaire qui paye cet impôt foncier, si, d'autre part, par son absentéisme, il contribue à se faire regarder comme un rentier pur et simple, il est certain qu'il y aura tendance à élever l'impôt. Si le propriétaire veut se défendre aisément sur ce terrain il doit certainement éviter d'être absentéiste. Il se peut que les rentiers soient encore bien plus absentéistes, mais eux ne sont pas faciles à taxer, et leurs avantages paraissent moins exorbitants parce qu'ils sont moins visibles.

Il est, par exemple, une influence non douteuse de l'impôt sur l'absentéisme ; c'est lorsque l'impôt est organisé pour atteindre particulièrement les absentéistes (1) ; alors il rentre dans la même catégorie de mesures fiscales que les détaxes

1. Une loi anglaise de 1295 avait infligé un impôt spécial aux lords d'Irlande qui venaient vivre en Angleterre : déjà l'absentéisme avait des effets assez graves pour inquiéter le souverain anglais.

ou primes accordées aux procédés industriels perfectionnés et qu'on veut voir se répandre. Taxer les absentéistes, c'est détaxer relativement les résidants. La loi roumaine de 1885 élève l'impôt foncier au détriment des propriétaires qui vivent à l'étranger ; mais, ce faisant, elle cherche plus à retenir la richesse produite que la richesse productive, car ces propriétaires peuvent dépenser leurs revenus dans une ville roumaine. Il y a alors une autre disposition qui applique une augmentation d'impôts à ceux qui ne dirigent pas eux-mêmes la culture de leurs terres : pour l'éviter, ils devront fournir du travail et fourniront certainement des capitaux à l'agriculture.

On pourrait imaginer bien des dispositions législatives atteignant l'absentéisme par des moyens fiscaux : le point toutefois le plus délicat serait de déterminer cet absentéisme à frapper, car il faudrait tenir compte, pour le définir, non point tant des absences du propriétaire que de sa négligence, du manque d'améliorations et de l'affermage à des intermédiaires.

La législation relative à l'état des personnes et aux successions peut avoir une très grande influence sur le développement de l'absentéisme.

Celle qui exclut les étrangers de la possession des immeubles ruraux a aussi une importance à ce point de vue. L'inaliénabilité de certains immeubles peut en éloigner le propriétaire, ou les empêcher de passer aux mains de ceux qui les habiteraient. Le régime dotal peut avoir des conséquences analogues.

La législation peut encore provoquer l'absentéisme lorsque, comme la loi française, elle impose certains emplois en immeubles ; elle assimile nettement la possession d'immeubles agricoles à celle de maisons de ville ou de rentes sur l'Etat, et en fait les emplois auront généralement pour conséquence l'absentéisme : les particuliers n'y verront pas autre chose parce que le Code y voit, et en outre le caractère forcé de l'emploi ni les circonstances où les emplois se font, ne sont favorables à la direction

de la culture par le propriétaire. On peut citer en sens inverse l'usucapion, la prescription acquisitive comme des mesures légales tendant à la suppression de cas d'absentéisme, car c'est au détriment de ceux qui ignorent ou négligent leurs biens qu'elles produisent leurs effets et en faveur de ceux qui s'en occupent et les occupent.

Mais c'est la législation des successions qui peut le plus provoquer ou diminuer l'absentéisme ; elle détermine l'étendue des propriétés, soit en évitant les partages, surtout le partage égal, soit en imposant l'inaliénabilité. Enfin elle peut agir sur l'absentéisme, en maintenant la propriété dans certaines familles. Ces buts et ces effets divers sont atteints, grâce au partage inégal, au droit de primogéniture, aux substitutions et aux majorats.

On peut aussi imaginer une législation non successorale interdisant les aliénations, telle celle du homestead.

Parmi les mesures successorales qui déterminent l'étendue des propriétés sont le partage égal et le partage inégal. Quelles en sont les conséquences sur l'absentéisme ? Les uns ont soutenu que le partage égal aboutissait fatalement au morcellement, à la décadence de la culture, à la pauvreté des individus, à la vente des biens, et par suite, à la constitution de grandes propriétés sur les ruines des petites ; ce partage égal serait désastreux si l'on considère la petite propriété, mauvais si l'on considère la moyenne, favorable si l'on considère la grande. Il est toutefois difficile d'admettre que si d'une part, il peut favoriser la constitution de grandes propriétés par les prêteurs au détriment des propriétaires rendus insolvables, de l'autre il ne saurait que diviser les grandes propriétés en moyennes, et les très grandes en grandes. Pour que ces effets d'apparence contradictoire puissent se produire simultanément, il faut qu'en même temps le partage égal s'applique aux petites et moyennes propriétés et l'inégal aux grandes.

Alors, on ne saurait accuser le partage égal du maintien de la grande et de la très grande propriété. Les exemples, d'ailleurs, de la coexistence de deux régimes successoraux ne sont pas rares : on peut même dire que la règle, sous le régime féodal, était cette coexistence. En Irlande, le partage égal est demeuré la règle pour la population indigène ; les lords ont apporté le droit des tenures nobles, des substitutions, de l'« *entail* », destiné à maintenir la grande propriété. Les chefs irlandais avaient déjà établi le système de la « *thanistry* » qui présentait des avantages analogues aux familles irlandaises puissantes.

La *common law* anglaise qui, sans avoir à cet égard des effets aussi puissants que l'*entail*, comporte néanmoins la primogéniture, ne fut introduite en Irlande que par Jacques I^{er} en 1603 et fut retirée en 1704 par la reine Anne. La loi irlandaise des Brehons fut rétablie pour les catholiques, c'est-à-dire pour les Irlandais proprement dits. Cette loi, sous sa forme primitive, partageait les biens entre les membres mâles du « *sept* » proportionnellement à leur nombre et à leur âge ; sous sa forme nouvelle, elle comporta le partage égal entre tous les fils.

Le partage égal paraît défavorable surtout à la conservation d'un bien dans les familles pauvres ; la petite propriété divisée n'est plus rien : pour lui garder quelque valeur, si un des copartageants ne peut payer la soulte nécessaire, elle doit être vendue et risque d'être achetée par un individu riche qui groupe des terres acquises à bon compte. A un moindre degré, les inconvénients sont les mêmes pour la moyenne propriété, mais là, les copartageants ont plus souvent les capitaux suffisants pour éviter la division, sinon de la propriété, au moins des exploitations, et la loi favorise généralement, comme en France l'article 832 du Code civil, cette façon de procéder.

Toutes les mesures qui maintiendront la petite propriété sont des empêchements à la généralisation de l'absentéisme. Il faut

citer ici l'institution du *homestead* et le régime du *hoferolle* en Hanovre (1).

D'autres systèmes légaux ont en vue à la fois le partage inégal, l'inaliénabilité et la détermination des propriétaires futurs. Le partage inégal et l'inaliénabilité garantissent l'étendue de la propriété en excluant la division, l'inaliénabilité et la détermination des propriétaires futurs, garantissent la conservation des biens dans les familles. Ces résultats, étendue de la propriété, maintien dans la famille, ont eux-mêmes une grande influence sur l'absentéisme. Ces systèmes sont en outre, aristocratiques, non seulement en ce qu'ils favorisent la constitution, l'épanouissement des aristocraties, voire constituent pour elles un moyen de se survivre tant bien que mal, mais encore en ce qu'ils leur sont réservés et ne s'appliquent qu'à elles, et par suite ne sauraient avoir que d'indirectes conséquences sur la petite et la moyenne propriété.

Dans le Royaume-Uni, les lords jouissent d'un régime qui se manifeste par des formes particulières de tenures, puisque aussi bien il n'y a en droit dans le royaume que des tenures.

La tenure qui est en principe celle des lords, est dite « *fee simple* » ; les modalités qui l'affectent et en font le « *fee entail* » sont des conditions que l'aristocratie terrienne s'impose à elle-même, avec l'autorisation et la garantie de la loi, dans l'intérêt de sa puissance et de sa fortune. Elles sont destinées à empêcher le sol d'être divisé ou d'aller à ses occupants par voie d'aliénation.

L'instrument qui les réalise est dit « *settlement* », établissement ; c'est un arrangement que fait le lord à son mariage et qu'il imposera à son fils aîné, quand il sera majeur. De sorte que, successivement, tous les propriétaires s'obligent à n'être que les gardiens de leur patrimoine foncier ; ils perdent les facultés d'aliénation et d'hypothèque.

1. V. Loi spéciale au Hanovre du 2 juin 1874.

Le lord, dans le « *settlement* », fait des provisions pour ses autres enfants que ce « *settlement* » en observation du droit de primogéniture, écarte des biens fonciers. Le fils aîné, lorsque à sa majorité, son père lui demandera par un nouveau « *settlement* » d'accepter celui que lui-même a jadis fait, recevra de celui-ci une pension alimentaire dite « *maintenance* », de sorte que, ni du vivant du lord, ni après sa mort, les terres ne seront l'objet d'aucune jouissance indivise, d'aucun partage et que leur intégrité ne souffrira aucune distraction. Même, le lord qui n'aurait point de descendants n'est pas libre de disposer de ses terres ; mais il convient d'ajouter que là, comme pour tourner d'autres conséquences, des lois anglaises telles que celles qui régissaient il n'y a pas bien longtemps encore la situation pécuniaire de la femme mariée, on a eu recours au *fidei commis* ou plus exactement à la *fiducie* ; des cessions fictives, dites « *trusts* », des baux de plusieurs siècles avec charge, permettent de faire des dotations « *endowments* » à certaines œuvres. Ce ne sont pas ces moyens détournés qui modifient la constitution de la grande propriété dans les Iles Britanniques et pourront influencer sur ses conséquences économiques. D'ailleurs, pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que l'esprit des hautes classes anglaises se modifiât à cet égard, et qu'elles ne se complussent pas à un état de choses qui leur a assuré, jusqu'à présent, la forte situation dont elles jouissent.

Les substitutions et les majorats sont, non-seulement une cause de grande propriété, mais encore de grande propriété particulièrement absentéiste.

La détermination des propriétaires futurs a de fâcheuses conséquences. Les biens sont fixés entre les mains d'individus appartenant à la plus haute société, soit absorbés par les soucis de leurs charges, soit abandonnés au plaisir. Ils seront absentéistes au premier chef ; ils abandonneront même le plus souvent des résidences princières, qui seront plus ou moins en

ruines, ou entretenues inutilement; s'ils y passent quelques jours, leur séjour n'aura d'ailleurs aucune conséquence sur la production, à laquelle ils ne s'intéressent point.

Assurés d'un revenu minimum, d'ailleurs considérable à cause de l'étendue des terres, ils ne songent qu'à profiter de leur autorité sur des biens qu'ils ne regardent pas comme leurs, puisqu'ils ne peuvent en disposer ni entre vifs ni à cause de mort, pour en tirer le plus possible, avec le moins de peine possible, et, a-t-on dit, « privés en fait des ressources que peut « donner l'aliénation ou l'emprunt sur hypothèque, se vengeaient « souvent par une jouissance abusive » (1).

Enfin, les substitutions avaient pour effet général de retirer du commerce les biens qu'elles affectaient. S'il y a lieu de faire des réserves sur l'utilité de mobiliser les terres, on ne peut que désapprouver leur immobilisation en des mains telles que celles des bénéficiaires de substitutions, grevés de substitutions, appelés à substitution, titulaires de majorats, substitués successifs, généralement absentéistes et encouragés à l'absentéisme, pourrait-on dire, par l'impunité. Aujourd'hui très limitées en France, en tous cas ne pensant dépasser le premier degré, ne pouvant avoir lieu qu'entre très proches parents, elles n'ont pas que les inconvénients que nous avons signalés; elles ne peuvent, non plus, entamer la réserve ni établir d'inégalité entre les appelés. Mais en Angleterre, en Autriche, dans les pays à constitution aristocratique, elles continuent à produire sur la grande propriété les conséquences absentéistes que nous leur avons reprochées, et elles arrêtent le développement de la petite et de la moyenne.

On pourrait donner de nombreux exemples de mesures destinées à fixer l'homme à la terre, et par là nettement ennemies de l'absentéisme. Si elles choquent en limitant la liberté

1. Baudry-Lacantinerie. *Précis de Droit civil*.

humaine, elles ont d'assez bons résultats néanmoins, car la plupart des populations n'ont pas encore acquis la maturité d'esprit nécessaire à la jouissance de la liberté complète ; si l'esprit d'ordre et d'économie qui distingue les populations françaises leur permet, dès à présent, de vivre sans grands inconvénients sous un régime qui est celui de l'avenir pour tous les pays, il n'en est pas de même dans les colonies où l'on pourrait craindre de voir les familles indigènes notables devenir absentéistes, et le peuple abandonner sa terre pour venir se corrompre dans les villes. Des institutions qui protégeraient la moyenne et la petite propriété indigène à l'exclusion de la grande qui réunit là à ses ordinaires inconvénients celui de l'opposition politique puissante contre la métropole, mériteraient d'y être conservées ou introduites.

Dans certaines parties de l'Inde, les Anglais instituèrent propriétaires les chefs de tribus, comme ils avaient fait en Ecosse et en Irlande (1). Ceux-ci en profitèrent pour s'endetter et les grandes propriétés passèrent entre les mains d'étrangers absentéistes que la population regarde comme des intrus. Les paysans et leurs anciens chefs se trouvèrent réunis dans la même haine contre les nouveaux propriétaires et le régime anglais. Les usuriers, *sowkars*, d'autre part, favorisés par une nouvelle législation, devinrent grands propriétaires absentéistes au détriment des paysans endettés.

Parmi les institutions qui ont fixé les hommes à la terre et constituent des mesures prises contre l'absentéisme, soit directement, soit en empêchant l'accaparement des terres, nous pouvons rappeler chez les Hébreux, l'institution du jubilé qui empêchait l'agglomération des terres.

En Chine, la terre non cultivée peut être saisie au nom de l'empereur, en vertu de son droit de domaine éminent *tien-ti* opposé au *tien-men*, domaine utile (2). Le droit musulman

1. R. Meyer et G. Ardant. *Le mouvement agraire*.

2. R. Meyer et G. Ardant. *La question agraire*.

reconnaît des formes de propriété qui s'acquièrent par la mise en culture et se perdent au bout de trois ans de délaissement.

A la suite de ces mesures atteignant plus ou moins indirectement l'absentéisme, il faut mentionner celles édictées nettement et directement contre lui.

Nous en avons déjà vues qui étaient fiscales. Le souverain anglais ordonna en 1369 aux lords irlandais absentéistes de résider sur leurs terres, à peine de retrait du fief. Henri VIII, en 1536, décida que les absentéistes qui recevraient une rente d'Irlande seraient châtiés comme coupables de crime, et que ses vassaux et arrière-vassaux qui ne voudraient point résider en Irlande devraient céder leurs fiels ou arrière-fiefs à un de leurs parents résidant en Irlande. Le duc de Norfolk préféra céder ses biens à la couronne, et d'autres l'imitèrent.

Roscher cite des lois de Jacques 1^{er} en 1617 et de Charles I^{er} assez nombreuses et ayant pour but de forcer la noblesse à résider sur ses terres : ces mesures concernaient d'ailleurs l'Angleterre elle-même.

Toutes ces mesures, lois, coutumes, destinées à écarter l'absentéisme peuvent en être regardées comme les conséquences; ce sont les inconvénients de l'absentéisme, apparus depuis longtemps en tous pays, qui les ont rendues nécessaires et ont provoqué leur application.

D'une façon générale, l'hypothèque et les institutions analogues qui en tiennent lieu en certains pays, peuvent atténuer l'absentéisme en favorisant la destruction et la division des très grandes propriétés, et aussi développer l'absentéisme en constituant un instrument de ruine pour la petite et la moyenne propriété et d'accaparement des terres par les prêteurs riches. Avant même de séparer définitivement le propriétaire de sa terre, elle l'en éloigne en plaçant en quelque sorte l'image

du créancier entre elle et lui ; le propriétaire endetté ne s'y sent plus maître, il s'en désintéresse, il ne cherche plus qu'à en retirer le plus possible pendant qu'il en est temps encore. L'évolution historique qui a remplacé la vente avec rachat libératoire par l'antichrèse, et l'antichrèse par l'hypothèque a favorisé le développement de l'absentéisme de deux façons : en cachant au propriétaire qui s'endette l'évincement probable dont la considération le rendrait peut-être plus sage, en retardant la fixation du créancier sur la terre dans les cas où il aurait pu en avoir l'intention.

L'influence de l'hypothèque varie selon la nature de propriété dominante dans le pays : seulement il ne faut pas la voir d'un œil trop favorable même si le pays est un pays de très grande propriété absentéiste. Hors le cas où c'est l'intermédiaire qui est le créancier hypothécaire, ce créancier n'est pas un agriculteur et ne sera pas moins absentéiste que le grand propriétaire ; si la propriété peut parfois être divisée, il convient d'opposer que les créanciers, moins grands propriétaires que celui qu'ils remplacent, seront peut-être encore plus absentéistes. Enfin il sera bien rare que ce soit l'intermédiaire qui soit un créancier hypothécaire : il n'a pas besoin de cette garantie là ; il réside, il possède en fait, grâce à un long bail, sa créance lui permet d'évincer les acheteurs concurrents.

La réforme d'un régime hypothécaire défectueux, comme le régime hypothécaire français actuel, aura-t-elle, comme on l'a soutenu, les bons effets pour l'agriculture en combattant l'absentéisme des capitaux ? Sauf en certains cas exceptionnels, les prêts agricoles ont une mauvaise conséquence pour la propriété.

Lorsque la culture a atteint un certain développement, il faut que le propriétaire des capitaux soit celui de la terre pour que l'opération soit profitable et n'aboutisse pas au changement de mains de la terre. Il faut tout au moins que le prêt ait lieu

entre individus se connaissant bien, entre amis, qu'il constitue une sorte de coopération, sinon ses conséquences, loin d'être un remède à l'absentéisme, seront de substituer le créancier lointain et indifférent à la terre à un propriétaire parfois résidant, et qui, à défaut de capitaux, donnait peut-être des soins à la culture. Ce n'est donc pas, à notre avis, parce que la réalisation du gage sera moins onéreuse, la publicité mieux organisée, que l'hypothèque sera un remède à l'absentéisme du propriétaire foncier. Ces réformes sont désirables, car ce n'est pas par les mauvaises institutions qu'il faut chercher à atteindre de bons résultats ; l'hypothèque doit recevoir une organisation rationnelle ; il n'en résultera que de moins dures conditions pour les emprunteurs. Quand l'opération est destinée à être mauvaise pour l'agriculture, elle sera ainsi moins mauvaise ; quand elle est destinée à avoir de bons résultats, que l'emprunteur est un résidant, un administrateur et agriculteur particulièrement sage et habile, que les capitaux empruntés reçoivent un emploi facilement et largement productif, elle sera tout-à-fait bonne.

Néanmoins il faut craindre l'extension de l'emprunt hypothécaire, même moins onéreux, dans les cas où il ne peut qu'être défavorable ; moins onéreux, mais beaucoup plus répandu, il sera un mal s'il ne devient pas assez bon marché pour pouvoir permettre le développement de la culture intensive et se contenter des intérêts faibles qu'elle peut seuls donner lorsqu'elle constitue le développement d'une agriculture déjà assez avancée. Enfin il sera toujours ruineux pour le propriétaire à qui ses revenus ne suffisent pas et qui vit en mangeant son fonds, et, en ce cas, pour l'agriculture, si le maître futur de la terre n'est pas un homme du pays. Le régime hypothécaire peut donc avoir sur l'absentéisme des conséquences variables, et dans une certaine mesure, qui ne sauraient être exactement prévues. L'absentéisme, inversement, montre l'hypothèque sous un jour peu favorable, qu'on considère soit le propriétaire

absentéiste qu'elle ne pourra que ruiner, soit le propriétaire résidant qu'elle va remplacer dans bien des cas par un absentéiste.

Une mesure législative d'un autre genre consiste dans la mobilisation de la propriété foncière, imitée plus ou moins du célèbre *act Torrens*. Nous avons dit déjà ce qu'on pouvait en penser au point de vue absentéisme, soit en ce qui concerne l'apport des capitaux à la terre, qu'il peut faciliter dans les pays neufs, soit en ce qui concerne les changements de propriétaire, dont, en les rendant plus faciles, il pourrait faire une cause d'absentéisme dans les pays où l'on a déjà peut-être trop de tendances à assimiler la terre aux valeurs mobilières. Ceux qui sont les plus aptes à faire de l'agriculture savent bien trouver de la terre sans qu'elle soit « *mobilisée* » : ce sont les capitalistes non cultivateurs qui ne peuvent spéculer à l'aise sur les terres, entravés qu'ils sont par des formalités trop longues. Si l'on regarde l'absentéisme comme un mal, il faut donc se borner à souhaiter que les formalités soient raisonnables, en rapport avec les mœurs et l'état économique, de nature à atteindre les buts modernes et non pas ceux que se proposaient nos aïeux, enfin que les frais ne grèvent pas les transmissions, surtout celles des petites propriétés, au point d'ajouter un nouvel impôt foncier exorbitant à tous ceux dont la terre est écrasée par ailleurs.

A côté de ces mesures législatives qui constituent proprement le côté juridique de la question de l'absentéisme, il en est d'autres qui sont plus proprement politiques et en constituent le côté politique et social. L'état social et politique de plusieurs peuples a été gravement affecté par l'absentéisme des propriétaires ruraux. Cet absentéisme a été la cause de certains états sociaux et politiques instables, en dépeuplant les campagnes, et les rendant misérables, en diminuant la production indigène ; il a été aussi, parfois, la conséquence d'un état social et

politique où la puissance et la richesse d'une classe lui ont permis d'éviter le travail dans l'industrie d'où elle tire sa subsistance.

Les crises agraires furent dues en grande partie à l'absentéisme : quoique que le fait ne soit que d'un intérêt rétrospectif, il est d'ailleurs si caractérisé et si incontestable qu'il doit être rappelé. La série des mesures législatives destinées à arrêter la constitution de la grande propriété et à maintenir ou établir la propriété du cultivateur commence dès 366 avant J.-Chr. Au III^e siècle avant J.-Chr. c'est l'agitation des Gracques, et dans l'ère nouvelle, c'est la fin de la puissance romaine après la destruction des moyens et petits propriétaires résidants. Varron, Pline sont remplis de détails sur la grande propriété et ses funestes conséquences. L'histoire de la propriété dans le Royaume-Uni et particulièrement en Irlande montre une évolution analogue. Il en a été de même en Pologne, où la crise agraire a contribué à la disparition de l'indépendance nationale.

On peut dire en résumé que l'absentéisme a eu surtout des causes politiques et des conséquences économiques, et les premières ont elles-même eu une part très grande, et aussi une très mauvaise, dans la constitution de l'état politique et légal des pays d'absentéisme.

XVII

Conséquences générales et définitives de l'absentéisme du propriétaire rural.

Ruine générale possible d'un pays.

L'absentéisme du propriétaire rural n'a de fâcheuses conséquences que sur l'industrie agricole. Tous les éléments de la production sont atteints par lui, au moins indirectement.

La main d'œuvre industrielle ne souffre pas de l'absentéisme des propriétaires fonciers, si les habitants des campagnes, malgré l'absentéisme, ont du travail ; elle en souffre s'ils viennent faire concurrence aux ouvriers des usines et des mines : elle en souffre encore, si l'absentéisme des propriétaires fonciers a amené la ruine du pays, l'absence de capitaux, aussi bien dans les villes que dans les campagnes : c'est qu'alors l'absentéisme est international ; le propriétaire n'a pas seulement refusé ses soins et ses capitaux à sa terre pour aller résider dans les villes et placer les revenus qu'il ne dépense pas en achat de maisons, ou de valeur mobilières, car s'il en était ainsi, il est probable que les industries locales auraient pu profiter de ses capitaux : il est allé, ou parfois il est resté à l'étranger et y a effectué ses placements comme ses dépenses. L'exemple de l'Irlande peut être cité à cette occasion, et l'on peut dire que même lorsqu'ils sont en Angleterre, les lords sont à l'étranger pour l'Irlande. En pareil cas, la population des

villes est à peu près aussi misérable que celle des campagnes : il n'y a pas, comme il arrive souvent, développement excessif des villes, ni surtout richesse et abondance de capitaux dans les villes, au détriment des campagnes.

L'Irlande toute entière est pauvre, toute entière elle mendie. Partout la population est réduite à supprimer la plupart des besoins des autres peuples civilisés.

En dehors de la rareté des capitaux dans l'agriculture, de l'impossibilité de l'épargne pour les populations rurales, de l'absence de l'épargne des propriétaires, l'absentéisme des propriétaires ruraux présente sur l'abondance relative des capitaux et le taux de l'intérêt des conséquences inverses de celles de l'absentéisme des capitaux par le placement. Si les capitaux étaient absorbés par la culture en plus grande quantité, ils seraient moins offerts et produiraient plus d'intérêt ; par contre, cette dernière conséquence pourrait limiter assez vite leur emploi dans l'agriculture. Elle pourrait d'autre part mettre un frein à l'absentéisme en rendant plus difficiles les séjours oisifs à la ville, en invitant le propriétaire à retourner vers sa terre pour lui faire produire davantage. Habités de nouveau à la vie rurale, ils y trouveraient peut-être du charme ; du même coup, il se produirait un progrès agricole, et les travailleurs pourraient être rappelés aux champs par une besogne abondante et rémunérée. En tous cas, on peut penser que si le taux de l'intérêt s'élevait au lieu de baisser, l'absentéisme s'aggraverait plus qu'il ne fait.

Si l'on doit prévoir que le taux de l'intérêt soit bientôt de 20/0 (1), il est évident qu'il en résultera un état de choses dont les conséquences seront générales et auxquelles la terre n'échappera pas.

Comme exemple de l'influence de l'absentéisme sur le com-

1. Paul Leroy-Beaulieu, *Traité d'Economie politique*, T. II, p. 165.

merce, on peut citer l'Irlande où les moindres transactions exigent un temps infini ; les achats faits dans les magasins par la population sont de valeur infime et ne se font qu'après de longues hésitations. Les boutiques ont toutes des titres pompeux, mais ne contiennent qu'un stock des plus réduits comme quantité et comme assortiment, ce qui paraît d'ailleurs convenir à la nonchalance des patrons et des commis.

Le numéraire fait parfois défaut, à tel point, dans certaines régions de l'Irlande, que les transactions se font par voie d'échange et que les habitants offrent ce qu'ils ont à céder par des annonces dans les journaux en faisant connaître ce qu'ils désirent en retour.

Les produits sont bon marché ; mais c'est un bon marché néfaste, qui n'est pas dû au perfectionnement de la production, mais au bon marché de la main-d'œuvre, joint à l'absence des débouchés locaux. Cette surabondance de la main-d'œuvre n'est pas tant le résultat de la surpopulation, comme l'affirment les Anglais, que celui de l'accaparement de la terre par les landlords absenteïstes. La population ne trouvant pas d'emploi en dehors de l'agriculture dans un pays privé d'industrie et de commerce par sa pauvreté même, s'y dispute la moindre ferme. Il y a donc, de ce fait, encombrement de population, faute de débouchés pour le travail ; bien des pays sont plus peuplés que l'Irlande sans souffrir comme elle, parce que le commerce et l'industrie y sont développés et que l'agriculture y est mieux dirigée.

Le taux élevé de l'intérêt, la rareté ou l'inexistence des capitaux, l'absence de numéraire, l'absence du crédit pour la production, la nullité des transactions, la forme rudimentaire des échanges, tel est l'état économique résultant de l'absentéisme des propriétaires fonciers dans ses cas les plus graves.

Cette situation est des plus funestes au point de vue national. L'Irlande, où l'absentéisme des propriétaires ruraux

domine les autres faits, dont les malheurs ne sont dûs en réalité ni à la surpopulation, ni à la pauvreté du sol, offre le type le plus complet de la ruine économique et sociale.

L'Irlande libre a donné un tableau de la vie économique et sociale de l'Irlande de 1837 à 1900. De 1842 à 1848, la famine règne dans la population, malgré que les récoltes n'aient pas été mauvaises : elles n'étaient pas pour l'Irlande quoique nées en Irlande.

Près de 90.000 émigrants s'en vont au Canada. C'est alors que commencent les grandes campagnes d'évictions : 90.440 en 1849, 104.163 en 1850, 68.023 en 1851 ; on détruit, par ordre, 202.545 maisons en dix ans. Les années se suivent avec des nombres d'éviction énormes : en 1880, on évaluait les évictés à 3.668.000, soit 75 0/0 de la population actuelle. Ils continuent à donner le chiffre de 20 à 30.00 par an. Les émigrés sont évalués à 4.186.000 et les morts de privation à 1.225.000. Les work-houses ont contenu jusqu'à près de 60.000 indigents (1880).

Au point de vue économique général, on peut considérer que l'absentéisme du propriétaire foncier est une immobilisation d'un élément de production, la terre, qui fait à la fois partie de l'élément nature et de l'élément capital. Elle n'a de valeur économique que par le travail qui a été ou y est appliqué, d'autre part le travail ne saurait encore se passer de cet élément naturel pour produire les richesses que nous demandons à la terre. Quelle que soit d'ailleurs la théorie qu'on adopte, qu'on fasse de la terre une ressource naturelle, propre à devenir richesse par le travail, ou une richesse naturelle véritable, il est certain qu'elle n'est pas en quantité illimitée : que le gaspillage en est ruineux pour un pays déterminé et fâcheux pour l'univers entier.

L'absentéisme du propriétaire foncier apparaît en résumé au point de vue économique comme un absentéisme du travail et

du capital dans l'agriculture. En tant qu'absentéisme du capital, il n'est pas contestable, et son importance est très grande si l'on considère les inconvénients des prêts à l'agriculture. Même le crédit rural mutuel comporte de fâcheuses conséquences : c'est donc au propriétaire à employer ses capitaux sur ses terres ; de la sorte il en obtiendra un revenu plus élevé et il développera la production agricole nationale. Mais cette mise de capitaux dans les propriétés foncières, exige, pour être profitable tant à la nation qu'à l'individu, tant au revenu brut national qu'au revenu net du propriétaire, une présence et une aptitude suffisantes du propriétaire exclusives de l'absentéisme de l'individu. Si l'absentéisme foncier rural a des conséquences économiques de deux ordres, les unes se produisant par le manque de capital, les autres par le manque de travail, il n'en est pas moins vrai que les unes ne vont pas sans les autres, et que surtout le manque de capital accompagne toujours celui de travail et de surveillance.

Une direction intelligente, des idées, des aperçus pratiques et nouveaux font plus pour augmenter la production en tout ordre que le travail et la sueur du travailleur manuel ; aussi le propriétaire absentéiste perd-il de cœur léger un beau rôle qui lui serait aisé à tenir : obtenir une production abondante et régulière, grâce à une simple direction, d'ailleurs attrayante et bien rétribuée, donnée aux exploitations de ses domaines.

Le cultivateur, quelque intelligent qu'il soit, ne possède pas les notions élémentaires qui lui permettraient de profiter des indications contenues dans les publications agronomiques. La langue même lui en est étrangère. Le labeur quotidien lui rend pénible la lecture du soir. Enfin il n'a aucune possibilité, confiné dans son champ, de vérifier par des voyages d'instruction ou des visites sur d'autres terres, les assertions de la science. Le propriétaire peut faire tout cela sans y consacrer tout son temps ; sauf lorsque sa profession est extrêmement absorbante,

il peut continuer de s'y livrer tout en s'intéressant profitablement aux choses de la terre. Les études qu'il a ordinairement faites lui permettent, sinon de se livrer à des études agronomiques, du moins d'en comprendre les résultats et de suivre les méthodes que d'autres en ont dégagées. Peu à peu, il s'intéressera davantage à la culture, et la compétence lui viendra peut-être bien plus vite qu'il n'osait l'espérer.

Avec elle sa situation socialement supérieure à celle du cultivateur sera justifiée et utile ; il pourra se faire écouter et parfois remercier. La surveillance qu'il exercera grâce à ses instructions lui permettra, s'il a un fermier, de vérifier l'exécution des nombreuses clauses qu'en propriétaire aimant son fonds il a soigneusement exigées. Les arbres devront être soignés, les jeunes baliveaux respectés ; les rotations seront déterminées et en rapport avec les amendements ; les prés auront un ordre pour la mise en pâture ou la pousse en foin au printemps ; l'utilisation des déchets d'exploitation de peu de valeur marchande et propres à entretenir la richesse du sol, et à lui restituer les éléments chimiques que les récoltes lui enlèvent sans profit pécunier qui permette l'achat compensatoire d'engrais, sera prescrite rigoureusement ; l'entretien des clôtures, des canaux et des rigoles d'assainissement et d'irrigation seront exigés. De la sorte, le propriétaire demeure le contrôleur de l'exploitation de son fermier. Il n'est pas un intrus sur son domaine, où il a le droit d'intervenir en toutes choses ; il peut à la rigueur par une visite annuelle plus ou moins longue s'assurer de l'exécution des prescriptions du bail.

La population rurale dont l'aptitude agricole est un élément extrêmement important de la productivité de l'agriculture, par l'absentéisme demeure mal rétribuée, pleine de préjugés et sans goût pour le progrès. Le propriétaire qui veut cesser d'être absentéiste se heurtera certainement à des difficultés. Les paysans emploieront la force d'inertie, parfois davantage,

pour faire échouer les innovations, pour démontrer et faire triompher la prétendue supériorité de leurs usages routiniers. Si des machines, mêmes les plus simples, leur sont confiées, l'emploi devra en être très surveillé ; sans quoi elles seront employées maladroitement, dénigrées, puis jetées à pourrir derrière une grange, parmi les orties et les bardanes. Tout au plus condescendra-t-on à en employer les débris pour consolider un râtelier ou les perchoirs d'un poulailler. Ces mécomptes ne doivent pas arrêter le propriétaire : ils proviennent de l'abandon où ont été laissées les populations rurales. Habitué à faire à sa guise, à suivre des traditions que l'expérience a consacrées et qui permettent un rendement minimum, d'ailleurs redoutant parfois un surcroît de travail et une augmentation de fermage dont il n'a cure, étant habitué à la médiocrité de sa situation, le cultivateur fait payer aux propriétaires l'abandon où ils l'ont laissé. C'est là où cet abandon a été le plus complet, où la routine et la misère sont les plus grandes, où le progrès est le plus nécessaire, que le paysan résistera davantage.

A mesure que les salaires agricoles montent, que le fermier ou le métayer vivent mieux par suite de l'accroissement de la production, le cultivateur se prend à estimer le progrès et à aider aux améliorations. Ses besoins accrus lui en font une nécessité. Mais de la satisfaction même de besoins plus nombreux et plus complexes résulte chez le travailleur agricole une productivité croissante. Bien nourri, bien logé, le caractère plus ouvert et plus décidé, il fournit un travail plus abondant et plus intelligent, et, avec l'aide des machines, les inconvénients du manque de bras dans les campagnes pourront être conjurés dans une large mesure.

M. Paul Leroy-Beaulieu, M. Yves Guyot ont d'ailleurs défendu un certain absentéisme, celui qui permet le contact entre les classes intellectuelles et commerçantes d'une part et

les classes rurales d'autre part. (1) Les facilités de communication atténuent d'ailleurs les inconvénients de cet absentéisme. Il est certain, comme cela a été dit plus haut, qu'il ne faut point vouloir fixer absolument tous les propriétaires à la terre. L'absentéisme ne réside point tant en un fait matériel d'absence, que dans ses conséquences fâcheuses.

Les progrès de l'agriculture, grâce à une direction rationnelle et à l'apport des immenses capitaux que les propriétaires ont jusqu'à présent placés ailleurs, rendraient la vie aux campagnes. Le commerce et l'industrie s'y développeraient, y trouvant des débouchés immédiats, et les conditions de toute production y étant des moins onéreuses, prospéreraient ; des voies de communication s'établiraient, et celles qui aujourd'hui coûtent si cher à entretenir en l'absence d'un trafic suffisant, deviendraient des entreprises utiles et actives. La concentration excessive de la population dans les villes serait évitée ; cette concentration dont les inconvénients sociaux sont manifestes n'a pas que d'heureuses conséquences économiques, d'abord parce que les phénomènes économiques sont intimement liés à ceux qu'on appelle proprement sociaux, ensuite parce que, si les villes sont nécessaires au grand commerce, on ne voit pas en quoi elles le sont à la production proprement dite, ni pourquoi les ateliers et les usines vont s'entasser dans les centres où ils manquent d'espa-

1. En traitant à la Société d'Economie politique de Paris « du rôle social de la fortune, » M. Paul Leroy-Beaulieu, en constatant que beaucoup de commerçants et d'industriels enrichis se réfugiaient dans l'agriculture, a déclaré que la grande propriété moderne est l'école pratique, le champ d'expériences novatrices dont profite la petite propriété environnante, l'essai de cultures nouvelles, de semences bien sélectionnées, des instruments perfectionnés, des méthodes que la science suggère ; c'est au grand propriétaire opulent, c'est encore mieux au riche industriel ou commerçant, abritant ces vacances ou ces loisirs dans une campagne dont il guide l'exploitation qu'incombe ce soin essentiel. Approbation de M. Yves Guyot.

(L'Economiste français 10 juillet 1897).

ce, où des charges nombreuses grèvent la production, loin des forces naturelles dont l'utilisation pourrait leur fournir à très bon compte le mouvement des machines.

Souvent, c'est la législation qui entretient l'absentéisme ; parfois la loi, généralement hostile toutefois à cette situation des propriétaires, ne l'en a pas moins implicitement et nécessairement créée et consolidée en voulant instituer et conserver la très grande propriété et la splendeur de certaines familles. Il y aurait, en pareil cas, lieu de changer le régime légal ; mais en Angleterre par exemple ce serait une révolution. Chez nous les quelques réformes qu'on pourrait apporter se réaliseraient sans grandes difficultés ; elles sont d'ailleurs de peu d'importance et ne concerneraient guère que le régime dotal et le régime hypothécaire. L'absentéisme n'est pas en France, comme en Irlande, en Hongrie, en Roumanie, l'aboutissant d'une évolution séculaire du régime foncier. Dans ces pays, à la propriété collective qui persista beaucoup plus tardivement que chez nous, a succédé la propriété du chef de tribu devenu seigneur, et tandis que la situation de la classe rurale s'abaissait, celle de ces seigneurs sortis de ses rangs s'élevait démesurément. Il en résulta un antagonisme si violent, que ces derniers durent souvent s'appuyer sur l'étranger pour la conserver, et en fait, dans chacun des trois pays que nous avons cités, les grands propriétaires qui ne sont pas des étrangers n'ont été maintenus que par les étrangers à qui ils ont livré leur pays ; les Anglais, les Turcs, les Autrichiens et les Russes sont venus à leur secours.

Ces causes politiques de l'absentéisme en aggravent les conséquences économiques en rendant l'absentéisme plus complet, et creusent un fossé profond entre les tenanciers et les propriétaires. De plus, ces derniers ne se contentent pas de vivre à la ville, ils vivent à l'étranger. A l'absentéisme du propriétaire foncier, il faut ajouter celui du consommateur ; l'ab-

sentéisme ne se produit pas entre lieux du même pays, ni entre provinces, c'est un absentéisme international ; la frontière et les barrières douanières séparent définitivement la richesse emportée du pays où elle a été produite.

C'est pourquoi il est impossible de préconiser un remède unique à l'absentéisme des propriétaires fonciers : toutefois, c'est là où sa gravité est moindre, où les causes et les conséquences politiques n'existent pas qu'il est plus facile d'en indiquer un : la décision à prendre par les propriétaires de s'occuper de leurs terres, par où ils trouveront s'ils n'exercent par ailleurs aucune autre profession, le droit de se dire agriculteurs, et le moyen d'échapper à la qualification de *rentier*, de *sans profession*, ou de *propriétaire* pur et simple qui leur devient, quoi qu'ils disent, de plus en plus désagréable.

XVIII

Absentéisme de l'individu sans absentéisme de richesse concomitant.

Absentéisme du travail. — Absentéisme du travailleur manuel.

A côté des individus qui ont une besogne à remplir, mais qui peuvent s'y soustraire précisément par l'absentéisme, il en est d'autres qui ne peuvent échapper au travail quotidien ; toutefois ils peuvent aussi être absentéistes en allant travailler au loin.

Il en résulte des conséquences sur la production et sur la consommation.

Toutefois il ne s'agira pas ici de ces dépenses faites par l'ouvrier pour son entretien ou celui des personnes dont l'entretien est à sa charge et qui constituent un absentéisme de la consommation ; en effet, que l'homme produise ou non, il lui faut toujours satisfaire à ses besoins et à ceux des siens. Il n'y a pas là, en principe, dépense productive, et le cas n'est pas différent de celui déjà vu de l'absentéisme du consommateur. Mais lorsque l'ouvrier fait défaut dans une entreprise, les conditions de la production qui persiste si le manque de main-d'œuvre n'est pas total sont grandement modifiées.

L'absentéisme de la main-d'œuvre s'est produit en divers temps et en divers pays, et tout le monde se plaint aujourd'hui, en France, et aussi en d'autres pays, du manque de travailleurs dans les campagnes.

Avant d'aller plus loin, il importe de remarquer que les crises de la main-d'œuvre sont loin de provenir toujours de l'absentéisme : celle qui a si fortement éprouvé les vieilles colonies à la suite de l'abolition de l'esclavage provenait du fait que les affranchis travaillaient le moins possible.

L'absentéisme ouvrier se manifeste surtout de deux façons : émigration avec esprit de retour, devant durer plusieurs années, et séjour hors du pays pour accomplir des besognes déterminées et relativement brèves, telles que la moisson.

La première forme comprend l'émigration dans les pays tropicaux des travailleurs blancs, celles des Chinois, coulis et nègres engagés, et dans l'intérieur des pays, en grande partie celle qui porte les ruraux vers les villes. La seconde comprend des déplacements tels que ceux des terrassiers italiens employés aux voies ferrées et à tous les grands travaux en général, et celle des Belges venant faire la moisson en France : il y a beaucoup d'exemples de l'une et de l'autre. Il ne nous appartient pas d'entrer dans le détail des conditions et conséquences sociales de ces déplacements de la main d'œuvre, mais seulement d'en rechercher les conséquences économiques.

Parmi les absentéismes du travail de la première forme, le plus durable est celui qui porte les travailleurs des champs vers les villes : il a lieu concurremment avec une émigration analogue très importante, car beaucoup vont à la ville sans esprit de retour ; non seulement ils n'en reviennent guère, à moins de raisons extraordinaires, mais même ceux-là qui sont partis seulement pour un temps plus ou moins long y restent en grand nombre. La dépopulation des campagnes qui en résulte a fait l'objet de beaucoup d'études.

Une conférence du député belge M. Emile Vandervelde (1), a, par son titre, caractérisé cet afflux des ouvriers ruraux

1. Publiée à Paris, chez G. Bellais, éditeur, 1899.

vers les villes : les villes y sont désignées sous le nom de « *villes tentaculaires* », d'après des vers de M. Emile Verhaeren. A en croire M. Vandervelde cependant, ce ne serait pas en Belgique que les villes absorbent le plus la population rurale, car, grâce à certains tarifs des chemins de fer et au peu d'étendue du pays, la grande majorité des ouvriers continue à demeurer à la campagne : le travailleur se rend à la ville où est son travail, faisant jusqu'à soixante-dix kilomètres par jour, et les statistiques nous apprennent qu'il y a environ 80.000 ouvriers qui se livrent à cet absentéisme quotidien d'un certain nombre d'heures.

Les causes sont nombreuses de l'absentéisme des ruraux : la plus agissante est certainement l'erreur qui leur fait voir le séjour urbain sous un aspect doré ; ils croient qu'à la ville on gagne beaucoup d'argent et outre qu'ils s'exagèrent le montant des salaires et la facilité de trouver du travail, ils ne tiennent pas compte du coût de la vie urbaine ; ils ignorent le prix que les objets les plus usuels y coûtent, et ils ne s'aperçoivent pas que beaucoup de choses qu'ils sont habitués à regarder comme sans valeur ou à peu près, tels que le bois de chauffage que le propriétaire abandonne ou qu'on va chercher dans les forêts, les légumes que fournit le jardin, le lait des vaches, le logement même généralement vaste des bâtiments ruraux, sont à la ville d'une acquisition très onéreuse ; là tout se paye, c'est le triomphe de l'économie d'argent, au lieu qu'à la campagne c'est encore celui de l'économie naturelle, Ils sont affermis dans leur erreur par la vue des citadins vêtus avec plus de soin, plus parleurs, plus remuants, et prennent leur vanité pour un dédain justifié des conditions d'existence à la campagne. D'ailleurs le séjour à la ville devient une habitude pour ceux qui y résident, et les satisfactions qu'ils y trouvent à des besoins devenus impérieux et souvent à leurs vices les empêchent d'avouer leur misère. Ajoutez l'exemple de quelques-uns qui

s'enrichissent, exemple qui efface tout le reste, et le prestige de la ville s'établit définitivement dans les imaginations rurales.

A côté de causes telles que le service militaire, le recrutement des domestiques dans les campagnes, il faut placer des causes économiques d'une grande influence. Ce sont les crises de l'industrie agricole et la facilité des communications. Les crises agricoles, ou plutôt la crise agricole est un phénomène trop connu, et dont les causes ont été trop étudiées pour qu'il y ait lieu d'insister, et ses conséquences sur le mouvement de la population vers les villes ne sauraient surprendre ; l'abaissement des salaires des ouvriers des campagnes (en tenant compte de la hausse des prix), la diminution du revenu net du cultivateur, provoqué par la mévente des produits et l'abaissement non proportionnel du loyer des terres, l'extension de l'élevage au détriment de la culture proprement dite, qui relève le revenu net du propriétaire et du cultivateur, mais diminue le revenu brut social, et exige beaucoup moins de main-d'œuvre que la culture, ont contribué à la dépopulation des campagnes. Le paysan, dont les besoins, d'ailleurs, se sont beaucoup accrus, subit les conséquences de la réduction des demandes d'emploi. Quant à la facilité des communications, son rôle est évident, mais il faut remarquer qu'elle a des effets bienfaisants : elle permet cet absentéisme relatif signalé par M. Vandervelde, et tout au moins rend de plus en plus important l'absentéisme rural au détriment de l'émigration proprement dite.

En effet, autrefois déjà il y avait un afflux de la population vers les villes. Il y en a même toujours eu un ; dans les temps anciens et au moyen-âge, la recherche de la sécurité fut un de ses facteurs importants. Mais les ruraux allant vers les villes n'en revenaient pas, pour peu qu'ils y fussent demeurés longtemps ; la difficulté des communications n'agissait pas toutefois tant par la fatigue et la dépense qu'elle occasionnait que par les habitudes sédentaires qu'elle provoquait ; il y avait, en effet,

déjà des populations habituées à faire à pied de longs trajets pour aller dans les villes pendant quelques mois gagner un plus haut salaire, mais ces populations faisaient exception, et ces habitudes nomades leur étaient acquises et particulières, Hors ces cas, ceux qui allaient au loin y restaient, et c'était surtout le cas de ceux qui y résidaient longtemps, y vieillissaient, et ne songeaient plus à se déplacer.

Aujourd'hui, au contraire, les retours à la campagne sont plus fréquents, et si la dépopulation des campagnes s'accroît cela est dû à l'énorme mouvement vers les villes, lequel a proportionnellement crû bien davantage. Il y a toutefois lieu de ne pas oublier que la facilité des communications développe plus l'absentéisme que l'émigration et que peut-être là sera le remède à la situation actuelle.

En attendant, en un demi-siècle, la proportion de la population urbaine qui était en France de 24 0/0, est passée à 34.8 0/0 (1); en Belgique il n'y a plus que 16.5 0/0 de la population qui s'occupe d'agriculture et en moins de vingt ans, la perte a été de 200.000 individus passés à d'autres occupations; en Allemagne, la population des campagnes diminue, et l'augmentation considérable de la population est due toute à l'accroissement de celle des villes; en Angleterre, il n'y a plus que 800.000 ouvriers agricoles et la moitié de la population est fixée dans les grands centres. En Russie par contre, en 1885, d'après le recensement, sur 108 millions d'habitants, 93 millions habitaient la campagne; on trouvera plus loin les

1. La population urbaine et la population rurale seraient dans la proportion suivante : 34.8 et 65.2 0/0. Les communes de plus de 2.000 habitants ont été regardées comme urbaines, celles de 2.000 et au-dessous comme rurales (Enquête décennale de 1882). On devrait tenir compte de la population rurale dépendant des centres urbains, dont les limites municipales s'étendent fort loin presque toujours pour les petits centres, souvent pour les grands (comme c'est le cas pour Marseille et pour Montpellier).

causes pour lesquelles la Russie échappe à la concentration urbaine. Mais ces chiffres ne doivent pas être regardés comme donnant la mesure de l'absentéisme des ouvriers ruraux : en Belgique, la campagne est demeurée peuplée par les ouvriers qui vont travailler dans les villes ; ailleurs il n'en a pas été ainsi, et les villes ont grandi démesurément.

Les catégories d'individus qui constituent les éléments absentéistes étudiés ici sont surtout les domestiques et les petits commerçants. La plupart des domestiques retournent dans leur pays ; beaucoup de ceux qui sont venus à la ville exercer un petit commerce y retournent également dès qu'ils ont amassé quelque argent : en résumé les éléments absentéistes sont ceux qui ne viennent pas chercher à gagner leur vie, mais bien à réaliser de l'épargne pour en jouir ensuite dans leur pays.

Aussi peut-on dire que l'absentéisme à la ville n'est pas comparable dans ses résultats à l'émigration à la ville : celle-ci est grave, car les ouvriers et employés, sauf au cas signalé en Belgique, ne reviennent guère dans leur pays et moins encore, ni eux ni leurs descendants, à l'agriculture, tandis que les domestiques redeviennent souvent paysans, et les petits commerçants propriétaires résidants. Ils apportent en outre, des capitaux dans les campagnes.

Les conséquences de cet absentéisme doivent donc être distinguées de celles de l'émigration. Quelles en sont les principales : d'une part, un mouvement de capitaux vers les campagnes et l'esprit de progrès rapporté par ceux qui ont vécu à la ville, de l'autre, une raréfaction de main-d'œuvre, des modifications dans les cultures, les tenures et l'étendue des propriétés.

Nous avons en France de nombreux exemples de cet absentéisme de longue durée : les Savoyards s'établissent en grand nombre, notamment à Lyon et dans les villes du Midi, pour

exercer de petits métiers ; il en est de même des Auvergnats, notamment à Paris ; les Cévenols, les populations de la Lozère et de l'Aveyron vont se fixer temporairement dans les villes du Languedoc. Les patrons résident en général des années entières dans les villes : ils y ont une boutique, qu'ils ne ferment pas durant l'été. Mais pendant les mois d'hiver où la vie urbaine est la plus active et les travaux des champs suspendus, ils emploient des compatriotes, des gens souvent du même village ou qui leur sont parents ; ceux-ci ne pratiquent qu'un absentéisme de courte durée, dont les conséquences sont assez différentes de celui qui dure plus longtemps : notamment, il est moins sujet à se transformer en émigration définitive ; il ne permet pas de réaliser une petite fortune à la ville, il ne prive pas la campagne de la main-d'œuvre aux moments où elle en a besoin. On peut même dire qu'il la lui conserve, en l'entretenant pendant l'hiver et en la lui rendant au printemps.

Les sommes rapportées dans les campagnes, si elles sont le plus souvent minimales, sont nombreuses : elles peuvent permettre aux cultivateurs d'entreprendre des exploitations sérieuses, sur les domaines d'une étendue suffisante et avec un bon matériel. De tels cultivateurs obtiennent une bonne rémunération des fonds qu'ils engagent dans leur culture, et sont plus ou moins à l'abri des conséquences des épizooties et des accidents climatériques : le revenu brut de terres cultivées dans ces conditions bénéficiera de la sécurité et de la régularité de l'exploitation. Lorsque le paysan possède la somme nécessaire à l'achat d'un peu de terre, il se trouve fixé à la campagne ; le peu d'étendue de son bien n'est pas forcément mauvais au point de vue productif : tantôt il le cultivera à ses moments perdus, tantôt il le louera avec la maisonnette à un ouvrier, à un journalier à la subsistance duquel ce petits fonds sera profitable. Quand le rural a acquis à la ville de quoi acheter une terre qui constitue un vrai domaine pouvant aborder le travail

et les soins d'une famille, il y a encore là un fait exclusif d'absentéisme, et destiné à satisfaire particulièrement ceux qui s'affligent le plus de voir les gens des campagnes affluer dans les villes : c'est la constitution du bien de famille rural, de moyenne étendue, avec présence du propriétaire. L'absentéisme à la ville est donc une véritable atténuation de l'émigration à la ville ; il serait à souhaiter qu'il la remplaçât dans la mesure où le mouvement vers les villes paraît inévitable.

D'autre part, la ville n'est pas qu'un foyer de vices ou tout au moins d'habitudes défectueuses ; elle est aussi le foyer de la culture intellectuelle. Si beaucoup de paysans ont pu revenir moins bons après y avoir fait leur service militaire, un bien plus grand nombre d'entre eux, à son retour, a l'esprit plus ouvert, comprend les procédés rationnels de culture, s'intéresse aux progrès de la science et est loin d'opposer aux ordres du propriétaire ou aux conseils de ceux qui désirent développer l'agriculture la mauvaise volonté sourde et défiante que les paysans purs emploient à défendre la routine. De même les commerçants qui ont fait le négoce à la ville sont plus entreprenants soit dans la culture de leurs terres, soit dans la direction d'un commerce local que ceux qui n'ont jamais quitté le pays natal. Enfin les besoins de confortable, l'amélioration des logements, la propreté, l'activité, le soin en toutes choses sont des qualités qui viennent de la ville avec ceux qui rentrent au pays et dont l'absence est générale dans les campagnes retirées.

Le manque de main-d'œuvre est manifeste dans les campagnes : on s'en est plaint beaucoup en France et en Angleterre. Malgré l'extension de l'élevage qui le rend moins sensible et qui a souvent provoqué la dépopulation comme en Ecosse, on manque de bras au moment des grands travaux, des moissons et des battages mécaniques, et c'est souvent aux travailleurs étrangers qu'on doit confier la besogne de ceux du pays

qui sont à la ville. Cette situation n'a pas généralement pris un caractère bien grave; les progrès du machinisme en atténuent les effets; enfin elle provoque un relèvement des salaires à certains moments; les ouvriers des industries encore vivantes dans les campagnes, ceux des industries du vêtement, du bâtiment, qui ne peuvent disparaître tout à fait des campagnes, abandonnent leur travail habituel aux moments des travaux urgents, attirés par le salaire élevé. Le côté grave du manque de population est surtout l'abaissement de la natalité, par suite de l'absence des éléments jeunes; les enfants seraient plus nombreux et s'élèveraient mieux à la campagne; les campagnes ont depuis longtemps alimenté les villes: il peut être grave que la source soit tarie.

Les tenures auraient une tendance à passer de la forme du métayage à celle du fermage, à la suite de cet absentéisme.

Le cultivateur qui a pu réunir quelque argent, ou dont les ascendants ou la femme lui en fournissent, aspire à être fermier, et l'absentéisme des propriétaires souvent concomitant à celui des paysans favorise l'extension du fermage; par contre, dans la mesure où ceux qui se sont enrichis à la ville ne cultivent pas eux-mêmes leurs terres, il y aurait lieu à métayage, le propriétaire lorsqu'il réside et lorsqu'il est d'origine populaire préférant cette tenure. Mais nous ne croyons pas qu'en général le mouvement soit vers le métayage, l'influence de l'esprit d'indépendance venu des villes rendant le cultivateur mal disposé pour le métayage, où somme toute, les droits sont très mal déterminés, et l'harmonie ne règne que par l'entière soumission du métayer.

Quant à l'étendue des propriétés, on a prétendu que les villes, en absorbant les hommes, tendaient à l'accroître, à créer de vastes domaines, et à ne laisser à côté d'eux qu'une multitude de parcelles sans intérêt agricole. Si la population agricole diminue par le fait du mouvement vers les villes, d'autre

part ses revenus pécuniaires augmentent : il doit y avoir la tendance à la petite propriété ; ce n'est pas le nombre, c'est l'aisance des cultivateurs qui peut en favoriser la constitution.

Les conséquences du développement de l'industrie proprement dite provoquent l'accroissement de la population urbaine au détriment de la rurale ; en effet, où que soit installée une usine, elle réunit des ouvriers : si ce n'est à la ville, elle crée la ville, ou du moins ces villages qui ressemblent aux faubourgs des grandes villes. C'est la dépopulation définitive de la campagne par transformation du travailleur agricole en travailleur industriel, ce n'est plus de l'absentéisme ; et les conséquences sont très graves pour la campagne et pour l'agriculture. Il y a cependant des exceptions à cet abandon définitif de la campagne par l'ouvrier, même au cas de travail à la ville prolongé, qui est toujours celui qui nous occupe. Nous en avons vu une dans la situation des ouvriers belges qui continuent à demeurer en plein champ, loin de leur travail. Les conséquences de leur absentéisme sont particulières : c'est la constitution d'une foule de propriétés minuscules qui sont en quelque sorte des jardins ; elles ne sont pas inutiles à leurs propriétaires, mais ne produisent rien pour l'échange. Elles n'atteignent pas la grande propriété que diminue plutôt l'emploi industriel ou urbain du sol, mais qui ne perd pas son rang par rapport à la moyenne ou à la petite.

Cet absentéisme vers l'industrie existe encore chez le paysan russe des *mir*s. C'est lui qui donne un caractère tout particulier à la classe ouvrière russe. Celle-ci en effet est peu nombreuse si on ne la compose que des ouvriers proprement dits, n'ayant aucun lien avec l'agriculture.

Il existe dans les villes russes des ouvriers de ce genre, dont la situation est analogue à celle des ouvriers de l'Occident. A côté de cette catégorie, il en est une autre qui a conservé ses droits dans les communautés paysannes, tout en

restant constamment à la ville, voire de père en fils. Les relations pécuniaires de ces ouvriers avec la communauté, le *mir*, sont réglées d'après le travail fourni à la communauté, c'est-à-dire qu'ils ne tirent pas de profits de leur droit à la terre, mais ils sont absentéistes en ce sens que ce droit subsiste et qu'ils ont toujours la ressource de l'invoquer en cas de chômage. Il y a enfin une très nombreuse catégorie qui comprend des gens mi-ouvriers, mi-paysans. Ceux-ci ont gardé leur maison, leur jardin, leur femme et leurs enfants au village ; ils cultivent leur part de terres dans les moments où le travail industriel ne presse pas, et se livrent à ce dernier travail lorsque le climat sévère de la Russie a couvert la campagne d'une neige épaisse. Cette situation explique pourquoi les campagnes russes ne sont pas désertées, comment l'agriculture occupe encore beaucoup de bras, et aussi l'infériorité de la main-d'œuvre industrielle russe, due non seulement au développement intellectuel tardif du peuple russe, mais encore à l'incapacité entretenue par le travail aux champs. Cet absentéisme russe particulier a donc un double aspect : de la campagne vers la ville, et de la ville vers la campagne. Les conséquences *de cet absentéisme pour la campagne* sont encore moins graves que celles de l'absentéisme rural sous toute autre forme ; toutefois le paysan russe cherche simplement sa vie, et non pas un pécule, dans le travail à l'usine ; il n'y a pas apport de capitaux à la campagne, c'est l'industrie qui profite surtout du très faible taux des salaires. D'autre part, si le paysan peut ainsi vivre quelques mois sur les ressources de l'industrie, il en résulte une tendance moindre à un travail agricole intensif. Ce travail est ainsi entrecoupé et peu habile.

Telles sont dans les pays européens les formes principales de l'absentéisme du travailleur à longue durée. Comme on le voit, les deux éléments « *lieu* » qui sont constitutifs de tout phénomène d'absentéisme, sont chez elles la ville et la cam-

pagne. En cherchant, on trouverait des formes entre ville et ville, campagne et campagne. Elles sont bien moins importantes. Le cultivateur qui change de région pour une durée considérable ne revient pas dans son ancien pays : c'est de la colonisation. L'ouvrier qui quitte un centre pour un autre ne le fait pas avec esprit de retour. Il y a toutefois une forme importante et différente : c'est l'émigration temporaire à l'étranger ; les paysans vont dans les campagnes étrangères, les citadins dans les cités étrangères ; s'il y a exception, c'est toujours dans le sens de la campagne vers la ville : beaucoup de ruraux italiens s'accumulent dans les centres urbains d'Amérique. Quelles sont les conséquences principales de cet absentéisme ? Il est bien plus restreint que l'émigration véritable ; en général, et c'est pour cela que nous lui donnons ici peu d'importance (1), il n'est pas le fait du travailleur manuel.

Celui-ci ne part pas avec esprit de retour ; lorsqu'il revient, c'est qu'il n'a pas pu trouver le pain quotidien dans le pays d'immigration ; c'est un rapatrié souvent, parfois un expulsé de ce pays qui ne se soucie pas de nourrir des bouches affamées.

C'est le commerçant, l'industriel qui vont chercher fortune au loin pour la rapporter dans leur pays ; aux colonies, l'immigrant, le colon doit avoir un capital. Il y a lieu de remarquer seulement que les capitalistes emmènent souvent avec eux des contremaîtres et des ouvriers destinés à former la main-d'œuvre exotique ; on a essayé, en Tunisie, d'introduire à la fois le colon capitaliste destiné à être propriétaire, et le colon travailleur manuel destiné à être tenancier mais c'était dans un but de peuplement plus rapide. Souvent ces travailleurs se fixent à l'étranger, souvent ils en reviennent aussi.

1. Cependant les Etats-Unis cherchent à rendre l'immigration italienne permanente, car lorsqu'elle est temporaire, elle provoque un mouvement de fonds vers l'Italie évalué annuellement à 20 millions de dollars.

Parfois ce sont les capitaux qui emmènent les travailleurs : pour créer une industrie nouvelle, dans un pays neuf; on y fait venir des ouvriers étrangers habiles, qui sont attirés par la perspective d'une existence plus large et d'économies possibles, mais entendent bien retourner dans leur pays natal. Entre pays également pourvus de capitaux, on appelle souvent aussi les ouvriers étrangers dans les mêmes conditions pour établir ou perfectionner une branche de la production. Le retour de ces engagés est souvent prévu et payé. Enfin, on doit considérer comme un absentéisme de l'ordre qui nous occupe, celui des ingénieurs, des artistes engagés dans le même but, et qui n'emportent pas de capitaux. Ceux-là encore plus partent avec esprit de retour et reviennent le plus souvent.

Les dangers de cet absentéisme sont insignifiants si l'on considère les inconvénients de la privation de travail pour le pays d'origine, et les avantages de l'apport de capital qui se produit plus tard en sa faveur. Ils sont très graves au contraire si l'on regarde l'impulsion qu'il donne à l'industrie étrangère et le tort qui en résulte pour la nationale; il peut en résulter la ruine totale d'une industrie si les conditions et le coût de production sont plus favorables à l'étranger, surtout si la matière première y est produite. Cet enseignement donné par le travail importé favorise le rapprochement du traitement et de la production des matières premières : le développement industriel des Indes anglaises en est un exemple. Quand c'est dans une colonie, le mal au point de vue national peut toutefois avoir ses compensations ; ni les travailleurs ni les capitaux ne sont étrangers à proprement parler et une union douanière peut permettre à la métropole de faire néanmoins des échanges avantageux avec ses colonies.

Au point de vue général, cet absentéisme aurait de bonnes conséquences, en abaissant le coût de production par la suppression de transports inutiles, mais ce n'est pas le cas quand

Le pays qui introduit chez lui la nouvelle industrie la protège par des tarifs douaniers, n'a d'autre but que de se soustraire aux importations, et préfère un produit indigène plus cher à un produit exotique moins cher. Même au cas où la production serait moins coûteuse dans le pays qui introduit chez lui la nouvelle industrie, s'il la protège par des tarifs douaniers, il provoque souvent des représailles douanières qui empêchent ses exportations et l'intérêt général perd au déplacement de cette industrie.

Il faut encore citer un absentéisme tel que celui des artistes dramatiques qui vont faire des tournées à l'étranger. Cette exportation de richesse immatérielle exigeant la présence de la personne, est un absentéisme de travail : de celui-là on peut dire qu'il se traduit par un absentéisme inverse de richesse matérielle. Il n'a pas, par le nombre des entreprises, une véritable influence économique, mais les gains considérables réalisés méritent d'être rappelés. Le pays privé de la présence de ses artistes n'est pas trop à plaindre ; il l'est d'autant moins que ces tournées vulgarisent le goût des costumes qu'il fabrique, lui donnent en matière de vêtements, de bijoux, un prestige qui a d'importantes conséquences économiques : il y a absentéisme par l'échange pour l'étranger, et cet absentéisme par l'échange qui n'est pas dû à des causes elles-mêmes économiques, mais morales, n'en provoque que des bénéfices plus indépendants de toutes conséquences économiques inverses.

L'abolition de l'esclavage dans les colonies anciennes, et aussi le peu de valeur de la main-d'œuvre indigène dans la presque totalité des colonies nouvelles, ont déterminé l'extension du procédé de l'engagement. Ce procédé, qu'on a accusé de rappeler l'esclavage, a dû être minutieusement réglementé pour en atténuer les abus, et il est né tout un droit particulier ayant pour sources des textes nombreux, déterminant soit

les conditions de l'exportation, soit celles de l'importation des travailleurs noirs et jaunes.

Tous les gouvernements ont en général considéré comme nuisible l'absentéisme de la main-d'œuvre de leurs colonies, et cela ne saurait surprendre personne.

Il est certain qu'il n'entre pas que des raisons économiques, ni même d'une manière plus générale, sociales, dans les entraves et les prohibitions apportées à l'exportation des travailleurs indigènes des colonies : il y a aussi des raisons politiques, mais elles n'excluent pas les précédentes, et elles sont plutôt connexes avec elles. Les difficultés éprouvées à trouver la main-d'œuvre se sont produites plus ou moins dans toutes les colonies, mais surtout dans celles où la population consiste pour la majeure partie en nègres africains. Les races asiatiques, même les dravidiens noirs des Indes sont plus laborieuses, habituées par une civilisation ancienne à la loi du travail, et présentent même souvent de remarquables aptitudes. On conçoit alors que le gouvernement des Indes anglaises ait vu avec déplaisir ces éléments utiles aller en grand nombre féconder des territoires étrangers ; il est toutefois probable que c'est autant la considération des avantages que ces territoires en retireraient, que celle des désavantages subis par l'Inde qui l'a conduit aux mesures répressives ou prohibitives, car la population ne manque pas dans l'Inde, et d'ailleurs le nombre des indiens passés dans les territoires étrangers est peu de chose si on le compare à celui de ceux qui ont été envoyés dans les territoires anglais, notamment dans l'Afrique orientale où ils constituent toute la main-d'œuvre.

La raréfaction de la main-d'œuvre aux Indes produirait une hausse des salaires, actuellement si exigus, et atteindrait une industrie en plein développement : il valait donc mieux limiter l'exportation des travailleurs aux besoins de l'Empire anglais. Leur grand nombre, leur misère même, si elle n'est

pas sans inconvénients, sont une cause de baisse des salaires dont profitent les industries locales. Ce n'est pas le petit pécule que rapporteraient parfois les engagés à leur retour qui pourrait compenser de tels avantages. Dans les pays à population extrêmement dense comme les Indes elles-mêmes, mais surtout comme la Chine, l'exportation des travailleurs ne cause pas de dommages bien appréciables ; les Chinois qui rapportent leur pécule dans leur patrie, et ceux-mêmes qui se contentent de trouver une vie plus facile à l'étranger, ne servent pas seulement leurs propres intérêts, mais encore ne causent pas de tort leur pays.

Pour que celui-ci ait à souffrir, il faudrait que les proportions de cet absentéisme de main-d'œuvre fussent énormes. Il n'en est pas de même pour les pays à moindre population, tels que l'Afrique occidentale : là, outre que le chiffre de la population est insuffisant, la main-d'œuvre si elle présente parfois quelques aptitudes développées par une civilisation déjà assez ancienne, comme c'est le cas chez les Sénégalais et en particulier chez les Yolofo de Saint-Louis, est peu productive en général ; le recrutement d'engagés est nettement nuisible aux colonies ; les quelques petites sommes qu'ils rapportent sont généralement aussitôt absorbées par les dépenses inutiles, alors que s'ils avaient touché un salaire quotidien, leurs gains auraient davantage servi à leur bon entretien ; de plus, ils sont souvent payés en marchandises étrangères ou rapportent leur paye sous cette forme. Les conséquences du manque de main-d'œuvre, que l'exportation des travailleurs a aggravés, sont faciles à trouver : c'est d'abord la paralysie de l'agriculture, dont les travaux manuels sont inaccessibles aux Européens dans presque toutes les régions tropicales ; c'est par suite la continuation de cette exploitation qui consiste à couper l'arbre ou la liane pour en obtenir le produit, au lieu de les cultiver ; c'est l'empêchement absolu de fonder une industrie locale pou-

vant traiter les matières premières du pays : situation défavorable et nécessitant d'une façon générale des frais de transport qui grèvent inutilement la production, c'est enfin l'état stationnaire de la consommation avec toutes ses conséquences sur le développement économique local.

Cet ensemble de faits n'est pas constitué principalement par l'absentéisme du travail, il est dû surtout aux causes qui, avant l'annexion ou le protectorat, ont dépeuplé la région, et au peu de besoins des indigènes qui se dispensent de produire en consommant très peu. Mais outre que l'absentéisme du travail est propre à produire toutes ces conséquences et par suite à aggraver la situation, il faut remarquer que la traite des esclaves, qui est un absentéisme de travail, a contribué plus que les autres causes à la diminution de la population et même à son abâtardissement. Le prélèvement de quantités énormes de jeunes hommes et de jeunes femmes qu'elle nécessitait car une faible partie survivait aux épreuves des caravanes et des traversées, a diminué le nombre des habitants et affaibli la race ; l'état de guerre entretenu par les razzias des négriers arabes et noirs, l'insécurité qui empêche la culture et la fixation au sol, qui décourage de produire, la résignation même de gens habitués à se voir séparer de leurs proches, s'attendant aux pires calamités, ont déterminé à la fois la paresse et l'inaptitude.

La traite des esclaves était bien un absentéisme de travail, malgré que les esclaves ne dussent jamais revenir dans leur pays et fussent destinés à lui devenir étrangers et à faire souche au loin : par la constance avec laquelle elle dévastait certaines régions, elle rappelait l'exportation des revenus des propriétés absentéistes ; si les esclaves eux-mêmes n'étaient point absentéistes, c'était la traite qui l'était, en tant que « *droit* » que s'étaient arrogés sur la terre d'Afrique les planteurs et les négriers ; elle et eux étaient absentéistes comme certaines propriétés et certains propriétaires. On peut aussi mentionner

comme absentéisme du travail, les guerres telles qu'on les entendait jadis, avec la réduction en esclavage de tout le peuple vaincu ; l'état final de l'empire romain montre les conséquences fâcheuses de cet absentéisme du travail, qui, après avoir dépeuplé et stérilisé les régions conquises, provoqua la chute des cités antiques, et celle de la plus puissante Rome, par la création d'un prolétariat d'esclaves de toutes races, main-d'œuvre inférieure, ne produisant que sous le fouet, travailleurs devenant oisifs dès qu'ils le pouvaient, cherchant, une fois affranchis par le maître, et une fois délivrés des services dûs au patron, leur vie dans l'intrigue et les bas métiers. L'esclavage antique n'eut pas seulement de mauvaises conséquences pour les pays d'où provenaient les esclaves et pour ceux où ils allaient s'agglomérer, en tant qu'absentéisme du travail, mais encore en tant que cause d'absentéisme du propriétaire foncier : les latifundia furent si fatals à Rome surtout parce que, grâce à l'esclavage, le maître pouvait les étendre sans cesse ; il répartissait ses esclaves en proportion de l'étendue du sol, ce qui était bien plus simple que de chercher des tenanciers pour un grand nombre d'exploitations, de régler leurs droits par des contrats, de surveiller leur culture et d'exiger leur cens. Le domaine devenu immense échappait forcément à l'attention du maître, et le fonctionnement de l'exploitation, tout administratif, dirigé par l'esclave principal, le *villicus* se faisait automatiquement. Le propriétaire devint donc alors absentéiste pour deux grandes raisons : c'est d'abord que ses domaines étaient trop vastes pour qu'il pût séjourner suffisamment sur aucune de ses terres, et ensuite que la nature du personnel, n le mode de régie n'exigeaient ni n'attiraient son attention.

A côté de ces formes de l'absentéisme du travail il en est d'autres dans lesquelles le séjour au loin du travailleur es de brève durée. Le but du déplacement est un travail qui ne dure qu'une partie déterminée et plus ou moins restreinte de

l'année. Les ouvriers russes se livrent aux deux formes de l'absentéisme, le séjour constant à la ville, et celui des moments où les travaux de la campagne chôment. Dans d'autres régions aussi, le séjour de brève durée à la ville se produit concurremment avec celui de longue durée, comme c'est le cas pour les populations des régions françaises déshéritées qui cherchent à gagner quelque argent par le travail dans les villes. L'absentéisme de courte durée caractéristique est celui des limousins venant travailler à Paris, comme maçons, celui des populaires marchands de marrons auvergnats, celui des étrangers qui viennent de loin pour faire la moisson, enfin surtout celui des ouvriers attirés par de grands travaux, comme les terrassiers piémontais qui se rendent presque en tous pays où il y a des chemins de fer à construire. Ce dernier absentéisme ne présente aucune régularité, aucune périodicité; il ne constitue pas un mouvement vers les centres urbains. Ces formes de l'absentéisme du travail se distinguent de celles considérées auparavant en ce qu'elles se manifestent essentiellement en vue du travail à faire au loin, tandis que les précédentes semblaient se produire surtout en raison du manque d'occupation dans le pays d'origine. Cela s'explique par l'urgence ou le caractère saisonnier du travail à accomplir; mais il faut aussi qu'il soit assez rémunérateur, plus en tous cas que les travaux du pays d'origine au même moment. Il permet en général la constitution d'un pécule rapporté dans ce pays.

Les causes résident dans la différence entre le taux des salaires des deux pays intéressés : ce qui implique, sauf dans le cas de manque de main-d'œuvre dans le pays de destination, une concurrence redoutable pour l'ouvrier local; elles résident encore dans de véritables traditions, si régulières qu'elles imposent la comparaison de ces travailleurs voyageurs avec les oiseaux migrateurs, mais ces traditions mêmes ont leur origine dans l'appât du gain; on les trouve encore dans la

situation critique des travailleurs dans leur pays, soit d'une façon générale parce qu'il est pauvre, soit parce que le gagne-pain de ses habitants a disparu, et c'est là une cause encore connexe aux précédentes : le désir d'un gain plus élevé. La facilité des communications ne joue ici qu'un rôle assez effacé ; ces mouvements de travailleurs avaient lieu déjà autrefois : ils se font encore souvent à pied ; on voit encore les montagnards allant faire les vendanges, se rendre de leurs montagnes vers les côteaux et les plaines de la France méridionale sur des voitures chargées de travailleurs de tout âge et de tout sexe, chantant le long de la route pour égayer les étapes. La dernière cause certaine de ces migrations est le manque de main-d'œuvre dans le pays où ils vont, dû soit à la dépopulation, soit à l'urgence des travaux.

Comme exemple d'absentéisme produit par ces causes, nous pouvons citer (1) l'afflux des travailleurs belges dans le nord de la France et dans le grand-duché de Luxembourg ; ils vont faire la moisson, arracher les betteraves, s'employer dans les fabriques où le travail presse : on évalue leur nombre à 50.000. Les causes en sont la dépopulation des campagnes françaises, l'urgence des moissons, la ruine d'anciennes industries rurales, telles que l'industrie lainière dans toute une région de la Belgique, où, par suite du développement de la grande industrie, le nombre des ouvriers ruraux de la même partie est passé de 300.000 (1843) à 18.000, telles encore que la disparition presque totale du tressage de la paille à chapeaux, de la coutellerie et du tissage à domicile dans ces mêmes régions.

Au point de vue du travail, cet absentéisme serait mauvais pour un pays où la main-d'œuvre ferait défaut : mais ce ne sont pas ces pays là qui fournissent des travailleurs du genre de ceux qui nous occupent. Leur pays gagne plutôt à les voir

1. Vandervelde. *Op. cit.*

entretenir ainsi pendant un certain temps ; sans quoi, peut-être se dépeuplerait-il et serait-il encore bien moins doté de main-d'œuvre ; les salaires des travailleurs sédentaires y gagnent un peu d'élévation, ce qui n'est pas pour empirer la situation des classes ouvrières. Cependant, si c'est à l'appât d'un gain plus élevé que celui fourni par des travaux locaux agricoles, par exemple, que le départ est dû, il en résulte un manque de main-d'œuvre nuisible au pays d'origine.

Dans les pays où se rendent les ouvriers, si la main-d'œuvre ne manque pas ou du moins ne fait pas assez défaut pour éviter qu'il y ait concurrence et baisse des salaires, les plaintes des ouvriers indigènes ne manquent pas d'être très vives. C'est généralement le cas, et ils sollicitent des mesures législatives et administratives contre les étrangers.

Souvent, cependant, le besoin de main-d'œuvre est réel ; mais les quelques ouvriers du pays qui demeurent et qui ne sauraient suffire à la besogne, ne peuvent admettre cette baisse des salaires : il faut ajouter à leur mécontentement leur hostilité instinctive contre le travailleur du dehors. Les chefs d'industrie, poussés par leurs intérêts, soutiennent ce dernier, et il y a souvent de graves conflits, des violences et des grèves qui font grand tort à la production. Il est enfin des cas où la main-d'œuvre ne fait pas défaut dans le pays où viennent les travailleurs étrangers : alors la situation n'en est que plus grave et les salaires plus bas. L'appréciation des conséquences et des remèdes en ce cas varie surtout d'après le point de vue où on se place : au point de vue économique pur, d'une part le coût de production diminue avec le salaire, si toutefois les aptitudes sont égales chez les ouvriers exigeants et chez ceux qui le sont moins ; dans la circonstance où l'aptitude et la productivité seraient proportionnelles aux exigences, comme cela arrive dans beaucoup de pays, il y a lieu de considérer leurs salaires non d'après leur taux seulement, mais d'après aussi le rendement, et ils pour-

ront être équivalents sans être égaux ; d'autre part, la population stable, indigène, est un élément qui n'est pas économiquement indifférent au point de vue consommation, ni au point de vue de l'économie nationale.

Il faut encore tenir compte de l'instruction technique que reçoivent les ouvriers étrangers pendant leur séjour dans les fabriques, et qui peut servir à établir des industries concurrentes à l'étranger.

Le mouvement constitué par l'export du pécule amassé durant le séjour n'est pas sans importance. Différents des travailleurs qui demeurent longtemps au loin, et veulent ainsi, non pas tant échapper aux conséquences du chômage de certains mois que se constituer une petite fortune pour se marier ou devenir propriétaires, ceux qui vont faire des travaux déterminés cherchent soit simplement des journées de travail qui font défaut chez eux, soit à rapporter de quoi manger pendant les périodes oisives qu'ils ne peuvent éviter. Ce qu'ils rapportent, ils le dépensent en consommation, et cela a des conséquences sur la production locale. Bien qu'eux-mêmes n'amasent ni n'apportent de capitaux, il y a donc tout de même un certain absentéisme de capital au détriment du pays d'où reviennent ces travailleurs. Ces ouvriers font souvent des envois d'argent à leur famille, comme les marins délèguent une partie de leur solde, et on pourrait aussi leur comparer les pêcheurs d'Islande, qui vont gagner au loin en quelques mois de quoi vivre, eux et les leurs, pendant l'année : mais leur absentéisme ne saurait profiter à un pays étranger, ils restent sur la mer, qui nourrit la terre : seule notre petite colonie de St-Pierre et Miquelon trouve là la source de sa prospérité et une raison d'être.

Remarques générales et conclusion.

A la fin de cet essai, il y a peut-être place pour quelques remarques générales. Chemin faisant, il a donné des conclusions à l'étude de chaque forme d'absentéisme : chercher à établir une conclusion générale développée serait l'occasion de redites ; aussi bien, les conséquences économiques de l'absentéisme sont d'une telle variété qu'on devrait soit les passer en revue de nouveau, d'une manière un peu longue, soit donner une sèche et inutile énumération. Les seules remarques qui puissent présenter quelque intérêt sont très générales.

L'absentéisme par le placement doit être regardé comme le total des pertes qui résultent pour les pays placeurs de l'absentéisme des capitaux. Extrêmement important par la fréquence et l'intensité si l'on considère les éléments productifs absentéistes, en tant qu'absentéisme définitif il est beaucoup plus restreint ; mais aussi il constitue alors un phénomène économique nuisible par définition même au pays placeur. Si l'absentéisme des capitaux au premier point de vue est un sujet d'économie universelle, il est au second essentiellement un sujet d'économie nationale ; aussi est-ce là qu'il y a proprement absentéisme, car l'absentéisme des éléments déterminés de la production est autant une cause qu'une manifestation d'absentéisme.

A mesure que les pays nouvellement nés à l'activité économique auront progressé dans la production, le placement au

loin aura moins d'occasions de se manifester , la facilité toujours plus grande des communications augmentera la distance moyenne entre le lieu d'origine et le lieu d'emploi des capitaux, mais il n'en résultera pas que l'absentéisme des capitaux doive s'accroître : en effet, la distance matérielle importe peu en réalité ; en réduisant les distances économiques, la facilité des communications tend à réduire l'absentéisme ; peut-être arrivera-t-elle à le supprimer : il faudrait toutefois pour cela la réduction simultanée de la distance politique. L'absentéisme actuel doit son importance précisément à la réduction de la distance matérielle et au maintien de la distance politique.

L'une invite au mouvement des capitaux, l'autre empêche l'assimilation économique des pays, la diffusion des conséquences des placements. La première crée une distance économique réduite entre les prêteurs et les emprunteurs ; la seconde conserve une distance économique considérable entre les industries engendrées par les capitaux et les produits de ces industries. Si plus tard il s'établit un rapprochement, une solidarité entre toutes les régions du globe égales à celles qui existent à présent entre les régions d'un pays tel que la France ou l'Angleterre, l'absentéisme par le placement n'aura plus que l'importance qu'il a à l'intérieur de ces mêmes pays. Encore la rapidité et le bon marché des communications entre les villes et les campagnes réduira-t-elle l'absentéisme des capitaux qui a lieu actuellement au détriment des campagnes. La Belgique offre dès maintenant, grâce à sa petite étendue qui a rendu plus agissant un grand développement des voies de communication, l'exemple d'un pays où l'industrie peuple les campagnes, où les travailleurs mêmes des villes vivent à la campagne, où il semble que bientôt il ne sera plus guère possible d'établir d'antithèse entre les villes et les campagnes.

L'absentéisme proprement dit par l'échange, — car le place-

ment est aussi un échange, — bien que d'une nature différente sera sans doute aussi très profondément modifié dans un avenir plus ou moins lointain.

Ses éléments géographiques agissent par la variété des productions, l'influence du climat sur les aptitudes, les frais de transport qu'augmente la distance. Ils sont de plus en plus fortement modifiés par les conséquences du progrès de la science. L'éducation modifie les races végétales et animales ; les applications scientifiques parviennent chaque jour davantage à produire sous tous les climats toutes les richesses, soit en substituant la synthèse chimique à l'activité biologique animale et végétale, soit en modifiant les effets de cette activité. Les transports deviennent de moins en moins coûteux, soit du fait de leur rapidité accrue, soit de celui de la réduction même des dépenses qu'ils nécessitent pour un trajet donné.

Les éléments ethnographiques sont moins vite atteints par l'évolution de l'esprit humain : cependant, ni les races humaines elles-mêmes, ni l'esprit des races ne demeurent aussi caractérisés qu'autrefois.

On pourrait donc conclure que l'avenir modifiera grandement cette forme de l'absentéisme. D'une part, la nécessité des échanges pourra être réduite ; d'autre part, les échanges auront plus de chance d'être équitables : ils seront plus aisés, les frais de transport moindres, l'éducation économique des peuples plus égale. Cependant, si l'activité industrielle proprement dite doit subvenir à tous les besoins de l'humanité, elle ne trouvera pas des conditions partout pareilles. Il lui faudra d'abord la matière première : or, les matériaux constitutifs de l'écorce terrestre ne sont point les mêmes partout ; ensuite, les forces motrices, chaleur solaire, mouvement des eaux et des vents, qu'on espère uniquement employer dans l'avenir, sont très inégalement répandues sur le globe, et le transport électrique de la force, outre qu'il coûte, sera sans doute l'occasion d'un absentéisme

car il créera une situation où des pays seront tributaires d'autres et ne pourront produire qu'en achetant à ces autres la force nécessaire à leur activité industrielle : ce sera autant de pris sur leur propre production et finalement sur leur consommation.

Quelle que soit donc la solidarité économique de l'avenir, il y aura toujours, semble-t-il, des pays économiquement tributaires : l'égalité n'est nulle part dans la nature, même dans la nature asservie par l'homme. L'élément *lieu* de l'absentéisme résiderait alors dans la distance entre le point d'origine de la force et le point d'utilisation. L'absentéisme se manifesterait sous la forme d'une rente au profit des localités les plus favorisées par les ressources du sol et la présence des forces naturelles. Mais le montant de cette rente ne saurait s'accumuler localement et devenir une cause de domination économique si la circulation des richesses et des hommes est devenue d'une extrême facilité et l'individualité des pays un simple souvenir.

Tout absentéisme de l'individu est destiné à s'accroître à un point de vue social, mais non peut-être à un point de vue économique. Ce qui vient d'être dit à propos des formes futures de l'échange s'applique au cas de l'individu absentéiste échangiste. Autant diminuera la distance, autant l'absentéisme de l'individu et de ses échanges. L'absentéisme du travail suivra la même décroissance pour les mêmes raisons. Le déplacement facile des individus et des richesses leur permettra de revenir avec la même aisance avec laquelle ils seront partis : ils ne pourront plus être considérés comme appartenant à tel ou tel lieu. Le propriétaire foncier rural lui-même pourra diriger son exploitation à distance, grâce à des voyages fréquents et commodes. Seule l'impossibilité de remplir sa tâche si la propriété est trop vaste le maintiendra absentéiste.

Jusqu'à une modification très grande de l'industrie agricole ou à sa suppression, l'importance de cet absentéisme,

bien que sans doute diminuée, résultera de sa nature particulière.

Les divers absentéismes des éléments de la production peuvent avoir pour conséquences nuisibles toutes celles qui peuvent résulter du manque de travail et de capital, surtout du manque de capital.

L'élément nature est atteint en ce que les terres sont en friche, ou épuisées ; les forêts non aménagées ou déboisées ; les mines et les carrières inondées ; les cours d'eaux non endigués, les ports et canaux ensablés ou envasés ; le climat malsain.

Le travail est maladroit et lent ; le travail supérieur fait défaut. La population ouvrière et rurale est misérable et n'a plus le désir de produire, étant habituée à réduire ses besoins, en commençant le plus souvent par les plus légitimes et les plus propres à entretenir l'activité productive.

Le capital est rare, et toute production bien organisée absente de ce fait. Le progrès économique ne saurait se manifester sans capital ; là où il n'y a pas de capital, règne la barbarie économique.

L'absentéisme peut ou maintenir cette situation dans un pays non développé, ou la créer dans un pays jadis plus prospère.

Enfin l'absentéisme des éléments productifs a naturellement les conséquences les plus marquées sur la consommation locale qu'il réduit considérablement.

Un pays qui produit peu ne saurait consommer beaucoup ; s'il produit lui-même ce qu'il consomme, cela est évident ; s'il échange, il est peu probable que les échanges augmentent considérablement sa richesse, et que d'une manière générale il reçoive des produits qui exigeraient chez lui beaucoup plus d'éléments productifs qu'en exigent les produits qu'il exporte. Il est rare que ce fait domine le mouvement des échanges d'un pays, et en ce cas, le pays est atteint dans sa production :

il n'y a pas de progrès économique ni même d'avenir en général pour un pays rentier.

L'absentéisme peut donc se manifester soit par le manque d'éléments productifs, soit par la perte de la richesse produite destinée à la consommation ; l'un et l'autre cas sont graves, tant pour la production future que pour les conséquences présentes de la diminution de la consommation, car la consommation dirige la production et la production est la source de la consommation.

L'absentéisme est par définition un phénomène d'économie locale, ordinairement nationale ; c'est-à-dire que lorsqu'on en traite, on doit regarder les nations comme des individus ; alors il apparaît comme le fait dominant de la répartition, non plus au sens ordinaire, mais au sens où les nations sont les individus. C'est la question sociale des peuples, et, comme celle des individus, elle comporte des éléments politiques. Il y a des nations qui oppriment et des nations opprimées, des nations prêteuses et des nations obérées ; il est vrai que le défaut de sanction permet souvent à ces dernières de ne pas tenir leurs engagements. Il y a des nations capitalistes et des nations ouvrières.

Par ses causes, l'absentéisme contient toutefois des éléments propres, ou du moins d'une importance particulière en lui, tels ses éléments ethnographiques, qui se retrouvent parfois dans la question sociale, mais qui jouent un grand rôle dans les relations entre les divers peuples, soit qu'ils vivent dans des pays différents, soit qu'il y ait entre eux, dans un même pays, une subordination de droit ou de fait. L'absentéisme du propriétaire foncier qui paraît le plus près d'être une vraie question sociale intérieure, trouve lui-même dans la juxtaposition des intérêts divergents de deux races sa cause originaire et celle de sa durée et de sa gravité.

L'absentéisme réunit ainsi des caractères propres tout en restant une sorte de question sociale internationale.

Il est l'occasion de gains et de pertes, et il ne paraît pas possible de le voir disparaître autrement que par l'union plus intime des peuples : encore conserverait-il longtemps l'importance qu'il présente lorsqu'il a lieu de province à province ou de la campagne à la ville. Seul, un état général d'équilibre économique, un état théoriquement parfait de la répartition universelle tendrait à en supprimer les manifestations, si les causes politiques qui le provoquent si souvent disparaissaient.

L'absentéisme est en effet sous la dépendance de tous les événements qui intéressent l'existence et les rapports des communautés humaines.

Quoiqu'il en soit, il est par définition nuisible à certaines d'entre elles ; il représente la partie de leurs échanges qui, à leur égard, n'est pas compensée, ou la partie du produit de leur travail qui leur est dérobée. C'est donc un phénomène économique dont on peut espérer la disparition sous ce dernier aspect et tout au moins la diminution sous le premier.

Vu par le président de thèse
A. DESCHAMPS

Vu, le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

TABLE

Pages
INTRODUCTION. — Définition de l'absentéisme 5

PREMIÈRE PARTIE

Absentéisme de la richesse sans abstentéisme de l'individu.

I. — ABSTENTÉISME PAR LE PLACEMENT. — Le placement au loin est un absentéisme	17
II. — CAUSES DIRECTES DE L'ABSENTÉISME PAR LE PLACEMENT. — Le crédit cause d'absentéisme.	19
III. — CONSÉQUENCES GÉNÉRALES ET NORMALES DE L'ABSENTÉISME PAR LE PLACEMENT. — Absentéisme relatif des capitaux. Cas et formes d'absentéisme absolu consécutif	22
IV. — ABSENTÉISME PAR L'ÉCHANGE. — L'échange peut être absentéiste.	57
V. — INTENSITÉ POSSIBLE ET FORMES DE L'ABSENTÉISME PAR L'ÉCHANGE. — Opinions des économistes.	60
VI. — CONSÉQUENCES DE L'ABSENTÉISME PAR L'ÉCHANGE. — Leurs rapports avec celles des autres formes de l'absentéisme . .	88

DEUXIÈME PARTIE

Absentéisme de la richesse consécutif à celui de l'individu.

VII. — ABSENTÉISME DE L'INDIVIDU SANS ÉGARD A SA FONCTION PRODUCTIVE. — Ou absentéisme du consommateur au sens étroit.	101
--	-----

VIII. — ABSENTÉISME DE L'INDIVIDU SELON SA FONCTION PRODUCTIVE. — Le Rentier, le propriétaire urbain, l'industriel, le com- merçant	109
IX. — ABSENTÉISME DU PROPRIÉTAIRE RURAL. — Considérations géné- rales	115
X. — LES PROPRIÉTAIRES RURAUX ABSENTÉISTES. — Différents types et origines. Conséquences particulières	124
XI. — LES PROPRIÉTÉS RURALES ABSENTÉISTES. — Différentes formes. Conséquences particulières	156
XII. — L'ABSENTÉISME DU PROPRIÉTAIRE RURAL ET LES DIFFÉRENTES CULTURES. — Culture extensive.	171
XIII. — CONSÉQUENCES DE L'ABSENTÉISME DU PROPRIÉTAIRE RURAL SUR LA RENTE FONCIÈRE ET LE REVENU FONCIER. — Théo- ries de Malthus et de Ricardo	178
XIV. — CONSÉQUENCES DE L'ABSENTÉISME DU PROPRIÉTAIRE RURAL SUR LE RÉGIME DES TENURES. — Fermage, métayage, inter- médiaires	201
XV. — CONSÉQUENCES DE L'ABSENTÉISME DU PROPRIÉTAIRE RURAL SUR LA POPULATION RURALE ET SES FONCTIONS ÉCONOMIQUES. — Exemple de l'Irlande.	229
XVI. — L'ABSENTÉISME DU PROPRIÉTAIRE RURAL ET LA LÉGISLATION. — Protectionnisme. Régime fiscal. Droit des personnes. Ré- gime féodal anglais. Régime hypothécaire	245
XVII. — CONSÉQUENCES GÉNÉRALES ET DÉFINITIVES DE L'ABSEN- TÉISME DU PROPRIÉTAIRE RURAL. — Manque de direction et de capi- taux dans l'agriculture. Ruine générale possible d'un pays.	262
XVIII. — ABSENTÉISME DE L'INDIVIDU SANS ABSENTÉISME DE RICHESSE CONCOMITANT. — Absentéisme du travail. Absentéisme du tra- vailleux manuel	272
REMARQUES GÉNÉRALES ET CONCLUSION.	294

